REVUE

DES

DEUX MONDES

XCIV^e ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

DI

REVUE

DES

DEUX MONDES

XCIV^e ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

TOME VINGT ET UNIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1924

LE LABYRINTHE

TROISIÈME PARTIE (1)

IX

J'ai retenu la minute précise où ce rien reparut.

Le soir du même jour, Alice et moi étions en tête-à-tête et nous taisions. Tout à coup je m'aperçus du silence, puisque je surveillais mon âme pour arrêter au passage des pensées qui voulaient venir. Je tirai enfin ma montre et regardai l'heure : 10 h. 20... C'est là un geste insignifiant ; il marquait la catastrophe; dès que la notion du temps reparaît, le bonheur total a cessé d'être.

Qu'y avait-il eu au juste pour amener pareille révolution? Exactement une clé déplacée : accident banal dans un ménage. Mais il suffit souvent d'un heurt léger pour réveiller la douleur d'une blessure ancienne. Ce que je nommais un rien, en attirant mon attention sur des possibilités, venait de détruire ma sécurité triomphante. Je cessais d'appartenir entièrement à ma bien aimée; désormais une part de mes soucis demeurait pour moi seul.

Prétextant un peu de fatigue, je me levai. Alice s'étonna :

— Serais-tu souffrant?

Je m'efforçai de la rassurer : à mesure que je parlais, j'avais conscience que son étonnement avait je ne sais quoi de disproportionné avec l'incident. De telles impressions ne trompent guère; si on dédaigne de s'y arrêter, c'est qu'on redoute de

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 avril.

leur donner une existence concrète, à défaut de laquelle il est plus facile de les négliger.

La nuit s'écoula, remplie d'un sommeil lourd. Au réveil, l'imperceptible gêne de la veille était devenue un tel malaise que je ne me reconnus plus. On eût dit que, placé en équilibre instable à l'extrémité d'une branche, j'appréhendais d'être jeté bas par un coup de vent. Pour me défendre, je tentai de raisonner ma peur; car c'était bien de la peur que j'éprouvais : une peur à la limite de ma conscience, qui, installée au seuil de l'âme, happait au passage mes pensées pour les ramener toutes vers un passé que j'avais cru aboli quand il n'était que momentanément voilé.

Raisonner une peur revient toujours à en scruter l'origine; je m'obligeai donc à regarder la cause de la mienne, c'est-à-dire le rien.

Quelqu'un récemment avait pénétré dans le débarras : la belle affaire! avais-je interdit qu'on y entrât? Mille prétextes d'ailleurs, tous étrangers à mon inquiétude, pouvaient justifier pareille obligation. Allons plus loin : supposons qu'Alice ait désiré prendre un livre, il est clair qu'il ne s'agissait point d'un paroissien. Quant à Rosa...

Subitement, je tournai court. Je me moquais bien de Rosa! Une seule chose comptait : il ne fallait pas que, par une voie ou une autre, Alice eût découvert que je lui avais menti. Mon mensonge était d'ailleurs une chose morte, je n'en éprouvais aucun remords : en revanche, je n'admettais pas qu'il risquât d'atteindre mon bonheur. Or, tandis que je m'étais cru jusqu'alors en parfaite sécurité, je m'apercevais que j'étais à la merci d'une rencontre fortuite. Je demeurais persuadé que cette rencontre n'avait pas eu lieu, mais la chaîne était renouée : je rentrais dans la crainte.

Étourdi, je me rendis à mon bureau. J'éprouvais à la fois le désir de rester seul et de m'occuper, afin de lutter contre la hantise commençante. Justement, des lettres en retard traînaient sur la table. Résolu à mettre ma correspondance à jour, j'en pris une au hasard, la première qui se trouva sous ma main.

Elle était de Bourdoin et annonçait que l'instance en réhabilitation de mon père venait de s'ouvrir.

Depuis quarante-huit heures, le but de ma vie semblait

atteint et je n'avais même pas songé à m'en réjouir! Je courbai la tête : j'aurais voulu demander pardon à mon père. On peut donc sacrifier jusqu'à l'honneur pour un idéal, et cet idéal réalisé, n'y plus tenir? Par une incroyable inconséquence, je n'étais tenté que de mesurer le prix dont je risquais de payer ma réussite. De nouveau, une telle onde de peur me détourna de celle-ci que je laissai tomber ma plume et renonçai à féliciter Bourdoin. Puis, sans m'apercevoir que je venais à peine de m'asseoir, je quittai la place, rejoignis Alice qui travaillait au salon. Mais à peine auprès d'elle, j'eus l'impression qu'elle-même avait un air préoccupé que je ne lui avais pas encore vu.

— Qu'y a-t-il? demandai-je, pris d'une inquiétude indéfinissable.

Elle parut sortir d'un rêve :

— Rien... c'est mon tour, ce matin, d'être un peu lasse... à peine... comme toi hier soir...

Sans répliquer, j'approchai d'une fenêtre et regardai le parc en battant la vitre d'un doigt impatient. Nous nous retrouvions dans le tête-à-tête coutumier, et lui aussi était changé!

Alice reprit au bout d'un instant :

— Depuis combien de temps ton frère ne t'a-t-il plus écrit?

Je répondis sans tourner la tête :

— Une quinzaine, environ. Espérons qu'il nous avisera de son retour... s'il pense encore à nous.

— N'en doute pas!

— Je crains qu'il n'en soit rien.

— Alors c'est moi qui songe beaucoup à lui.

Je me retournai aussitôt, cherchant à comprendre ce que cachait cette phrase imprévue. Alice, de son côté, leva la tête, comme si elle avait attendu mon geste pour s'expliquer.

— Je me demande depuis quelque temps, poursuivit-elle, s'il me déteste ou s'il a pris le parti plus simple de m'ignorer. De toutes manières il y a des choses qu'il ne me pardonnera pas.

— Lesquelles?

— Ne crois-tu pas, par exemple, qu'il serait désirable de lui expliquer que je ne suis pour rien dans tes... décisions financières?

Je haussai les épaules.

— Si changé soit-il, André est le désintéressement même.

Alice soupira :

— Précisément : cela donne le droit d'être exigeant pour les autres.

Puis, se replongeant dans son ouvrage :

— Crois-moi; tu ferais sagement de lui donner tes raisons... les vraies...

Les deux derniers mots, si bas qu'ils eussent été prononcés, venaient de tomber sur moi comme une pierre lourde. Quels soupçons ou quelles certitudes recouvraient-ils? Une seconde, je scrutai le visage d'Alice : il avait repris son calme habituel : à peine marquait-il le soulagement qui suit une confidence devant laquelle on a un peu hésité avant de la faire. Non, ma frayeur était sans cause, notre amour toujours sans fissure. Alors je m'approchai, obligeai le visage adoré à regarder le mien. Elle murmura, étonnée de ma violence :

— T'aurais-je blessé en disant cela?

Je balbutiai :

— Des raisons vraies, ne sais-tu pas qu'il n'y en a qu'une... je t'aime!

Et appliquant mes lèvres sur les siennes, il me sembla que j'écartais de nous deux l'impondérable qui nous menaçait. Une fois de plus, la vie allait reprendre, et le bonheur rester!

La journée s'écoula, puis une autre. J'étais convaincu d'avoir jugulé ma peur. Cependant le seul fait de surveiller mes pensées prouvait la fragilité de ma quiétude. Tour à tour anxieux et rassuré, j'étais en réalité dans une période incertaine où se confondaient trop d'émotions contradictoires, et dont il fallait sortir, car très vite elle fût devenue intolérable. Le matin du troisième jour, lorsque pour chercher je ne sais quel objet, j'ouvris le tiroir où reposait la clé du débarras, me serais-je d'ailleurs attardé à interroger des yeux ce morceau de métal si, depuis l'apparition du rien, mon cœur avait cessé de se poser des questions muettes?

Un long moment je restai ainsi agité par le pressentiment que là sans doute gisait la réponse à mes tourments. Je me disais : « Fermer une porte est bien; vérifier auparavant qu'on n'enferme personne, rien de mieux : pourquoi n'avoir pas aussi recherché quelles traces a laissées le passage de celui ou de celle qui est entré? » Je me disais encore : « Qui m'empêche de faire maintenant ce que je regrette de n'avoir pas fait plus tôt? Aujourd'hui, les mêmes choses sont aux mêmes places. »

Sans m'en rendre compte, et d'un geste machinal, ma main approcha enfin de la clé pour la caresser d'abord, la quitter, ensuite la reprendre. Soudain je cessai de réfléchir. J'étais devenu la proie d'un désir de lumière : j'étais sûr d'aller vers la libération. Mes doigts se fermèrent. J'avais cessé de résister à l'appel du destin.

Qu'allais-je chercher dans le débarras? A défaut de mieux, la conviction que rien n'avait été touché, — pas même le paroissien. Désir absurde et dangereux : toutefois, qui s'avise de peser les conséquences, quand la passion le mène?

La clé tourna dans la serrure, la porte céda sous ma poussée; je parcourus la pièce d'un regard circulaire, et m'arrêtai aussitôt, soulagé. A l'évidence, il n'y avait nul changement. L'ordre régnait. Livres, bibelots et caisses se retrouvaient où je les avais laissés : tout au plus, à coups de plumeau, avaient-ils été débarrassés de la poussière.

Pourtant, ceci ne me suffit pas encore. J'approchai des livres, et saisis le paroissien pour vérifier que le testament était toujours en place.

Lui, non plus, n'avait pas quitté son abri. Parfait. Après cela, que faire, sinon repartir? Logique, bon sens, sagesse, tout le commande : cependant je reste... et j'additionne les chiffres de pagination qui paraissent juste au-dessus du feuillet replié.

— Deux, plus cinq, plus un...

La dernière fois que j'ai tenté ce jeu, je me souviens d'avoir trouvé dix : j'ai dû mal compter; recommençons... Huit toujours, au lieu de dix.

A mesure, le sang afflue à mon cerveau, mes oreilles tintent. Il est impossible que deux plus cinq, plus un... Puis la lumière que je prétendais souhaiter : puisque l'insertion est modifiée, quelqu'un a manié le testament ! Blême, je prononçai, tout haut :

— Alice, Rosa ou moi : lequel des trois?

En même temps et avant de tenter une réponse, une fureur me souleva contre mon imprudence imbécile. Dire que, à deux reprises, j'avais reculé devant la suppression de ce papier ! Quel prestige l'avait donc protégé? Comment au moins n'avoir pas tenté de le cacher mieux, dans une armoire bien close, dans un coffre de banque, n'importe où enfin, pourvu qu'il fût garé des indiscrets? Par un geste irraisonné, je m'apprêtais à le

détruire enfin, quand la question de nouveau m'arrêta net :

— Alice ou Rosa ?...

Plus que deux noms; car il est bien clair, n'est-ce pas? que je devais me considérer hors de cause, aucun accident n'étant survenu au paroissien lors du transfert des livres.

Je poursuivais :

— Supposons qu'Alice..., — on doit tout envisager! — supposons qu'Alice ait trouvé cela, qu'elle l'ait lu : puisqu'elle l'a remis en place sans en parler, c'est donc qu'elle s'est crue la première à en faire la découverte. Et, en effet, quelle probabilité y a-t-il qu'avant tout le monde j'aie feuilleté le paroissien? Si même le soupçon en venait, le fait que la pièce est demeurée là, à portée de quiconque, suffirait à me défendre. Seulement, pour que cette défense reste possible, ne faut-il pas aussi que je *laisse les choses exactement comme elles sont*... et alors ?

Alors, voici que n'ayant pas osé jadis supprimer le testament, je perds jusqu'au pouvoir de le changer de place ! Bien mieux : que fais-je ici ? Si j'allais être surpris ? Hâtons-nous de déposer livre et papier. Quoi que je tente, ils sont les plus forts ! Et puis, maintenant réfléchissons...

— Alice ou Rosa ?

Impossible de décider. Une enquête ? Au premier mot, je risquerais d'éveiller des soupçons chez celle qui n'en a pas. S'en remettre à l'imprévu, au geste qui passe, à l'incident que souligne une nuance du visage ? Mais que verrai-je d'assuré, et comment accepter une attente exposée à n'avoir ni fin ni récompense ? Restait, à défaut de certitude, la discussion du probable. Et tout de suite la réponse apparut :

— Rosa !

Rosa seule avait pu, au cours d'un nettoyage, toucher au paroissien. Ne l'avais-je pas vue maintes fois prendre des livres un par un pour en torchonner la tranche ?

— Rosa, oui, c'est la solution.

Combien rassurante, d'ailleurs ! Car à supposer qu'elle ait eu la curiosité, bien invraisemblable ! de lire un feuillet échappé par mégarde, détestant Alice, irait-elle lui parler d'héritage ?

Cependant, si Alice ?...

Je ramassai mes forces. A la pensée qu'à cette minute peut-être, Alice se demandait : « Suis-je ou non victime

d'un odieux calcul d'intérêt? » j'aurais crié de détresse ; mais je prétendais aussi demeurer une raison raisonnante et je songeais en même temps : « Si elle doutait de moi, aurait-elle gardé une apparence paisible, des propos unis? » Admirons l'aveuglement de la bête humaine à l'heure où elle tend de tout son effort à être lucide ! J'oubliais que, trois jours auparavant, elle avait dit à propos de mon frère : « Il faudra lui donner tes raisons... les vraies... » J'ajoutais au contraire : « Admettons qu'elle sache, dès lors qu'elle s'est tue, n'est-ce pas que, sûre de moi, elle a résolu d'agir comme si *cela* n'existait pas? » Et cette pensée amena la détente. Trêve de démence : ou Alice ignorait tout, ou la révélation l'avait laissée indifférente ! Ah! l'allègement qui suivit! J'étais toujours debout au milieu du débarras, et tout à coup je m'étonnais d'y être : « Que fais-je ici au lieu de me trouver près d'elle comme d'habitude? » J'aspirai ensuite l'air comme un buveur se désaltère à une source. J'avais cessé de haleter. Je m'imaginais surtout redevenu maître de mon cerveau, alors qu'il n'était qu'un ressort obéissant aux heurts extérieurs et qui se dévide sans contrôle. Puis je ne vis qu'une chose : Alice en bas devait m'attendre. Je regagnai la porte, fermai à double tour, et descendis...

En approchant d'Alice, je n'étais capable que de percevoir la tendresse qui me projetait vers elle. Je la regardai sans la voir, et tel un coureur harassé, murmurai :

— Se réfugier près de toi ! J'étais fou de rester ailleurs.

Elle répéta :

— Ailleurs?... d'où viens-tu donc?

J'aurais dû être frappé par son accent : je ne percevais que mon bonheur à trouver près d'elle une paix inespérée.

— De grâce ! n'interroge pas, que d'abord je me repose là... A la lumière de tes yeux, tout redevient si paisible... comme il faut que ce soit.

Paroles imprudentes dont, à peine prononcées, je pressentis le danger, que je ne m'inquiétai pas non plus de voir rester sans commentaires. Tandis que simplement Alice reprenait son ouvrage, je fis ensuite ce que j'avais dit et m'absorbai dans la contemplation des traits adorés, dont l'apaisement devait achever le mien.

Soudain, je recommençai de frémir : je venais de m'apercevoir qu'au lieu de me plonger dans leur calme rayonnement,

je me demandais s'ils étaient vraiment les mêmes et les trouvais changés! Effet de lumière, probablement. Dehors le temps était devenu bas et maussade. Les arbres semblaient vêtus de noir. Un jour blafard entrait par les croisées... N'importe! quelque chose était sur le visage que je n'aurais pu définir et qui pourtant le rendait autre. J'attendis ensuite, je ne savais quoi, peut-être que l'éclairement changeât, à moins que ce ne fût le passage furtif d'une expression révélatrice J'avais l'air de ne goûter que ma quiétude reconquise : je n'étais qu'un malheureux dont la peur altère les moindres perceptions!

Pressentant, — qui le sait! — qu'un trouble m'agitait, Alice laissa retomber son ouvrage.

— Je n'y vois plus : il va sans doute pleuvoir...

Je ne bougeai pas, m'obstinant à suivre le reflet de ses pensées plutôt que ses paroles.

Elle reprit au bout d'un instant :

— Pourquoi y a-t-il des moments où l'on souffre du manque de lumière comme d'une absence?

Cette fois, je laissai paraître un tressaillement douloureux.

— A quoi songes-tu en disant cela?

— Oh! soupira-t-elle, ne t'effraye pas! Seulement, quand je me vois, par exemple, installée dans ce salon où tant de fois je suis entrée le cœur serré, je ne puis me défendre de devenir inquiète : je ne parviens pas à m'expliquer mon bonheur présent, je me demande quel chagrin va interrompre ce qui doit être un songe... Le bonheur est un présent qui fait peur. Quand je lève les yeux, je me sens planer au-dessus de toute souffrance possible : dès que je les baisse, je m'aperçois sur la corniche d'un toit, j'ai le vertige, et j'appréhende la chute.

Elle avait parlé, le regard tourné vers la fenêtre, ayant l'air de contempler uniquement le ciel décoloré. Ses mots tombaient espacés et hésitants, comme au gré d'une rêverie. S'ils semblaient recouvrir une angoisse mal dissimulée, ce devait être moi qui les éclairais à la lumière de ma propre anxiété. Et sans doute n'y avait-il là que le reflet mélancolique d'un matin sans soleil. Aussi, m'obligeant à accepter simplement ce qu'elle avait dû dire également avec simplicité, je répliquai à mi-voix :

— Quelle chute pourrions-nous redouter? Je t'aime...

— Justement, cet amour m'effraye...

— Je ne saisis pas, vraiment...

Elle esquissa un geste vague, puis toujours sans me regarder :

— Qui me révélera pourquoi tu m'as aimée ?...

Dieu merci ! j'étais assis près d'elle : elle ne dut pas s'apercevoir de l'effroi que me jetait soudain sa question. D'ailleurs, elle continuait :

— Tu arrivais sans me connaître... Tu aurais pu même ne pas venir... Et tout de suite, — ah ! voilà ce qui me déroute ! — tout de suite tu as décidé de rester. Dès ton premier mot, on aurait cru que tu savais déjà que nos destinées devaient n'en faire qu'une. Moi-même, je ne comprends pas encore quelle force obscure m'obligeait à me soumettre en me taisant. Il m'était agréable de ne pas résister, et j'avais conscience que si je le tentais, tu m'emporterais ainsi qu'une proie... Comment pareille aventure est-elle possible ? Pourquoi ?... Tu te tais... Naturellement on ne peut pas répondre à certaines questions, je le sais bien : raison de plus pour avoir peur. Dès lors qu'une cause inconnue a réalisé notre union miraculeuse, ne faut-il pas craindre qu'il lui prenne ensuite fantaisie de la briser, toujours pour son plaisir ?...

Je persistais à écouter rigide, tout entier tendu par le désir de ne rien trahir de l'épouvante qui grandissait en moi. Ainsi j'étais accouru pour retrouver près d'elle la certitude que sa confiance et sa tendresse ne cessaient point d'illuminer ma vie : et voici que son langage aussi changeait. Pas une phrase dont je ne me demandasse : « Si elle *savait*, parlerait-elle autrement ? » Pas une qui ne me rejetât dans la nuit, avec l'impossibilité de savoir s'il s'agissait là de doutes venus d'eux-mêmes ou au contraire du besoin d'éclaircir un problème précis posé par une découverte !

M'apercevant enfin qu'elle s'était tournée vers moi, probablement dans l'espoir d'une réponse, je me penchai vers elle, saisis ses mains :

— Je ne conçois pas très bien ce que tu cherches, répliquai-je d'une voix à peine distincte. Si tu souhaites pourtant me demander quelque chose, pourquoi de tels détours ? Interroge...

En même temps, mes yeux quêtèrent les siens. Seconde tragique : jusqu'alors nous étions de cristal l'un pour l'autre : pour la première fois, je sentais, nous sentions la venue d'un silence entre nous et que l'amour était impuissant à chasser.

— Comme tu me regardes!... Je ne désirais rien..., balbutia Alice incapable de supporter plus longtemps ma muette supplication.

— Tu préfères ne rien dire?... Soit : tu dois avoir raison. Restons sur la corniche.

Et lâchant ses mains, j'approchai de la fenêtre. J'avais peine à retrouver le calme nécessaire. Tant d'émotions diverses se succédaient depuis le matin que leurs valeurs se mêlaient.

— Tiens, repris-je, une voiture... Qui peut venir?...

Alice tressaillit.

— Es-tu sûr que ce soit pour ici?

Je haussai les épaules.

— Le boulanger, peut-être.

Mais déjà, Alice, accourue vers moi, s'efforçait de reconnaître l'arrivant. Soudain, son visage se crispa.

— Là-bas... vois donc!... Ah! ce matin, j'avais raison de tout craindre!

En même temps, la voiture tournant devant la maison me découvrit à côté du cocher une silhouette tordue qui s'efforçait de se dresser. La naine arrivait sans s'annoncer.

J'aurais dû être exaspéré par une invasion dont tout prédisait qu'elle deviendrait rapidement intolérable ou nuisible : j'éprouvai au contraire un soulagement momentané.

— Espérons qu'elle ne s'éternisera pas! dis-je paisiblement. Au besoin, nous l'aiderons à repartir.

Alice répondit, nerveuse :

— Il me semble que je te perds!

Une heure plus tôt, ces mots auraient suffi pour enchanter mon cœur : je ne songeai qu'à douter d'eux :

— Dirait-elle cela, si elle savait?

Misère! une seule chose était sûre : comme je souffrais!

X

Avant d'aborder le récit des vingt-quatre heures qui allaient suivre et précipiter la marche de mon destin, qu'on veuille bien en effet peser ce que ce matin avait fait de moi.

Hier encore, quelle sécurité merveilleuse, et quelle ivresse à lire dans nos yeux les moindres mouvements d'un amour qui dépassait toute parole! Il y a au delà de la volupté de la

chair une volupté supérieure qui consiste à oser parler ses moindres pensées devant un autre soi-même : ce miracle, hier encore, Alice m'en livrait l'illusion... Tout à coup, en moi l'effroi que son regard n'ait menti à l'abri d'abandons qui avaient l'air de tout livrer, en elle peut-être la conviction d'avoir été trahie de la manière la plus avilissante, la plus basse, — pour de l'argent! Désormais, aucune détente possible, mais sans cesse, sous le vague des propos, appréhender l'expression d'un doute. Et comment nous protéger contre lui? Il se pouvait, en vérité, que je fusse la victime d'un rêve absurde. Il se pouvait aussi qu'il n'en fût rien et qu'Alice ait lu le testament. Dans les deux cas, prisonnier de mon œuvre, j'étais obligé de me taire. Aborder le sujet aurait été reconnaître que je *savais*, moi aussi, et me proclamer coupable. Ah! le mensonge que j'avais cru mort, comme déjà il me tenait, ne me laissant pour alternative que d'assister au rongement progressif de mon bonheur ou de le tuer tout à fait si je prétendais résister!

Que dans ces conditions l'apparition de la naine m'ait paru presque bienfaisante n'étonnera point. Elle était celle du tiers qui s'installe en écran pour suspendre l'échange de soupçons qui s'affrontent. J'avais oublié qui venait : je ne voyais que le répit. Ce qu'il fut, on va l'apprendre. Je n'en omettrai même pas les débuts, si remplis qu'ils paraissent de propos insignifiants et de seuls mouvements d'âme. L'inattendu est toujours l'œuvre de petites causes; sans ces propos et ces mouvements, aurions-nous eu la fin?

Arrivée claironnante, pathétique à souhait. Tandis que Rosa et moi nous précipitions au dehors, Anna se jetait au cou d'Alice :

— Enfin! je te revois!

Puis, un torrent de paroles entrecoupé de baisers.

— Je ne vous ai pas prévenus, tant pis! J'avais fait des projets pour plus tard, mais tout à coup je me suis sentie si seule! Je n'y ai pas tenu, je suis partie... Et c'est ici, le château?... Pas beaucoup plus beau que le nôtre, et aussi jaune... D'ailleurs, je m'en moque : pour te retrouver, j'aurais été dans l'Alaska... Dieu! que j'avais envie de toi! Encore, embrasse-moi... et maintenant, mes bagages!

Probablement exaspérée par cette invasion nouvelle, Rosa impassible voit tomber à ses pieds des cartons, une valise, que

le cocher, alléché par le pourboire proche, recueille des mains de la naine.

Alice cependant demandait :

— Comment va mon père?

— Papa? Je suppose qu'il va bien. Il est à Paris.

— Absent pour longtemps?

— Une semaine... le temps de croquer son premier quartier de la pension que tu lui fais. Il n'y a que moi qui ne reçois jamais rien. J'ai juste le bonheur des autres à me mettre sous la dent.

Interruption de Rosa qui s'obstine à contempler les paquets d'un air rogue.

— Où faut-il porter cela?

— Au fait, reprend Alice, où mettrons-nous Anna?

— Il y aurait bien l'ancienne chambre de mademoiselle, de madame, veux-je dire, souffle Rosa.

Je me retourne, énervé par cette sottise.

— Toutes sont bonnes à prendre, sauf celle-là. Le débarras n'est pas une chambre.

— Montons, dit Alice, nous choisirons sur place.

Ensuite, la voix de la naine qui, au cours de l'ascension, s'atténue peu à peu :

— Comment! aussi un escalier à vis? Moi qui me figurais trouver un vrai nid d'amoureux! Enfin! si la première fois que tu es venue, on t'avait annoncé...

La fin de la phrase s'éteignit. Un coup de vent glacial passa en galopade, faisant crier les arbres. Je frissonnai.

— La Sibère qui commence, dit le voiturier en ramassant les rènes. Je n'ai que le temps si je veux rentrer avant l'averse.

— Oui, c'est l'automne, répliquai-je machinalement.

Jusque-là, je ne m'étais pas aperçu que les branches se dépouillaient autour de nous. Parce que l'été demeurait en moi, je l'imaginais partout. Soudain je me sentais aussi chassé par une odeur fade de feuilles mortes. Je rentrai au salon où dix minutes plus tard Alice et notre hôte me rejoignirent.

— Eh bien? cette installation... qu'avez-vous décidé?

— Anna consent à coucher au second, dans la chambre contiguë à celle de Rosa.

— Parfait.

Là ou ailleurs, peu importait!

— Oh ! moi ! soupira la naine d'une voix en sucre, pour être ici, j'aurais subi le grenier !

— Tout dépend du temps que vous comptiez y rester.

— Rassurez-vous ; j'ai un billet d'aller et retour.

— Nous n'avons pas peur, dit Alice.

— Juste les trois jours nécessaires pour juger de votre bonheur et du cadre... bien que celui-ci déjà...

Les yeux perçants parcoururent la pièce qu'assombrissait plus que de coutume l'averse décidément déclenchée au dehors.

— Pas gai du tout : j'attendais mieux. Vous aurez de la chance si, tôt ou tard, il ne déteint pas sur l'habitant !

— Le déjeuner est servi, coupa Rosa entrebâillant la porte.

— Pas aimable non plus, la vieille...

— Dévouée, ce qui est rare aujourd'hui, interrompit Alice : elle servait jadis M[me] de Castérac.

— Un héritage ? Je m'en doutais... A ta place, je l'aurais balancée.

— Pourquoi ?

— Pour changer l'air. Vous me produisez l'effet d'aveugles dans une cave.

La réponse d'Alice cette fois ne vint pas tout de suite :

— Attends le soleil pour juger Cambaleyres : il est toujours dangereux de se fier aux apparences d'un début.

A qui s'adressaient ces paroles ? A sa sœur ou à moi ? Mais j'avais décidé que l'heure présente serait une trêve. Je secouai les épaules, et montrant le chemin, partis pour la salle à manger.

Au cours du repas qui me parut s'éterniser, nouvelle cause de malaise due au personnage imprévu que révélait la naine. Plus de saillies ni de curiosités intempestives. A leur place des attitudes modestes, des sourires suaves, une bienveillance aussi universelle que déconcertante. Elle se répandait en compliments sur la cuisine. Le bonheur d'être en famille paraissait l'enivrer. Tout au plus risqua-t-elle une ou deux allusions attristées à son isolement dans Brioude. Surprise au début, Alice désarmait, devenait, elle aussi, moins contrainte, cédait enfin à la séduction d'allures inespérées. Il y avait là, d'un côté, un dessein évident de conquête, et de l'autre, un soulagement qui tous deux concouraient au même résultat : si bien que vers la fin, sans qu'on ait paru seulement y songer, et

moins encore le désirer, je dus comprendre que ma présence gênait et me levai.

— Où vas-tu?

— Dehors.

— Par ce temps!

— La pluie cesse Vous devez avoir des confidences à échanger ..

La naine battit des mains :

— Si j'en ai!

Autrefois, Alice ne m'aurait pas laissé partir. Elle dit seulement :

— Reviens bientôt : nous t'attendrons ici.

A de telles nuances on dépiste les changements profonds. Ainsi l'accalmie qu'aurait dû m'apporter la présence étrangère n'était qu'un leurre.

Retombé dans ma détresse, je sortis. Mes pas me portaient au hasard. Mon âme seule marchait, tout entière revenue au passé, non pour se défendre contre lui, mais pour en mesurer la sottise.

— Pourquoi en sommes-nous là? se demandait-elle inlassablement.

Et, — tant pis si je scandalise, — la réponse venait, toujours identique :

— Parce que tu as tenté de rester honnête.

Supposons un instant que, *m'abstenant de faire aucune donation*, je fusse demeuré le voleur théorique devant lequel ma conscience avait reculé : la découverte du testament par Alice eût été sans conséquences. Au lieu de cela, imbécile, j'avais obéi à mes scrupules, accommodé tant bien que mal la justice idéale avec mon intérêt, et pour réparer un préjudice douteux, créé un rapprochement possible entre le legs et ma générosité intempestive. Admirons une fois de plus comment, entré dans le mensonge, on devient son prisonnier. Si j'éprouvais des remords, ce n'était donc pas pour avoir menti à demi, mais au contraire parce que je n'avais pas menti tout à fait!

Soudain je m'arrêtai. Je venais de m'apercevoir que, sans y penser, j'étais arrivé à l'endroit même où Alice et moi avions, un jour, murmuré dans un commun élan :

— Être ensemble... toute la vie...

Approchant du talus, je tentai de retrouver l'horizon qui

nous avait servi de témoin. La minute féerique abolie revivait en moi. Comme alors nous nous détachions sur le ciel, les mains unies! Tragique revirement : j'étais seul. Des paquets de nuées voilaient la terre proche ; l'immensité semblait réduite à un préau. Sans me soucier de l'humidité, je me laissai tomber sur le sol, et pareil à un chemineau, j'eus envie de sangloter.

Parmi les mauvaises heures que j'ai connues, celle-ci a été sans doute la pire. Brusquement, un doute venait de paralyser mon âme. On peut adorer un être, se donner éperdument à lui : à quels signes reconnaître sous la caresse des paroles l'émoi d'une réponse vraie ? La tendresse dont j'avais joui avait-elle été un présent spontané ou l'effort d'une bonne volonté traduit par mes propres illusions? Alice m'avait-elle jamais aimé?

Je ne sais au juste ce qui suivit. Je me suis enfui, je crois. De tels mots vous poursuivent et on les écarte comme un blasphème. Quand je rentrai, j'étais persuadé que je les avais chassés. En réalité, installés désormais à l'arrière-plan de ma conscience, ils allaient instituer en moi une défiance mille fois plus douloureuse que celle du matin. Quel chemin en quelques heures!

Tout de suite, en effet, cette défiance parut. Je franchissais à peine la porte du parc, qu'une forme se détacha d'un taillis pour venir à moi. Je reconnus Anna.

— Eh bien! demanda-t-elle, revenez-vous assez transi ? Bizarre idée de courir au loin quand il pleut!

— Moins mauvaise que celle de s'installer, comme vous faites, à l'affût sous des branches, répliquai-je me demandant si elle se trouvait là par hasard ou épiait mon retour.

Je poursuivis :

— Où est Alice?

Un sourire ambigu plissa les lèvres rouges.

— Je l'ai laissée avec le dragon, en train de régler la question du dîner.

— Qu'est-ce que le dragon?

— La vieille bonne, naturellement... En voilà une, par exemple, que je persiste à ne pas digérer!

Je haussai les épaules :

— Espérons que le supplice de son voisinage ne tuera pas tout l'agrément que vous escomptiez du séjour.

— S'il ne s'agissait que de moi ! Croyez-vous qu'Alice la tolère plus aisément ?

— Alice vous en a parlé ?

— Non.

— Alors ?...

Nous avions d'instinct cessé de marcher et nous regardions.

— Il va de soi que ma sœur se taira toujours, reprit-elle après avoir marqué un temps, destiné à faire valoir son embarras à parler clairement ; elle sait combien vous tenez à cette fille.

— Elle sait aussi qu'il lui suffirait d'exprimer un désir...

— Justement : voilà pourquoi elle ne l'exprimera pas... Elle vous est bien trop reconnaissante.

Le mot glissé sur le mode suave tomba comme un corrosif sur ma plaie nouvelle. Je dus blêmir.

— Reconnaissante ? répétai-je sourdement : c'est trop dire... ou trop peu.

La naine se mit à rire :

— A votre place, pourtant, je serais satisfait. La reconnaissance ne court pas les rues : il est même rare qu'on la supporte.

— Vous ignorez que lorsqu'on s'aime...

— Supposeriez-vous par hasard que votre lune de miel soit destinée à durer plus que les autres ?

Et tournée vers la maison :

— Regardez donc ces murs ! Leur seule humidité éteindrait un brasier ! Si vous croyez, d'ailleurs, que vous avez encore, l'un ou l'autre, des têtes d'amoureux !

Elle disait vrai. Alice, au même instant, venait de se montrer nous cherchant. Comment n'avais-je pas remarqué plus tôt sa démarche lassée, cet air à la fois absent et volontaire, qui apparaissaient ici en pleine lumière ? Je courus au-devant d'elle.

— Qu'as-tu ? jetai-je, incapable de maîtriser l'égarement qui s'emparait de moi. Lorsque je t'ai quittée, tu ne semblais pas souffrante : et maintenant...

— Maintenant, non plus, je ne le suis pas.

— Serait-ce que ta sœur ?...

— Détrompe-toi : changée, presque affectueuse..., une surprise heureuse.

Je ne pus insister : la naine nous rejoignait. Alice aussi avait détourné les yeux. Au-dessus de nous, agitées par des

remous, les branches faisaient pleuvoir des gouttes froides. La désolation des choses et la mienne s'unissaient pour inviter à fuir ce qui avait été pourtant le décor d'une adorable tendresse.

— Ah ! murmurai-je malgré moi, nous avons eu tort de rester si longtemps à Cambaleyres : Le Puy vaut mieux et sera moins triste !

Sans répondre, Alice prit le bras de sa sœur pour regagner la maison. Je suivais, cependant qu'à les regarder toutes deux rapprochées, une gêne supplémentaire s'ajoutait à tant d'autres. Il me semblait soudain que, durant mon absence, un incident avait dû survenir auquel se liaient le désarroi visible de l'une, les propos ambigus de l'autre : mais lequel ? Je ne l'imaginais pas, ou plutôt, d'un hôte avide de pénétrer nos peines secrètes, heureux d'y contribuer au besoin, j'attendais tout. J'aurais mendié pour entendre à ce moment une voix humaine différente des nôtres. Hélas ! jusqu'au soir ce fut la Sibère seule qui battit les carreaux. Des déchirements animaient la boiserie le long des murs. Et la tempête du dehors n'était vraiment qu'une image affaiblie de celle où je nous sentais entrer...

Le lendemain, au matin, tandis qu'Alice dormait encore, je descendis sans bruit. J'éprouvais un désir animal de respirer l'air du dehors, parce qu'il semble toujours qu'au contact de la nature on lavera son âme des tourments factices qui empêchent de percevoir la simple vérité.

Ainsi qu'il est fréquent chez nous, la Sibère avait fait place au Maître, c'est-à-dire au vent du Sud, et par-dessus la terre détrempée, un ciel céruléen souriait au regard des hommes. C'était l'automne toujours, mais sans la tristesse mortelle que je lui avais vue la veille, celui qui étoile de flammes rouges les cerisiers sauvages et drape dans la pourpre la beauté des vies réalisées.

M'efforçant d'écarter les souvenirs qui me hantaient, je m'obligeai à errer longuement dans le parc. Puis je me rappelai que la naine était encore là pour quarante-huit heures, et décidai de revenir avant qu'Alice ne fût levée. Je me flattais de ne vouloir qu'épargner à celle-ci la fatigue d'un tête-à-tête trop matinal avec sa sœur. En réalité, repris d'appréhensions irraisonnées, je souhaitais surtout m'opposer à des entretiens sans témoin, dont je soupçonnais le danger sans parvenir à le préciser.

Quelques détails sur les lieux sont ici nécessaires pour éclairer la suite.

Lorsqu'on regarde Cambaleyres, on a devant soi trois tours. Celle du milieu, arrondie, renferme l'escalier. Les deux autres, carrées et de dimensions diverses, forment aux extrémités du bâtiment de véritables ailes. C'est dans celle de gauche, au rez-de-chaussée, qu'est établie la cuisine. L'éclairement de celle-ci se fait par deux fenêtres latérales, et une imposte placée au-dessus de l'évier, seule visible sur la façade. Au pied de cette imposte, dehors, se trouve un banc. Qui l'occupe peut donc entendre ce qui se dit à l'intérieur. En revanche, les gens de la cuisine ne voient pas si le banc est occupé.

Or, les volets d'Alice étant encore fermés, ma rentrée précipitée se trouva inutile, et le hasard fit que j'allai précisément m'asseoir à cette place. Pourquoi là plutôt qu'ailleurs? Je l'ignore. Aucune velléité d'espionnage ne m'effleurait. Au surplus, que servirait d'épiloguer, puisque ce fut ainsi?

A peine installé, j'eus la surprise de percevoir dans la cuisine un bruit de voix. D'abord chuchotantes et confuses, elles devinrent bientôt assez distinctes pour être reconnues : la naine causait avec Rosa.

De tous les conciliabules auxquels je me serais attendu, celui-ci était bien le dernier. Il est vrai qu'avec un être toujours en goût de comédie, une inconséquence de plus compte si peu! Je manquai d'ailleurs de loisir pour m'étonner : une autre énigme, combien plus pressante, allait surgir des propos qui m'arrivaient.

— Ainsi, demandait Anna, vous ne soupçonnez pas ce qui l'a mis sur la piste?

— Non, mademoiselle; monsieur est comme autrefois madame : muet sur ses affaires autant que carpe dans un vivier.

— Il y a pourtant une raison! Je vous assure qu'au début il n'avait pas l'air plus emballé que cela... Passe encore d'épouser, mais tout de suite, offrir la maison du Puy, Cambaleyres...

— Pas possible, Cambaleyres aussi?

— Comment, Rosa, vous l'ignoriez? Je vous jure que, dès le premier soir, cet héritier avait l'air de nous jeter son héritage à la tête.

Ici, heurt violent des pincettes contre le foyer.

— Cambaleyres ! moi qui croyais que monsieur parlait pour rire à la manière des amoureux...

— Et moi, Rosa, je suis sûre que vous faites la bête : seulement, ça ne prend pas.

Un court silence.

— Rosa, vous hésitez : donc vous êtes au courant.

— Faudrait peut-être chercher du côté de madame...

— Allons donc ! puisque ma sœur ne demandait rien !...

— Quand je dis madame, il s'agit de ma maîtresse, la vraie...

Parvenu là, je n'en pus entendre plus :

— Rosa !

— Monsieur !

— J'ai à vous parler. Voulez-vous venir ?

Je m'étais dressé frémissant. Tout à coup une lueur foudroyante venait d'anéantir ma certitude d'hier. Ce n'était pas Alice qui avait touché au testament : Alice ignorait tout. Rosa seule était au courant, Rosa dont je ne m'occupais pas et devenue, grâce à la naine, le pire des dangers !

A de telles minutes la pensée prend un rythme vertigineux. Durant le court intervalle qu'il fallut à Rosa pour venir, j'eus le temps d'éprouver un indicible soulagement parce qu'Alice était hors de cause, et de mesurer exactement le plan d'Anna, résolue coûte que coûte à s'informer.

— Monsieur désire ?...

Sournoise, les yeux baissés, Rosa parut.

— Avec qui parliez-vous dans la cuisine ?

— Ah !... Monsieur écoutait ?

— D'abord, et quoi qu'elle demande, je vous interdis de rien répondre à la sœur de madame !

— Bien, monsieur.

— De plus, quoi que vous vous imaginiez savoir sur la maison ou sur moi, vous devez... je vous ordonne aussi de l'ignorer.

Je parlais, soulevé par une colère froide qui m'empêchait de calculer les termes : je ne m'apercevais de leur maladresse qu'en les écoutant sonner, — trop tard pour les rectifier.

— Qu'est-ce que Rosa doit ignorer ? interrompit la naine, accourue à son tour.

Le torrent m'emportait. Je me tournai vers elle :

— Vous aussi ? Autant nous expliquer sur l'heure.

Et laissant là Rosa stupéfaite :

— Venez !

J'avais saisi le bras d'Anna, je l'entraînais vers l'allée, me défiant des éclats de sa voix. Elle tenta de ricaner :

— Peste ! Vous ne semblez pas de belle humeur, ce matin !

Mais je me contentai de répéter :

— Venez !

— Oh ! reprit-elle, vous me faites mal.

— Alors, suivez !

— Je ne puis non plus marcher si vite.

— En ce cas, il suffit ! arrêtons-nous.

Et certain qu'au point où nous étions, Alice ne pourrait ni nous apercevoir ni nous entendre :

— Mes compliments ! Il paraît que, depuis hier, les actions de Rosa ont singulièrement monté.

Hardie et décidée à faire front, la naine darda sur moi un regard agressif :

— En effet : le voisinage des chambres aide à lier connaissance. C'est vous qui aviez raison : je la trouve très bien, cette femme !

— Si bien qu'aussitôt je vous prends à en user, pour continuer ici le jeu de Brioude.

— Quel jeu ?

Plantant là les mots suaves, elle me défiait. Moi-même, où en étais-je ? La pensée que cette fille avait approché de mon secret me rendait fou. Perdant le peu qui me restait de maîtrise, j'approchai d'un pas :

— Inutile de biaiser : j'ai entendu tout à l'heure. Ni Rosa ni vous ne recommencerez. Rosa se le tient déjà pour dit, et vous, vous partirez ce soir !

Résolue, elle haussa les épaules :

— Mon aller et retour me donne encore quarante-huit heures : je partirai après-demain. Vous oubliez par trop que je suis chez ma sœur !

Sans doute avait-elle compté me jeter hors des gonds avec cette allusion directe : elle ne servit qu'à fortifier ma volonté.

— Vous partirez aujourd'hui parce que je l'ai décidé. Il y a un train à trois heures : une auto viendra vous prendre.

— Vous irez la chercher ?

— Le téléphone suffit.

Ma voix avait un tel accent irrévocable qu'elle sentit cette fois la partie perdue et se mordit les lèvres. Puis, affectant de se résigner :

— Quel prétexte donnerez-vous à Alice? car vous ne comptez pas, je pense, me charger de lui expliquer...

— Ne vous inquiétez pas!

— Et moi, qu'en dois-je penser?

— Rien. Ma décision suffit.

Brusquement, les yeux qui avaient affecté d'errer aux alentours, se posèrent sur les miens :

— Elle suffit, en effet, à m'assurer que certains sujets vous déplaisent au point de perdre toute mesure. Si vous croyez que ce soit le moyen d'arrêter ma curiosité...

Je dus pâlir : mais j'eus assez de bon sens pour ne pas suivre :

— Je tiens à préserver le bonheur d'Alice autant que vous à le détruire!

— Oh! soupira-t-elle, on ne préserve guère ce qui n'est plus.

— Vous ne prétendez pas...

— Qu'Alice est malheureuse? Certes non! seulement...

Elle eut un rire mince qui me parut déchirer l'air.

— Seulement, il arrive parfois qu'on ne sait pas tout... et même que l'essentiel échappe. Voyez comme je suis bonne, puisque je vous en préviens! Pas d'autre ukase à sortir? Très bien. En ce cas, j'ai à jouir de mon reste. Au plaisir de vous revoir.

Je ne l'écoutais plus. Je ne m'apercevais même pas qu'elle s'éloignait. Elle avait dit : « L'essentiel échappe. » Ces mots maintenant existaient seuls, mettant à la place de ma colère un immense désarroi. Qui mentait? La naine quand elle affirmait le tourment secret d'Alice, ou Rosa quand elle se donnait l'air d'avoir lu le testament? Moi-même, depuis la veille, avais-je jamais exprimé des pensées véritables? Tout, autour de nous, devenait contradictoire ou faux. Je me sentais happé, comme sur une grève, par un mensonge mouvant que chaque révolte rendait pire. Ah! échapper à l'incertain, sortir des basses tromperies où notre bonheur sombrait, ne plus trembler, parler!...

Et tout à coup, ce fut un jet impérieux, souverain. Je m'étais cru jusqu'alors condamné à me taire : méthode absurde : à s'y tenir, nous risquions d'étouffer dans la boue. Je parlerais; il fallait parler! Après cela, quitte ou double : mais que du

moins Alice cessât d'interroger, et que tous deux nous cessions d'errer!

XI

Les volontés qui orientent la destinée ont un caractère fatal qui les rend de réalisation aisée. Une seconde avait suffi pour substituèr à mon affolement la sécurité de la résolution la plus imprévue : ceci m'étonne plus encore que j'aie aperçu au même instant combien cette résolution était, entre toutes, d'exécution facile. Jusque-là, comme un aveugle, j'avais palpé les murs de ma prison, pour trouver une issue : soudain, la vue m'était rendue, devant moi s'ouvrait la route libre.

Un bien-être mental indicible suivit. Je me reposais au sein d'une certitude qui atteignait aussi bien le but vers lequel je comptais me diriger, que les moyens à prendre. Quand on a longtemps rêvé d'évasion et que l'occasion s'offre, on s'aperçoit qu'en fait on avait tout prévu. De même, avant que d'atteindre la maison, presque sur les pas de la naine, mon plan de conduite fut décidé. J'allais d'ailleurs m'y conformer avec une aisance déconcertante.

Et d'abord, je montai chez Alice. Par bonheur, elle était seule, sa sœur n'ayant pas encore eu le temps de la rejoindre. Aussitôt, je déclarai d'un air tranquille :

— Je viens de causer avec Anna. Décidément, elle partira ce soir.

— Elle a donc changé d'avis?

— Oui, sur ma demande...

Prévenant l'inquiétude des yeux, je me hâtai de poursuivre :

— Oh! point d'incidents! Simplement, la tempête de la nuit m'a donné à réfléchir. Il est temps de nous installer au Puy. Cambaleyres sans soleil ne te vaut rien. J'aimerais le quitter, s'il est possible, dès demain.

— Nous n'en sommes pas à vingt-quatre heures près.

— Avouerai-je, si tu le préfères, que j'ai hâte de retrouver nos tête-à-tête? comme toi, hier matin, il me semble que je te perds.

Alice soupira :

— Espérons qu'Anna ne nous fera pas payer...

— Elle a compris et n'insistera pas.

Je parlai aussi du Puy et des souvenirs qui m'y attendaient.

— Ne sera-ce pas l'occasion de ramener à la maison les épaves de l'ancien mobilier recueillies jadis par ma tante ?

— Il en existe donc ? fit Alice avec un étonnement qui ne semblait pas joué.

— J'en ai découvert au grenier. Il y a aussi des livres... rappelle-toi... des livres dans le débarras...

Je surveillais son visage : elle continuait d'écouter d'un air distrait plutôt qu'intéressé.

— Dès ce matin, je compte en faire le tri : veux-tu m'aider?

Ostensiblement, je prenais dans le tiroir la clé du débarras. Je savais d'avance quelle réponse me serait donnée.

— Je ne puis abandonner Anna, surtout maintenant qu'elle va nous quitter.

— Alors je devrai m'en tirer seul. Que les joies de la famille te soient légères!

Et je repartis, ayant obtenu précisément ce que je souhaitais, c'est-à-dire le prétexte de *trouver par hasard* le testament.

J'entends qu'on m'arrête. Quoi! tout à l'heure ne s'agissait-il pas de découvrir la vérité entière? au lieu de cela, une comédie nouvelle et le mensonge encore? Parfaitement. La vérité, à mes yeux et en ce moment, consistait à tenir pour inexistant tout ce que la vie avait réalisé depuis quatre mois : je prétendais remonter à l'acte initial et, sans m'occuper des suites de jadis, recommencer d'agir comme si vraiment ma découverte feinte eût été la première. Retrouver par hasard le testament, le porter aussitôt à Bourdoin, revenir ensuite auprès d'Alice avec la sérénité du devoir accompli dès qu'il paraît, tel était mon projet : s'il bâtissait encore une nouvelle fiction, les choses du moins, grâce à lui, redevenaient ce qu'elles auraient toujours dû être. Telle est d'ailleurs l'emprise du mensonge, que le moindre effort pour y échapper donne l'illusion d'une montée vers la lumière. Pour une fois, en imaginant rentrer de cette manière dans la vérité, j'étais sincère. Tant pis si l'on refuse de croire à ma bonne foi!

Ce que furent les heures jusqu'au départ d'Anna importe peu. Comme je l'avais projeté, je m'enfermai un certain temps dans le débarras, glissai dans mon portefeuille le papier redoutable, puis regagnai le salon pour y rester en tiers entre Alice et sa sœur. Je ne songeais à rien. J'avais cessé de me demander

qui avait touché au paroissien. Que ce fût Alice, Rosa, ou même toutes les deux, quelle importance cela aurait-il le soir? Ne comptait pour moi que la venue de la minute libératrice où, tendant à Bourdoin la pièce, je dirais : « Prends et tâche de rétablir des droits innocemment violés! »

Enfin, voici l'auto commandée. Il est temps de partir. Je demande à Alice :

— Viendras-tu avec nous?

Elle hésite. Je devrais m'inquiéter de la voir aussi lasse qu'hier dans le parc : je me hâte au contraire d'y trouver un prétexte pour la laisser à Cambaleyres.

— Reste plutôt : les adieux sur un quai de gare sont des adieux perdus. D'autre part, je devrais te quitter, ayant à monter chez Bourdoin pour une affaire urgente.

De son côté, la naine insiste :

— Surtout, pas de fatigue pour moi! Reste... tu n'es pas bien.

— Puisque vous l'exigez tous deux..., murmure Alice, détournant son regard.

— Hâtons-nous : on est un peu en retard...

Des embrassades sonnent, Rosa agite son mouchoir, la portière claque : et, Dieu merci, c'est le départ qui, après un dernier tête-à-tête indifférent, doit me conduire à l'ivresse du retour les yeux clairs. Tendu vers l'avenir auquel je touche, j'en oublie la présence de ma compagne et ce qu'un entretien, après la scène du matin, doit comporter de gêne.

Une voix gaie me tira soudain de ma rêverie.

— Convenez, mon cher beau-frère, que je suis de belle composition. Je n'ai même pas dit à Alice que vous m'aviez chassée.

Je répondis sans grâce :

— Peut-être avez-vous supposé que je prendrais les devants.

— Non, vraiment. Reconnaissons plutôt que la giboulée de la nuit ne nous avait rien valu. Maintenant que l'atmosphère est au calme, je propose une amnistie générale.

Elle m'avait pris la main. Elle souriait avec mansuétude. Volontiers, comme Alice, j'aurais désarmé, dès lors qu'elle nous quittait.

— Et votre frère? poursuivit-elle, quand vient-il?

— Alice vous a dit...?

Elle fit oui d'un signe de tête entendu, puis reprenant l'air suave :

— Je cherche à me le représenter. Beau...? jeune...? ou dans mon goût?

— Je vous avouerai, si vous y tenez, ne l'avoir jamais examiné à ce point de vue.

— Ah! s'écria-t-elle, pure curiosité! Je ne songe pas à l'épouser, croyez-le bien. J'aimerais seulement savoir..

Elle laissa passer un temps avant de risquer :

— ... Savoir, s'il pourra rester, lui, à Cambaleyres plus de vingt-quatre heures.

Je sentis la pointe, et haussant les épaules :

— Cette fois cela dépendra d'Alice.

— Très juste. Ce sera en effet le tour de ma sœur de supposer qu'on veut détraquer le ménage. Peut-être même prendra-t-elle votre place pour la reconduite à la gare?

— Que diriez-vous, répliquai-je interloqué, si nous n'avions conclu la paix?

— Je jurerais de ne plus revenir, tandis que...

— Vous comptez reparaître?

— Quand on me fera signe.

— Entendu : Alice vous préviendra.

— Ou vous, pourquoi pas? J'ai toujours compté sur le temps pour obtenir justice; rien ne dit que plus tard vous n'aurez pas envie de ce qui vous gêne aujourd'hui... Mon Dieu! déjà la gare? Vous me manquerez dans le train : j'adore la compagnie. Je vous dispense pourtant du quai. Les adieux sur le quai... comment était la phrase si bien de tout à l'heure? Dommage, je l'ai oubliée...

Il y avait dans l'aisance de ses propos un accent de triomphe : j'aurais dû comprendre qu'on ne part ainsi que lorsqu'on se sent vainqueur. Mais à peine eut-elle disparu, que j'oubliai même qu'elle avait passé.

Sensation à la fois douloureuse et réconfortante. Tout à coup je me revoyais dans cette cour de la gare, ayant quitté Paris la veille et demandant le chemin pour aller chez Bourdoin. Quelle détresse alors! L'amant désemparé que j'étais aujourd'hui avait eu beau rétablir l'honneur du nom, allait-il gravir les rues en pente, avec une détresse moindre?

Cependant, parvenu place du Greffe, j'aperçus les deux lumières de l'étude qui, telles des yeux vivants, perçaient la brume commençante en ayant l'air de m'appeler. L'espoir

qu'avant peu elles éclaireraient mon visage apaisé, fit sourdre en moi une première impression de délivrance. Non seulement la volonté qui m'amenait s'en trouva raffermie, mais je cessai de craindre. Je ne me rappelais plus par quels sentiers obliques j'avais erré auparavant : je tenais déjà pour véritable la route que mes prochains mensonges allaient imaginer !

Un contretemps m'attendait à l'arrivée. Bourdoin était en conférence avec un client. Je refusai le siège qu'offrait le clerc et déambulai dans la pièce avec l'illusion que le bruit de mon pas hâterait le départ de l'importun.

Le clerc, témoin de mon impatience, voulut me rassurer.

— Croyez-moi, ce ne sera pas long. Les remboursements pour votre affaire ne traînent jamais.

Il disait désormais : votre affaire. Ah ! le krach Pesnel était loin !

Je me retournai, indifférent :

— Un gros créancier ?

— Important.

— Qui est-ce ?

— Oh ! vous ne connaissez pas. Il a cela par héritage.

— Tant mieux pour lui.

Et je repris ma faction, sans m'étonner de mon impuissance à m'intéresser au passé.

De même, quand la porte de Bourdoin s'ouvrit, à peine regardai-je l'homme qui sortait. Sa voix seule me frappa ; elle disait :

— Toujours bon à prendre, naturellement... Toutefois, on ne m'ôtera pas de l'idée que le fils, en matière d'affaires, ne vaut pas mieux que le père.

Bourdoin, encore dans le cabinet, répliquait :

— Possible : mais si le fils eût été un homme d'affaires, vous n'auriez probablement jamais touché.

Il m'aperçut au même instant :

— Comment ! tu es là ?... une minute, je suis à toi.

L'homme passa. Il avait la main chargée de bagues, le pas puissant des mercantis que la fortune de guerre a comblés. Bourdoin suivait, l'échine ployée à la mesure des clients d'importance.

Je ne pus m'empêcher de sourire des saluts qui s'échangeaient : coup de tête protecteur et sans lever le chapeau, chez

l'un, courbure molle suivie d'un relèvement soulagé chez Bourdoin. Puis celui-ci revint à moi, et se doutant que j'avais dû l'entendre :

— Eh bien ! dit-il gaiement, tu viens de voir une de tes victimes? une de plus, aussi, qui empoche avec sérénité et se garderait d'admirer, faute de comprendre...

Je répliquai, un peu agacé :

— Il me semble que toi-même, tout à l'heure. .

— Moi, mon cher, j'ai pour principe de parler avec chacun sa langue.

Il ferma ensuite sur nous la porte du cabinet, tout en achevant :

— Cela ne m'empêche pas d'ailleurs d'avoir mon opinion. Tant pis si elle manque un peu d'idéal ! La vie n'est pas un théorème : c'est une série d'accommodements.

— Au besoin avec l'honneur?

— Oui, s'il consiste par exemple à sacrifier l'existence d'un homme au bénéfice de coquins qui, pour le remercier, le traiteront d'imbécile : ceci dit, je déclare volontiers avec toi que l'honneur est une belle chose... Assieds-toi donc.

Il prenait place en même temps derrière sa table.

— L'amour aussi en est une autre, bien qu'assez différente et parfois troublant la première, si j'en juge par ton exemple...

— Que veux-tu dire?

— Pas de réponses à mes lettres et trois semaines au moins que tu n'as paru ! Dans l'intervalle pourtant, l'instance a été introduite, j'ai apuré des comptes, fait signifier...

Je m'assis à mon tour, l'interrompant :

— Oh ! pas de détails ! je te fais confiance.

— Une confiance qui m'enchante : cependant je tiendrais à l'étayer de quelques précisions.

— Inutile. Je ne suis pas venu pour cela.

— Alors, qu'est-ce qui t'amène?

Et paisible, il appuya sur moi un regard qui n'était sans doute qu'amusé, mais où je crus demêler une ironie qui m'inquiéta.

Je ne répondis pas tout de suite. Non pas que j'hésitasse ! Seulement, tout à coup, j'appréhendais la clairvoyance de ce petit homme accoutumé à se promener sans surprise à travers les louches combinaisons et qui jugeait le monde par elles. Presque toujours, aussi, avant de sauter l'obstacle, on souhaite

faire halte, fût-ce le temps utile pour comparer la hauteur réelle avec celle de notre prévision.

Je murmurai enfin :

— Il m'est arrivé aujourd'hui une aventure... délicate, sinon gênante... au sujet de laquelle je souhaite ton avis... ou plutôt non, pour laquelle ma décision prise exigera encore, je le crains, ton intervention...

Bourdoin, devenu très attentif, me laissait aller. Je sentais qu'il était nécessaire de se hâter et, bien que rien au monde ne pût désormais m'arrêter, je ne parvenais pas à ordonner mes mots.

Pour me donner contenance, j'ouvris mon portefeuille. Affectant d'y chercher un papier que je voyais très bien, je poursuivis :

— Comme je classais de vieux livres que je compte ramener ici... Au fait, tu ne le sais pas encore et je t'en avise en passant, nous quittons Cambaleyres demain ou après-demain. Le froid nous chasse... Donc, en classant de vieux livres, j'ai heurté par hasard un paroissien qui dut appartenir à Mme de Castérac, et parmi le lot d'images pieuses qui s'en est échappé, j'ai eu la surprise de trouver un document...

Je continuais de fouiller sans résultat les poches du portefeuille. J'avais ainsi la tête basse, avantage précieux quand on ne se soucie pas de laisser contrôler l'expression de son visage.

— Un document ? répéta Bourdoin.

— ... que voici.

Cette fois, sans hésiter, je venais de tirer le testament et le tendais. Maintenant qu'il était là, au bout de mes doigts, exposé à la lumière commune, il semblait devenu une chose tout à fait quelconque, une pauvre petite chose piteuse qui ne peut se défendre, remarquable uniquement par son aspect anachronique. Jamais la triste qualité du papier ni sa couleur ne m'avaient frappé à ce point.

La main de Bourdoin s'avança comme la mienne par-dessus la table pour prendre ce que j'offrais. Nos doigts se rencontrèrent. Les siens me parurent brûlants, preuve qu'en dépit de mon calme apparent, j'étais moi-même glacé.

Après avoir déplié soigneusement le feuillet, Bourdoin le déposa devant lui, et les bras croisés sur ses genoux, tête basse à son tour, se mit à lire.

Il y eut un premier intervalle de silence qui ne me surprit pas. Je me disais pendant ce temps :

« Désormais, quoi que je fasse, il y aura eu cet instant où un autre que moi aura pris connaissance de cela. »

J'en éprouvais à la fois du soulagement, un orgueil tardif, et un peu de vertige. L'impossibilité totale de revenir sur un acte lui communique un caractère redoutable. On s'effraye toujours à se sentir entraîné vers l'inconnu sans chances de retour.

Le silence pourtant se prolongeait. Visiblement, Bourdoin, après sa lecture, avait dû relire encore. Maintenant, les yeux levés, il m'examinait sans parler. Son visage ne manifestait aucun étonnement. Il n'avait pas l'air non plus désireux de formuler une opinion ou de connaître la mienne. Je répète qu'il se contentait de me regarder, d'une manière entendue qui pouvait signifier aussi bien : « Je m'y attendais » que « Voilà du bon travail pour mon étude et tu es gentil de me l'apporter. »

Bientôt il me parut singulier d'être ainsi le point de mire de son attention ; d'un mouvement que je m'efforçai de rendre machinal, je fis reculer le fauteuil dans lequel j'étais, de manière à sortir du champ de la lampe; puis, las d'attendre, je prononçai:

— Tu as lu ?

Bourdoin inclina la tête en signe d'assentiment. Je repris, très vite :

— Devant cela, tu le comprends, mon devoir est tracé et...

Il m'interrompit, achevant :

— ... Et une fois de plus, nous aurons la joie de commettre une sottise.

Je le considérais, effaré :

— Tu ne prétends pas...

Il m'interrompit encore :

— Oh ! non, je n'ai aucune prétention : je me contente de constater.

Il laissa ensuite passer un temps à peine perceptible.

— ... Et c'est ce matin, dis-tu, que tu as trouvé cela ?

Avait-il un doute ? Je répondis, sans répondre :

— Avouerai-je que la découverte m'a paru désagréable? Elle amène, pour le moins, des complications... ennuyeuses.

— Je ne le crois pas, soupira Bourdoin du bout des lèvres.

Et, je ne sais pourquoi, j'eus l'intuition que ce « Je ne le

crois pas » s'adressait plus à ma première déclaration qu'à l'existence d'ennuis nouveaux. Résolu de m'en assurer, je poursuivis :

— Aurais-tu par hasard un doute sur l'écriture, et ne serait-ce pas celle de Mme de Castérac ?

— Aucune hésitation à ce sujet.

— Alors ?

— Alors, permets-moi de penser qu'il est bien regrettable que tu ne m'aies pas apporté cela plus tôt.

Je ne pus réprimer un geste violent.

— Pour cela, il aurait fallu l'avoir !

— ... Et l'ayant, nous aurions réglé le contrat tout autrement : c'est là juste ce que je voulais dire, acheva-t-il d'un air détaché.

Un voile passa devant mes yeux. Ainsi, lui, dès la première minute, n'avait pas hésité à établir le rapprochement ! Obligé de faire front, je ripostai :

— Tu te trompes : rien n'aurait été changé, puisque, par bonheur, il se trouve que j'ai accompli d'avance une partie des volontés exprimées là. Reste à exécuter les autres. Je te demanderai donc d'avertir ma femme, et de traiter avec elle des moyens de m'acquitter, auxquels je souscris d'avance, quels qu'ils soient.

— Oh ! dit Bourdoin, pas si vite ! procédons par ordre...

Et penché de nouveau sur le papier qui était étalé devant lui :

— L'as-tu lu seulement ?... Oui ?... Il faut croire que la surprise troublait fort tes moyens ; ou bien encore, pour un homme d'affaires, tu es impardonnablement distrait. A peine de nullité, un testament olographe doit porter une date comprenant l'année, le mois, et le jour de sa confection. Faute de ces précisions, le contexte est tenu de fournir au moins des éléments permettant de suppléer aux lacunes constatées. Or, la date, ici, — 26 novembre, — est inexistante. Rien d'autre part dans ce qui la suit ne permet de définir l'année manquante. Ce que tu as pris pour un testament est un acte sans valeur. Je me garderai donc de prévenir ta femme ni personne, et si grand que soit ton goût pour les gestes héroïques, je te conseille de reprendre en paix le chemin de Cambaleyres.

Ayant ainsi parlé, il se redressa, fixa de nouveau sur moi

son regard moqueur et, cette fois carré contre le dossier du siège :

— Hein, mon vieux, voilà qui soulage?

Brusquement, je venais de me lever :

— Tu affirmes... Tu assures que ce testament...

— ... Est dépourvu de date et nul.

— Impossible !

— Regarde.

Je n'avais pas attendu d'y être invité : penché vers l'écriture, je contemplais l'en-tête. Bourdoin n'inventait rien. Je répétai ensuite, comme un écho :

— Nul... évidemment...

Et tout à coup, je cessai de voir la table, le bureau de Bourdoin, Bourdoin lui-même. Mes déchirements de conscience, le suppliciant débat entre mon devoir et le droit strict, mes angoisses d'hier, mes craintes, mes doutes, devenus soudain le fantôme décevant de la plus gratuite des tortures, fuyaient dans une trombe. J'avais donc vécu cela pour rien ! Tout cela, jeu de prince et illusions ! Le papier était nul !

Une seconde j'oscillai entre une joie démente et l'épouvante de nouvelles duperies. Si Bourdoin me trompait encore ! Tant de fois j'avais cru ce papier définitivement mort, pour le retrouver vivant !

— Ainsi, tu es sûr... absolument sûr...?

Se méprenant à mon émoi, Bourdoin sursauta :

— Ah ! mon cher ! s'il ne s'agit que de te rassurer sur l'avenir, le moyen est simple et je vais finir par où tu aurais pu commencer.

D'un geste rapide, il venait de saisir le testament. J'entendis le crissement du papier qui résistait à la déchirure.

— Que fais-tu? m'écriai-je.

— Tu le vois bien : je classe.

Ce qui suivit fut moins l'œuvre de la raison que de mon instinct. Rudement, je me jetai sur ses mains :

— Rends-le moi, tout de suite !

— Pourquoi?

— Supposons qu'un autre, avant moi, ait lu ces lignes sans s'apercevoir plus que moi qu'elles ne signifient rien...

— Un autre? Ta femme seule, par un hasard bien curieux, se trouve en jeu et tout à l'heure ne me demandais-tu pas de la

mettre au courant? Non, mon vieux, assez de complications : pour une fois, si ce n'était le notaire, l'ami que je suis te défendrait contre elles, autant dire contre toi-même !

Un coup sec acheva de mettre la feuille en morceaux. Inconscient de ce que m'apportait un pareil dénoûment, je vis ensuite les débris voler vers le panier ; un ou deux, plus légers, tournoyèrent, pareils à des insectes jaunes ; ils disparurent à leur tour.

— Eh bien, reprit Bourdoin, tu ne me remercies même pas? A quoi rêves-tu? Il suffisait d'avoir commis autrefois une... sottise que la loi n'exigeait pas ; vas-tu regretter maintenant d'être dispensé de la compléter?

Mais il ne parvenait pas à dissiper mon étrange malaise. J'éprouvais une involontaire allégresse parce que le testament n'existait plus matériellement et je sentais confusément que son pouvoir malfaisant demeurait intact. Tout aurait dû redevenir clair : jamais, au contraire, ma nuit intérieure n'avait été plus dense.

Puis, subitement, une lueur filtra dans ces ténèbres. Je murmurai, hésitant :

— Au-dessus de la loi, il y a peut-être...

— L'amour ? rayon dangereux !

— Non, autre chose.

— Ose donc me dire laquelle !

Mais la lueur déjà devenait grand jour, m'éblouissait. Plutôt que de répondre, je me dirigeai vers la porte :

— Adieu, fis-je : à un de ces jours... je ne sais quand...

Je venais de découvrir que mon acte, lui, n'avait pas changé : Bourdoin avait bien pu détruire un papier, et le code passer de mon côté : entre Alice et moi le mensonge restait !

ÉDOUARD ESTAUNIÉ.

(La quatrième partie au prochain numéro.)

LE
DANGER AÉRIEN ALLEMAND

Dans son traité *De la Guerre*, le Prussien Clausewitz a écrit : « On ne saurait introduire dans la philosophie de la guerre un principe de modération sans commettre une absurdité. »

Cette pensée du plus sophistique des écrivains militaires allemands fut et demeure, — tout nous le prouve actuellement, — l'axiome des agressions germaniques. Un tel axiome doit être médité. Car, à le bien considérer, on aperçoit qu'il n'est pas autre chose qu'un refus d'extension du « droit des gens » au domaine de la guerre. Il explique que nos ennemis d'outre-Rhin n'aient jamais pu signer de bonne foi un traité limitatif, qu'ils aient toujours considéré cette sorte de « chiffon de papier » comme une ruse avantageuse, propre à restreindre la seule action de leurs naïfs adversaires. Il ouvre proprement la voie à des violences sans limites.

Voilà l'idée directrice des horreurs préméditées de la grande guerre.

Voilà pareillement la raison des futures férocités allemandes.

Je ne fais que traduire, par ce court raisonnement, l'essentiel de notre état d'âme vis-à-vis de l'Allemagne prussienne. Dès la fin des hostilités, les doutes de notre pays s'étaient traduits par une volonté ferme d'assurer la garde du Rhin. Cette disposition morale entraîna la recherche de pactes de garantie. Nous pûmes voir alors qu'à l'étranger on ne jugeait pas comme nous ce côté du problème allemand. Le Président Wilson, M. Lloyd George eurent, on se le rappelle, certains mots nuancés de dédain, sur la nervosité française. On semblait

penser que le souvenir et la fatigue nous livraient communément à des terreurs chimériques. Depuis lors, nombreux sont les indices qui ont réhabilité cette méfiance française, aux yeux de nos anciens alliés. Puisse l'avenir ne pas donner une éclatante confirmation aux sages avis de M. le président Poincaré et de M. le maréchal Foch!

Ayons le courage de le dire : une certaine légèreté politique pouvait seule autoriser ces sourires de nos puissants amis. Historiquement, le duel franco-allemand comporte d'indiscutables présomptions de pérennité. Il apparaît comme une loi de la cohabitation européenne de ces deux grands peuples, fatalement opposés dans leurs principes supérieurs autant que par les idées et les mœurs. Et pour avoir été monstrueuse, la dernière manifestation de cet antagonisme doit précisément recommander de nouvelles mesures de prudence.

Déclenché avec une violence extrême et avec l'appui pernicieux de toutes les sciences, le dernier conflit est un terrible enseignement. Il modernise notre grand sentiment de méfiance nationale. Il nous fait songer avec angoisse jusqu'où peut aller la guerre, parce qu'il nous a instruits des pouvoirs terribles d'une barbarie qui possède licence d'être une barbarie scientifique. Effectivement, les moyens nouveaux mis en œuvre par les Allemands ont donné leur caractère aux batailles de la grande guerre. Et c'est parce que l'Allemagne avait prévu, avec autant d'audace que d'imagination technique, la création et l'emploi des forces les plus modernes de guerre qu'elle a eu le pas sur nous et que nous avons dû sans cesse la fixer des yeux pour nous adapter, non sans perdre, de ce fait, l'énorme avantage dévolu à l'initiateur.

Mais, c'est là un principe à retenir : l'avantage tactique que s'arroge au début d'une lutte un combattant vient toujours d'une compréhension théorique supérieure qu'il avait atteinte antérieurement.

Les Allemands, tout l'a révélé depuis, étaient avant le grand conflit parfaitement conscients de la valeur de leurs méthodes. Ils avaient profondément médité sur la conduite moderne de la guerre. Et ce n'est que dans la mesure où la perfection de leur industrie n'a pu s'égaler à temps aux exigences de leur doctrine, qu'ils ont remis à plus tard la réalisation des vues les plus audacieuses de cette dernière. C'est dire qu'avec la renaissance

économique des Allemands, nous devons logiquement voir apparaître les toutes dernières créations de la funeste science mise au service de la foi pangermaniste.

Déjà certains faits viennent confirmer cette vue rationnelle. Comme nous allons le voir, en effet, les deux principales directions qu'adopte déjà l'effort militaire allemand, permettent dès maintenant de juger que Berlin possède sur nous la même avance de conceptions qu'en 1914.

On sait que toute la dynamique des guerres se ramène aux combinaisons de deux éléments, en quelque sorte antagonistes : la masse et la vitesse. L'un ne se développe guère sans nuire à l'autre, et l'orientation des inventions militaires est telle qu'elles aboutissent aux moyens capables de concilier toujours davantage ces éléments. Les armées modernes ne sont plus constituées de quelques milliers d'hommes, mais de millions de combattants : les troupes ne vont plus à pied, on les transporte par chemin de fer ou automobile. En même temps, l'arme, cet instrument destiné à augmenter le faible pouvoir de la force humaine, tend à accroître sans cesse sa portée et son rendement. Les probabilités d'atteinte de l'obus sont très supérieures à celles de la balle et cette dernière est plus maîtresse de ses coups que l'épée ou la masse. En somme, l'arme tend à devenir au maximum souple, agile, insinuante, afin d'atteindre jusqu'aux recoins les plus secrets du champ de bataille.

Or, deux sciences modernes sont venues, ces dernières années, d'une part favoriser la conciliation avantageuse de la masse et de la vitesse, d'autre part donner à l'arme cette subtilité dont elle a besoin pour atteindre immanquablement le plus grand nombre possible d'adversaires.

On a reconnu l'Aviation et la Chimie.

Ces deux sciences, convenablement réunies, doivent permettre une guerre aéro-chimique dont bien peu soupçonnent les terribles pouvoirs. Guerre atroce en vérité. Ainsi que nous le verrons plus loin, tout ce qui se passe actuellement en Allemagne montre que l'on a remarquablement prévu l'avenir dans cette voie.

***

Pour bien saisir l'importance de ces vues générales, on doit s'arrêter à quelques particularités suggestives. Dans la guerre

moderne, l'élément essentiel, c'est la puissance du feu et, à ce titre, l'aviation apparaît comme le feu qui vole. Mais, avec ce mode de déplacement dont la route universelle est l'atmosphère, le feu peut atteindre n'importe quel point du globe. Ainsi, l'arme nouvelle exerce fatalement sa domination sur toutes les autres.

On voit l'intérêt militaire présenté par la puissance aérienne, en même temps que son influence dans les calculs politiques futurs.

Ce n'est pas tout. A chaque moment de l'histoire, le « temps » a été le grand critérium en matière de bataille. La surprise, qu'il est si précieux de s'assurer, demande que l'on soit le premier prêt à porter les coups. Aussi voyons-nous que, dans l'évolution de la guerre, les combats comportent des passes de plus en plus savantes, mais aussi de plus en plus promptes. Ce phénomène aboutit à la mobilisation foudroyante.

C'est donc l'arme la plus rapidement mobilisée, et la plus prompte à frapper qui est la plus intéressante dans les tout premiers moments du conflit.

L'aviation est cette arme.

Que d'autres avantages ne possède-t-elle pas ? Non seulement elle possède en propre cette rapidité qui est, ainsi que je l'ai montré, essentielle pour une arme moderne, mais elle est susceptible d'être produite industriellement avec une grande célérité. C'est dire qu'elle peut être remplacée sans à-coups au fur et à mesure de sa destruction. Enfin, et surtout, on peut la créer sans troubler la vie économique de la nation.

Nous voilà, avec cette dernière vue, au nœud du problème. Ce qui est désastreux, en effet, pour un pays, ce qui le désorganise, c'est le passage de l'état de paix à l'état de guerre. Les grandes nations modernes, dont les rouages complexes sont si délicats, en reçoivent un choc qui peut être mortel. Il faut donc, autant que possible, n'employer que des armes dont les bases de production existent antérieurement à la guerre comme étant indispensables à la vie économique normale. Ce doit être le cas pour l'aviation, qui est entrée dans les mœurs en tant que transports civils; c'est surtout le cas pour la chimie des gaz dont les produits peuvent être créés en partant des colorants les plus usuels.

Qu'il me suffise de dire, pour l'instant, que le problème de

la production intensive et sans heurts d'une aviation pratiquement illimitée, est déjà envisagé et regardé comme possible par les spécialistes. Mais une aéronautique, déjà existante en temps de paix sous forme d'aviation civile, peut s'élever subitement et frapper l'ennemi avec une soudaineté parfaite. De plus, cette flotte aérienne peut être très rapidement renouvelée.

Dans l'ordre politique, un peuple actif et ambitieux ne peut manquer d'apercevoir qu'il lui suffit de posséder une aviation puissante pour acquérir une valeur d'alliance exceptionnelle. Avec une forte marine aérienne on commande la mer et la terre, et ce pouvoir peut vous faire l'allié de toute nation, puisque, en matière d'aéronautique, la carte des alliances est la carte du monde.

Voilà donc ce qu'est l'aviation par elle-même. Que sera-ce si elle trouve comme auxiliaire la Chimie ?

Cette science, on le sait, met aux mains de l'homme la plus terrible, la plus subtile arme destructrice : les gaz nocifs. Non seulement ils se transportent facilement ; non seulement ils peuvent rester invisibles, tout en s'étendant jusqu'aux moindres recoins du champ de bataille, mais encore il est plus facile de les produire clandestinement que n'importe quel autre moyen de destruction. Invisible et perfide, l'atome de gaz peut se glisser partout, autour des combattants ou dans les cités mêmes, plonger dans la mort en quelques minutes des bataillons entiers et toute une population.

Telle est la vérité.

La mobilisation instantanée de l'usine d'aviation et de l'usine chimique entraînera l'apparition immédiate dans le ciel du plus terrible fléau qu'ait jamais eu à subir l'humanité. Alors, l'aile de l'avion géant qui passe en sifflant au-dessus du sol sera comme la faux impitoyable de l'archange exterminateur par laquelle seront couchés des milliers et des milliers d'hommes. Ceci n'est pas un rêve, c'est la réalité désormais certaine, c'est la guerre de demain, dont les Allemands se montrent particulièrement conscients. Ils se préparent à la lutte moderne, je veux dire à la guerre aérochimique, par la réalisation, dès le temps de paix, d'une véritable hégémonie aérienne. L'état d'esprit des Allemands constitue donc pour la France une lourde menace potentielle.

De quels moyens dispose actuellement l'Allemagne pour passer de cette menace à une action effective?

***

« Guidé par la vengeance et la crainte, l'ennemi a voulu garrotter étroitement nos moyens d'action sur terre et sur mer. Quant à notre arme aérienne, il la redoutait à tel point qu'il l'a entièrement anéantie.

« Pourtant, si l'arbre est abattu, ses fortes racines vivent encore et le jour viendra où ces racines pousseront vers le ciel des tiges nouvelles qui se chargeront de fleurs et de fruits. Ce jour-là, la puissance aérienne allemande ressuscitera à son tour, pour l'honneur et le salut du grand peuple allemand tout entier. »

Ainsi livre ses espoirs à la jeunesse germanique, et sous une forme fleurie, le général von Hœppner (1), ancien commandant en chef des forces aériennes allemandes. Vœu et aveu : l'auteur de *l'Allemagne et la guerre de l'air* ne reconnaît pas seulement que l'aviation allemande a gardé intactes ses forces virtuelles, il formule en outre des espérances très nettes qui doivent attirer notre attention.

Que sont ces forces virtuelles, quelles chances d'aboutir se trouvent réservées à ces espoirs, en un mot quels sont ou peuvent être les moyens de l'Allemagne pour l'hégémonie aérienne?

Il y a lieu de distinguer les ressources de création et les méthodes de mise en œuvre.

A cette fin, il convient de jeter tout d'abord un coup d'œil sur les laboratoires et les usines. C'est cet ensemble qui constitue la base scientifique et industrielle, sans laquelle l'aviation allemande ne pourrait vivre que par l'importation.

A vrai dire, la situation actuelle des laboratoires aérodynamiques allemands nous est peu connue. On ne peut les juger que par le passé ou par les résultats qu'obtiennent actuellement certains types d'appareils, aux essais en vraie grandeur. Plusieurs professeurs célèbres, dont les travaux nous sont en partie connus, assurent à la science de nos adversaires un développement sûr et continu. Qu'il s'agisse de Prandlt ou de Junker, les savants Allemands, soit dans la théorie, soit dans la pratique, ont une vue très nette de ce que doit être l'avion de

(1) Général von Hœppner, *l'Allemagne et la guerre de l'air*. Dédicace de l'auteur. Payot, Paris, 1924.

l'avenir. L'intérêt de ces études de laboratoire est d'engendrer des théories sans lesquelles les expériences seraient aveugles. Inversement, tout système abstrait doit aux résultats de l'expérience une correction de ce qu'il peut avoir d'artificiel.

Les conceptions théoriques des laboratoires allemands trouvent un champ de réalisation exceptionnel dans la vaste organisation de deux sociétés principales : *L'Aéro-Lloyd* et la *Société Junkers*. La première est née d'une entente entre l'*Aéro-Union* et un consortium créé par la Compagnie de navigation : *Norddeutscher Lloyd*. L'*Aéro-Union*, fondée par la maison Zeppelin, l'*Allgemeine Electricität Gesellschaft*, la *Metal-Bank* de Francfort et la *Hamburg Amerika Linie*, réunissent les constructeurs Zeppelin et les filiales d'Italie, de Suisse, de Hollande et de Danemark et des Compagnies de navigation aérienne dont les plus importantes sont la *Compagnie Germano-Russe de Navigation* et la *Luft-Reederei*. Quant à la *Société Junkers*, elle comprend l'*Osteuropea-Union* et la *Transeuropea-Union*. L'une groupe la Junkers et ses succursales de Léninegrad et de Moscou, la *Compagnie Lithuanienne de transports aériens*, la *Dantziger Luftpost*, la *Compagnie Esthonienne;* l'autre englobe Junkers, Rumpler et trois sociétés : autrichienne, hongroise et suisse.

Pour se faire une idée de la puissance de ces consortiums, il faut savoir que l'un d'eux a fondé en Amérique une société au capital de 30 000 000 de dollars. Déjà ont été introduits en Amérique des avions Dornier, Junkers et Fokker.

Deux choses doivent retenir notre attention à propos de ces énormes organisations. D'abord leurs attaches à l'étranger qui assurent à l'aviation allemande un secours certainement très efficace. En temps de guerre, les grands firmes allemandes pourraient recevoir de leurs filiales en pays neutre des matières premières, sinon des pièces usinées. Ensuite, ces grandes Sociétés qui, d'ailleurs, sont puissamment appuyées par les Compagnies de navigation maritime, appliquent le système de la concentration verticale ou des « konzern. » Elles construisent les avions, les moteurs et, de plus, exploitent les lignes aériennes où circulent leurs appareils. Elles sont donc à la fois fournisseurs et clientes.

Si la capacité de production des usines aéronautiques allemandes peut devenir rapidement énorme, il faut remarquer également que celles d'entre elles qui se trouvent dans la Ruhr

et la Rhénanie n'en sont nullement gênées. Le camouflage traditionnel y opère ses fameux miracles. Le capitaine belge du génie Boschmans écrivait déjà en 1920, à titre de membre de la Commission interalliée de navigation aérienne : « J'ai visité plusieurs grandes usines d'aviation : Albatros, L. W. G., Linke, Hoffmann, Rumpler. Comme je vous l'ai dit plus haut, ces usines ont cessé leur fabrication de guerre. Mais, partout, nous avons constaté ceci : aucune des machines-outils n'a été changée, c'est-à-dire que les fabrications actuelles, meubles, carrosseries, canots, nécessitent le même outillage et aussi le même genre d'ouvriers que la construction des avions. En ce qui concerne les usines de moteurs, c'est plus simple encore; il ne fallut faire aucun changement pour les muer en fabriques d'automobiles ou de moteurs industriels. Et comme le nombre des fabriques d'automobiles ou de moteurs va en augmentant chaque jour, il est aisé de conclure que les moteurs ne feront jamais défaut. » La conclusion de l'auteur, formulée il y a trois ans, était nette : « Quand le moment sera venu, les Allemands seront en état de reconstituer une flotte aérienne; dès maintenant ils y songent et s'y préparent (1). »

Voilà un avis qui nous ramène aux espérances du général von Hœppner. D'ailleurs, les observations du capitaine Boschmans ont été renouvelées depuis. L'année dernière, en un moment où le contrôle n'était pas encore virtuellement supprimé, des contrôleurs alliés qui visitaient une fabrique de petites coques de navires en métal ont pu se rendre compte que cette fabrication n'était qu'un prétexte pour camoufler une vaste usine d'avions de bombardement. Le *Daily Mail* qui, en août dernier, rapportait ces choses concluait que l'Europe pourrait bien un jour se réveiller avec, en face d'elle, une puissante force aérienne allemande.

Il est donc certain qu'en dépit de l'article 198 du traité de Versailles, qui interdit à l'Allemagne la possession d'une aviation militaire, celle-ci peut créer facilement une flotte aérienne de premier ordre.

Sans doute, elle ne la possède pas à l'heure actuelle sous forme d'escadres ou d'escadrilles, visibles et tangibles, mais elle est capable de la faire surgir en quelques semaines. On sait en

(1) *Les ailes allemandes repoussent*, par le capitaine Boschmans. Charles Lavauzelle et Cie, éditeurs. Cité par la *France militaire*, 11 décembre 1923.

effet que la construction métallique, qui tend aujourd'hui à se généraliser dans l'aviation, possède, entre autres avantages, celui de se prêter à une production de série extrêmement rapide et intense. Il suffit que des prototypes, ayant fait leurs preuves en vol, soient étudiés en vue d'une multiplication convenable, c'est-à-dire qu'on ait prévu les tables de fabrication, le stockage, la main d'œuvre, etc...

Mais, voici un autre côté du problème et qui n'est pas le moins troublant.

Si le traité de Versailles interdit l'aviation militaire allemande, il n'empêche pas la création de l'aviation civile. Et c'est là un très grave danger, car, on le sait, la plupart des avions civils peuvent être utilisés comme avions de guerre. Même, dans cet ordre d'idées, l'appareil de transport civil est surtout désigné comme appareil de bombardement, spécialité de guerre que l'emploi concomitant des gaz rend la plus redoutable.

Devant les progrès accomplis par l'aviation civile allemande, au cours des deux années qui suivirent l'armistice, les Alliés s'émurent et l'ultimatum de Londres, lancé en juin 1921, essaya de pallier au danger. Mais il n'a fait régner qu'une interdiction temporaire et, depuis le mois de mai 1922, les Allemands sont libres de leurs actions aéronautiques.

Le résultat ne s'est pas fait attendre. La flotte civile allemande croît tous les jours et, à l'heure actuelle, ses appareils circulent quotidiennement sur douze ou quinze grandes lignes représentant plus de 5000 kilomètres. On peut imaginer quelles conséquences entraîne un pareil état de choses. Non seulement il suppose l'organisation de la production proprement dite, mais encore il exige la création d'aérodromes, l'entraînement d'un nombreux personnel, pilotes et mécaniciens, et la mise au point de certains services essentiels tels que la radiotélégraphie et la météorologie. N'oublions pas qu'au moment de l'armistice, l'Allemagne possédait plus de 150 000 ouvriers spécialistes des constructions aéronautiques et qu'elle a surtout donné son effort dans les derniers mois de la guerre, aboutissant à la réalisation de plus de 47 000 avions et 48 000 moteurs.

Toutes ces observations réunies nous amènent à conclure que l'Allemagne est en train de préparer les bases de sa future mobilisation aérienne.

C'est en ce sens qu'il faut interpréter les relations de l'aéro-

nautique allemande avec certaines usines de l'étranger. J'y ai fait allusion plus haut. Mais il est nécessaire de marquer davantage le caractère de ce procédé. Il semble, avec lui, que les usines en pays étranger soient comme bénéficiaires d'une sorte de loi Delbrück. Ces succursales du pangermanisme aérien sont naturalisées dans leur pays de séjour, mais elles restent allemandes en droit et en fait. Les Allemands ne viennent-ils pas de commander à l'une de ces puissantes usines 1 500 appareils : chiffre qui équivaut à la presque totalité de l'aviation française, laquelle comprend 1 620 appareils.

Il serait intéressant de mener une enquête sur l'effort de Dornier en Suisse et en Italie, sur celui de Zeppelin en Espagne. Ici et là, quelles études poursuit-on exactement?... Est-ce qu'une fois le prototype étudié et mis au point, il est si difficile de faire passer aux plans une frontière et de prévoir la fabrication en série? Il y a là, sans doute, tous les éléments d'une véritable conspiration aérienne, aussi profonde que vaste, et dont le terme le plus inquiétant reste l'action en Russie.

Ce pays a, par le traité de Rapallo, conclu une alliance avec l'Allemagne. Il est certain qu'en cas de guerre les deux nations réuniraient leurs forces aériennes. Celles qu'entretiennent les Soviets sont presque toutes tributaires de capitaux et d'ingénieurs allemands. Les Russes ont déjà acheté des avions en Italie, des moteurs en Angleterre, sans compter un certain nombre d'appareils Fokker et Junkers. Des pilotes, des techniciens, des mécaniciens allemands sont en Russie et y poursuivent un labeur acharné dans plusieurs usines, notamment à Moscou. A l'heure actuelle, sous leur inspiration, un programme a été élaboré qui comprend la création de douze grandes lignes d'aviation et dont la réalisation se poursuit patiemment et sûrement.

Voilà les faits. Tous concourent à créer en nous cette certitude que l'Allemagne possède déjà et, en tout cas, possédera sous peu les éléments d'une puissance aérienne exceptionnelle. Ainsi qu'on l'a dit justement, ses konzern sont les artisans du nouvel armement aérien, comme ses organisations industrielles d'avant-guerre l'ont été des 420 et des Berthas. Lorsque nos ennemis d'outre-Rhin se seront affranchis des dernières clauses limitatives du traité de Versailles, notamment de celles qui sont relatives à la puissance des moteurs, ils seront capables de

mobiliser brusquement une formidable flotte aérienne. Et ce que nous savons de leur mentalité nous fait craindre qu'ils n'emploient brusquement cette arme moderne à quelque soudaine attaque nocturne, qu'aucune déclaration préalable de guerre n'aura laissé prévoir.

Quel sera l'effet d'une telle armée aérienne opérant sur Paris? Très certainement terrible. Torpilles, bombes incendiaires, gaz délétères, bouleverseraient, embraseraient et empoisonneraient des quartiers entiers.

***

Certains, lisant ces lignes, les accueilleront en sceptiques. Afin que nul ne puisse conserver sur un si grave sujet un si dangereux optimisme, j'exposerai rapidement la seule question des possibilités chimiques de l'Allemagne.

C'est le 22 avril 1915, entre Langemark et Bixschoote, que les Allemands employèrent pour la première fois les gaz asphyxiants. L'effet de surprise fut énorme : dans l'espace d'une heure, toute la position attaquée dut être abandonnée avec cinquante pièces d'artillerie.

L'Allemagne venait une fois de plus de violer sa signature en méprisant cet article de la Convention de la Haye auquel elle avait souscrit : « Les puissances contractantes conviennent de s'interdire l'emploi de projectiles destinés à répandre des gaz axphyxiants ou délétères. » Quoi qu'il en fût, la guerre chimique était créée. La constitution de Commissions scientifiques anglaises et françaises devait en être la reconnaissance tacite. Cinq mois plus tard eut lieu la riposte alliée. Mais l'avance était prise par nos ennemis : ils avaient l'avantage de l'initiative et, à chaque emploi par eux d'un gaz nouveau, il nous fallait rechercher, tâtonner, pour trouver le moyen de protection correspondant.

Dans son remarquable ouvrage *l'Énigme du Rhin*, le major Lefebure, auquel nous empruntons de précieux renseignements sur ce sujet, a pu écrire : « En règle générale, l'intervalle qui s'écoulait du côté allemand entre le choix d'une substance et son emploi sur le front ne dépassait pas quelques semaines, tandis que, du côté allié, il durait souvent plusieurs mois. » Et il ajoute un peu plus loin : « La production alliée, malgré toute l'adresse et l'énergie déployées, fut incomparablement plus

lente et plus coûteuse. Les Allemands se servirent du gaz moutarde en 1917, et nous pûmes l'identifier quelques jours après. Cependant, ce ne fut que onze mois plus tard que les Alliés furent en mesure d'en faire usage à leur tour. » Quant à l'efficacité de ces gaz, leur réputation est établie. Dans certains cas, les seuls effets de la nappe gazeuse ont été ressentis jusqu'à douze kilomètres à l'arrière et toute végétation a été brûlée sur de pareilles étendues.

Telle est la leçon du passé. Non seulement elle nous démontre la terrible efficacité du procédé, mais encore elle attire notre attention sur le danger de ces surprises. En attendant que la science ait trouvé le moyen d'y parer, des millions d'hommes peuvent être frappés. L'auteur que nous citions tou- à l'heure l'a excellemment exprimé : « Entre la phase invention et la phase application sur le champ de bataille, prend place la période de production dont les résultats sont intimement liés au sort de la lutte. »

Cet avis nous conduit à l'étude des moyens actuels de production chimique des Allemands. En connaître l'étendue et la valeur nous fixera sur l'un des deux éléments de la future guerre aéro-chimique.

On a fait ressortir qu'une des raisons essentielles qui avaient déterminé les Allemands à déclencher les attaques par gaz, résidait dans leur certitude de posséder le monopole de la fabrication et par suite une avance exceptionnelle. Ils savaient que les Alliés seraient arrêtés longtemps par les difficultés de la production. D'où venait cet avantage germanique? Tout simplement de l'importance prise outre-Rhin par les usines de colorants.

Elles étaient toutes groupées selon un cartel kolossal, l'*Interressen Gemeinschaft*.

Cette vaste organisation possédait et possède encore des services techniques d'une admirable perfection. Pendant la guerre, la transformation d'une installation produisant des colorants en atelier produisant des explosifs, se faisait très rapidement. Exemple : une usine de trinitrotoluène de Liverkusen produisant 250 tonnes par mois fut transformée en six semaines. C'est ainsi que les usines de l'*Interessen Gemeinschaft* fournirent peu à peu la plus grande partie des explosifs allemands. Dans l'esprit de l'état-major allemand, ces derniers devaient être produits proportionnellement au gaz, car, très vite, on abandonna

l'emploi par déchargement sur place de cylindres de gaz pour y substituer celui d'obus à gaz.

En ce qui concerne ceux-ci, d'ailleurs, le rapport entre la production de paix et celle de guerre était encore plus étroit. Le major Lefebure nous donne à ce sujet les indications suivantes : « Pour ce qui est des gaz, les substances nécessaires à la guerre chimique sont très voisines des produits organiques et intermédiaires de l'industrie des colorants, quelquefois complètement identiques. Aussi, même si la suggestion provient d'un centre de recherches indépendant, le produit demandé rentre presque toujours dans la classe de ceux qui sont traités, manipulés ou fabriqués par l'industrie des colorants. L'*Interessen Gemeinschaft* constituait donc en définitive un terrible arsenal d'explosifs et de gaz toxiques. » Une dizaine seulement des usines de l'*Interessen Gemeinschaft*, réunissaient plus de 100000 ouvriers, 500 contremaîtres, 400 chimistes. A l'heure actuelle, la totalité des fabriques peut livrer plus de 600000 tonnes d'azote synthétique par an. Le procédé Haber, qui permet de fixer l'azote de l'air et de fabriquer l'ammoniaque, donne aux Allemands la faculté de se passer de tous nitrates étrangers. » Et, à l'heure actuelle, l'I. G. n'est pas diminuée, au contraire. Les usines n'ont à acquitter aucun impôt d'État direct. Les deux grandes firmes Haber, d'Oppau et de Merseburg, se sont unies à l'I. G. La seule *Badische Anilin* produit pour sa part, annuellement, 300000 tonnes de produits azotés.

Lorsqu'à la suite des précisions qui nous sont données sur la mentalité guerrière de l'I. G. on porte les yeux avec attention sur ces formidables organisations de l'industrie allemande, une notion se dégage. Ces associations, ces cartels, ces konzern, s'étendent peu à peu sur toute la vie économique de l'Allemagne ; elles la pénètrent, lui donnent de la cohésion, la tiennent pour ainsi dire en haleine. Refaisant peu à peu l'unité du Reich, elles tendent à mettre toutes ses puissances en état de mobilisation permanente. Cartel d'aviation, cartel chimique, voilà notamment deux sources d'énergie colossales qui, intelligemment balancées dans leurs efforts, absorbent une grande partie des ressources du pays pour les utiliser demain dans le ciel à la plus atroce des guerres, la guerre aéro-chimique. Je ne veux pas transposer ici le lyrisme échevelé de certains conférenciers. Je demande seulement à ceux qui se souviennent d'évoquer les bombarde-

ments meurtriers des Gothas sur Paris, et de réfléchir impartialement d'après les données que j'apporte.

* * *

Un de ces irréductibles sceptiques, à qui j'exposais dernièrement ce problème angoissant, me répondit :

— Je ne doute pas de la valeur des faits que vous me signalez : sans doute je crois à ces flottes aériennes, à ces nappes de gaz qui, après vos paroles, s'étendent à perte de vue devant les yeux de mon imagination; toutefois, où pensez-vous que l'Allemagne puisse trouver les effectifs pour les manier? Son armée est détruite, son personnel d'aviation militaire dispersé, ses cadres brisés, ses services évanouis. Si je crois à la puissance industrielle allemande, je ne crois plus à ses ressources militaires.

J'ai dû reprendre la question par le commencement pour faire comprendre à mon honorable interlocuteur qu'il était, sur ce sujet, victime des apparences : je résume ici l'essentiel de mes observations.

Je le répète : la première chose qui frappe, lorsqu'on regarde l'Allemagne actuelle, c'est l'existence de ces grands organismes civils qui, sous le nom de cartels, de konzern, d'associations, s'étendent à toutes les parties de la vie économique et groupent, sous une même discipline, dans une même mentalité et par les liens d'une même méthode, des masses d'hommes parfaitement stylés. Qu'on y prenne garde : ces vastes associations constituent la base et recèlent les cadres et le personnel d'autant d'armes spéciales. Le konzern métallurgique, c'est l'artillerie de demain ; le cartel aéronautique, c'est l'arme aérienne ; les associations chimiques, ce sont les « gaz-régiment » de l'avenir, etc. Dans un petit nombre d'années, dans quelques mois peut-être, la baguette magique d'un mystérieux chef d'orchestre peut toucher ces organismes et les muer en armées qui, opérant en concordance, ressusciteront brusquement l'Allemagne militaire, et joueront une symphonie infernale conduite par la déesse de la guerre « fraîche et joyeuse. »

Considérons le cas de l'aviation.

Le schéma du procédé est, pour cette arme, ce qu'il est pour toutes les autres, c'est-à-dire : fédération puissante des forces civiles (en l'espèce, usines, compagnies de navigation aérienne) ; organisation correspondante dans les cercles militaires de cadres

destinés à prendre le commandement des forces civiles spontanément mobilisées. Ainsi chaque arme apparaît comme un corps vigoureux, muni du tablier de l'ouvrier ou du veston de l'ingénieur, mais surmonté d'une tête casquée, riche de toute l'expérience et des traditions du Reich militaire.

La puissance de l'aviation civile allemande, on la connaît. Je n'en reparle ici qu'au point de vue de son personnel. Le *Militar Wochenblatt* de 1923 a donné des relevés de vols accomplis par certains pilotes des grandes lignes allemandes. Ils sont édifiants : un nommé Thieb s'aligne avec 130 vols et 30 165 kilomètres parcourus dans l'année ; un autre prend rang avec 118 vols et 27 609 kilomètres ; et le palmarès s'allonge à perte de vue. Ajoutons-y la nuée d'étudiants qui, un peu partout à travers l'Allemagne, s'entraînent sur de petits avions de sport, comptons les pilotes qui se forment journellement sur des aérodromes clandestins, nous arrivons à quelques milliers de pilotes qui déjà, soyez en sûrs, se forgent une félicité à la perspective enchanteresse de torpiller nos troupes ou de gazer nos villes.

Voyons ce que vaut la tête militaire prévue pour diriger cette masse.

Dernièrement, les *Chicago Daily News* ont chargé M. Constantin Brown de mener pour elles une enquête sur la véritable situation militaire de l'Allemagne. Les conclusions du distingué Américain sont pour nous de la plus haute valeur. Outre qu'elles fournissent un argument moral en faveur de la méfiance française, elles nous apportent des chiffres extrêmement précieux. M. Brown nous révèle, notamment, que chaque régiment allemand a au moins dans ses cadres deux ou trois officiers-aviateurs. Voilà les futurs chefs d'escadrille tout trouvés, et quand ils appelleront à eux les pilotes civils que nous venons de voir si brillamment entraînés, ils seront tout à fait compétents sur la question des rapports de l'aviation avec telle ou telle arme de terre. Et, sachons-le, cela ne portera aucun préjudice à l'enthousiasme avec lequel ils bombarderont, de nuit, notre territoire. Pour se faire une idée de l'exactitude de ces vues, on doit savoir que tous les règlements militaires allemands récemment parus prévoient minutieusement l'emploi de l'arme aérienne. L'aviation de bombardement, l'aviation d'observation, l'aviation de chasse y ont leur rôle étudié en détail. Rien n'est oublié.

On peut maintenant dessiner nettement la marche des choses. La vaste organisation aérienne civile fait pression sur les cadres militaires : elle en attend valeur et expérience, elle en espère conseil et direction et, pour tout dire, lui demande de donner une conclusion logique au mot du général von Seekt : « L'arme aérienne n'est pas morte, son esprit survit! »

Le dictateur de l'Allemagne, en effet, cet homme dont M. Brown dit qu'il poursuit la restauration de la discipline nationale en vue de la prochaine guerre de revanche contre la France, a pris bien garde que ne se perdît pas, au milieu de la tourmente, une des forces essentielles de l'armée : la tradition. Grâce à von Seekt, dans l'aviation allemande, il y a organisation, méthode et discipline. Le livre du général von Hœppner n'a fait que traduire cette volonté. Aussi bien, à travers ses lignes, discerne-t-on une tradition morale et une doctrine technique.

Qu'on veuille bien se rappeler ce que je disais plus haut relativement à l'audace des conceptions allemandes et à leur sentiment éclairé de la guerre aérienne : je pense qu'on ne conservera aucun doute sur le formidable danger que constitue la guerre aéro-chimique allemande.

Si nous ne réagissons pas, par quelque procédé, le plus redoutable avenir s'ouvre devant elle.

* * *

Ces lignes n'atteindraient pas l'objet que je me suis proposé, si, après avoir signalé le danger aérien dont nous menace l'Allemagne, elles n'indiquaient les devoirs que la situation dicte à la France. Devoir grave, impérieux. Car un grand peuple ne doit pas seulement à sa foi en lui-même de se préserver : il est des cas où ses précautions intéressent l'humanité tout entière.

L'attitude de l'Allemagne, en effet, est de nature à déterminer une formidable course aux armements aériens. Déjà l'expression « hégémonie aérienne » produit sur certains gouvernements une impression magique. L'Angleterre, l'Amérique, l'Italie ont, durant ces derniers temps, fourni de nombreuses preuves d'une compétition mal déguisée. Allons-nous nous jeter dans la mêlée et contribuer par de nouvelles folies dispendieuses à la ruine de la civilisation?

Que ces mots soient lus dans leur vrai sens. Je ne demande pas de la France un geste imprudent, une démission de son

effort pour la sécurité, et comme une sorte de sacrifice unilatéral. Non! il faut de toute nécessité que nous restions armés et bien armés jusqu'au moment où la sagesse aura abouti à la constitution d'une sorte de milice interalliée aérienne, propre à contenir toute velléité d'hégémonie aérienne.

Je sais bien que cette double attitude prête à l'ironie, souvent même à la moins légère. Mais si l'on veut bien considérer que la menace aérienne allemande pèse plus lourdement que jamais sur l'Europe, on penchera pour une politique double, conséquence fatale des circonstances, et non pas fruit d'une habile hypocrisie.

Au surplus, cet état de choses règne dans tous les grands pays d'Europe. Le 4 mars dernier, à la Chambre des Lords, lord Thomson s'exprimait ainsi : « Le Gouvernement travailliste, tout en reconnaissant la folie de la guerre et tout en étant pacifiste, a assez de bon sens pour attendre le désarmement général avant de surseoir aux préparatifs de défense. *L'idéalisme doit s'accorder avec le sens commun.* »

Voilà qui est assez clair. Comme conclusion, nous avons appris que, avant un an, la Grande-Bretagne possédera 54 escadrilles comprenant plusieurs centaines d'avions de première ligne.

En France, il apparaît au contraire, qu'en matière aéronautique on ne cherche pas à « accorder l'idéalisme et le sens commun. » C'est l'incompréhension du problème qui règne, quand ce n'est pas l'indifférence. Le récent changement de ministère a laissé en suspens la question capitale de l'unité de direction. Il est à souhaiter que cet état de choses dangereux cesse au plus vite. Car son aboutissant sera l'aggravation de notre faiblesse aérienne et, en conséquence, la tentation pour l'Allemagne de déclencher la guerre aéro-chimique.

Que peut, en dehors de ces vues, la solidarité alliée contre le danger aérien allemand?

Dans le *Sunday Times* du 24 février, le commandeur Burney, membre du Parlement, a parlé de la défense aérienne anglaise. Ses vues sont particulièrement intéressantes pour nous, tout empreintes qu'elles soient parfois de l'esprit utopique du travaillisme. L'article du commandeur Burney nous fait comprendre que l'Angleterre ne peut plus soutenir le double fardeau de ses armements navals et aériens sans la participation

financière des Dominions. Cette dernière étant problématique, l'auteur laisse entendre que le désarmement aérien s'impose à l'Angleterre. Pour l'obtenir il y a, selon lui, trois moyens : 1° une conférence internationale; 2° des traités de garantie mutuelle; 3° la mobilisation de l'opinion publique à travers le monde.

C'est ce dernier procédé que le commandeur Burney juge le plus efficace. Mais il demande du temps, un temps très long. Dans ces conditions, nous ne comprenons pas la réserve du distingué collaborateur du *Sunday Times* envers les traités de garantie mutuelle. Et puisque, selon lui, les conférences internationales ont prouvé leur inefficacité, je l'engage à mettre sa plume au service de l'idée d'une alliance aérienne franco-anglaise. Loin d'augmenter les charges militaires, comme il semble le croire, un tel pacte diviserait les dépenses entre les deux grands peuples, tout en menaçant l'Allemagne des représailles d'une force supérieure. Les considérations de l'amour-propre national paraissent puériles et coupables devant la perspective de ce grand bienfait. Si l'Angleterre ne surmonte pas ses répugnances, il n'y a pas de doute qu'elle ne soit contrainte, comme nous, aux plus coûteuses dépenses aériennes. Et, de part et d'autre, cette tactique ne peut qu'aggraver la politique financière des deux pays.

Le raisonnement reste valable pour tout autre peuple se trouvant dans des conditions analogues, l'Italie par exemple.

Bien entendu, la constitution d'une triplice aérienne défensive n'empêcherait en rien la reprise d'un contrôle efficace destiné à surveiller le développement de l'industrie chimique de l'Allemagne et celui de sa puissance aérienne. Que notre diplomatie se mette donc résolument à l'œuvre pour alléger notre indispensable effort militaire. Le succès de son intervention est une nécessité, si l'on veut éviter les horreurs de la guerre aéro-chimique. Il y va du salut de la France, comme de la sécurité de l'Europe et du monde.

Capitaine FONCK.

ROMANTISME ET DIPLOMATIE

III [1]

CHATEAUBRIAND

Après Talleyrand et Metternich, c'est Chateaubriand qui a le plus contribué à créer jadis la légende romantique du diplomate.

En vérité, il n'est pas comme les deux premiers un spécialiste de la diplomatie. Quelques satisfactions d'orgueil qu'elle lui ait procurées, elle n'a joué dans sa vie qu'un rôle occasionnel et passager.

Sa mission à Rome, en 1803, comme secrétaire du cardinal Fesch, n'est qu'un bref épisode, où l'aventure sentimentale tient plus de place que la politique. Revenu de l'émigration en 1800, il s'est rallié sincèrement et sans réserve au Consulat. Dans Bonaparte, il a vu le sauveur de la société française, le nouveau Cyrus qui va « reconstruire l'édifice. » A cette œuvre de salut public, il a voulu apporter « son grain de sable, » le *Génie du Christianisme*, et il en a dédié la deuxième édition à Cyrus lui-même, « à l'Homme puissant qui nous a retirés de l'abîme. » S'adressant au vainqueur de Marengo et au signataire du Concordat, il lui écrit : « On ne peut s'empêcher de reconnaître dans vos destinées la main de la Providence qui vous avait marqué de loin pour l'accomplissement de ses desseins prodigieux. »

(1) Voyez la *Revue* des 15 mars et 1er avril.

Quelques jours plus tard, le 9 mai 1803, il est nommé secrétaire de l'ambassade de France à Rome. Pour quels motifs réels, René a-t-il accepté cette mission qui, après un si long exil, va encore l'éloigner de France? La réponse est malaisée, car il a successivement allégué trois motifs, qui s'accordent mal. Le premier, le plus hautement proclamé, c'est la défense des intérêts catholiques, c'est « l'espoir d'être utile à la religion. » Le deuxième, avoué un jour par mégarde, est le vif désir de se soustraire à la reprise de la vie conjugale. Il vient d'apprendre en effet que Mme de Chateaubriand, impatiente de la claustration où elle s'étiole au fond de la Bretagne, annonce le projet de venir s'installer à Paris. « La crainte de me réunir à ma femme, écrit-il à son ami Fontanes, m'a jeté une seconde fois hors de ma patrie. » Enfin, le troisième motif, celui dont il a tiré plus tard les plus beaux effets d'éloquence, est son attachement à Mme de Beaumont : « La fille de M. de Montmorin se mourait; le climat de l'Italie lui serait, dit-on, favorable. Moi allant à Rome, elle se résoudrait à passer les Alpes : *je me sacrifiai* à l'espoir de la sauver. »

Exténuée de souffrance, respirant à peine, elle était venue le rejoindre. Il avait eu au moins la pudeur de lui cacher qu'en s'occupant d'elle, il accomplissait un sacrifice. Pendant vingt jours, il l'avait bercée de paroles mélodieuses, enivrée de tous ses philtres. Devant ces pauvres yeux qui allaient bientôt se remplir d'ombre, il avait évoqué toute la magie de la Ville éternelle et du paysage latin. Puis, un soir de novembre, elle était morte dans ses bras, « désespérée et ravie. »

En même temps qu'il s'appliquait à ces soins pieux, il collectionnait de magnifiques images qui nous ont valu la fameuse *Lettre sur la Campagne romaine*. Peu après, il se brouillait avec son chef, le cardinal Fesch, dont il ne pouvait supporter la sottise renfrognée. « D'ailleurs, disait-il modestement, je ne vaux rien du tout en seconde ligne. »

Après six mois de résidence à Rome, il rentre à Paris. « Le Premier Consul m'avait nommé ministre dans le Valais; il avait compris que j'étais de cette race qui n'est bonne que sur un premier plan. »

Mais toujours prompt à se déprendre de tout, sauf de ses rêves, il est déjà dégoûté de la carrière officielle. L'exécution du duc d'Enghien lui offre un beau prétexte à recouvrer son

indépendance : il envoie donc sa démission de ministre dans le Valais. Sans vouloir contester le sursaut d'horreur qu'a provoqué en lui le drame de Vincennes, il faut reconnaître que dans sa lettre à Talleyrand, ministre des Relations extérieures, il s'excuse uniquement sur la santé de sa femme, trop malade pour s'exposer aux fatigues du voyage et dont il ne veut plus se séparer. Mais il nous affirme, dans ses *Mémoires*, que le texte primitif de la lettre contenait « des phrases de colère » et qu'il les a supprimées au dernier instant sur le conseil d'un ami. Croyons-le.

***

C'est dix ans plus tard, au mois d'avril 1814, que Chateaubriand fait sa véritable entrée dans la vie politique. Il y entre avec fureur, avec éclat : son premier geste est d'un forcené. Par sa brochure *De Buonaparte et des Bourbons*, il jette à la face du colosse qui s'écroule un torrent d'insultes : « Il a plus corrompu les hommes, il a plus fait de mal au genre humain, dans le court espace de dix années, que tous les tyrans de Rome ensemble, depuis Néron jusqu'au dernier persécuteur des chrétiens. Encore quelque temps d'un pareil règne, et la France n'eût plus été qu'une caverne de brigands !... » Dans la tourmente qui secoue alors les âmes françaises, dans le conflit des opinions rivales et des colères déchaînées, cette philippique a un retentissement énorme. Elle donne aux Bourbons oubliés « un certificat de vie ; » elle précipite le mouvement général des esprits vers la restauration du droit monarchique. Elle nous montre aussi Chateaubriand tel qu'il sera toujours dans sa carrière publique : un polémiste. Plus tard, il dira très justement de lui-même : « La polémique est mon allure naturelle. Il me faut toujours un adversaire, n'importe où. » Son esprit batailleur ne fait, du reste, qu'exprimer un trait plus profond de son caractère : il est, congénitalement, rebelle à toute discipline, à toute subordination ; il a l'esprit séditieux.

La politique n'est donc pas pour lui ce qu'elle est pour un véritable homme d'État, — l'occasion et le moyen de faire prévaloir ses idées, ses principes, ses croyances dans le gouvernement de son pays. S'il a souvent affiché des convictions, elles n'ont jamais été que l'effet de son humeur ! la formule plus ou moins déguisée de ses convoitises ou de ses rancunes. Le

scepticisme politique est inné en lui. Dès sa jeunesse, il écrivait à propos de Chamfort : « Je me suis toujours étonné qu'un homme, qui avait tant de connaissance des hommes, eût pu épouser si chaudement une cause quelconque. Ignorait-il donc que tous les gouvernements se ressemblent?... » En 1821, sollicitant une ambassade, il consignera cet aveu: « Un second homme s'est trouvé en moi, l'homme politique ; j'y suis fort peu attaché. » Il ira même jusqu'à dire un jour, à propos de sa dispute avec Villèle : « Que m'importaient ces futiles misères, à moi qui n'ai jamais cru au temps où je vivais, à moi qui appartenais au passé, à moi sans foi dans les rois, sans conviction à l'égard des peuples, à moi qui ne me suis jamais soucié de rien, excepté des songes, à condition encore qu'ils ne durent qu'une nuit. »

Ces derniers mots nous aident à comprendre pourquoi il a passé de la littérature à la politique.

Quand il s'est lancé avec tant de fougue dans la bagarre de 1814, on peut dire que sa carrière littéraire est déjà terminée : il a publié tous ses grands ouvrages, le *Génie du Christianisme, Atala, René, les Natchez*, l'*Itinéraire, les Martyrs ;* son inspiration est tarie ; sa jeunesse est morte ; « l'âge des rêves et des chimères » est envolé à jamais. Il ne le sent que trop ; il le confesse même, quand il invoque une dernière fois la Muse, au XXIVe chant des *Martyrs :* « Je ne dirai plus les amours et les songes séduisants des hommes ; il faut quitter la lyre avec la jeunesse. »

Puisque la poésie et l'amour lui manqueront dorénavant, il prendra la politique : « Nous nous consolerons de n'avoir plus les illusions du premier âge, *en cherchant à devenir des citoyens illustres* ; on n'a rien à craindre du temps, quand on peut être rajeuni par la gloire. » C'est la pensée de Pascal, dans le *Discours sur les passions :* « Qu'une vie est heureuse, quand elle commence par l'amour et qu'elle finit par l'ambition ! » Chateaubriand espère donc qu'il trouvera désormais dans la politique un emploi abondant et complet de ses grandes facultés ; qu'il y trouvera mieux encore, une occasion, sans cesse renouvelée, de satisfaire son besoin d'émotions et d'aventures, son goût des attitudes fières et des manifestations verbales, surtout son insatiable désir de briller parmi les hommes.

***

Après quelques discours mal écoutés « dans le brouillard législatif » de la Chambre des pairs et quelques articles acerbes dans *le Conservateur*, il est nommé ministre plénipotentiaire à Berlin. C'est sa rentrée ou, pour mieux dire, son vrai début dans la diplomatie. « Je partis de Paris, le 1er janvier 1821 ; la Seine était gelée, et pour la première fois je courais sur les chemins avec les conforts de l'argent. Je revenais peu à peu de mon mépris des richesses ; je commençais à sentir qu'il était assez doux de rouler dans une bonne voiture, d'être bien servi, de n'avoir à se mêler de rien... Mais je m'habituai vite à mon bonheur ; j'avais le pressentiment qu'il durerait peu. »

Dès son arrivée, il ouvre la série de ses dépêches officielles et il s'admire lui-même de l'aisance avec laquelle son esprit s'adapte à ce travail nouveau. D'ailleurs, pourquoi en serait-il autrement? « Dante, Arioste, Milton n'ont-ils pas aussi bien réussi en politique qu'en poésie?... »

Mais la cour du triste Frédéric-Guillaume III a vite fait de l'ennuyer. Il erre, comme une âme en peine, « dans les espaces déserts de Berlin glacé. » Le matin, pour se distraire, il jette de sa fenêtre des morceaux de pain à « de vieux corbeaux, ses éternels amis. » Toutes les heures de sa journée se suivent, aussi pesantes et vides que fastidieuses et interminables. Le soir, il reste chez lui : « Enfermé seul auprès d'un poêle à figure morne, je n'entends que le cri de la sentinelle de la porte de Brandebourg et les pas sur la neige de l'homme qui siffle les heures... » Il ne pense qu'à Paris, dans l'attente de l'événement imprévu qui pourrait justifier son retour. Après deux mois de cette existence énervante, il demande un congé pour assister au baptême du duc de Bordeaux : on le lui accorde. Le 28 avril, il arrive à Paris, où il s'attarde indéfiniment.

Le jour vient pourtant où il est obligé « d'aller revoir ses corbeaux. » Mais, fort à propos, voici que le cabinet modéré, dont le duc de Richelieu est président, se désagrège pour faire place à un cabinet de pure droite, qui sera présidé par le vicomte Mathieu de Montmorency-Laval. Dans l'ombre, Chateaubriand a très habilement travaillé contre son ministre, et il s'en vante : « J'avais eu trop de part aux mouvements poli-

tiques et j'exerçais une trop grande influence sur l'opinion pour qu'on pût me laisser de côté. Il fut résolu que je remplacerais M. le duc Decazes à l'ambassade de Londres. Louis XVIII consentait toujours à m'éloigner. »

***

Cette mission inespérée le remplit d'allégresse : « Ma nomination réveilla mes souvenirs. Ma jeunesse, mon émigration, m'apparurent avec leurs peines et leurs joies. La faiblesse humaine me faisait aussi un plaisir de reparaître connu et puissant, là où j'avais été ignoré et faible. »

Il savoure ce plaisir pendant toute la durée de son ambassade. Le contraste entre son indigence d'autrefois et son luxe actuel est pour lui comme une obsession qui flatte délicieusement son orgueil. A tout propos, il s'offre le régal d'évoquer en lui-même le portrait de « l'émigré maigre et demi-nu. » Assiste-t-il, par exemple, à un fastueux dîner, la richesse du décor, l'abondance des plats, l'arome des vins lui font aussitôt penser : « J'avalais le tokay, non loin des lieux qui me virent sabler l'eau à pleine cruche et quasi mourir de faim. » Est-il convié à un bal aristocratique, il ne manque pas de se rappeler « ces sauteries d'émigrés, où l'on dansait au son d'un simple violon. »

Si forte est la hantise de son passé misérable que, laissant à ses secrétaires tout le travail de l'ambassade, il écrit, en plus de trois cents pages, les admirables chapitres des *Mémoires d'outre-tombe*, où il raconte son séjour en Angleterre de 1793 à 1800. « Ceux qui lisent cette partie de mes *Mémoires* ne se sont pas aperçus que je les ai interrompus deux fois : une fois pour offrir un grand dîner au duc d'York, frère du roi d'Angleterre ; une autre fois pour donner une fête pour l'anniversaire de la rentrée du roi de France à Paris, le 8 juillet. Cette fête m'a coûté quarante mille francs. Les pairs et les pairesses de l'empire britannique, les ambassadeurs, les étrangers de distinction, ont rempli mes salons magnifiquement décorés. Mes tables étincelaient de l'éclat des cristaux de Londres et de l'or des porcelaines de Sèvres. Ce qu'il y a de plus délicat en mets, vins et fleurs, abondait. Portland-Place était encombré de brillantes voitures. La musique d'Almack's enchantait la mélancolie fashionable des dandys et les élégances rêveuses

des ladies pensivement dansantes... » Certes, la fête dut être d'une splendeur inouïe, quoique le vicomte de Marcellus, premier secrétaire, qui tenait les comptes de la chancellerie, nous affirme que la soirée coûta douze mille francs et non quarante mille. Mais c'est l'ambassadeur lui-même qui en a été probablement le plus émerveillé.

Dans le train de sa vie quotidienne, il n'a qu'une préoccupation : les femmes. Un de ses attachés, le jeune Armand Bertin, fils du directeur du *Journal des Débats*, écrit à son père : « La réunion forcée du déjeuner et du dîner est en général fort agréable. L'ambassadeur vous met sur-le-champ à votre aise ; il aime assez à causer : il trouve tout naturel que l'on cause et ne fait jamais sentir ce que doit avoir de fatigant, pour un homme de son génie et de son âge, la conversation de cinq ou six jeunes gens qui se croient sans doute fort distingués, mais qui ont la modestie de convenir qu'ils ne le valent pas tout à fait. On y parle ordinairement de ce qu'on a fait le soir, des femmes que l'on a vues, avec lesquelles on a dansé ou causé. M. de Chateaubriand ne dédaigne pas de nous faire part de ses observations de la veille. C'est même là son thème favori ; il nous a déjà mis dans le secret de ses haines et de ses amours de salon : il le fait toujours avec une gaîté vive et spirituelle, dont je n'aurais pu lui soupçonner le talent, si je n'avais l'avantage de vivre avec lui. Vous serez peut-être surpris d'apprendre, mon cher papa, que, à l'instant de la grande épreuve électorale où le ministère royaliste joue sa destinée, lorsque toute l'Europe politique a les yeux fixés sur les cabinets de Constantinople et de Saint-Pétersbourg, à cet instant-là, M. de Chateaubriand, qui doit observer avec la plus vive attention la tendance du cabinet Saint-James, ne s'entretienne, avec ses secrétaires, que de femmes et de bals... »

A vivre ainsi dans la continuelle griserie des images féminines, l'ambassadeur sent bientôt renaître en lui sa « confusion désireuse » d'autrefois. Un souvenir surtout lui revient au cœur, celui de Charlotte Ives, la douce jeune fille qu'il avait presque séduite en 1795,... oubliant qu'il était marié. Or, un matin, l'héroïne de ce roman poétique et scabreux, devenue lady Sulton, se présente à l'ambassade de France. Il est trop heureux de la recevoir. « J'ai vu entrer une femme en deuil, accompagnée de deux beaux garçons; l'un pouvait avoir seize

ans et l'autre quatorze Je me suis avancé vers l'étrangère; elle était si émue qu'elle pouvait à peine marcher. Elle m'a dit d'une voix altérée : « *Mylord, do you remember me?* Me reconnaissez-vous? » Oui, j'ai reconnu Miss Ives! Les années qui avaient passé sur sa tête ne lui avaient laissé que leurs printemps. Je l'ai prise par la main, je l'ai fait asseoir et je me suis assis à ses côtés. Je ne lui pouvais parler; mes yeux étaient pleins de larmes; je la regardais en silence à travers ces larmes; je sentais que je l'avais profondément aimée... » Quand ils se sont ressaisis l'un et l'autre, lady Sulton sollicite de lui un service très simple, une recommandation auprès de Canning pour son fils aîné qui voudrait aller servir aux Indes. Il lui promet chaleureusement son intervention la plus active, qu'il se fait d'ailleurs payer aussitôt en demandant à la visiteuse avec un sourire ingénu : « Mais, dites-moi, madame, que vous fait ma fortune nouvelle? Comment me voyez-vous aujourd'hui? » Elle a l'indulgence de lui répondre : « Je ne vous trouve pas changé, pas même vieilli, non! » Il exulte : « Cette femme est vraiment divine! »

Trois fois encore, ils se rencontrent et, chaque fois, lady Sulton se fait prudemment accompagner de ses fils. La précaution n'est pas superflue; car le rappel de son amour juvénile, de cet amour « resté jadis à la limite du rêve, » allume au cœur de René une fièvre étrange, un désir farouche et vindicatif. Il sent fermenter en lui, jusqu'à la fureur, « ce levain empoisonné qu'une passion malheureuse laisse au fond de l'âme et qui gâterait le pain des anges. » Il traverse alors une crise affreuse, une de ces bourrasques intérieures où, parfois, les saisons brûlantes de sa jeunesse lui reviennent soudain avec toute leur flamme, où ses blessures anciennes se rouvrent épouvantablement « comme celles des crucifix du moyen-âge qui saignaient à l'anniversaire de la Passion... » Après sa dernière rencontre avec lady Sulton, le paroxysme de son délire lui arrache cette imprécation frénétique : « Si j'avais serré dans mes bras, épouse et mère, celle qui me fut destinée vierge, c'eût été avec une sorte de rage, pour flétrir, remplir de douleur et étouffer ces vingt-sept années livrées à un autre après m'avoir été offertes!... » On sait que les commotions de sa vie morale furent toujours d'une véhémence extrême : celle-ci est peut-être la plus impétueuse, la plus dévastatrice.

Pour s'enfermer d'une manière si continue et, peu à peu, si exclusive dans ses souvenirs, il a une raison que les *Mémoires d'outre-tombe* se gardent bien de nous avouer, mais qui transparaît ou se trahit çà et là : il se déplaît à Londres, parce qu'il n'a pas su y plaire. « Toute renommée, dit-il, vient vite au bord de la Tamise et s'en va de même... En vain, vous parlez : on ne vous écoute pas... Quelle vie que celle d'une journée à Londres ! J'aurais préféré cent fois les galères... » Guizot, qui lui succédera dix-huit ans plus tard, a expliqué, sans trop de malice, l'insuccès de son illustre prédécesseur : « Il ne fit pas dans la société anglaise tout l'effet qu'il s'était promis ; il lui fallait trop de succès et des succès trop divers ; on l'y prenait pour un grand écrivain plutôt que pour un grand politique ; on le trouvait plus raide que grave, et trop préoccupé de lui-même ; on était curieux de lui, mais sans l'admirer selon son goût ; il n'était pas constamment le premier objet de l'attention et ne jouissait là ni du laisser-aller ni de l'enthousiasme idolâtre auxquels il avait été ailleurs accoutumé. Il prit Londres, la cour et les salons anglais en humeur. » Cette impression, très juste, Guizot la tenait de Mme de Liéven. Et, en effet, Chateaubriand n'avait trouvé, auprès de la fantasque ambassadrice, qu'un accueil dédaigneux. De prime abord, elle l'avait jugé poseur et surfait ; puis elle ne lui avait plus accordé aucune attention. Aussi, l'a-t-il galamment portraiturée dans ses *Mémoires :* « La comtesse de Liéven avait eu des histoires assez ridicules avec George IV. Comme elle était hardie et passait pour être bien en cour, elle était devenue extrêmement fashionable. On lui croyait de l'esprit, parce qu'on supposait que son mari n'en avait pas ; ce qui n'était pas vrai... Mme de Liéven, au visage aigu et mésavenant, est une femme commune, fatigante, aride, qui n'a qu'un seul genre de conversation, la politique vulgaire. Du reste, elle ne sait rien et elle cache la disette de ses idées sous l'abondance de ses paroles. Quand elle se trouve avec des gens de mérite, sa stérilité se tait ; elle revêt sa nullité d'un air supérieur d'ennui, *comme si elle avait le droit d'être ennuyée !* »

Mais il entrevoit bientôt une occasion de fuir Londres et d'aller chercher ailleurs un peu de cette renommée dont il a tant besoin. L'Espagne est en proie à la guerre civile ; chaque jour, des émeutes, des combats ensanglantent les rues de

Madrid; la liberté, la vie de Ferdinand VII sont menacées. Le prince de Metternich, qui vient d'étouffer un soulèvement révolutionnaire en Italie, veut intervenir de même dans les affaires intérieures de la monarchie espagnole et briser l'arrogance des Cortès ; il propose aux souverains et à leurs gouvernements une action commune. On annonce la réunion prochaine d'un congrès à Vérone.

Chateaubriand souhaite ardemment d'y être envoyé comme l'un des plénipotentiaires. Il met en campagne tous ses amis et amies de Paris, les assiégeant de lettres où il déchire à belles dents tous ses compétiteurs possibles, où il se déclare fièrement seul capable de sauvegarder les intérêts de la France devant l'Europe assemblée. Au comte de Villèle, premier ministre, il écrit que son envoi au congrès est ce qu'il ambitionne le plus au monde et il ajoute : « Servez-moi, afin que je vous serve... Quand j'aurai négocié avec les rois, je n'aurai plus de rival. » Naturellement, c'est Mme Récamier qui est l'objet de ses plus vives instances; il la conjure d'user de tout son crédit sur son fervent admirateur, Mathieu de Montmorency, qui est ministre des Affaires étrangères; entre autres arguments, il lui rappelle qu'il a toujours porté bonheur aux royalistes : « Je ne peux m'empêcher de remarquer que leurs affaires s'arrangent partout où je vais et se dérangent partout où je ne suis pas. » Mais le sage Montmorency, qui doit présider la délégation française, ne se soucie pas d'avoir comme collègue un personnage aussi encombrant et infatué. Louis XVIII ne veut pas non plus de Chateaubriand, dont tout le caractère lui est antipathique : il presse donc Villèle de se rendre lui-même à Vérone pour y soutenir sa politique de prudence et de temporisation. Absorbé par les affaires intérieures, Villèle refuse. En fin de compte, Chateaubriand est désigné comme l'un des quatre plénipotentiaires de France. Radieux, il s'embarque à Douvres le 8 septembre 1822; son ambassade à Londres n'a duré que huit mois.

***

Le voici donc à Vérone, dans l'assemblée de tous les potentats et de tous les grands ministres européens.

Mais, là encore, il se déplaît parce qu'il déplaît; on ne l'écoute pas; on l'évite; on l'ignore. D'ailleurs, c'est dans le salon de Mme de Liéven et sous la présidence hautaine de

Metternich, que se joue la vraie partie du congrès. Seul, Alexandre Ier, dont le romantisme personnel s'accorde si bien à celui de René, témoigne quelques égards au rénovateur de la sensibilité religieuse, à l'écrivain qui a trouvé, pour célébrer le *Génie du Christianisme*, des phrases dignes d'être insérées dans le manifeste de la Sainte-Alliance; ils échangent de belles adulations, d'ingénieuses cajoleries, un subtil encens. Tout le reste du temps, le triste plénipotentiaire abuse du droit qu'il contestait à Mme de Liéven, — le droit de s'ennuyer. Les yeux sombres, le visage « maussade et renfrogné, » il traîne ses pas dans les rues de Vérone, cherchant vainement à distraire sa solitude et son oisiveté. « Ici, écrit-il à son secrétaire Marcellus demeuré à Londres, ici, nous ne faisons pas grand chose; je me promène souvent et parfois je me figure que je suis accrédité auprès de la tombe de Juliette bien plutôt qu'à un congrès européen. Je reste toujours un peu sauvage et à l'écart. »

Mais, tandis que le congrès s'achève, l'application des principes, que les plénipotentiaires viennent d'y adopter pour le rétablissement de l'ordre en Espagne, provoque au sein du gouvernement français une vive controverse. M. de Montmorency, en désaccord avec le Roi, se retire. Le 1er janvier 1823, Chateaubriand, rappelé à Paris, est nommé ministre des Affaires étrangères.

Cette nomination imprévue l'enivre; mais il n'en éprouve aucune surprise, car il ne voit, en dehors de lui, « personne qui soit capable de tenir le portefeuille des Affaires étrangères. » Et, naturellement, il affecte vis-à-vis de Mme Récamier un grand dégoût anticipé de la besogne qu'on lui inflige..., ce qui ne l'empêche pas de terminer une de ses lettres à la divine Juliette par cette prière : « Aimez-moi un peu, pour ma gloire! »

Cependant, la situation s'est aggravée en Espagne. Si la France doit intervenir par les armes, il n'est que temps. Forcé de choisir entre la paix et la guerre, Chateaubriand se prononce pour la guerre, et, malgré l'opposition de Villèle, il réussit à faire prévaloir son opinion.

Le 7 avril 1823, une armée, forte de cent mille hommes et commandée par le Duc d'Angoulême, franchit la Bidassoa. L'expédition, bien conduite, réussit pleinement : le 1er octobre, Ferdinand VII est délivré.

De cette réussite, l'orgueil de Chateaubriand a tiré d'inépuisables effets; il a toujours considéré sa guerre d'Espagne comme son chef-d'œuvre politique, comme son *René* dans le domaine de l'action positive.

Sur un point, il a eu raison de s'enorgueillir. Il avait très justement aperçu que « la monarchie des Bourbons se mourait, faute de victoires après les victoires de Napoléon, et surtout après la transaction diplomatique qui l'avait déshonorée en 1815; » il avait donc estimé que les événements d'Espagne offraient à Louis XVIII « une occasion unique de replacer la France au rang des puissances militaires et de réhabiliter la cocarde blanche. » Nul doute que, sous ce rapport, l'expédition de 1823 n'ait bien servi la cause nationale et la cause royaliste : elle a relevé la France aux yeux de l'Europe et rallié l'armée au drapeau blanc. En revanche, elle n'a eu, dans la suite, que des résultats déplorables. Tout d'abord, elle a rendu la Restauration responsable et presque solidaire de la réaction féroce que le rétablissement de Ferdinand VII déchaîna aussitôt en Espagne : l'influence française au delà des Pyrénées en fut pour longtemps détruite. D'autre part, aux yeux des libéraux français, elle apparut comme une croisade en faveur de l'absolutisme; elle les confirma dans l'idée que la monarchie de droit divin était incompatible avec les principes de l'État moderne; elle approfondit encore le fossé qui séparait l'ancienne société française de la nouvelle; enfin, elle prépara 1830.

Mais, dans la jubilation première de son « triomphe, » la jactance de Chateaubriand ne connaît plus de bornes. Il se vante de sa renommée universelle; il se targue de son crédit auprès de tous les monarques et de tous les ministres étrangers : il se flatte même d'avoir su vaincre la sourde hostilité de Louis XVIII et gagner ses faveurs : « Louis XVIII nous détestait; il avait, à notre endroit, de la jalousie littéraire. Cependant, nous parvînmes à lui plaire plus qu'on n'aurait pu le penser. » Dès lors, assuré de l'avenir, plus confiant que jamais dans la supériorité de ses talents diplomatiques, persuadé que, par la guerre d'Espagne, il vient d'ouvrir à la France une ère de résurrection nationale, il ne conçoit rien moins que d'avancer nos frontières de l'Est « jusqu'à la rive gauche du Rhin, aussi loin qu'elle s'étende. »

Dans cet accès de mégalomanie, la politique n'intervient

pas seule : on peut croire que le roman y est aussi pour beaucoup. En effet, depuis qu'il travaille à régénérer la France, Chateaubriand est devenu la proie d'un amour nouveau. Une jeune sirène, la comtesse de X..., lui a fait perdre la raison ; mais, du même coup, elle s'est ajoutée à la longue liste des femmes qui se sont déjà perdues et consumées pour lui. Près d'elle, il s'est retrouvé subitement l'homme de désir, avec toute sa puissance d'illusion et de flamme, avec sa merveilleuse aptitude à s'enivrer de ses rêves en les magnifiant. Le 12 septembre 1823, elle reçoit de lui cette lettre : « Mon ange, ma vie, je ne sais quoi de plus encore, je t'aime avec toute la folie de mes premières années ! Je redeviens pour toi le frère d'Amélie ; j'oublie tout, depuis que tu m'as permis de tomber à tes pieds. J'ai enfin saisi le rêve de bonheur que j'ai tant poursuivi. C'est toi que j'ai adorée longtemps sans te connaître... » Quelques jours plus tard, les deux amants se donnent rendez-vous à Fontainebleau.

Mais voici qu'on apprend à Paris la prise du Trocadéro et la délivrance de Ferdinand VII. C'est un triomphe pour le parti royaliste. Depuis plus de dix ans, depuis le funèbre hiver de 1812, les Tuileries n'ont pas vu des visages aussi radieux. On reprend tout le cérémonial des victoires napoléoniennes : canonnade aux Invalides, *Te Deum* à Notre-Dame, félicitations du corps diplomatique et des grands pouvoirs publics, réjouissances populaires, illumination de la capitale, etc... Au milieu de toutes ces festivités, la politique réclame d'urgentes décisions. Chateaubriand ne quitte le conseil des ministres que pour recevoir les ambassadeurs ou se rendre chez le Roi. Impossible d'aller à Fontainebleau. Il écrit alors à Mme de X... : « Ainsi, je perds cette nuit que j'aurais passée dans tes bras !... Ah ! je donnerais le monde pour une de tes caresses, pour te presser sur mon cœur palpitant. Que m'importe le monde sans toi ? Tu es venue me ravir jusqu'au plaisir du succès de cette guerre, que j'avais seul déterminée et dont la gloire me trouvait sensible. Aujourd'hui, tout a disparu à mes yeux, hors toi. C'est toi que je vois partout, que je cherche partout. Cette gloire, qui tournerait la tête à tout autre, ne peut même me distraire un seul moment de mon amour... Mais reviens vite ! Oh ! oui, dédommage-moi ; viens ; pardonne-moi la délivrance de ce malheureux roi d'Espagne !... Je ne sais si tu pourras me lire.

Je t'écris après avoir écrit à tous les rois et à tous les ministres de l'Europe. Ma main est fatiguée; mais mon cœur ne l'est pas. Il t'aime avec toute l'ardeur, toute la passion de la jeunesse. Reçois un million de baisers sur tes mains, tes lèvres et tes cheveux. »

Très fiers l'un de l'autre, les deux amants ne craignent pas d'afficher leur liaison, qui est bientôt la fable de tout Paris. Mme Récamier n'est pas la dernière à l'apprendre. Le cœur déchiré, voyant s'effondrer l'autel de son dieu, atteinte dans sa dignité non moins que dans son amour, elle part subitement pour l'Italie, afin d'y cacher sa douleur et son humiliation.

René se résigne aisément à ce départ. Il se borne à verser, de temps à autre, sur la plaie brûlante de Juliette, le baume facile de son éloquence épistolaire : « Que vous êtes heureuse d'être au milieu des ruines de Rome! Que je voudrais y être avec vous! Quand retrouverai-je mon indépendance et quand reviendrez-vous habiter votre cellule de l'Abbaye-aux-Bois?... »

Mais, dans son exil volontaire, la pauvre abandonnée s'inquiète de tout ce que ses correspondants parisiens lui rapportent sur la mégalomanie croissante de son infidèle ami. Elle a le courage de lui signaler ces impressions afin de le mettre en garde contre les entraînements de son imagination. Il lui répond, avec une modestie feinte, où l'orgueil semble bondir à travers les mots : « On vous a dit que l'encens m'était monté à la tête : venez et vous verrez; il m'aurait fait un tout autre effet. Mon grand défaut, c'est de n'être enivré de rien; je serais meilleur, si je pouvais me prendre à quelque chose. Je ne suis pas insensible à voir la France dans un tel état de considération au dehors et de prospérité au dedans et de penser que *la gloire et le bonheur de ma patrie datent de mon entrée au ministère*; mais, si vous m'ôtez cette satisfaction d'un honnête homme, il ne me reste qu'un profond ennui de ma place, une lassitude de tout et l'envie d'aller mourir, loin du bruit, en paix et oublié, dans quelque coin du monde. »

L'occasion de se faire oublier va surgir beaucoup plus tôt qu'il ne s'y attend. Par sa vantardise, par l'étalage continuel de son moi, par les machinations qu'il ne cesse d'ourdir pour renverser le président du conseil, Villèle, et s'élever à sa place, il s'est rendu tellement incommode à ses collègues, il a

tellement exaspéré le Roi, qu'on lui retire son portefeuille. L'affaire est conduite avec une brusquerie et même une brutalité qui étonnent chez un monarque d'un esprit aussi fin, aussi courtois que Louis XVIII. Sans la moindre explication, le 6 juin 1824, jour de la Pentecôte, Chateaubriand reçoit de Villèle cette lettre : « J'obéis aux ordres du Roi, en transmettant de suite à Votre Excellence une ordonnance que Sa Majesté vient de rendre : *Le sieur comte de Villèle, président de notre conseil des ministres, est chargé par intérim du portefeuille des Affaires étrangères, en remplacement du sieur vicomte de Chateaubriand.* »

Le sieur vicomte « rugit » sous l'affront de cette destitution mortifiante, et il sort du ministère en écumant de fureur : « On m'a mis à la porte, comme si j'avais volé la montre du Roi sur la cheminée !... » Puis, tel qu'Achille enfermé sous sa tente, il se cloître dans son modeste logement de la rue de l'Université, « repoussant la foule condoléante, » serrant les poings et méditant sa vengeance.

Soudain il se redresse et, d'un élan superbe, il prend les armes. Désormais, Villèle et tout le parti de la droite ont en lui un adversaire implacable. Comme chef d'opposition, Chateaubriand révèle des talents insoupçonnés. La haine lui fait découvrir cette idée fort juste : que, dans le gouvernement représentatif, la seule opposition efficace est « l'opposition systématique, » tandis que l'opposition loyale et sincère, « l'opposition de conscience » est toujours impuissante, car elle autorise un député « à prendre sa bêtise pour sa conscience et à la mettre dans l'urne. » Trois années durant, il mène contre ses anciens amis une campagne ardente et sans scrupule, ne se laissant pas arrêter un seul instant par la considération que chacun de ses coups atteint la monarchie dont il s'est fait jadis l'annonciateur et le champion. Enfin, le 2 décembre 1827, Villèle est renversé.

Chateaubriand ne doute pas un instant qu'il ne recueille la succession de sa victime ; mais Charles X, qui ne peut le souffrir, lui préfère l'aimable et persuasif Martignac. Sous le choc de la nouvelle, il éprouve une déception si violente qu'il tombe en syncope. M[me] de Boigne a pris un malin plaisir à nous le dépeindre dans cette épreuve : « M. de Chateaubriand fut si

furieux qu'il en pensa étouffer; il fallut lui mettre un collier de sangsues et, cela ne suffisant pas, on lui en posa d'autres aux tempes. Le lendemain, la bile était passée dans le sang; il était vert comme un lézard. Cependant, l'agitation où il était ne lui permettant pas de rester chez lui, je le rencontrai dans une maison où il était venu promener son inquiétude. Les stigmates, laissés par les sangsues, lui permettaient d'attribuer son changement à la maladie. Je n'ai guère vu de spectacle plus triste que celui de cet homme, à qui l'on ne peut refuser une capacité peu ordinaire, bouleversé et accablé à ce point par un revers d'ambition. S'il avait pu attaquer le nouveau ministère avec le même acharnement que le dernier, son chagrin aurait été moins poignant; mais il comprenait bien que toutes ses armes offensives se trouvaient sinon brisées, au moins bien émoussées, et il se sentait complètement joué. »

Martignac reconnaît pourtant qu'il est indispensable de « neutraliser » Chateaubriand; le Roi, de son côté, n'estime « aucun prix trop cher pour l'écarter de ses conseils et de sa présence. » On lui offre donc l'ambassade de Rome : il l'accepte. « Ce mot de Rome eut sur moi un effet magique; j'éprouvai la tentation à laquelle les anachorètes étaient exposés dans le désert; je consentis à m'éloigner. Du moins, cette fois, l'exil me plaisait : *Pontificum veneranda sedes, sacrum solium!* Je me sentis saisi du désir de fixer mes jours, de l'envie de disparaître, — même par calcul de renommée, — dans la Ville des funérailles, au moment de mon triomphe politique... »



Le 14 septembre 1828, il reprend le chemin de la cité apostolique. Mais il ne s'y attardera pas plus que, précédemment, à Berlin et à Londres : son humeur changeante s'accommode mal des missions prolongées. Au bout de six mois, la *Pontificum veneranda sedes* ne le retiendra plus.

L'unique affaire, dont il ait eu à s'occuper durant ce bref séjour, est le conclave qui s'est réuni après la mort de Léon XII et qui a élu Pie VIII : il n'a donc pas manqué de loisirs.

Dès son arrivée, dès qu'il a revu les monuments de Rome et les horizons latins, il a senti le poète et l'artiste se réveiller en lui. Comme aux plus belles heures de sa production littéraire, il a retrouvé soudain sa maîtrise verbale, son tour

ample et majestueux, son vif sentiment du paysage historique, son secret des sonorités expressives et des images sublimes ; il écrit, par exemple, ce morceau admirable : « Quand l'aigle de Napoléon laissa Rome échapper de ses serres, elle retomba dans le sein de ses paisibles pasteurs. Alors, Byron parut aux murs croulants des Césars ; il jeta son imagination désolée sur tant de ruines, comme un manteau de deuil. Rome, tu avais un nom : il t'en donna un autre ; ce nom te restera : il t'appela *la Niobé des nations...* »

Mais son inquiétude et sa désespérance habituelles ne tardent pas non plus à le ressaisir. Partout, même dans l'éclat des fêtes, il revient à sa hantise incurable, à la pensée de la mort. Un soir, pendant un bal qu'il offre à l'ambassade, il regarde, avec complaisance, de belles jeunes femmes, « qui s'enfoncent parmi les fleurs, les concerts et les lustres, pareilles à des cygnes qui nagent vers des climats radieux. » Et aussitôt il se demande : « A quel désennui vont-elles ? Les unes cherchent ce qu'elles ont déjà aimé, les autres ce qu'elles n'aiment pas encore. Au bout de la route, elles tomberont dans ces sépulcres toujours ouverts ici, dans ces anciens sarcophages qui servent de bassins à des fontaines : elles iront augmenter tant de poussières légères et charmantes... »

Les offices du carême sont comme un nouveau motif à ses rêveries funèbres. Le 4 mars, il écrit à Mme Récamier : « Je vous assure que souvent je voudrais mourir. Que fais-je sur la terre ? Hier, mercredi des cendres, j'étais à genoux seul dans cette église de Santa-Croce, appuyée sur les murailles de Rome, près de la porte de Naples. J'entendais le chant monotone et lugubre des religieux dans l'intérieur de cette solitude : j'aurais voulu être aussi sous un froc, chantant parmi ces débris. Quel lieu pour mettre en paix l'ambition et contempler les vanités de la terre !... » Le soir du mercredi saint, il écrit encore à la recluse de l'Abbaye-aux-Bois : « Je sors de la chapelle Sixtine après avoir assisté à Ténèbres et entendu chanter le *Miserere*. Le jour s'affaiblissait ; les ombres envahissaient lentement les fresques de la chapelle. Les cierges, tour à tour éteints, laissaient échapper de leur lumière étouffée une légère fumée blanche, image assez naturelle de la vie que l'Écriture compare à *une petite vapeur*. Les cardinaux étaient à genoux, le nouveau pape prosterné au même autel où, quelques jours avant,

j'avais vu son prédécesseur ; l'admirable prière de pénitence et de miséricorde, qui avait succédé aux lamentations du prophète, s'élevait par intervalles dans le silence et la nuit. On se sentait accablé sous le mystère d'un Dieu mourant pour effacer les crimes des hommes. La catholique héritière, sur ses sept collines, était là, avec tous ses souvenirs. Mais, au lieu de ces pontifes puissants et de ces cardinaux qui disputaient jadis la préséance aux monarques, un pauvre vieux pape, paralytique, sans famille et sans appui, des princes de l'Église sans éclat, annonçaient la fin d'une puissance qui civilisa le monde moderne... C'est une belle chose que Rome pour oublier tout, mépriser tout et mourir. »

Cette effusion de mélancolie, cette plainte éloquente d'une âme dévastée qui n'aspire plus qu'à la mort, a dû émouvoir profondément la sensible Juliette.

Mais, deux jours plus tard, le vendredi saint, une jeune Française, blonde, vive et souple, se présente à l'ambassade avec un billet d'introduction : elle s'appelle Hortense Allart; elle a vingt-sept ans; elle est libre et voyage pour son plaisir; elle écrit des romans. Aux premiers mots qu'elle prononce, l'ambassadeur se délecte à l'écouter, car elle a un esprit drôle, une grâce moqueuse, une voix chaude et prenante, un sourire et des gestes charmants. Elle s'aperçoit tout de suite qu'il mord à l'hameçon, étant fort experte dans l'art de capter les hommes. Émoustillé par cette jolie et fringante créature, il a vite secoué ses idées lugubres; il badine, il s'amuse, il rayonne; décidément, on peut connaître d'agréables minutes dans « la Ville des funérailles, » même le jour où, « commémorant l'agonie de Jésus-Christ, elle a l'air de célébrer la sienne. »

Le surlendemain, dimanche de Pâques, il se rend chez la jeune femme; elle s'est chargée de nous raconter elle-même cette visite et les suivantes : « Je crois le voir entrer dans mon salon *Delle quattro fontane*. Ce fut rapide et ridicule. Pouvait-il s'éprendre si vite? Et moi, devais-je le croire sincère? Pouvions-nous nous entendre avec cette distance d'âge et d'expérience?... Il venait chez moi, une fleur à la boutonnière, très élégamment mis, d'un soin exquis dans sa personne; son sourire était charmant, ses dents éblouissantes; il était léger, semblait heureux. L'Italie, qu'il avait d'abord revue avec tristesse, prenait tout à coup pour lui un attrait nouveau; il

aimait tout à coup Rome, dont auparavant il était fatigué... »

L'enchanteresse n'exagère pas son influence : elle a d'ailleurs employé immédiatement les grands moyens, les sortilèges infaillibles de la magie amoureuse. En moins d'une semaine, l'humeur de Chateaubriand s'est transformée. Quelques jours plus tôt, infiniment las de Rome, il avait demandé et obtenu la permission d'aller se reposer en France. Maintenant, il ne veut plus quitter son poste et il écrit à son ancien secrétaire de Londres, le vicomte de Marcellus : « Vous m'avez vu regretter Londres au moment de partir pour Vérone. Aujourd'hui, à la veille de partir pour la France, je regrette Rome. J'ai le congé que j'avais demandé et me sens peu disposé à m'en servir. Si Mme de Chateaubriand veut aller à Paris toute seule, je pourrais bien passer ici mon été... Après mon conclave et son tapage, j'ai repris goût aux ruines et à la solitude. »

Mais bientôt il se ravise. Le ministère Martignac est en péril devant les Chambres : la succession est presque ouverte. Toutes les ambitions politiques de René se raniment instantanément; il convoite le portefeuille des Affaires étrangères; il estime d'ailleurs qu'on doit le lui rendre : son « honneur ministériel » l'exige; l'offense qu'il a reçue de Villèle, il y a cinq ans, n'est pas encore vengée; par surcroît, il se ferait fort de donner « une grande gloire » au règne de Charles X; enfin, il promet à la joviale Hortense « de mettre le pouvoir et la France à ses pieds. » Il accourt donc à Paris.

L'événement lui réserve une déception lamentable : c'est son ennemi, le prince de Polignac, qui est appelé à former le ministère. Quand il reçoit la nouvelle, il en est écrasé, anéanti. Même en 1827, quand Charles X lui a préféré Martignac, il n'a pas tant souffert : « J'avais éprouvé bien des changements de fortune, depuis que j'étais au monde; je n'étais jamais tombé d'une pareille hauteur. Ma destinée avait encore une fois soufflé sur mes chimères. Ce coup me fit un mal affreux; j'eus un moment de désespoir. »

Il se démet aussitôt de son ambassade. Peu après, la révolution de 1830 met fin à sa carrière politique, bien qu'il ait encore dix-huit ans à vivre.

* * *

Lorsqu'on essaie de se figurer Chateaubriand sous les traits de l'homme d'État; lorsqu'on l'imagine, dans ses diverses fonctions diplomatiques, avec son visage, ses attitudes, ses gestes, son tempérament, son caractère, ses idées, on s'aperçoit que c'est le romantisme qui fait l'originalité de sa physionomie. Dans sa légation de Berlin, dans ses ambassades de Londres et de Rome, dans son cabinet du ministère des Affaires étrangères, il a été partout le même. Sa vie intime a toujours empiété sur sa vie publique; son rôle officiel a toujours été pénétré, influencé, parfois même dominé par les aventures ou les passions de l'homme privé. Son activité politique n'a été qu'une des formes, et non la moins brillante, de son égoïsme romanesque. Dans tous les postes qu'il a successivement occupés, il ne s'est jamais intéressé qu'à soi. Il a aimé la diplomatie, non pas dans sa réalité objective et pour le maniement des grands intérêts dont elle est responsable, mais pour le cadre pittoresque et glorieux qu'elle offrait aux tourments de son âme ou à l'inconstance de son cœur, à l'analyse douloureuse de sa pensée ou à l'étalage superbe de son moi. De même qu'il s'est mis personnellement tout entier dans ses livres et que *les Natchez*, *Atala*, *René*, *les Martyrs*, la *Vie de Rancé* ne sont que la confidence plus ou moins voilée de ses sentiments propres, de même chacune de ses fonctions politiques n'a été, pour ainsi dire, qu'un chapitre de sa biographie personnelle. Diplomate ou littérateur, Chateaubriand a toujours été un romantique.

Sur ce point, la partie des *Mémoires d'outre-tombe*, qu'il a rédigée pendant sa longue retraite finale, nous apporte un témoignage décisif. Jusqu'en 1830, il n'avait parlé, dans ces *Mémoires*, que de sa jeunesse, de ses voyages et de ses œuvres littéraires. C'est en 1836 seulement qu'il entreprend de raconter sa carrière politique, et ce travail, qui le passionne, l'occupera jusqu'au 22 février 1845.

Ces dates sont importantes à considérer : elles nous livrent *a posteriori* la secrète pensée qui a toujours guidé Chateaubriand au cours de sa vie publique. Par l'interprétation arbitraire que l'auteur nous donne rétrospectivement de ses écrits,

de ses discours et de ses actes, il nous révèle ce que la diplomatie représentait au juste dans l'échafaudage de ses rêves et les calculs de son ambition.

Or, quand il reprend la plume, en cette année 1836, pour compléter ses *Mémoires*, il a depuis longtemps observé que le courant national s'est irrévocablement détourné des Bourbons et que la légende napoléonienne est en train d'accaparer tous les instincts généreux de l'âme française. Aussitôt, lui, le pamphlétaire forcené de 1814; lui, le royaliste-ultra qui s'est tant de fois vanté d'avoir replacé le petit-fils de saint Louis sur le trône; lui, enfin, qui a osé rappeler à la France « tout ce qu'elle doit au prince-régent d'Angleterre et à ce lord Wellington qui retrace d'une manière si frappante les vertus de notre Turenne, » il célèbre l'apothéose de Napoléon.

Il s'en acquitte splendidement et, cette fois, sa grandiloquence n'a rien d'excessif. Oubliant les injures qu'il prodiguait jadis à l'émule de Néron, il s'écrie : « Napoléon est grand pour avoir créé un gouvernement régulier et puissant, une administration forte, active, intelligente et sur laquelle nous vivons encore ; il est grand pour avoir fait renaître en France l'ordre du sein du chaos, pour avoir relevé les autels, pour avoir réduit de furieux démagogues, des athées voltairiens, des orateurs de carrefour, des égorgeurs de prison, des claquedents de tribune et d'échafaud; il est grand surtout pour être né de lui seul, sans autre autorité que celle de son génie, pour avoir abattu tous les rois ses opposants, pour avoir défait toutes les armées, pour avoir appris son nom aux peuples sauvages comme aux peuples civilisés, pour avoir rempli dix années de tels prodiges qu'on a peine aujourd'hui à les comprendre... » Époque fabuleuse, où « l'on vivait environné de miracles, » qui s'appelaient tour à tour « la conquête de l'Égypte, les batailles de Marengo, d'Austerlitz et d'Iéna, la retraite de Russie, l'invasion de la France, le retour de l'île d'Elbe, la bataille de Waterloo, les funérailles de Sainte-Hélène ! » Le 5 mai 1821, à six heures du soir, dans le fracas d'une tempête, « Bonaparte rend à Dieu le plus puissant souffle de vie qui jamais anima l'argile humaine. » Dès lors, « son histoire est finie; son épopée commence. » Et le panégyrique se termine par cette vue profonde : « Il sera la dernière des grandes existences individuelles; rien ne dominera désormais dans les

sociétés infimes et nivelées; l'ombre de Napoléon s'élèvera seule à l'extrémité du vieux monde détruit. »

En s'instituant l'aède et le thuriféraire de Napoléon, Chateaubriand ne s'oublie pas lui-même. A tout propos et par tous moyens, il essaie de ramener sur lui quelques rayons de l'apothéose. Avec une outrecuidance ingénue, dont il ne sent pas le ridicule, il va jusqu'à établir une sorte de parallèle entre sa destinée et celle du héros qu'il divinise. Racontant, par exemple, son départ pour l'Amérique en 1791, il écrit : » Personne ne s'occupait de moi ; j'étais alors, ainsi que Bonaparte, un mince sous-lieutenant tout à fait inconnu ; nous partions, l'un et l'autre, de l'obscurité à la même époque, moi pour chercher ma renommée dans la solitude, lui sa gloire parmi les hommes... » Achevant le récit de son séjour en Angleterre sous le Consulat, il écrit encore : « Je comptais mes abattements et mes obscurités à Londres sur les élévations et l'éclat de Napoléon ; le bruit de ses pas se mêlait au silence des miens dans mes promenades solitaires; son nom me poursuivait... Napoléon était de mon âge : partis tous deux du sein de l'armée, il avait gagné cent batailles que je languissais encore dans l'ombre de ces émigrations qui furent le piédestal de sa fortune. Resté si loin derrière lui, pouvais-je jamais le rejoindre?.. » Il aurait peut-être fini pourtant par le rejoindre, si Napoléon ne l'avait systématiquement tenu à distance, parce que les succès de l'écrivain l'offusquaient : « Jaloux de toute renommée, il la considérait comme une usurpation sur la sienne. »

Aussi ne s'est-il rencontré qu'une seule fois avec Bonaparte, en 1802, pendant une fête officielle. Traversant une galerie, le Premier Consul a jeté quelques mots de compliment à l'auteur du *Génie du Christianisme*. Et c'est tout. Chateaubriand n'hésitera pas néanmoins à écrire, en 1838 : « Je me flatte d'avoir mieux connu Napoléon que ceux qui l'ont vu le plus souvent et approché de plus près. »

Parmi ceux qui ont ainsi approché Napoléon de plus près, il en est un que l'ancien plénipotentiaire de Vérone, le ministre des Affaires étrangères de 1823, vise indubitablement : c'est le prince de Metternich. Depuis qu'il a touché à la haute diplomatie, Chateaubriand a sans cesse devant les yeux l'illustre chancelier d'Autriche. De là, sans doute, l'insistance puérile

avec laquelle il nous vante, dans ses *Mémoires*, la supériorité de ses talents diplomatiques, « tout ce qu'il y eut de rare » dans ses dépêches et ses négociations, tous les dons exceptionnels qui ont fait de lui un grand homme d'État chaque fois qu'il a daigné « descendre aux affaires ; » car enfin « il y a duperie à ne pas proclamer soi-même son immortalité. » Force nous est de conclure que, si sa carrière de diplomate n'eût pas été sans cesse contrariée, interrompue, brisée par l'envieuse méchanceté de ses rivaux, il eût été le Metternich français.

Les deux personnages s'étaient plusieurs fois rencontrés : ils s'inspiraient l'un à l'autre une antipathie violente.

Peut-être Mme Récamier n'était-elle pas étrangère à cette animosité. Pendant son deuxième séjour à Paris, après le mariage de Marie-Louise, Metternich, que la duchesse d'Abrantès honorait alors de ses faveurs, avait secrètement courtisé l'idéale Juliette : elle l'avait éconduit. Aussi, ne faut-il pas s'étonner de lire dans le journal de la princesse Mélanie de Metternich, ce passage écrit en 1831, sous la dictée de son mari : « La duchesse d'Abrantès joignait à la passion du plaisir et à la beauté extérieure, un esprit vif et agréable. Mme Récamier n'était que belle et, pour le dire sans détour, elle avait la réputation d'être niaise... Sa liaison avec Chateaubriand lui a valu une réputation usurpée, parce qu'on se dit qu'il est impossible qu'un homme tel que Chateaubriand se lie avec une femme absolument dépourvue d'esprit. »

Quoi qu'il en soit, toute la personnalité de Chateaubriand, même son œuvre littéraire, déplaisait au ministre autrichien. Si varié que fût son dilettantisme intellectuel, Metternich n'aimait pas le roman, et il s'en est expliqué dans une lettre particulière, datée de 1819 : « J'ai la mauvaise habitude de ne jamais m'endormir sans avoir lu pendant une heure. Mais, en principe, je ne lis jamais des choses qui rentrent dans le cercle de mes affaires. La littérature scientifique, les découvertes, les voyages, voilà ce qui remplit mes loisirs. *Quant à des romans, je n'en lis jamais*. Le roman ne m'intéresse pas ; je le trouve toujours au-dessous de ce que j'éprouve. Si les héros du roman s'entendent à bien aimer, ils ne valent pas mieux que moi ; s'il ne le savent pas, ils me sont inférieurs. Je n'ai pas besoin d'aller apprendre comment on exprime ses sentiments ; j'aurais toujours peur de ne rencontrer que des phrases dans des cir-

constances où mon cœur ne trouve pas un mot. » S'il a donc, par hasard, jeté les yeux sur *Atala, René* ou *les Martyrs*, il n'a pas dû tenir longtemps le livre en main.

Les allures politiques de Chateaubriand, son humeur agressive, sa promptitude à l'outrage, ses manifestations théâtrales, ses discours emphatiques, son style de pamphlétaire le desservaient bien plus encore dans l'esprit du prince-chancelier qui, aux heures les plus orageuses de sa carrière, ne perdit jamais le sentiment de la mesure et de l'urbanité. D'ailleurs, Metternich avait recueilli de Napoléon une opinion sévère sur l'écrivain qui se targuait publiquement d'avoir toujours su résister aux avances du redoutable despote.

Dans une conversation intime, l'Empereur lui avait dit : « Il y a des hommes qui se croient aptes à tout parce qu'ils ont un talent. Au nombre de ces hommes, se trouve Chateaubriand qui fait de l'opposition parce que je ne veux pas l'employer. Cet homme est un raisonneur dans le vide, mais doué d'une grande force de dialectique. S'il voulait user de son talent dans la ligne qu'on lui désignerait, il pourrait être utile. Mais il ne s'y prêterait pas et, dès lors, il n'est bon à rien. *Il s'est offert vingt fois à moi!* »

En outre, durant son ambassade à Londres, Chateaubriand avait eu la malchance d'encourir la disgrâce de Mme de Liéven. D'où la froide et banale politesse dans laquelle le chancelier autrichien s'était enfermé vis-à-vis de lui, à Vérone. La correspondance de Metternich contient, du reste, un témoignage explicite de l'aversion que les deux hommes s'inspiraient mutuellement. Au printemps de 1831, René, vieilli, malade, ruiné, avait résolu de « quitter la France pour conserver en paix l'honneur dans l'exil. » De Genève, sa première étape, il se proposait d'aller finir ses jours à Venise, où l'aigle bicéphale des Habsbourg s'éployait alors insolemment. Il s'était donc adressé à l'ambassadeur d'Autriche à Paris, le comte Apponyi, pour obtenir le visa de son passeport. Par prudence, l'ambassadeur en avait référé à Vienne. Le 3 juin 1831, le chancelier impérial lui répondit : « Vous m'avez annoncé que M. de Chateaubriand désirerait s'établir à Venise. Nous n'avons rien à y objecter, et il ne dépendra que de lui de s'y rendre... Comme M. de Chateaubriand s'est déclaré mon ennemi personnel et qu'en toute occasion il s'est conduit comme tel, je ne demande pas mieux

que de me venger en lui rendant service. Je serai charmé que le séjour de Venise puisse lui valoir la paix que les défauts de son caractère lui ont si peu permis de goûter dans tous les lieux que, jusqu'à cette heure, il a habités. »

La mansuétude condescendante que respire cette lettre nous permet d'imaginer avec quels sentiments le prince-chancelier a dû lire plus tard les *Mémoires d'outre-tombe*, avec quelle hauteur il a dû sourire quand il a vu Chateaubriand s'improviser le panégyriste des grandeurs impériales et réclamer, devant la postérité, le privilège d'avoir connu Napoléon mieux que personne.

Ce privilège, si quelqu'un fut jamais fondé à le revendiquer, c'est Metternich. Il n'avait pas attendu l'écroulement des Bourbons pour s'apercevoir que Napoléon était la plus imposante figure des temps modernes. Et même, ce dont il s'enorgueillissait le plus dans sa carrière de diplomate, c'était d'avoir pris, dès son premier contact avec le vainqueur d'Austerlitz, la mesure entière, la mesure exacte et réfléchie, du formidable adversaire qu'il avait mission d'affronter.

Depuis que le colosse était renversé, il le voyait encore plus grand ; il y pensait toujours. A chaque instant, l'image de Napoléon surgit devant son regard ; elle s'insinue, à tout propos, dans ses méditations politiques, dans ses libres entretiens, dans ses lettres familières. Plus les années passent, plus la hantise est forte. Mais, à la différence des tirades fantaisistes qui décorent si pompeusement les *Mémoires d'outre-tombe*, chaque réminiscence du chancelier a pour origine un fait réel, un événement historique, où Metternich a joué l'avenir de son pays et parfois même de l'Europe entière. Il peut, sans forfanterie, se vanter d'avoir connu Napoléon, puisqu'il a le droit d'écrire ceci : « Pendant dix années de ma vie, je n'ai cessé de me dire : Pourquoi a-t-il fallu que le sort me choisît, moi, parmi tant de milliers d'hommes, pour être continuellement face à face avec Napoléon?.. » Ou ceci encore : « On lira peut-être avec intérêt l'histoire des années que j'ai passées avec Napoléon, jouant avec lui comme une partie d'échecs, et pendant lesquelles nous ne nous sommes pas quittés des yeux, moi pour le faire mat, lui pour m'écraser avec toutes les pièces de l'échiquier. Ces années ont passé pour moi avec la rapidité d'un instant... »

A chaque anniversaire, Metternich sent se réveiller en lui

les émotions, les inquiétudes, les fièvres, les transes de l'époque terrible. Il écrit, par exemple, dans ses notes quotidiennes : « 15 août 1820, jour de la Saint-Napoléon. — C'est aujourd'hui la fête du grand exilé. Il y a douze ans, j'assistais à un cercle chez Napoléon... » Le 15 août 1823, alors que, depuis deux ans déjà, la mort du « grand exilé » a soulagé enfin les puissances de « leur énorme frayeur, » Metternich tressaille encore au souvenir des algarades foudroyantes qu'il a subies jadis à Saint-Cloud : « La date du 15 août est encore tellement vivante dans ma mémoire que, tous les ans, à pareil jour, je retrouve dans toute leur vivacité ces impressions d'autrefois : je me crois alors transporté de nouveau dans ces lieux dont le séjour m'a été si désagréable... » Les souvenirs de 1813 et de 1814 ne l'obsèdent pas moins. Il écrit de Prague, le 9 septembre 1823 : « Je ne viens jamais à Prague sans que je croie entendre sonner minuit. Il y a dix ans qu'à cette heure j'ai trempé ma plume dans l'encre pour déclarer la guerre à l'homme du siècle et de Sainte-Hélène et pour donner l'ordre d'allumer les signaux qui ont amené le passage de la frontière par cent mille hommes de troupes alliées. » Il note enfin, le 18 octobre 1819 : « C'est l'anniversaire du plus grand événement de l'histoire moderne. Il y a six ans aujourd'hui que le sort du monde a été décidé à Leipzig. La main de Dieu était armée de la force de vingt peuples pour vaincre un homme qui s'était placé au-dessus de tous les hommes. Jamais mon âme n'a été pénétrée d'un saint respect, d'une pieuse horreur, comme pendant tout le cours de cette journée, que j'ai passée au milieu des morts et des mourants. Pourtant, tout était calme en moi. Un tel sentiment ne pouvait régner dans l'âme de Napoléon ; il a dû avoir, ce jour-là, un avant-goût des épouvantes du Jugement dernier. »

Même en dehors des anniversaires, les réminiscences napoléoniennes lui traversent l'esprit constamment. Ainsi, durant son voyage à Rome en 1819, une audience de Pie VII lui remémore cette anecdote, qu'on ne peut lire sans s'imaginer les effets de grandiloquence et d'ostentation qu'elle eût inspirés à Chateaubriand, s'il avait eu le droit de l'inscrire à son actif dans les *Mémoires d'outre-tombe*. Sortant du Vatican, Metternich écrit à Mme de Liéven : « Le Pape a été pour le moins aussi curieux de me voir que j'ai été charmé de l'approcher. Pendant

toute sa captivité en France, j'ai été en pourparlers directs avec lui et Napoléon. C'est par moi qu'ont passé toutes les propositions que ce dernier lui a faites. Je les lui ai toujours transmises en lui disant de ne rien accepter et j'ai toujours dit à Napoléon ce que je lui avais conseillé. Un jour, Napoléon lui a fait offrir une pension de vingt millions. Le Pape m'a prié de lui dire qu'ayant fait son calcul, il se trouvait qu'il suffirait à ses besoins avec quinze sols par jour. Je n'ai guère été plus fier dans ma vie que le moment où j'ai fait cette commission à Napoléon. »

Il est pourtant un point sur lequel, malgré l'antagonisme de leurs natures et la dissemblance de leurs destinées, Chateaubriand et Metternich s'accordaient pleinement, c'est qu'après la chute de Napoléon, le monde avait paru soudain vide, terni et rapetissé. Abordant l'histoire de la Restauration, Chateaubriand prélude ainsi : « Retomber de Bonaparte et de l'Empire à ce qui les a suivis, c'est tomber de la réalité dans le néant. Tout n'est-il pas terminé avec Napoléon? Quel personnage peut intéresser en dehors de lui? Comment nommer Louis XVIII, en place de l'Empereur? L'âme manqua à l'univers nouveau, sitôt que Bonaparte retira son souffle; les objets s'effacèrent, dès qu'ils ne furent plus éclairés de la lumière qui leur avait donné le relief et la couleur. » Vingt fois, la même idée se retrouve dans les souvenirs et les lettres de Metternich. Bien loin d'entonner le *Nunc est bibendum, nunc pede libero pulsanda tellus!* il déclare, lui aussi, que « le train du monde est devenu pitoyable, » depuis qu'on n'entend plus « le hurlement des batailles. » Un autre jour, constatant la petitesse des hommes qui occupent désormais la scène de l'Europe, il écrit : « Le seul géant, que le dix-huitième siècle ait produit, n'est plus. Tout ce qui s'agite aujourd'hui est d'une trempe misérable. » Où que ses regards se portent maintenant, il ne voit que prosaïsme, insignifiance et décrépitude : « Le roman est fini; nous sommes rentrés dans l'histoire. »

***

Cette pensée, commune à Chateaubriand et à Metternich, revenait souvent aussi dans les réflexions moroses de Talleyrand, aux heures où la fatigue de vivre et le dégoût du présent le rejetaient vers son passé.

Tous les trois comprenaient que l'épopée napoléonienne

avait été la condition nécessaire de l'étonnante fortune qui avait échu à deux d'entre eux et que le troisième se désespérait d'avoir manquée. Il avait fallu que, pendant quinze années, le monde fût bouleversé par un animateur prodigieux pour que la carrière diplomatique pût offrir à quelques privilégiés l'occasion de mener cette vie intense, rapide, aventureuse, passionnante, que Mme Bovary se représentait « sublime. »

Certes, le monde connaîtra encore des bouleversements terribles et qui, même, dépasseront en horreur les cataclysmes napoléoniens. Mais aucune personnalité originale et forte, aucune figure exceptionnelle et saillante ne s'y manifestera plus. Comme Chateaubriand l'avait prédit, Napoléon aura été « la dernière des grandes existences individuelles. » Dorénavant, c'est l'âme des multitudes, c'est le génie inconscient des races, que l'on verra planer confusément sur les grandes tragédies nationales. Aux yeux des peuples, la gloire sera désormais anonyme et collective. Les arcs de triomphe ne serviront plus à perpétuer un nom illustre. Après une guerre victorieuse, ce n'est pas au généralissime vainqueur, c'est « à un soldat inconnu » que la France décernera l'hommage de sa piété reconnaissante.

MAURICE PALÉOLOGUE.

L'AN PROCHAIN A JÉRUSALEM!

II[1]

SUR LA TERRE DES ANCÊTRES

IV. — UN PROPHÈTE DU BOULEVARD (*suite*)

Le nouveau Prophète des Juifs connut bientôt tous les déboires immémorialement attachés à ce vieux métier d'Israël. Les rabbins qui dirigeaient les foules de l'Europe Orientale ne reconnaissaient pas leur âme dans ce Messie en veston, qui vivait comme un païen et prétendait se substituer à l'éternel Tzébaoth pour rebâtir Jérusalem. Les grands financiers israélites demeurèrent sourds à son appel. Ni le baron de Hirsch qui favorisait l'établissement de colons en Argentine, ni le baron Edmond de Rothschild qui soutenait à force d'argent des colonies palestiniennes, n'entendaient changer leurs méthodes pour suivre le nouveau Moïse. Une foule anonyme lui apporta quelques millions. Mais c'était là bien peu de chose, quand on songe aux sommes immenses qu'exige, dans nos temps difficiles, le plus humble des miracles! Avec un si maigre bakchich, Herzl pouvait-il espérer jamais racheter la Palestine au Commandeur des Croyants? Deux fois il vit Abdul Hamid. La première fois, celui-ci lui donna l'ordre du Médjidjé et une épingle de brillants. La deuxième fois, il lui offrit de créer en Asie-Mineure quelques colonies éparses, sans aucun lien de

(1) Voyez la *Revue* du 15 avril.

droit entre elles. L'échec était irrémédiable. Et le docteur viennois commença de s'apercevoir que le réalisme politique dont il se montrait si fier, était peut-être un peu court.

Par bonheur, juste à ce moment, le ministre anglais Chamberlain, qui avait lui-même dans les veines quelques gouttes de sang hébraïque, se promenait dans l'Ouganda. La vue de ces régions dépeuplées lui rappela le docteur Herzl, qu'il avait eu l'occasion de rencontrer à Londres, et son projet grandiose de déménagement d'Israël. Le Gouvernement britannique fit savoir que l'Angleterre verrait avec plaisir des Juifs s'établir dans l'Ouganda. Certes l'Est-Africain, ce n'était pas la Palestine. L'Ouganda, ce n'était pas Sion. Mais avant le grand exode qui paraissait toujours si lointain, ne pouvait-on créer là-bas un asile provisoire, une station où le Peuple Élu ferait l'essai de la liberté et de la vie agricole? Herzl se jeta sur cette idée. Mais il avait compté sans ses juifs. Jamais, je crois, il ne s'était rendu compte que l'enthousiasme qu'il avait soulevé chez les intellectuels du ghetto, ne tenait pas à sa personne, ni même à ses idées, mais à cet élan passionné qui entraîne toujours Israël dès qu'on lui parle de Sion. Pour les juifs de Pologne, de Roumanie et de Russie, Jérusalem n'était pas un vain mot, le symbole d'un État installé n'importe où, mais la réalité la plus vivante, l'objet du plus pressant désir. Lorsque, dans le congrès qu'il réunissait chaque année, à Bâle, à Londres ou ailleurs, il proposa à ces cœurs nostalgiques de partir pour l'Ouganda, ce furent des cris et des larmes! Il trahissait Jérusalem! Au lieu du Royaume de lumière, qu'offrait-il aujourd'hui? Un asile de nuit dans un pays ténébreux! Ah! le nouveau Moïse dut passer de terribles heures au milieu de ses coreligionnaires formés par le ghetto, et qu'il n'avait pu apprendre à connaître ni à Vienne, ni à Paris. Quel tapage! Quelle fièvre! Que de mains! Que de gestes! Que de trépignements, de gémissements, de sanglots! Que de distinguo! Que de pilpouls! On raconte qu'à l'heure de sa mort, en proie au cauchemar, le malheureux Prophète s'imaginait encore aux prises avec ces juifs sauvages, et que, baigné de sueur, il agitait désespérément la main pour rétablir le silence...

Herzl dut céder à ces fureurs, où il reconnaissait enfin, mieux qu'il n'avait fait jusqu'ici, la force qui l'avait porté. Pour calmer cette foule gesticulante et hurlante, il fit le ser-

ment solennel : « Que ma main se dessèche si je t'oublie, ô Jérusalem! » Et là-bas, dans l'Ouganda, la demi-douzaine d'Anglais qui peuplaient le pays, affolés à l'idée de voir venir des juifs, s'agitaient eux aussi, protestaient, envoyaient adresse sur adresse, si bien que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique retirait bientôt une offre qui avait déplu à tout le monde.

Herzl mourut sur cet échec. Il n'avait que quarante-quatre ans, mais les prophètes ne gagnent rien à vieillir. Après sa mort, le pilpoul continua, et les discussions forcenées dans les journaux et les congrès. Les uns, fidèles à l'idée que le sionisme devait être une solution définitive et totale de la question juive, refusaient de rien entreprendre sur la Terre des Ancêtres avant d'y avoir obtenu des garanties de droit public. Autrement, disaient-ils, l'effort de toute la nation n'aboutirait qu'à installer là-bas, d'une façon toute précaire, quelques milliers de colons subventionnés, dont l'insuccès risquait de compromettre la libération d'Israël. Les autres soutenaient, au contraire, que l'idée de reconstituer l'État juif à Jérusalem était un rêve chimérique qu'il fallait abandonner. Des raisons politiques rendaient assez peu vraisemblable qu'il pût jamais s'accomplir. Et même si la Palestine était rendue à Israël, on ne pouvait songer à y transporter tous les juifs, car ce pays ingrat ne pouvait nourrir beaucoup de monde, et tous les juifs d'ailleurs n'iraient pas. On devait donc se contenter de favoriser le départ de ceux qui voulaient bien s'y rendre, de multiplier les colonies, les établissements de toute sorte, de recréer peu à peu, autour de Jérusalem, des foyers de vie hébraïque dont l'influence bienfaisante rayonnerait sur l'esprit du judaïsme tout entier; et plus tard, peut-être, un jour, lorsqu'un grand nombre d'émigrants auraient repris racine sur la terre de David et montré aux autres nations ce qu'ils étaient capables de faire, peut-être alors serait-il temps de réclamer, au nom du peuple juif, ce pays qu'il avait bien mérité.

Ces vues modérées l'emportaient, et le projet d'un État palestinien se réduisait peu à peu à des proportions si modestes qu'on le reconnaissait à peine, lorsqu'il retrouva tout à coup son éclat des premiers jours. Mais Herzl, si persuadé qu'il fût, dans son optimisme de race, que des circonstances favorables

serviraient un jour ses desseins, pouvait-il imaginer qu'il ne faudrait rien de moins qu'une sorte de nouveau déluge, un bouleversement de l'univers comme on n'en avait jamais vu, pour donner d'une façon quasi miraculeuse une réalité à ses rêves?

Dès les premiers mois de la guerre, Anglais, Français et Russes essayèrent de déterminer quels seraient leurs lots respectifs dans le démembrement de la Turquie, résultat inévitable de la victoire qu'ils espéraient. A qui reviendrait la Palestine? Par la géographie et l'histoire, ce pays fait partie de la Syrie, que personne ne songeait encore à disputer à la France. Cependant l'Angleterre ne voyait pas sans inquiétude les Français devenir ses voisins sur la frontière d'Égypte. Elle avait aussi l'idée de créer sous sa protection un grand empire arabe qui unirait les Indes à la Méditerranée, et déjà elle engageait des négociations avec le roi Hussein, à qui elle promettait la souveraineté de tous les pays de langue arabe. Mais il était bien délicat d'écarter brutalement la France d'une terre où, depuis Charlemagne, elle avait la garde des Lieux-Saints. Le Gouvernement britannique commença par obtenir que la Palestine serait détachée de la Syrie et deviendrait un pays neutre, avec une administration mi-française et mi-anglaise. Ce n'était là qu'un premier pas. Les revendications des Sionistes lui fournirent bientôt le moyen de nous évincer tout à fait.

Depuis quelque temps déjà, ils avaient organisé une vaste propagande pour faire valoir leurs droits sur un pays qu'Israël n'a jamais cessé de considérer comme le sien. Indignés à la pensée qu'on pût faire de la Terre des Ancêtres un pays international, ils réclamaient qu'on en fît un pays juif sous la protection britannique. La petite centaine de personnes qui forment à Londres l'opinion, accueillirent avec faveur ce projet, dont elles avaient les meilleures raisons du monde de ne pas être surprises. Aux yeux de l'univers israélite, l'Angleterre prit rapidement figure d'une puissance désintéressée, qui ne demandait qu'à réparer une injustice de deux mille ans. Et déjà cette attitude lui valait de grands profits, car il n'était pas indifférent d'avoir pour soi la finance et les sympathies d'Israël. A quelque temps de là, M. Balfour, ministre des Affaires étran-

gères, soumettait à lord Rothschild une déclaration qui reconnaissait la Palestine comme le « home national de la population juive. » Mais les grands Juifs de Londres, sir Philippe Magnus, membre du Parlement, M. Cohen, président du *Jewish board of guardians*, sir Montefiore, d'autres encore qui redoutaient que l'on pût suspecter leur attachement à leur patrie d'adoption, protestèrent contre ce mot « national. » Plus zélé pour la cause d'Israël que ces juifs eux-mêmes, le Foreign Office passa outre, et s'étant assuré le concours du président Wilson et l'appui, moins enthousiaste, du Gouvernement français, le 2 novembre 1917, il adressait à lord Rothschild une nouvelle lettre, dont voici le texte officiel dans son charabia diplomatique : « Le Gouvernement anglais regarde avec faveur l'établissement en Palestine d'un home national pour le peuple juif, et emploiera ses meilleurs efforts à faciliter la réalisation de cet objet. Étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter préjudice aux droits civils et religieux des communautés non juives existant en Palestine, ou au droit et à la situation politique dont jouissent les Juifs dans tout autre pays. »

Deux ans plus tard, à Cannes, les Alliés acceptaient l'idée de confier à l'Angleterre le mandat palestinien. La France était décidément écartée des Lieux-Saints. Les Anglais avaient gagné cette partie difficile. Les Juifs pouvaient s'imaginer qu'ils l'avaient gagnée, eux aussi. Et d'Allemagne, de Roumanie, de Pologne et de Russie, ils s'élancèrent par milliers à l'assaut de Jérusalem.

V. — LES VOIX DE PALESTINE

Leur arrivée ne fit plaisir à personne, ni aux Musulmans, ni aux Chrétiens, ni aux vieux Juifs du Mur des Pleurs.

« Notre pays est-il donc un désert ? s'écrient les Musulmans. M. Balfour a-t-il fait le miracle de supprimer d'un trait de plume les six cent mille Arabes qui habitent la contrée ? Nous aussi aimons cette terre, où nous vivons depuis treize cents ans ! Jérusalem est pour nous la reine des cités, une des quatre villes du Paradis, avec la Mecque, Médine et Damas. De tous les points du monde, c'est le plus rapproché du ciel. Ceux qui l'habitent sont les voisins de Dieu, et mourir à Jérusalem c'est mourir en Paradis... Ces Juifs prétendent qu'en débarquant

chez nous, ils reviennent chez eux le plus légitimement du monde, parce qu'on les a chassés d'ici autrefois par la violence, et que jamais la violence n'a créé de droits pour personne. Mais eux-mêmes, jadis, se sont-ils établis dans ce pays autrement que par la conquête ? C'est la Chaldée, c'est l'Euphrate qui est leur patrie d'origine. Abraham lui-même se reconnaît si bien un intrus sur la terre de Chanaan, qu'il envoie un serviteur en Chaldée pour y trouver une épouse digne de son fils Isaac ; et la Bible est remplie des luttes de leurs rois pour s'emparer de la contrée. Nous nous y sommes installés à notre tour. Pourquoi notre conquête nous créerait-elle des droits moins légitimes que les leurs ? Nous vient-il à l'esprit de réclamer l'Andalousie, sous prétexte que, durant huit siècles, nous y avons développé la civilisation la plus brillante ? Pourquoi cette grande iniquité de vouloir mettre un peuple mort à la place d'un peuple vivant ? Ont-ils versé leur sang pour reconquérir ce pays ? Où sont leurs martyrs et leurs morts ? Pendant toute la guerre nous avons combattu aux côtés des Alliés. Ils ont fait briller à nos yeux l'espoir d'un grand empire arabe, et aujourd'hui, pour nous récompenser, ils nous livrent à ces Juifs ! Car c'est bien cela, n'est-ce pas ? Être forcé de recevoir l'émigrant, être mis sur son territoire en état d'égalité avec lui, se laisser imposer officiellement son langage : ce n'est peut-être pas encore être soumis tout à fait, mais c'est avoir déjà renoncé à être le maître chez soi. Et quand ces étrangers, venus on ne sait d'où, nous auront envahis au nombre de deux ou trois cent mille, avec leurs ressources infinies et leur subtilité, alors que deviendrons-nous ? Leurs esclaves, leurs serviteurs dans notre propre pays. »

Et les Chrétiens, à leur tour :

« Depuis des siècles nous regardions les soldats turcs monter la garde à la porte du tombeau du Christ. Est-ce pour mettre des Juifs à leur place qu'on a fait la dernière Croisade ? S'ils reviennent sur la Terre Sainte, animés de l'esprit qui condamna Jésus, jusqu'où ira leur fanatisme ? Les verra-t-on là-haut, dans le Temple reconstruit, sacrifier à Jéhovah des moutons, des agneaux et des colombes ? Car aucun Messie, que je sache, n'est venu abroger pour eux l'ancienne Loi. Si, au contraire, comme ils l'affirment, Jéhovah a cessé de les intéresser, que devons-

nous attendre de ce judaïsme sans foi ? L'humanité, la justice, ce qu'ils appellent aujourd'hui le pur esprit judaïque, ce sont de terribles idoles, et nous connaissons les violences que peuvent déchaîner ces deux mots. Croyants ou incroyants, des gens qui depuis deux mille ans se tiennent pour persécutés par les nations chrétiennes, ne vont-ils pas être tentés, lorsqu'ils en auront la puissance, de prendre leur revanche au lieu même d'où sont sorties pour eux tant de tribulations ? De retour à Jérusalem après son dur voyage, que fera le Juif Errant ?... »

Mais de toutes ces protestations, la plus surprenante, à coup sûr, est celle qui monte du Mur des Pleurs. Hier encore je me demandais : « Que peut-il y avoir de commun entre ces nouveaux Juifs que je rencontre partout dans la haute Jérusalem, avec leur air conquérant et leur accoutrement bizarre, et les pieux mendiants d'Israël venus ici pour mourir ? » Je le sais maintenant : j'ai entendu la plainte du ghetto.

C'était dans le quartier qu'habitent les Juifs hollandais. Une cour bossuée, assez vaste, avec un peu d'herbe pelée et des acacias poussiéreux. Autour, des maisons basses, des escaliers branlants, des balcons de bois vermoulus. On m'introduit dans une chambre fraîchement peinte de chaux bleutée, d'où l'on apercevait par l'étroite fenêtre garnie de gros barreaux de fer, la longue pente, semée de tombes, de la vallée de Josaphat. Ici demeure le Rabbi Sonnenfeld, un de ces vieillards dont les pensées ont l'âge de Jérusalem.

Près de lui, qu'on est loin de ces prophètes en veston dont on voit les photographies dans les journaux sionistes, et qui essaient d'accommoder de vagues sentiments hébraïques avec des idées empruntées aux civilisations d'Occident ! Sous le triste caftan noir, il est long, maigre, interminable. Si blanc est son visage, qu'on distingue mal sur ses joues où sa barbe blanche commence. Il a cette mate couleur des poulets qu'Israël vide de tout leur sang et laisse, avant de les faire cuire, tremper longtemps dans l'eau salée. Sa voix pâle, elle aussi, ne s'anime ni ne vibre, mais son regard a conservé l'éclat passionné de la jeunesse, je veux dire des temps anciens.

Ce qu'il m'a raconté, le voici à peu près. Mais par la fenêtre étroite, comment vous montrer tous ces morts, toutes

ces blanches pierres funèbres qui, dans le silence lumineux, semblaient glisser sur la colline pour venir écouter sa voix?...

« Nous sommes tes esclaves, ô Seigneur ! C'est la vieille Loi juive, et elle vaut pour l'éternité. Le jour où les Hébreux ont accepté cet esclavage, leur destin a été fixé irrévocablement. Le bien comme le mal ne peut leur venir que de Dieu. Et voilà que des insensés prétendent remplacer l'Éternel et rebâtir de leurs mains Jérusalem ! Leur Messie, c'est M. Balfour ! Mais ce M. Balfour a-t-il chassé d'ici les Chrétiens et les Musulmans? A-t-il reconstruit le Temple, réédifié le Saint des Saints, relevé l'autel des holocaustes à la pointe du mont Moriah? Croit-il avoir fait quelque chose parce qu'il a permis à des Juifs de s'installer en Palestine? Les gens pieux ont-ils attendu sa permission pour y venir? Hélas! l'infortune des siècles pèse toujours sur la Cité sainte. Et à toute l'antique douleur s'en ajoute une autre aujourd'hui, et de nouveaux péchés aux vieux péchés d'Israël ! Partout, ces Juifs d'en haut, dont le visage seul est une offense à l'Éternel, ces Juifs rasés comme des porcs, apportent avec eux l'impiété. Ils ouvrent des écoles où l'on prononce tous les mots, sauf celui de Jéhovah ! Ils emploient à tous les usages, et pour l'enseignement d'un prétendu savoir, la langue sacrée de la prière, et bientôt, s'ils continuent, ils feront braire les ânes en hébreu ! La Ville serait encore debout, si le Sabbat n'avait pas été violé. Mais le respectent-ils, le Sabbat? Les voit-on dans les synagogues? Viennent-ils pleurer au pied du Mur? Aujourd'hui, ils prétendent mettre un impôt sur le pain sans levain que nous mangeons au temps de Pâque. Mais cet impôt, nous ne le paierons pas. Nous ne nous mettrons pas dans leurs mains. L'Éternel, béni soit-il ! nous a délivrés du Pharaon ; il nous a ramenés de Babylone et de la captivité ; il nous a maintenus intacts au milieu des Gentils. Il nous sauvera maintenant de ces Juifs pleins d'orgueil, qui ont retiré leur confiance aux promesses du Seigneur, et qui ne viennent pas ici avec le Talmud et la Thora, mais avec l'évangile de Karl Marx... »

Une légère couleur rosée est montée aux joues du vieillard. Dans ce vieux visage si pâle restait une goutte de sang que la colère fait apparaître. Et me montrant de son long doigt osseux, à travers les barreaux de la fenêtre, l'étonnant paysage de la

vallée de Josaphat et tous les siècles de mort accumulés sous les pierres :

« Les Juifs qui sont là, me dit-il, ont attendu toute leur vie le Messie. Nous aussi nous l'attendons, et d'autres encore après nous. Mais ce n'est pas des Juifs sans foi qui rebâtiront Jérusalem ! »

Et à toutes ces voix, à ces colères et à ces plaintes venues des quatre coins du ciel, le Juif Errant répond, avec l'orgueil de quelqu'un qui ne se présente pas en vaincu, mais en maître qui rentre chez lui après deux mille ans d'absence :

« Qu'est-ce que la Palestine pour tout esprit raisonnable? C'est la Terre d'Israël, le pays où nous avons créé des pensées qui ont valu et qui valent encore pour l'humanité tout entière. Depuis qu'on nous en a chassés, nous l'avons mieux occupée par nos malheurs et un désir de vingt siècles, que si tout notre peuple n'avait jamais cessé d'y vivre. On nous demande où sont nos martyrs et nos morts. Mais notre sang, nous l'avons versé partout, et par une fatalité malheureuse pour tous les peuples du monde! Les Arabes peuvent protester qu'ils sont ici depuis treize cents ans, c'est comme s'ils étaient là d'hier. Des terres en friche, une pensée plus stérile que le sable et le rocher, voilà tout le bilan de leur occupation. Qu'ont-ils fait de la Palestine ? Qu'est devenue cette terre d'abondance dont il est parlé dans la Bible ? Il faut vraiment beaucoup d'amour pour retrouver dans cette Jézabel les beaux traits d'autrefois. Et pourtant le cher vieux visage garde encore quelque chose de la beauté disparue. Au bord de la Méditerranée, la meilleure orge du monde pousse toujours dans les parages de Gaza. Les orangers, les amandiers et les vignes n'ont pas abandonné la plaine du Saron. Au pied de Nazareth, la campagne d'Esdrelon produit encore en abondance le sésame et le blé. Pourquoi la vallée du Jourdain ne deviendrait-elle pas une nouvelle Égypte, avec les eaux de Tibériade habilement utilisées? Les Monts de la Judée, si âpres et ruineux, n'étaient jadis du haut en bas, comme le sont encore maintenant les montagnes du Liban, qu'une succession de terrasses dont on découvre à chaque pas les vestiges. Nous relèverons ces terrasses, nous referons ces jardins suspendus. Seuls, nous avons assez d'amour pour

redonner la vie à ce vieux sol épuisé, et enfouir dans le marais et le sable un effort, des sommes immenses, que personne autre que nous ne voudrait employer ici. Partout il y a dans l'univers des terres plus fertiles et plus saines, mais pour nous autres Juifs il n'en existe aucune de plus riche et de plus salubre. Ici le travail a pour nous un attrait qu'il ne peut avoir nulle part ailleurs dans le monde. En ranimant cette terre, c'est notre esprit, c'est notre âme que nous allons ressusciter. Au milieu des nations chrétiennes, tout occupés que nous étions de nous faire accepter, nous cessions d'être de vrais Juifs pour devenir je ne sais quoi d'odieux aux autres et d'infidèle à nous-mêmes. Et dans nos ghettos de Russie, nous n'étions que des morts-vivants, liés par des prescriptions imbéciles, qui ont pu avoir leur utilité jadis, mais qui n'ont plus de sens aujourd'hui. Le temps des Sonnenfeld est passé! C'est lui et ses pareils qui nous ont étouffés sous la lettre de la Loi, et qui ont fait de nous le peuple misérable dont vous voyez les épaves dans la basse Jérusalem. Que les Musulmans se rassurent et les Chrétiens aussi! Nous ne venons pas ressusciter un judaïsme suranné. Qui songe parmi nous à insulter au Saint-Sépulcre, à détruire la Mosquée d'Omar pour rebâtir le Temple à sa place? Est-il un Juif de bon sens qui voudrait recommencer à sacrifier là-haut des bœufs, des agneaux et des colombes? Nous avons autre chose à faire! Le libre génie d'Israël n'a pas sa source quelque part, je ne sais où, dans le ciel, aux pieds de Jéhovah, mais sur la terre de Palestine, dans le cœur du peuple juif. Nous allons retrouver peut-être ce génie perdu dans l'exil, et redevenir, si nous pouvons, le peuple agricole et pastoral que nous avons été autrefois. »

VI. — LES VIEUX AMANTS DE SION

Ces Juifs, un peu déclamatoires, ne sont pas les premiers à venir en Palestine, pour y reprendre avec le sol une intimité suspendue depuis bientôt deux mille ans. Il y a une quarantaine d'années, quelques familles de Juifs russes, terrifiées par les pogroms qui suivirent l'assassinat du tzar Alexandre II, avaient déjà demandé un refuge à cette terre d'une éternelle espérance. C'étaient des citadins, intellectuels et petits commerçants, qu'entraînait, eux aussi, le désir romantique de mener

sur la Terre des Ancêtres l'existence des anciens Hébreux. Ils s'appelaient Chovévé-Sion, c'est-à-dire les Amants de Sion, ou bien encore Bilou, mot formé des initiales de cinq mots qui signifient : Fils de Jacob, partons ensemble ! Les premiers arrivés s'intallèrent à Petah-Tikwah, la Porte de l'Espérance, sur un terrain marécageux, dans des bâtiments en ruines, construits quelques années plus tôt par des Juifs bulgares, qui en avaient été chassés par la fièvre. D'autres achetèrent un terrain d'environ trois cents hectares, qu'ils nommèrent Richon-le-Sion, c'est-à-dire les Premiers de Sion. Là, au contraire, l'eau manquait, la pierre affleurait partout le sol, et pour creuser des puits, pas d'argent. D'autres s'établirent à Rosch Pinah, la Clef de Voûte, entre Safed et le Jourdain; d'autres à Zichron Jacob, le Souvenir de Jacob, au pied du Mont Carmel ; d'autres erraient çà et là, sans ressources et sans abri. Et partout les mêmes plaies s'abattaient sur ces malheureux, qui avaient mis trop de confiance dans les souvenirs de la Bible.

Ah ! certes non, la Palestine n'était plus *le bon pays*, cette terre de lait et de miel, de froment et de moût, comme il est dit dans l'Écriture, dont les cieux distillent la rosée, et dont on peut rêver dans la chaleur du poêle, à Berditchev ou à Kiev, ou bien, au fond d'une cave, dans les angoisses d'un pogrom... L'a-t-elle d'ailleurs jamais été ? Une légende juive raconte qu'au sommet du Mont Nébo, quand Jéhovah découvrit à Moïse, de l'autre côté du Jourdain, la terre qu'il lui avait promise (oh ! le fantastique paysage de montagnes couleur de cendre, inextricablement mêlées, sans un arbre, sans une plante, et cette vallée du Jourdain qui n'est rien que du sable et des boues durcies, craquelées, qu'ont laissées, en se retirant, les eaux de la Mer Morte), le Prophète qui venait pourtant de passer quarante ans dans le désert, eut ce mot désespéré : « Où nous mènes-tu, ô Seigneur? » Et le Seigneur, pour le rassurer, lui montra Jéricho, avec sa source jaillissante et ses palmiers immobiles au pied de la montagne nue. Cette oasis était peut-être moins misérable qu'aujourd'hui. Mais ce pauvre îlot de verdure dut paraître bien maigre au vieux berger d'Israël, qui voyait encore en esprit les riches campagnes au bord du Nil. La Bible dit qu'il mourut ce jour-là sur le Nébo, et que l'Éternel le frappa en châtiment d'un vieux péché, — un vieux péché commis, il y avait quarante ans, dans le désert de Tsinn,

quand sa confiance avait fléchi devant les murmures de son peuple. Mais j'incline plutôt à penser qu'en voyant cette terre promise, qui n'était qu'un nouveau désert, une fois de plus le cœur lui manqua, et qu'il mourut de saisissement.

La Samarie, la Galilée, que, du haut du Mont Nébo, Moïse pouvait mal apercevoir, l'auraient un peu consolé. Au milieu d'une nature toujours pierreuse et ingrate, il y a là des champs, des vergers, des endroits pleins d'agrément et d'un charme idyllique, où la bête et l'esprit boivent à la même eau, se rafraîchissent à la même ombre. Le long de la côte, dans le marécage et la fièvre, çà et là, de charmants sourires. Mais dans l'ensemble, une contrée bien disgraciée de la nature, bien abandonnée des hommes. Et tout cela, petit, tout petit, avec de si grands noms qu'on s'étonne qu'ils puissent tenir dans des cantons si étroits...

Les malheureux Amants de Sion s'étaient installés en des lieux particulièrement détestables. Tout leur argent avait passé dans l'achat du terrain. Où trouver maintenant les ressources pour mettre ces terres en culture, les irriguer, les assainir, et tout simplement pour vivre ? Ceux de Zichron Jacob furent obligés de vendre jusqu'aux rouleaux de la Thora ! La fièvre décimait ces gens débiles, sans résistance contre un climat auquel ils n'étaient guère habitués. Beaucoup moururent, d'autres partirent, et les malheureux qui restaient, allaient disparaître à leur tour, quand se produisit un miracle, comme on en voit dans ces contes persans qui commencent fort mal, et que rattrape sur le bord de l'abîme quelque génie bienveillant.

Où que vous alliez en Palestine, vous entendez parler du baron. Quel baron ? Eh ! Le seul qui existe au monde pour un Juif de là-bas : le baron Edmond de Rothschild. C'est lui, le miracle vivant, le génie bienfaisant qui a pris en pitié cette misère lointaine et l'a sauvée du désastre. Richon-le-Sion, les Premiers de Sion, étaient à bout de souffle : il les prit sous sa protection. Puis ce furent ceux de Rosch-Pinah, ceux de Petah-Tikwah, et puis tous ! La Clef de Voûte, la Porte de l'Espérance, le Grand Espace, trop étroit pour faire vivre les familles qui s'y pressaient sur le sable, tous ces beaux espoirs qui sombraient, lui faisaient leur signe de détresse. Alors il envoya là-bas de l'argent, de l'argent encore, pour irriguer les sables,

dessécher les marais, creuser des puits, frayer des routes, planter des arbres et des vignes, bâtir des constructions de tout genre, caves, celliers, maisons ; graisser la patte aux Turcs qui interdisaient de rien bâtir, fût-ce une étable ou une grange, et même ordonnaient de démolir les bâtiments déjà construits ; acquitter les impôts ; payer des agronomes, des gardiens contre les pillards arabes, des rabbins, des instituteurs, des médecins, des pharmaciens, indispensables chez ce peuple qui ne peut se passer ni d'instruction, ni de remèdes. Des administrateurs, expédiés de Paris, dirigeaient toutes choses, pourvoyaient à tous les besoins de ces colons improvisés, comblaient tous les déficits, paraient à tous les revers, qu'ils fussent produits par la nature ou l'inexpérience des hommes. Au bout de quelques années, on vit surgir du sable des bois d'eucalyptus, des vignes, des plantations de citronniers et d'orangers, qui surprennent agréablement les yeux dans la pauvreté d'alentour. Au milieu de ces jardins verdoyants, une petite bourgeoisie vivait des secours du Baron, un peu comme à Jérusalem les mendiants du Mur des Pleurs de la charité d'Israël. Les soins de la terre étaient laissés à des ouvriers arabes, ou à de pauvres Juifs du Yémen, habitués dans leur pays d'origine au pénible travail des champs. Et tout ce monde trouvait juste et raisonnable que la munificence de leur bienfaiteur lointain les récompensât de mener au Pays des Ancêtres une vie nonchalante, qu'ils s'imaginaient, bien à tort, être celle des anciens Hébreux.

Depuis une vingtaine d'années, ces colonies qui jusqu'alors n'avaient fait que se laisser vivre sous la houlette de M. de Rothschild, conduisent leurs affaires elles-mêmes. Mais aujourd'hui comme hier, le Baron reste toujours la Providence vers laquelle tous les regards se tournent, toutes les mains se tendent dans les moments difficiles, si les oranges se vendent mal, si le raisin a coulé, si la chaleur a fait tourner le vin, ou si l'on s'aperçoit tout à coup qu'il serait opportun de transformer en champs de citronniers des hectares plantés d'orangers. Un tiers à peine des enfants nés dans ces colonies y restent attachés ; les autres les quittent sans regrets pour courir leur chance ailleurs. En sorte qu'on ne sait qu'admirer davantage : la constance de M. de Rothschild à vouloir créer une race d'agriculteurs juifs en Palestine, ou l'impuissance d'Israël à changer sa vieille âme pour devenir un paysan.

VII. — LES PIONNIERS D'ISRAËL

Les nouveaux pionniers d'Israël n'ont que du mépris pour ces gens des vieilles colonies, — ces bourgeois, disent-ils, esclaves du Baron, comme les vieux pleureurs du Mur sont les esclaves de Jéhovah ! Mais il ne veulent pas non plus se faire une vie à l'image des tristes bêtes paysannes, courbées sur leur travail, qu'on voit dans les pays d'Europe. Ce n'est pas pour rétablir ici les formes surannées de la civilisation occidentale que le peuple le plus épris d'égalité et de justice revient sur la Terre des Ancêtres ! Une fois de plus, la Loi va sortir de Sion ! Une fois de plus, Israël va réaliser, dans l'ordre économique et social, quelque chose de comparable à ce qu'il accomplit autrefois dans le domaine divin.

Tous les maux dont souffre le monde viennent de la vieille idée romaine que la propriété individuelle doit être absolue et perpétuelle. A ce principe détestable il faut en substituer un autre, très ancien et très moderne à la fois, d'une inspiration purement juive. On lit au Livre du Lévitique : « La terre ne sera pas vendue à perpétuité, car la terre est à moi, dit l'Éternel. » L'Éternel ! les pionniers de la Nouvelle Sion ont, je crois bien, cessé d'y croire. Mais ils remplacent Jéhovah par l'idée du Peuple Juif, et dans leur droit nouveau ils traduisent ainsi la phrase de l'Ancien Testament : « La terre ne sera pas vendue à perpétuité, car la terre est à moi, dit Israël. »

Une caisse, le Fonds National, alimentée par les contributions de tous les Juifs du monde, rachète morceau par morceau le sol sacré des ancêtres. Quand un émigrant se présente, la terre ne lui est pas vendue, mais concédée à titre temporaire. Si le nouveau venu possède des ressources suffisantes, on lui remet un lot pour un bail à long terme, sous la réserve expresse que lui et sa famille seront seuls à l'exploiter, sans recourir à la main d'œuvre indigène. Il lui est aussi loisible d'entrer, comme associé, dans une de ces colonies qui se sont fondées là-bas, les unes sous la forme communiste, dans l'indivision complète, les autres en coopératives, les autres sous un régime mixte, chaque famille travaillant son lot, et toutes les familles d'une même colonie réunies pour l'achat des instruments, des semences, du bétail, et tous les frais

généraux. Si l'émigrant est sans ressources, il s'engage comme ouvrier dans une ferme du Fonds National, où il reçoit, en plus de son salaire journalier, une part sur les bénéfices. Il peut encore s'embaucher dans un de ces groupes ouvriers, militairement organisés en bataillons de travailleurs, — travailleurs du bâtiment, travailleurs agricoles, travailleurs de la voie ferrée, qui se transportent partout où l'on a besoin de leurs services. Et le jour où il aura réalisé quelques économies, il pourra s'établir à son tour sur un domaine.

Chaque colon n'est rien que le fermier d'Israël. Le Peuple Juif demeure le seul propriétaire du sol. Il bénéficie de la plus-value qu'aura donnée au terrain le travail de ses fermiers ; il garde la possibilité d'élever le taux des fermages pour acheter des terres nouvelles; et si un lot n'est pas, ou est mal cultivé, il peut le retirer à l'expiration du bail. Quant au colon, il a le précieux avantage de n'avoir rien à débourser pour se procurer une terre, et de pouvoir consacrer tout ce qu'il a d'argent à la mettre en valeur. L'ouvrier agricole, associé aux bénéfices, ne sera pas toute sa vie condamné à vivre au jour le jour. Et de même que, sous l'ancienne loi, l'esclave juif ne pouvait demeurer plus de sept ans en servitude, par la force des choses le prolétaire s'affranchira lui aussi. Ainsi, du même coup, Israël s'est débarrassé, ou du moins il le croit, de ces deux fléaux du monde : capitalisme et salariat.

De Jaffa à Jérusalem, de Caïffa à Tibériade, j'ai visité les colonies créées par le Fonds National, et j'ai rencontré sur les routes les bataillons de travailleurs. Tous ces gens se donnent du mal, creusent des canaux d'irrigation, plantent des arbres, empierrent les pistes, et, le soir venu, sous la tente ou les baraquements de bois, se réunissent pour discuter sans fin sur quelque question politique, économique ou sociale, écouter une conférence ou assister à des séances de musique et de cinéma. Leur vie est dure, et je ne voudrais pas en médire. Mais ils m'ont donné l'impression de malheureux qui sont à plaindre, car on les sent pour la plupart mal adaptés à leur besogne. Vous chercheriez en vain parmi eux quelqu'un qui vous dise simplement : « Chez moi je cousais des casquettes, ou je taillais des bottes. » Immanquablement ils vous disent : « Chez moi j'étais un étudiant. » Leur demandez-vous leurs diplômes ? Ils

les ont toujours égarés, ou bien on les leur a dérobés au cours de leurs vies agitées Une certaine brutalité qu'on voit sur beaucoup de visages, m'incline volontiers à penser que leur mémoire est infidèle. Mais qu'ils aient vraiment étudié dans une Université, ou que, dans leur ancien séjour, ils fussent tailleurs ou cordonniers, tous ils sont évidemment pénétrés de cette idée redoutable que les dons intellectuels sont supérieurs à tous les autres, et qu'ils font quelque chose d'admirable en se livrant aux travaux des champs. Ce fanatisme de l'esprit qui fait ailleurs le succès d'Israël, a je ne sais quoi de décevant dans ce pays qui demande avant tout de l'énergie musculaire. J'avoue ne pas goûter du tout le berger qui lit Tolstoï en gardant son troupeau, le travailleur qui porte sous le bras l'ouvrage d'un poète décadent viennois, ou bien encore la jeune fille qui aime mieux casser des cailloux sur les routes que vaquer aux soins du ménage, sous le prétexte qu'ainsi elle bâtit mieux la Palestine! Ces pionniers qui transportent avec eux des cinématographes, des pianos, des conférences, des veillées littéraires, comme les Hébreux transportaient autrefois l'Arche d'Alliance, n'inspirent pas grande confiance dans leurs capacités ouvrières ou agricoles. Eux-mêmes ont-ils ce sentiment? Est-ce cela qui leur donne à presque tous un air morne et tendu? Ni chez les hommes, ni chez les femmes, je n'ai jamais vu un sourire. Mais le moyen d'être joyeux, quand on porte en soi l'idée qu'on n'est pas un peuple comme les autres, et que le monde entier a les yeux fixés sur vous! Toutes ces expériences sociales dont ces pauvres gens sont si fiers, jettent le manteau de Noé sur une réalité misérable. Qu'ils soient organisés à la mode communiste, socialiste, coopérative ou familiale, ils ne subsistent tous que grâce au secours du dehors. Comme les vieux pleureurs du Mur, ils vivent, eux aussi, de l'aumône du peuple juif tout entier. Pas une seule de ces colonies ne se suffit à elle-même. Chacun de ces Haloutzim est un luxe d'Israël.

Ah! comme on est loin du roman imaginé par Herzl! Tous les Juifs du monde, saisis d'une sainte allégresse, vendant leurs biens, liquidant leurs affaires, réalisant leurs capitaux, pour retrouver en Palestine l'équivalent de ce qu'ils laissaient derrière eux! La puissante vague de fond qui devait soulever le monde juif jusque dans ses profondeurs, et emporter tout

Israël d'un élan irrésistible vers la terre de Judée, cette vague ne s'est pas produite. Aucun Juif d'Allemagne, d'Italie, de France, d'Angleterre ou d'Amérique, aucun de ces Juifs qui, disait-on, supportaient avec impatience l'horreur de se confondre avec les peuples étrangers, aucun de ces Juifs n'a quitté son pays d'adoption pour conquérir Jérusalem. Il n'est guère venu que des gens qui n'avaient rien à perdre, des Russes, des Polonais, des Roumains. En Russie même, l'enthousiasme a singulièrement diminué. C'était vraiment, avant la guerre, le seul pays où l'existence se présentait pour les Juifs d'une façon assez difficile. Mais depuis, que de changements! Ils possèdent aujourd'hui là-bas les droits de tout le monde, et même ils ont le bonheur inespéré d'avoir sous la main, à domicile, cette chose à laquelle ils sont si bien adaptés, une révolution, et une révolution qui se fait par eux et pour eux! Pourquoi s'en iraient-ils faire leurs expériences sociales dans une contrée misérable, quand ils peuvent exercer librement leur génie dans un pays plein de ressources, peuplé de cent millions d'habitants? Aussi, beaucoup d'entre eux qui jadis se seraient tournés du côté de la Palestine, n'y voient plus maintenant qu'un endroit déshérité, où des gens à courte vue essayent de ressusciter un nationalisme étroit, comme dit Trotzki, qui est juif.

Et l'argent, non plus, n'est pas venu, comme on l'avait espéré. Des quêteurs parcourent le monde pour réveiller en Israël l'enthousiasme et la générosité. Mais Israël est un peuple décevant. Il est ardent et sceptique; il est riche et il est pauvre; charitable, mais pas foncièrement généreux. De porte à porte, de maison à maison on s'aide volontiers, mais pour soutenir une grande idée lointaine les bourses et les cœurs sont fermés. Un profond élan national ne va pas au-devant des besoins et des désirs. Pour reconstituer le foyer palestinien, bon an mal an, un Juif de France donne dix-huit centimes à peu près, un Italien cinquante centimes, un Juif anglais moins de deux francs. J'ignore le chiffre en Amérique, mais les sommes assez importantes qu'on y a recueillies, ne doivent pas faire illusion; et si l'on songe aux quatre millions de Juifs qui habitent là-bas, la contribution par personne se réduit encore à peu de chose. Et l'on ne peut s'empêcher de penser que mettre en branle tous les Juifs du monde, et d'aboutir

à créer çà et là que ces misérables îlots de vie juive, dont quelques-uns s'en vont à la dérive, c'est beaucoup d'agitation pour un maigre résultat.

Les Sionistes les plus enthousiastes ne cachent pas leur déception. Mais ils ne peuvent se résigner à croire que tous les Juifs du monde ne soient pas enflammés du pur amour de Sion, et au lieu d'attribuer l'échec de la belle entreprise à l'indifférence d'Israël, ils en rejettent toute la faute sur la duplicité britannique. Que de fois j'ai entendu ces propos : « C'est vrai, nos riches coreligionnaires d'Europe et d'Amérique n'ont pas quitté leur confort et leurs affaires pour venir à Jérusalem. Il fallait s'y attendre, et franchement nous n'avons jamais beaucoup compté sur eux. Mais des pauvres diables, Dieu merci! nous en possédons assez pour peupler trois et quatre fois un pays comme la Palestine! S'ils ne viennent pas en plus grand nombre, la faute en est aux Anglais. Ils nous ont dit : « Voici votre patrie, voici votre foyer national. Entrez, vous êtes là chez vous. » Et quand nous nous mettons en route, au lieu de nous ouvrir largement le pays, ils nous ferment la porte au visage, et ne laissent pénétrer ici que juste ce qu'il faut de Juifs pour sauver les apparences. Un millier par mois, tout au plus! C'est trop peu pour faire quelque chose, mais c'est assez pour exciter l'animosité des Arabes, et fournir aux Anglais une bonne raison d'occuper une contrée où tout le monde se massacrerait, s'ils n'y faisaient pas la police... Connaissez-vous cette histoire juive? Un Juif arrive dans une auberge. L'hôtesse lui dit : « Que voulez-vous? — Eh! dit l'autre, une cotelette panée avec des pommes de terre. — Mais je n'ai pas de cotelettes. — Eh bien! une omelette alors. — Une omelette? Mais je n'ai pas d'œufs! — Donnez-moi donc un hareng. Avec un oignon et du thé on peut ne pas mourir de faim. — Drôle de Juif! Mais il voudrait tout!... » C'est notre histoire en Palestine. Qu'est-ce que ce *home national* que nous a donné l'Angleterre? Pas même un hareng saur! Avec ces deux mots accouplés, on a excité jusqu'au délire notre imagination trop prompte à s'emparer de l'avenir. Le mot *national* rassasiait notre éternel illusionisme : il semblait nous donner une patrie. Et le mot *home* était mis là, pour rassurer les Arabes. On leur disait à eux : « Un *home*,

ce n'est pas un État. Quel inconvénient y a-t-il à ce que des Juifs viennent fonder un foyer en Palestine ? » Nous le voyons bien aujourd'hui : les Anglais nous ont dupés. Sous prétexte de réparer une injustice de deux mille ans, ils se sont installés ici pour protéger l'Inde et l'Égypte. Mais nous, qu'allons-nous devenir? N'est-il pas illusoire d'engloutir du travail et de l'argent dans un pays qui, sans doute, ne sera jamais à nous, et d'employer toutes nos forces à créer en Palestine un jardin pour les Arabes, et une barrière militaire pour l'Empire britannique?... »

Indifférence d'Israël, ou crainte que ses sacrifices soient dépensés en pure perte, sans profit pour un État juif dont l'avènement apparaît de plus en plus chimérique? Le fait est là : l'argent manque. Les trente mille Juifs environ qui, depuis la Déclaration Balfour, ont débarqué à Jaffa, n'arrivent à vivre qu'à grand peine. Chaque bateau qui se présente avec son lot d'émigrants, est une menace pour tous les autres, et risque de détruire le fragile équilibre qui s'est établi là-bas. Dans les premiers jours d'enthousiasme, on s'abordait joyeusement par ces mots : « Avez-vous du travail? » Aujourd'hui, on se demande sur un ton indéfinissable d'ironie et de tristesse : « Avez-vous un passeport? » Un passeport pour un pays plus favorable que la morne Judée à la réussite des Juifs. Déjà beaucoup sont repartis, et parmi ceux qui restent, combien en trouverais-je encore, si je repassais dans dix ans?

VIII. — LE FILS DE LA JUDÉE

Mais les Juifs, à Jérusalem, ont accompli un miracle ! Partout, dans les rues, à l'école, sur les routes, dans les colonies, dans les bureaux et les boutiques, on n'entend parler que l'hébreu. Et cela tient vraiment du prodige, car depuis deux mille ans le vieux langage de la Bible était bien aussi mort que les défunts endormis sous les pierres de la Vallée de Josaphat. C'était la langue de la prière et des textes sacrés. Tous les enfants apprenaient à la lire dès l'âge le plus tendre, mais il ne serait jamais venu à l'idée d'un maître d'école d'enseigner à ses élèves le sens des mots qu'ils ânonnaient. A quoi bon perdre son temps à ces futilités? L'essentiel n'était-il pas que

l'enfant pût au plus vite savoir par cœur un chapitre de la Bible? Le maître d'école lui-même, qui aurait pu réciter d'un bout à l'autre, sans une hésitation, la Thora tout entière, l'ignorait souvent lui aussi. Et ce n'était pas une des choses les moins singulières de ces ghettos remplis d'extravagance, d'entendre résonner à tous les moments du jour, à la maison ou à la synagogue, pour les prières et les bénédictions innombrables qui commandent à toute la vie, ces vieux mots hébraïques que personne ne comprenait.

L'homme qui le premier fit passer cette langue morte du domaine des livres dans l'usage courant de la vie, je l'ai vu à Jérusalem, quelques semaines avant sa mort. De son nom russe, il s'appelait Eliézer Lazarovitch Elianow; de son nom juif, Ben Yehouda, c'est-à-dire Fils de la Judée. Voici l'histoire de sa vie, comme lui-même me l'a racontée, une de ces étranges vies juives où de grands espaces de temps semblent avoir appartenu à des époques disparues, un miracle quotidien de misère et d'enthousiasme, qui à travers mille vicissitudes finit par réaliser ce qu'on aurait cru impossible.

Son enfance s'était écoulée dans un ghetto de Lithuanie, et jusqu'à sa quinzième année il avait mené l'existence que menaient, il y a quarante ans, les étudiants talmudiques dans ces petites universités juives qu'on appelle des Yéchiba. Imaginez, dans un village perdu, une maison à toit de chaume; et là, groupés autour de quelque rabbin fameux, une vingtaine de jeunes gens, en caftan, en chapeau rond, avec de longues papillotes tombant sur leur visage, en train de discuter à longueur de journée, sur un point du Talmud. Le plus souvent, le texte était par lui-même assez clair. Mais y a-t-il un texte clair pour une cervelle hébraïque? Reb Hillel a dit par exemple : « Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fît. » En apparence cela est simple. Mais il est de toute évidence que Reb Hillel a voulu dire autre chose, car s'il n'avait voulu dire que cela, à quoi lui eût servi son génie? Et Isaïe, le prophète des orages, aurait-il énoncé des choses que vous et moi saisissons d'un regard ? Dieu aurait-il fait couler dans son âme toutes les sources du ciel et de la terre, pour faire sortir de ses lèvres un malheureux filet d'eau pure? Ces rabbins étaient admirables pour précipiter aux ténèbres les pensées les

plus évidentes. Tout de suite ils brouillaient tout, trouvaient dix sens différents à une phrase qui manifestement n'en pouvait avoir qu'un seul. Ils appelaient à leur secours la horde des commentateurs qui déjà, depuis des siècles, avaient peiné sur la question ; ils les jetaient les uns sur les autres, et pour finir, élevaient à leur tour une magnifique pièce montée, une sublime tour de David, une nouvelle solution brillante dont l'intérêt, inestimable à leurs yeux, était d'être absolument différente de toutes celles qu'on avait examinées.

Au cours de la leçon, n'importe lequel de ses élèves avait le droit d'interrompre le rabbin pour relever dans ses arguments quelque faute de logique. Tous se pressaient autour de lui, hurlaient à ses oreilles dans une effroyable confusion, avec le seul désir de faire briller leur esprit. Et lorsque les répliques volaient de bouche en bouche, quand ces quelques mètres carrés, couverts de paille humide, étaient devenus le rendez-vous des prodigieux bavards, des inimitables disputeurs qui, depuis le fond des temps, cherchent la lumière dans les ténèbres et le soleil sous la pluie, alors la faim, le froid, qui donc songeait à tout cela? Oui, qui songeait à tout cela, sous ce chaume où la neige de la nuit, fondant au soleil d'hiver, traversait la toiture et tombait en gouttes glacées sur cet enthousiasme délirant?

Dans ces villages de yéchiba, c'était une coutume ancienne, et presque un devoir pour les Juifs, de recevoir à leur table ces étudiants talmudiques. Chaque étudiant prenait ainsi le repas de midi, tantôt chez le même personnage, pendant une semaine, un mois ou un semestre ; et tantôt, chaque jour, chez un hôte différent. Cela s'appelait *faire un jour*, ou tout simplement *un jour*. Mais un jour ne consiste que dans un déjeuner, et le pain sec du soir, on le gagnait d'une façon bien singulière elle aussi.

Chaque vendredi, les étudiants quittaient de bonne heure leur école pour s'en aller mendier dans les villages d'alentour. Chacun d'eux avait son domaine, son royaume de mendicité, qu'il visitait chaque semaine, de l'aube au soir du vendredi. Il rapportait de ce voyage de quoi s'acheter le pain du soir, et afin d'éviter la tentation du pain tendre, et ne pas manger avec excès durant les premiers jours, on avait soin de tracer à la craie sept barres sur la croûte — autant de barres que de journées.

Quand arrivait le temps de Pâque, tout ce petit monde se

dispersait pendant trois semaines environ. Pourquoi faire? Pour mendier encore. Pour mendier éternellement. Pour trouver de quoi acheter quelques chemises, des chaussures, un caftan et des livres. De préférence, ils dirigeaient leurs pas vers les pauvres synagogues, hantées de quelques Juifs, et qui ont pour tout mobilier quatre ou cinq bancs disloqués, un tonneau pour les ablutions, un chandelier de fer-blanc, et, contre la muraille, la vieille armoire aux Thora. Ils fabriquaient le pain azyme, fournissaient pour le chant d'allégresse des chanteurs à la voix moins éraillée que le chantre ordinaire, et ils faisaient aussi des sermons que ces pauvres villageois, peu blasés sur l'éloquence, écoutaient avec plaisir. Puis ils regagnaient leur toit de chaume, et les discussions reprenaient sur le texte inépuisable.

Ces étudiants et leurs rabbins étaient les seuls dans le ghetto à connaître l'hébreu. Mais tous les commentaires autour des textes bibliques se faisaient en jargon yiddisch, car il aurait semblé impie d'employer la langue sacrée, même pour l'enseignement religieux. Aussi ce fut un grand scandale quand çà et là, dans le ghetto, on vit des jeunes gens, anciennes gloires de yéchiba, s'intéresser pour elle-même à la vieille langue hébraïque, prendre du goût à sa grammaire, rechercher ses beautés, et finalement pousser l'audace jusqu'à l'utiliser pour des compositions profanes. Déjà le juif Mendelsohn avait paru faire œuvre impie en traduisant en langue allemande les cinq livres de Moïse. Comme s'il était possible, sans la dénaturer et l'humilier profondément, d'enlever à la Loi le son que Dieu lui a donné! Mais quel péché plus grave encore d'employer bassement les mots dont s'est servi l'Éternel, ces mots qu'Il a roulés dans sa bouche, pour les contraindre à exprimer des choses dont jamais le Dieu des Juifs n'a pris le moindre souci! Le vieux ghetto s'en inquiétait, et traitait ces jeunes gens d'*Épicures*, rassemblant sous ce vocable tout ce que la pauvre humanité peut réunir en elle de vanité, de malice et de péché. Et ce n'était pas sans raison! Cette curiosité indiscrète, ce sans-gêne inouï à l'égard des mots intangibles n'étaient que le premier frisson, le premier signe du désir vers le savoir étranger, une aspiration encore vague à s'évader des vieilles disciplines et de la science traditionnelle, toute ramassée autour des commentaires de la Loi. Par une rencontre bien étrange, le goût de cette langue endormie, depuis deux mille ans, et

l'amour des pensées nouvelles se trouvaient soudain associés et cheminaient de compagnie comme des alliés naturels. Quelques petits journaux, rédigés en langue hébraïque, qu'on se passait sous le caftan, commençaient de répandre dans ces communautés lointaines des venins inconnus. Et un jour, — date mémorable ! — un roman, le premier qu'on eût traduit en hébreu (c'était les *Mystères de Paris*), apporta tout à coup dans cette austère vie juive les épouvantables prestiges de la civilisation d'Occident !

Un jour qu'Eliézer Lazarovitch, mince, petit, blafard, déjà marqué par la phtisie, prêchait dans une synagogue devant des Juifs rangés autour de l'almémor, dans leurs caftans graisseux, avec leurs bonnets de fourrure, leurs barbes et leurs papillotes, un étranger qui, lui, ne portait pas la lévite, un marchand de Moscou, égaré là pour ses affaires, s'approcha de l'étudiant talmudique et, séduit par son éloquence, lui offrit de l'emmener avec lui, de le prendre dans sa maison et de le faire instruire à ses frais. C'était un de ces Juifs qui n'estimaient rien tant que la culture occidentale, et qui pensaient faire œuvre pie en arrachant à son ghetto un garçon bien doué, pour lui donner une instruction à la russe.

A Moscou, Eliézer suivit les cours du Lycée, et le soir, à la veillée, il donnait des leçons d'hébreu à Déborah, la fille aînée du marchand, qui avait à peu près son âge. Trois ou quatre ans passèrent. Un beau jour (c'était au printemps de 1877), le marchand, revenant à la maison, apporta la nouvelle que les Russes allaient faire la guerre aux Turcs, pour soutenir les Bulgares. Toute la famille fit aussitôt des vœux pour la Turquie. Mais à l'étonnement de tous, Eliézer Lazarovitch prit violemment parti pour les Russes. « Ils ont raison, s'écria-t-il, de soutenir leurs frères de sang ! C'est là ce que nous autres Juifs, nous ne faisons jamais entre nous. Aussi nous restons dans l'univers faibles et dispersés ! » Tout le monde se moqua de lui, excepté Déborah. Et à partir de ce moment, les autres enfants de la maison lui firent la vie si dure qu'il résolut de s'en aller. Il ne confia son projet qu'à la chère Déborah. Elle lui donna quelques roubles économisés en cachette, puis au moment où pour toujours il franchit le seuil de la porte, elle lui mit la main sur la tête dans le geste de la bénédiction, et

lui dit en manière d'adieu : « Que Dieu te bénisse, Eliézer, quand tu m'appelleras, je viendrai. »

Le voici sur les routes, allant à pied le plus souvent, s'arrêtant à Varsovie, à Lemberg, à Berlin, le temps de gagner quelque argent, en donnant des leçons d'hébreu. Il mit un an pour arriver à Paris. Et c'est durant ce long voyage, qu'un jour, dans une grange, sa mission lui apparut avec la force qu'ont souvent les idées dans ces cervelles juives, où sommeille toujours un rêve messianique : ressusciter d'entre les morts les vieux mots hébraïques, faire de l'hébreu une langue vivante, rejeter, avec la souquenille et le bonnet de fourrure, l'affreux parler yiddisch, ce jargon de fripiers, fait de pièces et de morceaux, qui n'est qu'un patois d'esclave, et par l'emploi du vieux langage dont se sont servis les Rois, les Prophètes et les Juges, refaire l'unité d'Israël !... Tout lui paraissait clair et simple. La paille de la grange jetait des rayons étincelants. Et comme un témoignage de la résolution qui le faisait naître tout à coup à une vie nouvelle, dans cette pauvre grange sans mages, sans Vierge et sans étoile, il se baptisa lui-même Ben Yehouda, Fils de Judée.

A Paris, plus un sou. Alors intervient dans sa vie un mystérieux Polonais, émigré de 48, qui rêvait de ranimer sa Pologne, comme l'autre sa Judée, et qui s'était pris d'amitié pour ce bizarre petit juif, dont le rêve était pareil au sien. Leurs songes allaient ensemble, et leurs deux misères aussi. Mais l'ingénieux Polonais connaissait Paris comme sa poche, et dans les heures de famine il trouvait toujours quelqu'un chez lequel on s'invitait. Et puis, à défaut d'un repas, il est toujours possible de trouver une autre pâture, tout idéale celle-là, dans une salle du Collège de France, ou bien encore à la Chambre, où les deux amis déjeunaient d'un discours de Gambetta.

Mauvais régime pour un phtisique! Ben Yehouda tomba malade. Il fallait quitter Paris pour un climat plus doux. Mais où prendre l'argent du voyage? C'était l'affaire du Polonais! Tous les deux, un beau jour, ils débarquent à Alger. Alger, Tunis, Carthage! En haut de la colline où Didon installa jadis les Phéniciens de Tyr, le Fils de la Judée put rêver à son aise sur la grandeur et l'esprit d'entreprise de ses ancêtres sémites. Maintenant il songeait à partir pour la Palestine, où le directeur de *la Fleur du Saron*, petit hebdomadaire rédigé en

hébreu, lui offrait la fortune : un traitement de vingt francs par mois. S'élancerait-il sur ce pont d'or? Va-t-il céder à la voix de la Judée qui l'appelle? Tout son cœur l'y poussait. Mais le Polonais plein d'inquiétude sur la vie de misère qui l'attendait là-bas, lui persuada d'aller d'abord à Vienne, pour y prendre conseil de l'homme que Ben Yehouda admirait le plus au monde, sans l'avoir jamais vu, Smolensky, le romancier du ghetto.

Quel dommage de ne pas savoir l'hébreu! Je n'ai lu que des bribes, quelques pages traduites du fameux roman de Smolensky : l'*Errant à travers les voies de la vie*. Elles sont restées dans mon esprit comme ces brusques rayons de lumière que Rembrandt projette soudain dans l'ombre d'une synagogue. Quel éclair sur la vie juive! Et la page finie, comme on regrette de se trouver plongé en pleine nuit, et de ne pouvoir accompagner plus loin le héros qu'il promène, d'aventures en aventures, à travers les misères et les grandeurs insoupçonnées du ghetto! Lui-même était un ancien *Épicure*, et c'est toujours son histoire qu'il raconte, celle du pauvre intellectuel qui, dans le grand naufrage de l'antique vie juive, du fond d'une misère sans nom, cherche une épave où s'accrocher. Il s'enfuit du ghetto dont le fanatisme l'excède ; il court à travers l'Europe, mais l'Occident le déçoit, et il découvre enfin qu'il n'y a de vérité pour un Juif que dans le Judaïsme et l'idéal messianique. Mais qu'est-ce que le Messie? Les vieux Juifs de la synagogue le voient toujours sous l'apparence d'un personnage divin, enveloppé de légende et de ténèbres, qui apparaîtra un beau jour, monté sur une ânesse blanche, pour ramener chez lui Israël et faire régner la justice. Mais pour l'Errant qui a trouvé sa Voie, le messianisme n'est pas un vain songe lunaire, l'attente toujours déçue d'un secours tombé du ciel. C'est un espoir prochain, immédiat, la résurrection morale et politique d'Israël, qui se réalisera le jour où, par l'étude de leur langue, de leur esprit et de leur religion, les Juifs auront repris conscience de leur unité nationale.

Ben Yehouda trouva Smolensky dans la chambre misérable, où il imprimait lui-même, sur une presse à bras, sa revue *Haschahar* (*l'Aurore*), qui ouvrait de si grands espoirs à tous les inquiets du ghetto. Il l'embrasse et lui confie son projet de partir pour la Palestine. « Tu es fou! s'écrie Smolensky. C'est

un pays où l'on est dévoré par les dévots et les furieux! » Et il lui offre de le garder avec lui pour collaborer à *l'Aurore*. C'était l'espoir du Polonais. Mais une porte s'ouvre et Déborah paraît! Déborah qui s'est enfuie, elle aussi, de la maison paternelle, et qui est là toute prête à le suivre, à le suivre au bout du monde, c'est-à-dire à Jérusalem! Ils échangent sur l'heure l'anneau du mariage. Et tous les trois, le Fils de la Judée, Déborah et le Polonais, qui n'a pu se résoudre à quitter son compagnon, les voilà sur un bateau qui descend le Danube, en route pour la cité de Sion!

Entre Belgrade et Orsova, les Portes de Fer ont vu passer bien des gens. En ont-elles vu de plus étranges que ces trois personnages? Dans ce passage romanesque du fleuve, qui semble préparé par la nature pour des engagements solennels, Ben Yehouda déclara solennellement à sa femme qu'à partir de cette minute il ne lui parlerait plus qu'en hébreu. Et bien que Déborah n'en connût que les quelques mots qu'il lui avait appris jadis, ils n'échangèrent désormais leurs pensées que dans ce langage oublié, perdu au fond des âges, et que dans tout l'univers ils étaient seuls à parler...

Ils s'embarquèrent sur la Mer-Noire. Vingt jours de traversée, douze heures d'âne à travers des montagnes stériles, peuplées de souvenirs prestigieux. Et soudain, dans la poussière et le vent qui souffle toujours là-haut, la Ville de l'espoir éternel apparut à leurs yeux, avec ses grands murs crénelés, posée sur son plateau pierreux comme une couronne de misère.

JÉRÔME et JEAN THARAUD.

(*A suivre.*)

ABRAHAM BOSSE

OU LE FRONDEUR

En abordant ce très intéressant sujet, la vie du graveur Abraham Bosse, dans un volume qui va prochainement paraître (1), M. André Blum a touché à l'un des points les plus délicats de l'histoire de France : le siècle de Louis XIV, l'ère classique par excellence, l'époque du « Grand Ordre, » selon l'expression de Louis Madelin, n'a-t-il pas, en raison de son principe même, tari une des veines les plus riches du tempérament français, celle qu'on est convenu d'appeler la veine « gauloise? »

Jusqu'au temps du Grand Roi, elle faisait circuler librement et à flots dans le corps national un sang fort et dru : montant de nos vieilles provinces, il venait dans Paris, et jusque sous les piliers des Halles, enluminer les trognes des « pica resques » et des « grotesques. » Rabelais y avait puisé sa verve, Montaigne son verbiage — « Que le gascon y aille, si le français n'y peut aller! » — Mathurin Régnier, Saint-Amant, Théophile en étaient tout pleins et congestionnés. Malherbe lui-même en avait reçu quelques gouttes : la bonne langue française était, pour lui, celle qui se parlait au « marché aux herbes. » Molière consultait sa servante et La Fontaine Jeanneton.

Dès l'année 1660, la veine s'épuise. Louis XIV saigne à blanc un corps trop vigoureux. Il introduit, dans les lettres et dans l'art, la règle, la décence, le sens de la dignité; il leur impose cette belle prestance, qui est la sienne, la démarche

(1) *Vie d'Abraham Bosse* par André Blum, un volume in-8° avec album. Éditions Albert Morancé.

aisée, sans doute, mais non plus libre, le pas mesuré qui s'interdit tout caprice, toute fantaisie. Il fonde l'Académie des Beaux-Arts et il y fait régner Le Brun. Taillés au ciseau comme les ifs de Versailles, les beaux esprits s'alignent dans un ordre symétrique. La France a-t-elle gagné, a-t-elle perdu à cette discipline? N'a-t-elle pas perdu, en effet, quelque chose d'irremplaçable, la spontanéité, la verve, le diable au corps, l'exubérance virile et même charnelle?

Ces réflexions, dira-t-on, à propos de la vie d'un graveur, et d'un graveur de bien mince importance, joli maître assurément, mais, en somme, secondaire; plaisant et fin, mais borné et sans génie! Abraham Bosse contre Louis XIV : singulier rapprochement, duel disproportionné, s'il en fut. Car, qu'est-ce que ce graveur? Et puis, qu'est-ce qu'un graveur?

***

D'abord, ce graveur apparaît, selon les faits de sa vie et les manifestations de son art, dont les moindres détails nous sont connus grâce au livre de M. A. Blum, comme un personnage singulier, un « type. » C'est le type « frondeur, » celui qui n'admet pas, qui s'oppose; mon ami Paul Revoil disait, en un gentil barbarisme : le contrepiédiste. Né protestant, il proteste. C'est son rôle et c'est sa destinée. Jusqu'à sa mort, arrivée en 1676, en plein essor du grand règne, ce petit homme, peut-être bossu comme son nom, tient en échec l'Académie du Grand Roi. Il savait ce qu'il voulait plus encore que ce qu'il valait : car, on ne lui trouve pas un grain de vanité; mais il est plein de raison, de raisons et d'entêtement. Il se jette dans la lutte avec un courage quasiment héroïque et, de cette vie de sacrifices, il ne recueillit même pas les palmes du martyre. Il ne fut pas un persécuté, tout au plus un expulsé. L'Académie, qui ne l'avait inscrit qu'en marge, le raya de ses marges. Et ce fut tout : telle fut sa révocation, qui, d'ailleurs, ne troubla en rien sa hargneuse vocation.

Opposition irréductible et d'autant plus singulière que ce fils de la Fronde fut consciemment et consciencieusement un classique, un vrai classique de la grande classe, disciple exclusif du Poussin et de Descartes. Au frontispice d'un de ses ouvrages il inscrivit cette maxime, tellement du grand siècle : « *La Raison sur tout.* » Il savait donc parfaitement ce qu'il faisait.

Il se rattachait par choix, — et ce fut la grande querelle de toute sa vie, — à l'illustre M. Desargues, ami de Pascal, dont il défendit les doctrines scientifiques en matière de dessin et de perspective contre une molle esthétique conventionnelle et contre le procédé relâché de l'École. Ses maîtres avoués sont Poussin, Callot. Quand le siècle dévia vers une sorte de pompe grandiloquente où il y avait aussi, certes, de l'affectation et de la lourdeur, il resta fidèle à sa « Raison » austère, et combattit, non seulement à la pointe du burin, mais à la pointe de la plume. Il s'en prit aux tyrans de l'art, aux porteurs de férule et même au rigide dispensateur des faveurs royales, Colbert. Jamais il ne se laissa intimider, et son œuvre extraordinairement abondante, ses écrits toujours solides et d'une langue rocailleuse, mais savoureuse, se dressent en face du « Grand Ordre » et peuvent, une minute, faire hésiter le jugement.

Louis XIV ordonnait qu'on écartât de sa vue les Teniers. Sans doute il n'eût guère goûté les Le Nain; on ne voit pas qu'il se soit intéressé à la querelle d'Abraham Bosse. Les courtisans savaient seulement qu'il n'aimait pas le « libertinage de l'esprit. » Il n'eut que du mépris pour ce caillou dans le soulier du grand siècle.

Cependant, la verve gauloise ne passa pas, — pas plus que le café. La fronde protestante ou, si l'on veut, la protestation, qui venait en droite ligne des grands humanistes du XVI[e] siècle, d'Érasme, de Rabelais, de Bonaventure des Périers, lança, à la fin, la pierre qui frappa à la tête le système; ramassée par Jurieu et par Bayle, elle devint meurtrière et abattit le géant quand elle fut maniée par Voltaire. Cette opposition quand même compte donc. Dans le siècle de la raison, elle a sa raison; dans le siècle de la tradition, elle est aussi une tradition. Or, un des anneaux a été ciselé par ce graveur!

***

Mais qu'est-ce qu'un graveur?

L'art de la gravure est méconnu ou, plus exactement, peu connu : certes, il a ses fidèles, ses dévoués, et même ses fanatiques, ses dévots; il est des amateurs qui donneraient une fortune pour une épreuve d' « état. » Mais le grand public et même le public cultivé ne sait rien de très précis sur le métier

de graveur, sur son procédé, sur son idéal, sur sa belle et précieuse fécondité. La gravure occupe le bas degré de l'échelle dans la série des arts officiels. Au Louvre même, on ne l'expose pas, les estampes étant l'affaire de la Bibliothèque Nationale; et on croit honorer la gravure en l'affublant d'un nom effroyablement grec, la chalcographie.

Or, la vie de nos pères, l'histoire des mœurs, et même l'Histoire avec un grand H, nous seraient à peu près inconnues et inintelligibles, en tout cas invisibles, sans l'estampe.

Les musées où les tableaux des peintres et les statues des sculpteurs sont rassemblés à grands frais, n'apportent, en fait, qu'une contribution bien réduite à la connaissance du passé. A qui donc est-il permis de les fréquenter à loisir et d'y remuer les chefs-d'œuvre d'une main diurne et nocturne? Et puis, sans insister sur l'inaccessibilité des grandes créations de ces arts majeurs, sur leur rareté, sur leur dispersion parmi les continents, quel raffinement de culture ne faut-il pas pour comprendre, ce qu'on appelle comprendre, l'art des maîtres qui ont mérité de subsister et qui se sont transmis, selon des conventions souvent rigides, le secret des écoles et des ateliers? Qui peut seulement se douter, sans de profondes études, que, par exemple, les Romains de David expriment la pensée révolutionnaire et sont les truchements de l'épopée napoléonienne? Qui discerne le jansénisme à travers une toile de Philippe de Champaigne ou l'humanisme derrière un portrait de Holbein?

Tandis que l'estampe, par sa multiplicité, sa simplicité, sa réalité, fait que la compréhension visuelle des choses et des temps nous saisit aussitôt. Une suite de Callot, c'est une époque; une illustration de Charlet, c'est l'Empereur. Par l'estampe, les temps révolus sont nôtres; nous les tenons dans la main. La gravure n'est pas seulement chose abondante et familière; elle est *vraie;* elle dit clairement, modestement, finement, ce qu'elle a à dire; elle m'enchante.

J'ai passé ma vie d'historien, le nez dans mes cartons de gravures; je ne me suis pas ennuyé; et, par la gravure plus peut-être que par le document écrit ou imprimé, j'ai senti l'histoire. C'est pourquoi ai-je retenu cet art confidentiel et intime au logis, parmi les miens. Quand j'ai voulu évoquer dans mon esprit le temps et la mission de Jeanne d'Arc, j'ai regardé les *bois* des vieux graveurs; quand j'ai prétendu peindre la France

de Louis XIII, comment l'eussé-je fait, s'il n'y eût pas eu Callot, La Belle, Mellan et notre Abraham Bosse ?

La gravure française, depuis les xylographes du Moyen-âge, est d'une richesse, d'une variété, d'une surabondance telle que l'on tenterait vainement de l'épuiser. Les miniatures sont descendues du luxe inaccessible des « livres d'heures » peints pour la Cour, jusqu'aux « livres de messe » gravés pour la foule ; et les *bois* ont souri aux yeux de nos mères en prières. Les chansons de geste ont fait glisser leur héroïsme jusqu'au cœur des enfants par les images de la *Bibliothèque bleue* où les quatre fils Aymon enfourchent tous ensemble le vaillant cheval Bayard. La découverte de l'Amérique et des terres inconnues ne nous fait plus concevoir son indicible surprise que par les images des de Bry et des Thevet. Les grands massacres du siècle sanglant horrifient notre souvenir par les « suites » de Tortorel et Périssin. Que saurions-nous de ce que fut l'éducation du gentilhomme français et de la belle tenue d'une « académie » sans les nobles cavalcades de M. de Pluvinel ?

Léonard Gautier, Sébastien Leclerc, Méryan, Larmessin, que d'heures passées devant vos châteaux, vos villages, vos hommes en voyage couverts du balandran, votre cavalerie chargeant, vos pistolades, vos convois militaires, et vos gueux « pleins de bonne aventure ! » Callot! tout un monde vit par lui : damoiselles au mimi, bravaches à la haute moustache en croc, bohémiens en bandes, comédiens en troupe, gentilshommes à la fraise et aux larges houseaux, cavaliers aux bottes à grands revers. Que saurions-nous du grand siècle, — j'ai dit le siècle de Richelieu, — si vif, si alerte. si audacieux, si brave et si déluré, sentant la tranchée et le gousset, comme dit Henri IV, — si la gravure ne nous l'avait montré ? Callot conduit droit à Molière.

J'enjambe tout de suite l'œuvre d'Abraham Bosse, puisque je dois y revenir. Mais ses grands prédécesseurs, les Callot, les Mellan, les Picard, les Van Dyck ouvrent admirablement le cortège qui précède le Grand Roi. Le plus grand de tous, Claude Lorrain, dont la pointe grava la lumière comme son pinceau la peignit, est l'égal du Poussin ; maître de l'eau-forte. plus grand peut-être que Rembrandt et, à coup sûr, plus inégalable. De tels hommes sont de la vraie gloire française, très haute et, en même temps, très abordable. Dans un musée,

dans une collection, un Mignard, un Largillière, tout emperruqués, tiennent les distances. Nos graveurs, bonnes gens, sont à deux pouces de nous, débarbouillés du fatras et dépouillés de la perruque. Par eux je vois jusqu'au fond de l'âme, j'arrache le masque, l'homme paraît et le « héros » s'évanouit.

Il ne peut être question d'esquisser seulement ici une histoire de la gravure française. Et quelle belle suite pourtant! La beauté ordonnée du grand siècle (qui songe à la nier?) n'est nulle part plus présente et plus sensible que sous le burin impeccable des Nanteuil, des Edelinck, des Audran. Le XVIIIe siècle nous a laissé l'illustration de ses livres sans prix. Les Gravelot, les Marillier, les Saint-Aubin, les Cochin, les Eisen, sont des maîtres d'un art achevé.

Notre Abraham Bosse fut un des initiateurs de la gravure en couleur. Nous savons ce qu'elle fut du temps des Debucourt, des Boilly; et voici toute une autre vie, une autre époque qui surgit sur l'estampe : galeries du Palais-Royal, muses de Parny, joueurs d'échecs du café de la Rotonde, diligences qui emportaient Byron et Chateaubriand, bientôt Balzac et George Sand, mœurs toutes plates du siècle bourgeois, qui vous connaîtrait sans cet art adroit et précieux?

La photographie a failli tuer la gravure. C'est à peine si, quelque temps, la lithographie lutta. Prudhon, par elle, donnait pourtant encore à l'estampe un charme indicible. Charlet, Bellangé, Tony Johannot, les Vernet eurent leur Austerlitz, et ce fut le *Mémorial de Sainte-Hélène*. Mais le bataillon carré se décimait quand une soudaine volonté de vivre ranima le cuivre défaillant; et ce furent les grands aquafortistes et les grands illustrateurs de la fin du XIXe siècle; le plus grand de tous, celui dont les ombres rivalisent peut-être avec les lumières de Claude Lorrain, Méryon, le maître de la psychologie Daumier, puis Rops, puis Vierge, puis Lepère, puis Zorn, puis le profond Besnard, puis notre grand Forain. La photographie a cédé : elle se contente de sa mission documentaire, et cela suffit. L'art reste où il a toujours été, dans le cerveau et dans la main.

La gravure et, en particulier, la gravure sur cuivre, burin et eau-forte, est une des fleurs les plus précieuses du génie créateur de la France. Le graveur, sur son établi, enfonce, d'un pouce ferme, un trait que rien n'effacera. Il *grave* comme son camarade le typographe *imprime*. Réfléchissez à la force de

ces deux termes. Le graveur voit, c'est un voyant du monde tel qu'il est; mais il s'enferme, il s'isole pour le rendre. Son imagination se repaît du jeu de l'ombre et de la lumière. C'est un solitaire, un silencieux, un doux, un caressant. Parfois aussi il s'irrite, il mord. Le graveur est, en son ordinaire, un homme modeste; mais il a un sens très fier de son indépendance et de sa vue à lui. Il n'aime ni le bruit, ni le battage; s'il est doux, il est fort, complaisant comme son cuivre, incisif comme son burin.

Si je me suis laissé entraîner à essayer de tracer en quelques traits la figure du graveur, c'est que j'avais un modèle devant les yeux: mon tant regretté ami, Auguste Lepère. Il y avait dans sa personne, avec moins de rudesse antique, avec plus de charme, mais avec autant d'austère souci de la technique et avec une pareille indépendance et originalité d'esprit, quelque chose d'Abraham Bosse.

Quand Lepère dessinait un de ses « Paysages de Paris, » il voyait l'actuel et un peu l'au-delà : sa fantaisie dépassait le but en le saisissant; il surajoutait au monument qu'il dessinait et au ciel où flotte une fumée ou un nuage, de l'âme. Il fut, certes, un manieur de cuivre incomparable, mais en même temps autre chose, un philosophe, un penseur, un créateur; dans le moindre trait il mettait un rien de son cœur. Et son cœur était pur. S'il conçut, de lui-même et par une inspiration de son propre génie, celle de ses œuvres qui fut vraiment l'œuvre de prédilection, « l'Éloge de la Folie, » c'est qu'il voyait, au-dessus des siècles, l'unité de l'âme humaine : il chassa les marchands du temple; cet homme qui n'était d'aucune chapelle fustigea les expulseurs fermant aux foules croyantes les sanctuaires et les parvis des cathédrales; au-dessus de l'athéisme de M. Homais, il faisait surgir la pâle apparition d'un Christ au visage indiciblement affligé que lui eût envié Albert Durer. Son génie populaire avait conçu l'espoir de toucher, par l'estampe, l'inconscient du peuple. Se doutait-il, seulement, quand il songeait à ouvrir boutique sur le Pont-Neuf et à vendre des gravures sans prix, pour un sol, à l'enseigne de la « Belle Image, » se doutait-il qu'il reprenait tout bonnement le commerce et presque le pas de porte de la « Rose rouge, » boutique en laquelle Sébastien Tavernier avait vendu jadis les gravures d'Abraham Bosse?

***

Nous voilà revenu, par un détour, à notre sujet, la vie d'Abraham Bosse. On suivra, dans le livre de M. André Blum, les diverses phases de cette existence; on y trouvera une étude approfondie de son œuvre. Pour rien, je ne voudrais déflorer un sujet si habilement traité. Je relèverai seulement quelques traits qui me paraissent utiles à l'histoire générale. Abraham Bosse est Tourangeau, comme Rabelais et Descartes. Il appartient à cette bourgeoisie protestante, dont Tallemant a fait un des sujets les plus piquants de ses *Historiettes*, et sur laquelle M. Magne vient de nous renseigner par le menu. On sait que, de ce milieu, sont sortis entre autres les Rambouillet; tout est donc en lui de bonne graine et de bonne terre et sent en plein son XVIIe siècle.

On retrouve, dans le caractère que j'ai essayé de dépeindre, un je ne sais quoi qui rappelle ces Français originaux, par exemple, ce M. de Laleu dont Tallemant dit qu'il « estoit d'une honnête famille de Bléré en Touraine et que, dès sa plus tendre jeunesse, il s'amusoit avec un compas à faire des ronds et des quarrez sur le sable, marque certaine qu'il s'adonneroit aux mathématiques... » et, aussi, « qu'il avoit de l'esprit, mais un esprit si déréglé qu'il se mit dans son loisir à rêver de choses qui n'étoient nullement de son gibier... » Voilà bien cette bizarrerie huguenote. Né vers 1602, Abraham Bosse aborde la vie et l'art vers 1635, en l'année climatérique du règne de Louis XIII, quand Richelieu s'allie aux protestants d'Allemagne et de Suède pour lutter contre la maison d'Autriche. De ce point culminant de la grandeur française d'où il aperçut la vie, il lui restera toujours la nostalgie de ces sommets. Louis XIV, fils d'Anne d'Autriche, époux de Marie-Thérèse, lui paraîtra le roi d'une autre génération et d'une autre cause. Il mourut en 1676 et ne vit pas la révocation de l'Édit de Nantes ; mais il la pressentit en quelque sorte, et prit, d'avance, une attitude de méfiance et de précaution. Il mourut seul, sans amis. La génération qui avait été la sienne, celle des esprits libres, avait disparu. Les contemporains eux-mêmes l'ont nettement distinguée de celle qui suivit. La Fare dit : « Comme il y avait alors beaucoup de chemins pour la fortune et de moyens de se faire valoir, l'esprit et la hardiesse personnelle furent d'un

grand usage et il fut permis d'avoir le cœur haut et de le sentir : ce fut le siècle des grandes vertus et des grands vices, des grandes actions et des grands crimes. » Sans s'élever si haut ni tomber si bas, Abraham Bosse ne voulut pas cesser d'être le contemporain de ceux qu'avait admirés sa jeunesse, Poussin, Descartes, Pascal, Corneille : il resta toujours « Louis XIII. »

Singulière destinée d'avoir, de l'art, la conception d'un Poussin et d'être tenu sous la férule d'un Le Brun ! Il y eut là un saut, une rupture si brusque d'une génération à l'autre qu'on a peine à saisir les circonstances qui l'ont produite.

Dans l'aventure de la Fronde, où tant de légèreté et d'imprudence s'accompagnèrent de tant de vigueur latente mal orientée et mal dépensée, ceux qui avaient été les « hommes de main » de l'âge précédent se compromirent pour rien et encoururent la réprobation universelle. Ils perdirent la cause de la liberté en la gaspillant. Et la France se rua, d'un coup de panique et par crainte du pire, dans la servitude volontaire du grand règne. Beaucoup de ceux qui s'inclinèrent le firent par nécessité et gardèrent, au fond du cœur, un je ne sais quoi d'amer et de désabusé. Leur surprise et leur humeur sourdent de place en place dans une boutade de Mme de Sévigné, dans la mélancolie de Molière, dans les pages enflammées de Saint-Simon (lui aussi, tellement « Louis XIII ! ») Même certains mots de Bossuet révèlent la blessure secrète. L'heure critique fut le procès de Nicolas Fouquet. En ce moment, Mme Scarron arbore la coiffe de Mme de Maintenon et elle rompt avec Ninon de Lenclos. Aucun de ceux qui s'attardèrent dans le goût du passé ne reçut les faveurs de Colbert. En revanche, ils gardèrent leur libre arbitre.

Abraham Bosse engagea la lutte contre les favoris du grand ministre pour une chose de son métier : exposant, comme fondamentales dans les arts du dessin, les lois de la perspective, il opposa la règle *mathématique* de Desargues au système *esthétique* de Le Brun et de l'Académie. Il paraît que la lutte est reprise aujourd'hui et que nous avons encore le clan des esthétistes et le clan des mathématistes. Qui a tort, qui a raison ? Qui avait raison ou tort sous Louis XIV, je ne saurais le dire. Le plus probable c'est que, même s'il n'y eût pas eu de dispute à ce sujet, notre homme se fût disputé quand même. Son indignation tenait au changement des mœurs.

Artiste et technicien, il a en horreur la convention académique : il entend rester un classique, le classique de la « Raison, » non du poncif. Je sais peu de phrases plus hautes que celle qu'il écrivit à propos de son maître, Poussin : « Dans un temps calamiteux et bien contraire aux arts, la France a produit de grands rejetons, surtout en la personne du rare Poussin lequel, selon mon sens, a fait, et principalement depuis quelque nombre d'années, des ouvrages admirables. »

Et rien certes n'est plus noble, en une parfaite simplicité, que l'épitaphe de Callot telle qu'il la composa : « *A la postérité! Passant, jette les yeux sur cette écriture. Je suis Jacques Callot, le grand et excellent chalcographe, qui repose en ce lieu en attendant la résurrection des corps. Ma naissance fut médiocre, ma condition noble, ma vie courte et heureuse; mais ma renommée a esté et sera sans pareille. Personne ne m'a égalé en toute sorte de perfections pour le dessin et la gravure sur l'airain...* »

Avec cette doctrine et ce caractère, Abraham Bosse ne s'éloigna jamais de ses maîtres. Il tint à eux par courage et par bon sens : on sent bien qu'il est le survivant de leur âge. Des pièces qu'il grava la plus célèbre est peut-être la *Galerie du Palais-Royal*. Les belles dames délicieusement coiffées à la chien, le fichu de dentelles ajouré aux épaules, la taille prise dans l'armature du vertugadin, jouent au naturel la pièce de Corneille au-dessus de ce quatrain tout à fait « Cyrano : »

Icy, faisant semblant d'acheter devant tous,
Des gants, des éventails, des rubans, des dentelles,
Les adroits courtisans se donnent rendez-vous,
Et pour se faire aimer galantisent les belles.

Abraham Bosse a illustré la célèbre *Polexandre* de Gomberville ; il a gravé *la Noblesse française à l'Église, le Courtisan à la mode, les Lois de la galanterie*... Toujours des scènes de mœurs croquées sur le vif et d'un charme extrême. Sa *Visite à l'accouchée* n'est qu'une transposition graphique des *Caquets de l'accouchée*. Dans *l'Histoire de l'Enfant prodigue*, ce sont encore de beaux seigneurs vêtus à la « mode de l'Édit » ou des paysans sordides tels que les dépeindra La Bruyère, qui humanisent sous nos yeux les légendes de la Bible. En somme, Abraham Bosse est un Le Nain de la ville, sinon des champs. Ses sujets religieux ou allégoriques sont pour la plupart manqués. Et

même dans la représentation de la vie contemporaine, où il triomphe, on a remarqué en lui quelque froideur, quelque pauvreté d'invention. Bourgeois, il reste bourgeois.

Et c'est là, souvent, la rançon de ces bornés, de ces entêtés : accroupis sur leur coin, ils ne s'épanouissent pas. Isolés, ni l'école, ni le cénacle, ni la société ne les portent. Ils craignent d'aborder les grands sujets. L'intime les garde, mais aussi le familier et puis le vulgaire ; leur cuisine leur devient un monde, et Jeanneton une muse. Le grand air et le beau sublime les effraient. C'est la rançon de leur rencoignement en eux-mêmes. Mais que ne pardonnerait-on pas à leur saine vigueur ?

Je veux finir par un rapprochement : voici l'une des œuvres les plus parfaites d'Abraham Bosse : « *Figures en naturel, tant des vêtements que des postures des gardes françaises du Roy très chrétien.* » Dans cette estampe sont représentés les principaux types des gardes françaises : le hallebardier, l'arquebusier, le piquier, cuirassé, l'épée au côté, la pique à la main, le capitaine, le joueur de fifre, le tambour et enfin, le porte-enseigne, celui-ci fier de tenir le drapeau et s'écriant :

Aussi ne veux-je point, mourant au lit d'honneur,
Dans un plus beau linceul que l'on m'ensevelisse !

Quelle note hardie, quel ton, et comme cela sent sa « Guerre de Trente ans » et son « Richelieu ! »

Par comparaison, j'évoque la série des gravures d'Audran d'après les *Batailles d'Alexandre* de Le Brun. Pages magnifiques, certes, et où les grands drames de l'histoire s'ordonnent dignement, fût-ce dans le théâtral. Auprès de ces épopées, combien paraît mince la petite estampe d'Abraham Bosse, toute vibrante soit-elle de patriotisme, de crânerie et de réalité !

Lequel choisir ?... Mais, au fait, faut-il choisir ?... Tout de même, c'est quelque chose que la discipline, l'effort sur soi-même et le goût de la grandeur.

GABRIEL HANOTAUX.

UN PROBLÈME DE PSYCHOLOGIE HISTORIQUE

LE GONFALONIER PERPÉTUEL PIERO SODERINI

(Florence, 1502-1512)

Dans un manuscrit de la Bibliothèque nationale de Florence, qui figure au catalogue sous les nos VII, 9, 271, se trouve une épigramme de quatre vers recueillie par Polidori pour son édition des Œuvres mineures ou petits écrits de Machiavel et qu'ont reproduite toutes les préfaces, toutes les notices sur la vie du Secrétaire florentin. En voici la traduction littérale :

La nuit que mourut Pier Soderini,
Son âme s'en alla à la bouche de l'Enfer.
Mais Pluton lui cria : L'Enfer ! âme imbécile,
Va là-haut dans le Limbe parmi les autres bambini !

Si le sentiment est peu bienveillant, l'idée et l'expression sont peu originales. Plus ou moins imité de Dante, le même trait avait servi, dès 1481, contre un obscur commissaire de la ville de Parme, dont on s'était borné à dire, le jour où il avait été cassé de son emploi : « Il est digne de descendre dans le limbe, car il n'a fait ni mal ni bien. »

Cette épigramme est-elle réellement de Machiavel ? C'est

douteux, et l'on aimerait, pour sa mémoire, à d'autres égards si calomniée, pouvoir établir qu'elle n'est pas de lui, qu'il n'a pas ajouté ce quatrain à son *Chapitre de l'Ingratitude*. Mais si pourtant il en était l'auteur, comment le justifierait-il ? En quoi le Gonfalonier perpétuel, qui jusqu'en sa disgrâce fut son protecteur, lui aurait-il paru l'avoir mérité ?

I

Piero Soderini était le troisième fils de Messer Tommaso, chevalier, cinq fois gonfalonier de justice, — du temps que cet office éminemment précaire ne durait que deux mois dans la mouvante Florence des dernières années du xve siècle, — et de Madame Dianora Tornabuoni. Il eut quatre frères. De ses deux aînés, le deuxième, Pagolantonio, fut, lui aussi, gonfalonier, en 1497. De ses deux cadets, le plus jeune, Francesco, devint l'évêque, ensuite le cardinal de Volterra ; le quatrième garçon, Giovan-Vettorio, s'était attardé aux écoles et avait conquis le grade de docteur *in utroque*. C'était un usage suivi dans les maisons anciennes où l'on honorait la science et l'on ne restreignait pas par calcul sa postérité.

Sur un médaillon appendu à l'arbre généalogique des Soderini, dans le livre que Scipione Ammirato a consacré aux familles nobles de Florence, en ayant soin, — il nous en avertit, le digne homme ! — de les présenter *in confuso*, afin de leur ôter tout prétexte à querelle de préséance, Messer Piero nous montre un visage long, un peu maigre, le nez pointu se relevant légèrement du bout, l'œil largement ouvert au regard fixe, la mâchoire saillante, le menton étiré, l'air qu'ont encore de nos jours ou qu'avaient encore naguère beaucoup de gens de justice : la mine grippeminaude, chattemite, dirai-je chafouine ? en contraste accusé avec le visage plus rond, plus plein, plus réjoui, un tantinet facétieux, la belle face ecclésiastique de son frère le cardinal-évêque.

Piero s'était formé comme, de son temps, se formait à Florence tout jeune gentilhomme, un Guicciardini, un Del Nero, un Capponi, par exemple. Cette brillante jeunesse, parmi laquelle il semblait que dussent se recruter les candidats aux grands emplois, ne faisait pas ses classes, suivant un mot fameux, dans les « collèges de joueuses de flûte. » L'espèce n'en était

point improvisée, et elle n'improvisait point. Même quand elle n'écoutait pas à l'Université de doctes leçons sur Platon, même quand elle ne participait pas aux subtils entretiens des jardins Ruccellai, elle se préparait par la pratique, s'instruisait par l'expérience, s'élevait, dans les deux sens de ce verbe, de degré en degré. Pour chaque famille il y avait l'étape, et pour chacun de ses membres il y avait des étapes. Cinquante foyers dans Florence, et sans doute davantage, des centaines peut-être, étaient autant de petites Écoles des sciences politiques. L'enseignement s'y donnait sans que personne montât en chaire et sans que personne prît des notes, en causant à table. Ainsi ce n'était pas l'esprit seul, mais tout l'homme dont l'éducation s'y faisait par imprégnation, et littéralement par impression du milieu.

Pour en bénéficier, il fallait y naître, mais, pour en profiter, il suffisait d'y vivre. Dès l'enfance, ou presque, on y connaissait quiconque jouait un rôle, et l'on entendait parler de toutes les affaires par ceux qui les avaient traitées, les traitaient ou les traiteraient. C'était un avantage très grand. Pareillement quelques-uns d'entre nous ont pu rencontrer encore un de ces privilégiés de la vieille société française, issu d'une race de militaires, de diplomates ou de financiers. Quelle adaptation! Quelle aisance! N'eût-on pas dit qu'il ne faisait que respirer l'air natal ou se promener dans ses terres? Il n'avait jamais de surprise, il était toujours « à la page. » Ses nerfs réagissaient exactement; ses réflexes même étaient disciplinés par l'hérédité et par l'habitude. A égalité d'intelligence, sa supériorité était éclatante. Sachant ce qui ne s'apprend pas, il en savait assez, parce que ce que l'on sait le mieux, c'est ce que l'on n'a pas appris, ou du moins ce que l'on a appris sans s'en apercevoir. Encore est-il que cela ne se trouve pas dans le dialogue de la semelle avec le pavé!

Cet avantage, que la Cité paraissait devoir tourner à son profit, demeurait d'ailleurs souvent théorique. Assurément, à ne considérer que les textes, l'accès aux principales charges de l'État semblait être défendu par la prudence des lois contre les intrusions trop scandaleuses ou simplement trop turbulentes. La procédure même, les formes même de l'élection dressaient en apparence, à tous les seuils de la carrière, comme un barrage, ou plutôt comme un système de barrages filtrants. Tout promettait à Florence, avec un personnel de choix, un bon gouverne-

ment. Mais il y avait les révolutions; bien plus, la vie de la République n'était qu'une incessante révolution. Cette perpétuelle instabilité qui, deux siècles auparavant, avait arraché à Dante un gémissement profond, ne menaçait pas seulement, au juste effroi de ceux qui les occupaient, les modestes emplois dont dépend le pain quotidien. Toute la République était, pour ainsi dire, toujours en l'air.

Le poète divin l'avait peinte malade d'inquiétude, et, pour essayer de tromper sa fièvre, se rejetant d'un côté sur l'autre. Nous, modernes, placés pour regarder de loin, et dont les dernières découvertes ont enrichi le magasin d'images, nous dirions volontiers que tous ces dignitaires, tous ces fonctionnaires de la Cité, qui ne font qu'entrer et sortir, entrent et sortent avec l'allure saccadée, sautillante, trépidante de personnages de cinéma : ils dansent un instant sur l'écran, puis s'évanouissent et ne laissent après eux qu'une ombre encore agitée. Avec eux, la République est comme entraînée par un vertige; la consommation qu'elle en fait est telle qu'elle a vite épuisé, en dépit de leur nombre, la liste des hommes compétents : alors il lui faut faire de nécessité vertu et se rabattre sur les autres. Elle souffre de la fatale diminution de valeur de son personnel, mal rongeur des démocraties : à mesure que cette valeur s'abaisse, elles glissent, tombent et s'enlizent dans la dictature molle de l'incapacité.

Pour ce qui est de Florence, Guichardin dit, en termes énergiques, qu'elle précipitait sa chute à la vitesse de « cent milles à l'heure. » Peu à peu, dans tous les services, le désarroi moral atteint ce point que les personnages qualifiés fuient comme la peste les fonctions les plus honorables. On ne trouve plus notamment, pour le dehors, de commissaires ni d'ambassadeurs. Ceux qui seraient dignes et capables se dérobent; ceux qui acceptent sont incapables, sinon indignes. On a ainsi un Giovacchino Guasconi, un Luigi della Stufa, mais on écarte un Guidantonio Vespucci, un Giovan-Battista Ridolfi, un Bernardo Ruccellai, un Piero Guicciardini.

Lui, du moins, Piero Soderini n'avait pas eu à se plaindre. Admis au nombre des Seigneurs une première fois du vivant de son père, d'après Ammirato (1), une seconde fois en 1489, il

(1) Ammirato dit « en 1472. » Mais, si le fait est vrai, la date est douteuse. Car, en 1472, Piero n'avait que vingt ans, étant né le 17 mars 1451 (1452), et nous verrons que la loi fixait à vingt-quatre ans la majorité civique.

avait été successivement en ambassade auprès des deux rois de France Charles VIII et Louis XII, puis à Milan auprès du cardinal d'Amboise, entre temps et dans la suite chargé d'autres missions encore; envoyé au duc de Valentinois, au terrible César Borgia, et de nouveau à Milan, pour solliciter le secours des lances françaises de Mgr Imbault et de Mgr de Lancres.

Si d'autres, effrayés de la fatigue et de la dépense, n'acceptaient qu'à leur corps défendant l'honneur de ces ambassades, même courtes et à objet limité, chez les Soderini on ne s'y dérobait pas. Quatre des frères sur cinq passèrent par le service et s'y distinguèrent : Pagolantonio surtout, à Venise, dont il admirait les institutions et d'où il rapporta son projet de réforme du Grand Conseil; Piero lui-même en maints endroits; l'évêque de Volterra, Francesco, près de Charles VIII de France, du pape Alexandre VI et de César, en Romagne, dans une légation à jamais illustrée par les lettres de Machiavel; Giovian-Vettorio, enfin, à Livourne pour y saluer le roi d'Espagne et en Allemagne à la cour de l'empereur Maximilien. On voit que la famille Soderini, — la *gens Soderina*, comme dit Ammirato, — était, en cette génération, le type accompli de ces antiques lignées florentines où la fonction s'enseignait par la fonction.

Toutes les missions de Piero n'avaient pas été couronnées d'un égal succès; mais il se peut que les circonstances lui fussent contraires, et au demeurant le monde est ainsi fait ou son étoile le protégea si bien, que toutes contribuèrent à asseoir sa réputation : la chance est le nom familier de la Fortune.

En 1501, à quarante-neuf ans, la dernière année où cette dignité devait être changeante et si brève qu'à peine pouvait-on prendre possession du pouvoir sans avoir le temps de l'exercer, Piero Soderini fut à son tour, c'est-à-dire après son père et son frère Pagolantonio, élu gonfalonier de justice. Ses deux mois achevés, il était retourné aux ambassades. Cependant Florence ressentait de jour en jour plus vivement ses maux, qui se traduisaient au dehors par une espèce de « danse de Saint-Guy. » Elle vivait une vie coupée en menus fragments. On n'osait rien y entreprendre, parce que, ne pouvant rien continuer, on craignait de ne rien terminer. On éprouvait cruellement le manque de chef ou de chefs, au singulier ou au pluriel. Les conditions politiques et sociales de la Cité ne rendaient pas facile la solution du problème. Il s'agissait, d'une part, de la

tirer de l'incohérence, tout en la maintenant dans le cadre aussi large que possible d'un État démocratique, et, en même temps, de resserrer et de ralentir toute cette mobilité en la faisant tourner autour d'un point fixe, qui ne pouvait être cherché qu'au sommet de la République. D'autre part, il fallait mettre une borne à cet envahissement des grands emplois par les incompétences, dont le résultat était que les gens capables n'étaient pas en place et que les gens en place n'étaient pas capables. Il était nécessaire enfin de restaurer dans Florence l'ordre, la paix et la justice.

Mais il n'était pas aisé de réformer l'État sans le bouleverser, ni même d'en refaire une des parties sans l'ébranler tout entier. Le mécanisme en était des plus compliqués. Comme son bon fonctionnement dépendait non seulement de la qualité de chacun de ses ressorts, mais des rapports qu'ils établissaient et qu'ils soutenaient les uns avec les autres, la fragilité en était infinie. Le Gonfalonier n'était que le chapeau de l'écrou qui devait tout serrer, mais, dans le système de 1498, reforgé sur le plan de Savonarole, le Grand Conseil restait la pièce maîtresse. Entre les deux, toute sorte de rouages et de transmissions qui se chevauchaient et dont, toujours, quelqu'un ou quelqu'une grippait et grinçait.

A la base, le peuple. Mais le peuple, à Florence, ce n'était pas toute la population de Florence. Les habitants étaient répartis en deux classes : ceux qui étaient assujettis à l'impôt et ceux qui en étaient exempts pour indigence. Ceux qui ne le payaient pas, par une élimination préalable et en bloc, ne comptaient point. Ceux-là seuls qui le payaient étaient citoyens, aptes aux magistratures, et, pour cette raison, on les qualifiait de « nobles, » — comme, à Venise, on disait « gentilshommes, » — sans intervention d'une idée de naissance distinguée ou de « sang bleu. » La filiation, pour chacun, et à chaque acte, se constatait jusqu'au grand père. On écrivait, par exemple : Niccolò di Piero di Gino Capponi. Tout ce qui entrait dans la seconde catégorie pouvait aspirer également à toutes les fonctions et dignités publiques.

On considérait que ces fonctions ou attributions de l'État se ramenaient essentiellement à quatre : l'élection des magistrats, la délibération de la paix et de la guerre, la législation, et les appellations ou recours en matière judiciaire.

Pour les remplir, on avait multiplié les organes. Tantôt ils s'étaient remplacés, et tantôt juxtaposés ou superposés. Presque jamais ils n'avaient été nettement séparés. Un des plus importants et des plus anciens était *la Seigneurie*, créée en 1282, d'abord composée de trois Prieurs, puis de douze quand la Cité fut divisée en « setiers, » puis de huit, quand elle le fut en « quartiers. » Avant 1494, la Seigneurie jouissait d'un pouvoir absolu ; de 1494 à 1502, lorsque le Grand Conseil fut devenu, selon le mot de Giannotti, « le vrai et légitime seigneur, » elle conserva quand même une très appréciable autorité.

A côté d'elle, à peine au-dessous d'elle, étaient *les Collèges*. Au propre, les « Collèges » étaient les *Seize* gonfaloniers des Compagnies, créés eux aussi vers la fin du XIII[e] siècle, au temps de Giano della Bella, en 1292, ou au commencement du XIV[e] siècle, en 1303, par le cardinal de Prato. C'étaient, disait-on, les « chefs du peuple, » une sorte de tribuns du peuple, à la romaine, avec quelque besogne de police politique et de moderne sûreté générale.

Ils sont ordinairement associés aux douze Bons Hommes (*Buoni Uomini*, ainsi nommés parce qu'on les choisissait en particulière odeur de sagesse et de vertu). Créés en 1321, les *Douze* eurent primitivement pour mission d'assister et de conseiller les Prieurs qu'on n'estimait pas à la hauteur des circonstances. Dans la suite, leur rôle fut réduit jusqu'en 1494, où, afin de leur rendre de l'utilité, on décida qu'ils assisteraient à différentes opérations du Grand Conseil. En outre, ils étaient chargés, de concert avec les Seize, de défendre la porte du Palais dans les mouvements populaires. Avec eux, à tous ces titres, ils formaient les Collèges, en un sens un peu élargi.

Pour les affaires criminelles, avait été instituée la juridiction des *Huit*, dont mention est faite dès 1433. C'est en effet dans le Parlement tenu cette année-là que fut élue la *Balia*, d'où ils sortirent. On les retrouve en 1444, sous le nom de « Huit de garde » ou « de surveillance, » — *balia*, — en 1453, en 1458, et, constamment depuis lors, ils avaient toujours existé, quoique leur compétence eût été réduite au domaine du droit commun, et que la connaissance des crimes d'État leur eût été enlevée dans la plupart des cas.

Ne citons que pour mémoire ces deux hauts magistrats obligatoirement pris en dehors de Florence, parce qu'on voulait les

tenir en dehors de ses passions ; ces deux étrangers : le *Podestà* et le *Capitaine du Peuple* : le podestà, juge du civil et exécuteur des sentences criminelles jusqu'en 1250 ; dépossédé, après cette date, de l'exécution criminelle au bénéfice du Capitaine du Peuple, dont les pouvoirs vont s'étendant pendant près de deux siècles; successivement administrateur civil, espèce de maire ou de préfet ; ensuite renfermé de nouveau dans la direction des affaires criminelles, et qui ne paraît plus à partir de 1456. De très grands personnages, dans le fort de leur splendeur, le Podestà et le Capitaine du Peuple, au moins protocolairement, puisqu'ils avaient longtemps eu le pas sur le Gonfalonier de justice et que ce fut toute une affaire pour obtenir qu'il marchât entre eux deux, au même rang.

Mais la cheville ouvrière de l'État, avec la Seigneurie, avant et encore après 1502, c'est la magistrature des *Dix*, très ancienne, comme la Seigneurie et les Collèges, puisqu'elle gouvernait déjà pendant les guerres contre Milan, alors seulement intermittente, non permanente, créée pour la durée de la guerre. Anomalie singulière, on qualifiait néanmoins ces élus « les Dix de liberté et de paix. » Il en alla ainsi jusqu'à Cosme le Vieux ; après quoi, les Dix ne furent plus que huit, qu'on appela les « Huit de pratique. » Puis ils redevinrent dix, tirant de la Seigneurie leur autorité qui, en fait, était prépondérante et qui s'étendait aux négociations avec les princes étrangers, à la conclusion des traités, à la confection des lois, à l'administration de la guerre. Ils arrêtaient les engagements et les soldes des capitaines, de l'infanterie et des gens d'armes ; sous réserve de l'approbation par les Quatre-Vingts, ils signaient les *condotte*. Ils avaient sous leur contrôle les forteresses et leurs garnisons, les fonderies de canons, les poudres, les équipages, le train. C'étaient les œuvres de la guerre, mais ils n'étaient pas oisifs non plus aux œuvres de la paix. Ils députaient des commissaires dans le domaine, donnaient et dirigeaient des missions spéciales. Les ambassadeurs désignés dans le Conseil des Quatre-Vingts recevaient d'eux des instructions et leur rendaient compte. Leur puissance eût été absolue, s'ils en avaient toujours usé. Mais il arrivait qu'ils n'en usaient pas, de peur de porter seuls la responsabilité. Aussitôt qu'une affaire leur semblait délicate, ils préféraient consulter la *Pratica*.

La *Pratica* consistait dans la réunion de quinze citoyens

choisis par le Grand Conseil et des Dix de liberté, au total vingt-cinq. Le Gonfalonier y participait comme prévôt de tous les magistrats de la Cité, et la Seigneurie, par convenance plus que par nécessité légale. Sorte de conseil extraordinaire, mais implanté par la force de l'habitude, et purement consultatif. Quand il avait opiné, on lui faisait un beau salut : « Les Dix ont entendu votre avis ; ils y penseront. » La *pratica* ne pouvait être indépendante du Grand Conseil, qui la nommait et qui nommait aussi les agents chargés d'exécuter les décisions.

Quant à la législation, — troisième fonction essentielle de l'État, — pour les lois somptuaires, les lois fiscales, les lois organiques, l'initiative appartenait à la Seigneurie et au Gonfalonier ensemble. Ils en communiquaient les projets aux Collèges. Si les Collèges approuvaient, la Seigneurie élisait quatre de leurs membres sur les Seize et quatre des huit *Conservateurs de la loi*. On appelait leur réunion les huit *fermatori*, — confirmateurs, — et peut-être *formatori*, *riformatori*, formateurs ou réformateurs, — lesquels mandaient le secrétaire des Réformations et l'invitaient à rédiger un texte. Ce texte était par eux rapporté à la Seigneurie, qui convoquait les Collèges et les Douze Bons Hommes et le mettait aux voix. S'il réunissait les deux tiers des suffrages, il était envoyé au Conseil des Quatre-Vingts.

Un peu analogue à notre Sénat, le *Conseil des Quatre-Vingts* émanait du Grand Conseil. Mais il y entrait en outre la Seigneurie, les Collèges, les Douze et autres magistrats du premier ordre, en tout cent vingt-cinq personnes environ. Les projets de loi y devaient obtenir encore la majorité des deux tiers, avant d'aller devant *le Grand Conseil* lui-même. En cas d'opposition, le Gonfalonier les défendait dans l'une et dans l'autre assemblée. Au surplus, on ne parlait jamais contre la loi dans les Quatre-Vingts ni dans le Grand Conseil, mais seulement entre les Seigneurs et les Collèges. Le Grand Conseil était nombreux : le *quorum* exigé atteignait 800 membres, mais il n'était pas rare qu'il y eût 1 500 ou 2 000 présents, parfois près de 3 000. La base de l'État florentin était donc assez large, mais on ne se lassait pas de l'élargir davantage. Chaque année, de ceux des habitants qui, tout en étant sujets à l'impôt, n'étaient point admis aux magistratures, on en soumettait soixante au scrutin ; chaque année, on en laissait quelques-uns

entrer dans le Grand Conseil et concourir pour un emploi.

Restent les recours en justice ou « appellations. » Ils se faisaient à la Seigneurie, mais en vain, car elle donnait par principe toujours raison aux magistrats. Dans des cas exceptionnels, il s'ouvrait un recours indirect aux Dix, parfois un peu moins illusoire, quand on y pouvait prendre à partie quelque fonctionnaire sur lequel ils avaient la haute main. Pour les crimes politiques, il n'y avait pas de tribunal constitué. Au besoin, on montait une sorte de Haute-Cour, saisie de la poursuite par les Huit et nommée la *Quarantia*, parce qu'elle aurait dû se composer de quarante membres (mais elle en compta jusqu'à soixante-cinq). Les condamnés pouvaient en appeler de ses sentences au Grand Conseil; toutefois, comme ils ne le faisaient généralement pas, ce droit se périma par caducité.

En somme, tout partait du Grand Conseil, ne fût-ce que par l'élection, et tout y aurait pu revenir par le recours. Les institutions de Florence étaient donc représentatives, presque parlementaires, à demi démocratiques. Pour qu'elles le fussent complètement, il eût suffi que tous les habitants fussent citoyens, car, dès qu'on était citoyen, on pouvait tout être. Mais qu'ils ne le fussent pas tous, et que tous ne pussent pas tout être, c'était sans doute une cause de trouble qui s'ajoutait à beaucoup d'autres. Quiconque, en effet, était tenu à l'écart poussait aux portes et de temps en temps jetait des pierres dans la maison. Trop souvent il se rencontrait des mécontents qui excitaient la foule en la caressant ou en la fouettant et faisaient naître des occasions de brouiller l'État.

Pour remédier à cette confusion, l'invention n'était pas fameuse d'enter un rameau de plus sur un tronc qui en portait et en laissait dépérir ou pourrir déjà tant. Ç'avait été pourtant la première idée. On avait songé à créer un nouveau Collège, un nouveau Conseil de vingt, quarante, soixante membres, sans empiéter sur l'autorité du Grand Conseil, à l'exemple des *Pregadi* de Venise; et, dans ce plan, nous pouvons, — rapprochement piquant, — soupçonner la main de Pagolantonio Soderini, frère de Piero. En tout cas, il est remarquable que le modèle qui s'offre à l'imitation de la République démocratique de Florence, lorsqu'elle souffre d'un vice de ses institutions ou de leur pratique, soit ordinairement la République aristocratique de Venise.

On espérait, par la création d'un Conseil encore nombreux, quoique plus sévèrement choisi, donner le change au peuple qui se méfiait à l'extrême de tout ce qui pouvait paraître « restreindre l'État » à son préjudice, et se montrait jaloux au dernier point de tout ce qu'il regardait comme ses droits. Mais il ne se méfiait pas moins et peut-être était-il plus jaloux de plusieurs que d'un seul. Aussi aimerait-il mieux voir s'interposer entre lui et le pouvoir un homme qui pourrait être à lui que des hommes qui ne seraient pas issus de lui. Un chef peut être encore un serviteur ; des seigneurs sont toujours plus ou moins des maîtres. C'est par cette pente du sentiment populaire qu'on en vint peu à peu à l'idée d'un Gonfalonier perpétuel, d'un Président de la République, à qui serait remise non seulement la représentation, mais la plus grande part de la puissance, et qui deviendrait l'arbitre non seulement entre les partis, mais entre les classes. A telle fin fut votée, non sans peine, la loi du 16 août 1502.

Il était évident que ce qui manquait le plus parmi tout ce qui manquait, c'était la durée, puisqu'une magistrature de deux mois n'était qu'un passage et ne permettait rien. Un citoyen de grande réputation, Alamanno Salviati, prit l'initiative de la réforme, battant le fer pendant qu'il était chaud, tandis que la Seigneurie était bien disposée. On ne s'avançait néanmoins qu'avec timidité, au milieu des hésitations, entre le pour et le contre : d'accord sur le principe même, on ne l'était pas sur la période. On redoutait d'aller de trop court à trop long. De la durée, oui, mais la perpétuité ? Comme si la perpétuité des honneurs et des pouvoirs de ce monde n'avait pas son terme assez proche dans la mesure de nos jours, car nous disons « perpétuel » de ce qui est à vie, — et c'est peu dire !

Quelqu'un proposa donc trois ans, et l'on se ralliait à cette transaction, lorsque, par une manœuvre vieille comme les assemblées, des adversaires radicaux du projet, dans le dessein de faire tout échouer, mirent la surenchère, représentèrent que ce n'était pas suffisant, demandèrent que le gonfalonier fût perpétuel, élu à vie. Mais, dans le même instant qu'on le créait, on l'enchaîna. On prit un soin rigoureux de multiplier autour de lui les précautions et les prohibitions. Il fut décrété que l'élu devrait ne pas avoir moins de cinquante ans ; que ses fils ne pourraient pas être des trois Collèges principaux ; que ses

frères et les fils de ses frères ne pourraient pas être des Seigneurs ; que ni lui ni ses fils ne pourraient exercer art ou marchandise, de peur qu'ils ne fussent tentés d'abuser de leur position. Le Gonfalonier recevrait un traitement annuel de douze cents ducats. S'il « se conduisait mal » (première application, retournée, de la formule « during good behaviour, » qui n'est donc pas spécifiquement anglo-saxonne) il pourrait être privé de sa charge par les Seigneurs et les Collèges, les Dix, les Capitaines du parti guelfe et les Huit réunis ensemble, à la majorité des trois quarts des voix, cette réunion pouvant être convoquée sur la demande de l'un quelconque des Seigneurs. Il y avait par conséquent, et ce point est à retenir, un moyen légal de démettre de sa fonction le Gonfalonier dit perpétuel.

Par contraste avec toutes ces exclusions de tendance anti-aristocratique, étaient admises des inclusions, de tendance nettement et même un peu bassement démocratique. Pourraient être élus même ceux qui étaient frappés d'incapacité générale par interdiction ou inscription sur la liste noire. On ouvrait l'accès du pouvoir suprême à ceux mêmes qui appartenaient aux Arts mineurs, ce qui se fit soit par inadvertance, soit délibérément pour obtenir de meilleure volonté l'adhésion des petits métiers.

Toutefois, ces satisfactions accordées à l'esprit démocratique étaient plus apparentes que réelles, à cause du mécanisme compliqué de l'élection où tout de suite les candidats se trouvaient engagés dans la série des barrages. D'abord on assemblait le Grand Conseil, auquel pouvaient intervenir tous ceux qui « avaient le bénéfice, » c'est-à-dire tous ceux qui avaient le droit de cité, tous les « citoyens, » fussent-ils *a specchio;* en fait, à ce moment, de 2 000 à 3 000 Florentins. (Être *a specchio*, c'était être « noté, » par exemple, pour n'avoir pas payé l'impôt ; et plus d'un, qui eût pu l'acquitter, ne le faisait pas, afin de se mettre hors d'état d'être envoyé en commission ou en ambassade : honneur, on le sait, coûteux, presque ruineux.) Chacun des membres du Grand Conseil « nommerait » qui lui semblerait bon ; « nommer » signifiant ici « proposer le nom » d'un candidat ; puis tous les noms ainsi proposés seraient soumis à un premier scrutin. Ceux qui réuniraient la majorité absolue, la moitié des fèves noires, plus une, entreraient entre

eux en ballottage, deuxième tour. Enfin, troisième tour entre ceux qui auraient franchi victorieusement le deuxième passage : dernière et décisive épreuve d'où celui qui l'emporterait avec la moitié des fèves plus une et plus de suffrages que ses compétiteurs, s'il lui en était resté, sortirait gonfalonier de justice à vie

On se flattait, en combinant l'agencement de ces cribles de diverses grosseurs, sur une base assez largement populaire, mais qui allait se rétrécissant, de ne laisser passer que du grain trié et mondé, de la plus parfaite maturité possible. Certaines résistances n'avaient pas encore désarmé, surtout dans le Conseil des Quatre-Vingts, et pour un motif égoïste. Beaucoup qui, avec une magistrature de deux mois, croyaient avoir six chances par an d'arriver une fois ou l'autre au poste de gonfalonier à court terme ne voulaient pas d'une réforme qui coupait les voies à leur ambition. A ces raisons intéressées se mêlaient des inimitiés ou simplement des antipathies, à mesure que se dessinait le courant de la faveur; et, par exemple, Bernardo Ruccellai combattait la création même d'un gonfalonier perpétuel, parce qu'il détestait le candidat à qui le vent commençait à souffler en poupe. D'autres, au contraire, par excès de prudence, et dans l'espérance d'un heureux début qui commande souvent l'avenir des institutions, voulaient se ménager un peu de temps pour y penser et chercher l'homme. Tous les obstacles franchis, et cette présidence de la République définitivement créée, il restait le choix de la personne. Ce serait une erreur de croire que, même dans la démocratie extrême, ce point ait jamais été sans importance.

II

L'élection eut lieu le 22 septembre. Comme il est sage d'appeler sur des actes de cette conséquence la bénédiction divine, on avait, les jours précédents, porté en procession à travers la ville l'image de Notre-Dame dell' Impruneta. Un nombre considérable de citoyens, — environ 2000 d'après Ammirato et Parenti, plus de 2000 selon Guichardin, près de 3000 au dire de Donato Giannotti, — prit part aux opérations dans le Grand Conseil.

Pour commencer, tout membre de l'Assemblée qui le voulut

jeta un nom. Il y en eut ainsi 60 de prononcés selon Nardi et Giannotti, environ 200 ou plus de 200 suivant Parenti et Guichardin, 226, dont 10 seulement des Arts mineurs, d'après Ammirato. Parmi ces compétiteurs désignés, « la fleur de la Cité, » déclare Giannotti, mais aussi, remarque Parenti, « quelques hommes vils et sots, en dérision de la chose. » Il faut toujours et partout qu'il y ait des électeurs qui s'amusent! (Machiavel a d'ailleurs signalé dans les pratiques de l'ancienne Rome ce moyen plutôt grossier de discréditer une fonction.) Mis immédiatement aux voix, trois noms sans plus furent retenus : celui de messer Antonio Malegonnelle, docteur ès lois, appuyé par les *statuali*, les « Constitutionnels, » disons les « Républicains modérés, » les « Doctrinaires, » les gens du « Centre; » ce Giovacchino di Biagio Guasconi, que Guichardin nous a présenté comme un ambassadeur indésirable, mais dont, il est vrai, Parenti et Ammirato parlent plus favorablement. Bien venu chez les « Frateschi, » ce qui le rattache aux partisans de Savonarole, il avait été acclamé la veille, au couvent même de San Marco, dans une réunion de 300 personnes. Piero Soderini, enfin, était le candidat des « démocrates. » Nous dirions maintenant, en France, que c'était un « républicain de gauche. »

Au deuxième scrutin, Malegonnelle et Guasconi furent éliminés. Au troisième, Soderini fut élu. Il était alors absent de Florence, en qualité de commissaire à Arezzo. C'est là que la nouvelle alla le trouver, plus ou moins attendue de lui. Il ne marqua aucune hâte de revenir, s'arrêta dans le Casentino, puis, quelques jours après, rentra chez lui, d'où il ne sortit pas avant que le résultat eût été rendu public. Ce résultat, quand il fut officiellement proclamé, ne surprit personne : comment garder le secret dans une assemblée de 2000 membres? Si l'on ne savait pas la fin, on savait qu'il était demeuré seul pour le troisième tour. Si l'on ne savait pas positivement que c'était lui le vainqueur, on savait que ce ne pouvait être un autre que lui.

Son succès rencontra une approbation presque générale. Piero Soderini avait à peine l'âge requis : sa cinquantième année venait d'être révolue. Guichardin, qui ne l'aimait guère, dit qu'elle ne l'était pas encore : mais si, puisqu'il était né le 17 mars 1451 (1452) et que l'élection s'était faite le 22 septembre 1502. Ses adversaires eux-mêmes, ou ses amis les plus

tièdes, espèce souvent pire, conviennent qu'il était de bonne maison, et pourtant « pas encombré d'une parenté trop abondante. » Il était riche et sans enfants. Ammirato insiste là-dessus : « Ce qui chez les autres hommes est une sorte d'infélicité, qui est de n'avoir pas de fils, fut en lui réputé très heureux au bénéfice de la patrie en lui enlevant l'occasion de se hausser l'esprit à de plus grands desseins. »

Il passait pour un homme de sens et de gravité. On le considérait comme un ami du peuple et du Grand Conseil, organe populaire. Guichardin ajoute, ou à peu près : « Il avait la langue bien pendue. » Joint à cela que, depuis 1494, il n'avait pas épargné ses fatigues au service de la République. Où d'autres citoyens estimés comme lui avaient fui les devoirs onéreux, il ne s'y était jamais dérobé. Après ce qu'on a dit de la médiocrité de beaucoup de ceux qui acceptaient, cette constatation pourrait ne point paraître à son éloge : toujours est-il qu'à force d'entendre répéter son nom, la masse avait fini par se persuader qu'il était le plus digne.

Il avait été fortement soutenu par les Salviati, Alamanno et Jacopo, à la tête d'une grosse clientèle, très en crédit et en grâce auprès du peuple, à qui leur âge ne permettait pas encore de travailler pour leur propre compte, et qui, au surplus, le poussaient non par alliance ou amitié avec lui, mais parce qu'ils pensaient sincèrement que son administration profiterait à la Cité. Leur aide fut si efficace qu'il lui dut « le quart de sa faveur. » En somme, pour tout cet ensemble de qualités et de circonstances, l'avènement de Piero Soderini fut accueilli avec satisfaction. Une protestation timide avait été élevée contre son élection, par ces motifs qu'il n'y aurait eu entre ses deux magistratures, la temporaire et la perpétuelle, qu'un intervalle de dix-huit mois, tandis que la loi en exigeait un de trois ans, et, en outre, que, pendant qu'il était en fonctions, tel et tel de ses parents Soderini siégeaient en même temps parmi les seigneurs et dans les collèges, contrairement en effet aux dispositions de la loi. Cette voix discordante s'éteignit dans le murmure d'espérances que la renommée du Gonfalonier faisait naître : on attendait de lui non seulement une ère de prospérité, mais la fondation par ses œuvres d'un régime « si bon et si saint » que la Cité pût en jouir longuement, délivrée enfin de ses agitations et de ses soucis.

Je ne songe pas à retracer dans la succession des faits et des dates le Gouvernement de Piero Soderini. Ce serait toute une « Histoire de Dix ans » qu'il faudrait écrire, et l'on ne saurait l'enfermer entre les murailles de Florence. Elle aurait nécessairement des retentissements très lointains, Milan, Venise, Rome, Naples, Pise, Bologne, et, par delà les monts ou les mers, toucherait le roi de France, le roi d'Espagne, l'Empereur. Mon objet est bien plus modeste. Je le rappelle en le précisant : il ne s'agit que d'un petit problème de psychologie.

On vient de voir de quelle rumeur de joie avait été saluée l'accession de Piero au pouvoir suprême : il ne semble pas qu'il n'ait soufflé sous ce feu qu'un vent de popularité qui s'use par sa propre force et retombe aussi vite qu'il s'est levé. On a vu, d'autre part, dès notre préambule, de quel sarcasme gonflé de pitié méprisante Machiavel aurait accompagné la dépouille à peine refroidie du Gonfalonier perpétuel. Déjà, dans son Premier Décennal, — *Decennale primo*, — Histoire de dix ans, précisément, mais des dix années précédentes, sorte de Gazette rimée des événements arrivés en Italie de 1494 à 1504, rédigée au cours de l'automne de 1504, et publiée seulement au mois de février 1506, Machiavel avait voué, ou décoché, quelques tercets à Piero Soderini. Longtemps ce passage, tel que le donnaient les anciennes éditions, a été inintelligible. Malgré les corrections de M. Tommasini, faites d'après les manuscrits de la Magliabecchiana et de la Laurentienne, il demeure équivoque, au moins quant à ses intentions.

Cette version rectifiée permet l'interprétation suivante :

Quand donc fut venu le jour si tranquille — où votre peuple rendu audacieux — créa le porteur de son étendard,
Les deux cornes d'un cerf furent aptes — à ce que sur leur Solide Pierre — on pût édifier votre paix (1).

Une allusion et un calembour. Les cornes du cerf, ce sont les armes des Soderini : trois ramures de cerf, d'abord d'argent, puis d'or sur champ de gueules. Comme celles des Malatesta, qui s'en blasonnaient eux-mêmes jusque sur leurs pierres tombales, — témoin l'épitaphe atrocement railleuse de Sigis-

(1) Encore notre traduction est-elle un peu libre. Mot à mot, il faudrait dire : « Les deux cornes d'un cerf *en* furent capables (de porter l'étendard ?) afin que, etc... ».

mond, (1) — les armoiries de la *gens Soderina* ont fourni aux conteurs, par exemple à Bandello, une facile matière à plaisanteries. Mais ce n'est pas dans cette direction que s'exerce ici la fantaisie de Machiavel. Il ne pense qu'à la politique : le reste est pour ses comédies, pour *la Mandragore* et *Clitia*. La « solide pierre, » la *Soda Petra*, c'est un jeu de mots médiocre sur le nom de Pierre Soderini. Et le « tout de la charade, » si j'ose m'exprimer ainsi, c'est que le peuple florentin avait choisi Piero Soderini pour gonfalonier parce qu'il l'avait cru capable de fonder sa liberté. Le peuple ignorant l'avait cru; mais les connaisseurs, Machiavel lui-même? Il semble en avoir parlé comme s'il le croyait. Les deux tercets cités plus haut sont en effet suivis d'un troisième qui conclut :

Et si quelqu'un boude ce régime, — pour quelque raison, il pourrait n'être pas — de ce monde bon géomètre.

Mais l'obscurité de ces couplets enveloppe-t-elle une moquerie? Est-elle à double sens et à double fin? Machiavel veut-il faire entendre ce qu'il ne peut pas dire, en piquant son lecteur à le deviner ou en le disant par antiphrase? M. Tommasini l'insinue : il déduit cette explication d'un rapprochement avec d'autres textes qui, je l'avoue, ne me convainquent pas. D'ailleurs, celui-ci est ce qu'il est, mais celui de l'épigramme sur la descente aux Enfers est d'une parfaite clarté. Pluton renvoie dans les Limbes parmi les bambins l'âme « imbécile. » *Anima sciocca* : le dictionnaire donne : « sot » et « bête. » Personne n'est jamais allé jusqu'à appliquer à Soderini, avec une apparence de justice, ni l'un ni l'autre de ces qualificatifs. Tout au plus pourrait-on songer à de la faiblesse, et beaucoup moins à de la faiblesse d'esprit qu'à un défaut de caractère. Pour condamner éternellement à la compagnie des petits enfants l'âme de Piero Soderini, par ce motif qu'elle aurait été « imbécile, » il fallait que Machiavel ou, quel qu'il soit, l'auteur de l'injurieux quatrain eût des griefs, qui ne pouvaient être que privés ou publics, personnels ou politiques. A moins qu'il ne s'en soit soudain révélé un, si fort et si décisif qu'il les ait réunis tous, mêlant la double rancune, après la double offense, du citoyen trahi dans ses idées et de l'homme atteint dans ses intérêts.

(1) Tirée à la fois de son nom et de ses armes : « Je porte les cornes, tout le monde les voit. Mais tel aussi les porte, et ne le croit pas. »

III

Pendant toute la durée du Gouvernement de Soderini, de 1502 à 1512, il est constant que Machiavel ne dut légitimement avoir contre le Gonfalonier aucun grief personnel. Bien au contraire. Si la sympathie bienveillante que Piero lui témoigna n'était pas antérieure à son élévation, si elle ne remontait pas au moins à sa première magistrature, elle fut immédiate et elle resta fidèle. De la part de Soderini à l'égard de Machiavel, on n'aperçoit pas qu'il y ait eu de refroidissement.

Il n'existe point, que nous sachions, de lettres de Machiavel au Gonfalonier, — et la distance hiérarchique, infranchissable de bas en haut, en est probablement la cause, — mais nous avons une demi-douzaine de lettres du Gonfalonier au secrétaire des Dix, lorsque Machiavel était en mission au dehors. La première est du 22 octobre 1502, un mois après l'élection de Piero Soderini; la dernière, du 13 avril 1521, presque dix ans après sa chute. Dans ce long intervalle d'environ vingt années, l'intérêt que le Grand Chef ou l'ancien Grand Chef porte à ce subordonné qui est un grand maître ne s'est pas démenti un instant.

Il y aurait bien de la solennité à dire de ces lettres que ce sont des lettres officielles; mais ce sont, pour la plupart, sauf la première et surtout la dernière, des lettres d'affaires ou plutôt de service; moins encore, de simples billets. En général, elles n'ont rien de très remarquable. S'il ne nous était parvenu que ces quelques fragments d'une correspondance rare et sèche, nous connaîtrions fort peu de chose des relations de Soderini et de Machiavel. Heureusement, il y a les confidences de Biagio Buonaccorsi, du fidèle Biagio, type accompli de l'employé dévoué au patron, et toujours prêt à se battre ou à solliciter pour lui, en brave « stradiote de Chancellerie, » — l'expression est de ce bureaucrate qui emploie volontiers des métaphores truculentes. — Biagio nous apprend donc que dans toutes ses tribulations ou dans tous ses tracas, contre tous les envieux (et il n'en manque point), Machiavel peut compter sur la protection de Celui d'au-dessus, — *Superiùs*, — de Celui qu'il sait bien, — *Quem nosti*. — Celui-là, qui est au-dessus de toutes manières, à l'étage supérieur du Palais et au sommet de l'État, aucun doute : c'est le Gonfalonier lui-même, c'est le « Président » en

personne. Dès 1502, Machiavel a sa faveur. Il ne l'a pas perdue, et il en reçoit un témoignage insigne en 1509, quand se déclenche contre lui l'étrange intrigue qui tend à lui enlever sa place, sous le prétexte qu'il serait fils d'un père bâtard, et, comme tel, exclu de certains emplois. Il l'a conservée, cette faveur agissante, en août 1512, à la veille de la chute de Soderini. Bien plus encore : du fond de l'exil, Piero s'efforce de le tirer du loisir forcé et de la gêne pécuniaire qui tous deux le rongent sans qu'on puisse dire lequel de ces deux vautours le dévore le plus. Il lui écrit :

A mon très cher Nicolas Machiavel, à Florence.

Très cher Nicolas. Puisque le parti de Raguse ne vous convient pas (1), comme le seigneur Prospero [Colonna] m'a demandé un homme capable de gérer ses affaires, connaissant votre foi et capacité, je vous ai proposé à lui. Vous lui plaisez beaucoup, parce qu'il vous connaît de réputation : il m'a donc chargé de vous demander. Le traitement sera de 200 ducats d'or, plus les dépenses : pensez-y, et si vous acceptez, je vous engagerais, sans en parler, à être ici avant que là-bas on sache votre départ : je n'ai rien de mieux à vous offrir pour le moment; et, en tout cas, je juge que cela vaut beaucoup mieux que de rester à Florence à écrire l'histoire contre espèces sonnantes. Portez-vous bien.

Rome, le 13 avril 1521.

Votre PIETRO SODERINI.

Les lignes de la fin seraient de trop, et on les regretterait, si elles n'étaient un document, le plus direct qui se puisse produire, à la fois sur la bonté du cœur et la médiocrité de l'esprit de Soderini. L'histoire écrite pour de l'argent, « pour des florins de marque, » — *a fiorini di suggello,* — dont Soderini parle avec tant de dédain, c'est cette histoire de Florence, commandée par le futur pape Clément VII, où Machiavel, retrouvant le ton et le style de la grande école antique, ébauche en même temps la méthode de la grande école moderne, qui rompt avec les fantaisies de la fable comme avec les puérilités de la chronique, et qui fait précéder chacun de ses livres d'un préambule

(1) Aussitôt après sa démission imposée, Piero Soderini s'était réfugié à Raguse. Déjà préoccupé du sort de Machiavel, il lui avait ménagé le moyen d'être nommé secrétaire de la cité, poste que Machiavel avait refusé.

aussi simple que majestueux dans lequel la pensée extrait la substance durable des faits et les ordonne en leçons. Ah ! non, il n'eût pas mieux valu que Machiavel y renonçât pour devenir une espèce d'intendant chez le seigneur Prospero Colonna ! Gages pour gages, plutôt « l'habit royal » de l'historien que la livrée du domestique ; et quant à la faiblesse que Machiavel aurait eue de vendre sa plume à un Médicis, Piero Soderini devrait l'en reprendre moins sévèrement, lui qui, sans avoir l'excuse du besoin, rappelé d'outre-mer grâce à la mansuétude pontificale, ne se croyait nullement diminué pour s'être ménagé un asile à la Cour de Léon X.

Mais la question n'est pas tant de définir quels furent les sentiments de Soderini envers Machiavel que de démêler ou deviner, si l'on le peut, quels furent ceux de Machiavel envers Soderini, ce qui permettrait et de fixer le vrai sens des tercets du *Decennale primo*, et de connaître le motif qui dicta l'épigramme funéraire contre le Gonfalonier.

C'est un fait assez suggestif, que ce *Decennale primo*, qui contient les tercets équivoques sur le cerf vexillifère et la Soda Pietra, ait été, en novembre 1504, dédié à Alamanno Salvati. A cette date, Alamanno, qui avait été l'un des patrons de la candidature de Soderini, s'est éloigné du Gonfalonier. Leur amitié s'est ou dénouée ou relâchée. Guichardin nous a dit pourquoi : histoire de clientèle desservie, par-dessus laquelle s'était greffée cette année même une histoire de mariage empêché. Que de mal ces dissentiments et ces ressentiments privés continuaient de faire à Florence ! Dans ces petites Républiques closes, il s'opère entre les choses un mélange singulier : les affaires particulières y prennent tournure d'affaires d'État et les affaires d'État en revanche s'y réduisent souvent à des affaires particulières. Des Salviati et des Soderini, les uns contre les autres, qui avait tort et qui avait raison ? Peu nous en chaut. Le seul point qui nous intéresse est qu'en 1504 Piero Soderini et Alamanno Salviati étant en délicatesse, c'est à Alamanno que Machiavel, subordonné et protégé de Piero, dédiait son Premier Décennal. C'est lui qu'il honorait comme l'homme qui avait le mieux mérité de la patrie, qu'il louait poétiquement d'avoir guéri « trois des quatre mortelles blessures de la République, » en pacifiant Pistoja, en recupérant Arezzo, en provoquant la réforme de l'État. Pourtant, deux ans plus tard, et quel-

ques mois après que le Décennal a été pour la première fois imprimé sous le titre latin de *Compendium rerum decennii in Italia gestarum*, retentit, en octobre 1506, un autre son de cloche. Dans un souper de bons compagnons, Alamanno s'est, paraît-il, laissé aller, parlant de Machiavel, à le traiter de « ribaud. » Pour que, malgré l'hommage tout frais encore du Décennal, (car on ne peut supposer que l'Alamanno du souper de Bibona ne fût pas Alamanno Salviati), il en fût là vis-à-vis de Machiavel, il fallait qu'il se fût passé entre lui et le Secrétaire quelque chose de grave, que nous ignorons. Mais alors, si l'intention de Machiavel, en dédiant son œuvre à ce personnage influent, avait été surtout de prendre une assurance contre le retour de la Fortune et de donner un gage aux adversaires du chef à qui il passait pour être très étroitement attaché, il aurait fait un mauvais calcul. Trop malin, trop subtil, il se serait trompé; et sa manœuvre, en somme, n'aurait abouti qu'à le faire mépriser d'une part et, de l'autre, peut-être à le rendre suspect.

Cependant il ne semble pas que les dispositions du Gonfalonier envers lui en aient été changées. Je pencherais plutôt à incriminer les siennes. Quoique cette impression ne repose sur rien de positif, ni fait ni document, je n'ai pas une haute idée du jugement secret que Machiavel portait sur Soderini. Plus correctement, j'ai l'impression que Machiavel ne se faisait pas une haute idée du caractère et des capacités de Piero. Dans sa réponse à la lettre en *pappafico* (papefigue, perroquet), c'est-à-dire à la lettre en langage hermétique (1) ou simplement à la lettre chiffrée, que le Gonfalonier fugitif lui avait adressée à peine débarqué à Raguse, Machiavel dissimule mal la crainte que lui cause une attention intempestive qui risque de le compromettre. M. Tommasini, commentant cette réponse, la qualifie d'étudiée, fantaisiste, ambiguë, superbe, presque irritée (s'il est possible de concilier toutes ces épithètes). Nous y voyons plutôt, dans les circonstances où un tel morceau a été composé, et de l'obligé au bienfaiteur, pis qu'une désinvolture choquante, une étonnante indigence de cœur. Qu'avait besoin le proscrit de cette dissertation pédantesque où pas un mot n'est chaud ou attendri? Pour l'honneur, sinon pour la gloire de Machiavel, on voudrait qu'il y fût, ce mot. Mais rien. Un mur hérissé de

(1) Le « pappafico » était un « déguisement que revêt quiconque veut aller secrètement en un lieu; » d'où, par extension, un langage secret.

pointes sur lequel un bel esprit colle des maximes, avec un parallèle, balancé au long de quatre pages, entre Annibal et Scipion. C'est à se demander si toute la lettre n'est pas en langage figuré et si, elle-même, cette froide rhétorique n'est pas du *pappafico* où Soderini lut, sous des phrases vides pour nous, des paroles consolantes que nous ne savons pas retrouver.

Il n'y a qu'un instant, nous donnions tort à Piero d'avoir reproché à Machiavel de s'être mis à écrire l'histoire de Florence sur l'invitation et aux gages d'un Médicis. Mais ce tort tardif, ce mouvement en quelque sorte rétrospectif d'égoïsme ou de jalousie, le Gonfalonier déchu l'avait à l'avance effacé par une sollicitude infatigable qui peut-être lui créait un droit de remontrance. Et d'ailleurs Machiavel n'était pas sans torts de son côté. A l'heure où il gémissait : *Post res perditas,* il ne songeait qu'à ce qu'il venait de perdre et non point à tout ce que Soderini, lui d'abord, avait perdu. Sans doute même se disait-il avec colère que tout avait été perdu par la faute de Soderini. Une fin si pitoyable ne rehaussait pas le Gonfalonier dans son estime; elle le fixait pour toujours dans son esprit au rang au-dessus duquel il ne l'avait probablement jamais élevé.

L'opinion de Machiavel sur Piero devait être faite depuis longtemps; peut-être depuis la première lettre qu'il en avait reçue, 22 octobre 1502. « Je n'ai encore écrit à personne, ni seigneur ni ami particulier, lui dit en substance le nouvel élu; je juge convenable d'attendre que je sois installé au Palais; je n'ai donc pas écrit même à cet illustrissime Prince (César Borgia, à la Cour de qui Machiavel est en ambassade avec l'évêque de Volterra, frère de Soderini). » Puis tout de suite il tombe à l'entretenir de six mulets volés par les gens du duc à Castel-Durante, qui font son tourment et celui des Dix. Qu'il offre ses compliments à Sa Seigneurie et puis (le Gonfalonier y revient) qu'il lui parle des six mulets à rendre à nos voituriers Marco et Jacopo Brinciassi; qu'il l'en prie et qu'il insiste, *iterum* et *iterum!* Ce gros souci apaisé, Piero est tout entier aux menus soins du protocole : « Comme je l'ai dit, je me réserve d'écrire à Son Illustrissime Seigneurie lorsque je serai au Palais, dans la forme que je jugerai convenable à ma personne privée, et à la publique. »

Il est à craindre que d'un seul coup, de ce premier coup, en le voyant descendre à ces détails, Machiavel n'ait pris la

mesure de Soderini et ne se soit formé sur lui un de ces jugements qu'on a ensuite, — les gens de doctrine plus que tous les autres, — tant de peine à corriger. L'*anima sciocca*, l'âme imbécile, il se pourrait que ç'en ait été, au regard aigu du Secrétaire, la première et ineffaçable manifestation. Ni gentillesses ni caresses n'y firent plus rien. Elles tombèrent pendant dix ans en gouttes aussitôt desséchées sur le tranquille dédain qui enveloppait cette sentence irrévocable. Piero n'avait pas été le candidat de Machiavel, qui eût voulu Alamanno Salviati. Il ne serait pas pour lui le maître qu'on aime servir parce qu'il remplit ses desseins et les vôtres. Le patron n'était pas à sa taille. Bon homme, oui, mais ce n'était pas cet homme-là, qui, pour fonder ou pour sauver la liberté, oserait « tuer les fils de Brutus. » Si l'hypothèse que je fais ici est vraie, si Piero Soderini était devant Machiavel jugé et classé depuis le commencement de sa magistrature, nous ne tenons pas encore tout à fait l'explication cherchée, mais nous en approchons.

IV

L'éditeur des *Lettres familières*, M. Edoardo Alvisi, dans l'introduction à ce recueil, blâme précisément Piero Soderini d'être « trop incertain, trop perdu dans les petitesses du gonfaloniérat. » Il rappelle que, dès 1504, le secrétaire des Dix, prévoyant la ruine, écrivait à Ridolfi : « Je crois que vous vous endormirez ou par excès de timidité, ou par défaut de pouvoir ; » et que ses lettres si lumineuses, ses rapports admirables, finiront par « faire bâiller » *quegli sciocchi*, — le mot y est, — « ces imbéciles. » Le Gonfalonier ne se souviendra de Machiavel que beaucoup plus tard, lorsque, pour le détourner d'écrire l'histoire, il lui offrira une place de scribe chez un capitaine de fortune, au demeurant sans fortune. Cette indifférence, qu'à notre avis M. Alvisi exagère un peu, expliquerait les lacunes de plusieurs années que nous avons signalées dans la correspondance de Soderini avec son chancelier.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que Machiavel ne se sentait pas compris, ce qui est pis, pour un esprit de cette trempe, que de ne pas se sentir personnellement soutenu. On pourrait ajouter aussi qu'ennemi du genre « bonasse, » du *far paterno*, et, sinon chef, au moins, oracle de l'école qui professe que « les

États ne se gouvernent pas par des pàtenôtres, » il avait au fond peu de goût pour le « bonhomme » Soderini. Mais, là encore, il faut se garder d'exagérer et se méfier des inductions trop promptes. Il ne semble pas en effet que, pendant sa magistrature, les contemporains le mieux en position de le juger aient jamais accusé de faiblesse le gouvernement du Gonfalonier. Tout au rebours. Il y a de quoi nous étonner d'abord, mais regardons-y bien. Guichardin, qui n'aimait pas les Soderini et qui nous a laissé du cardinal Francesco un portrait dont le dernier accent est très dur, Donato Giannotti et d'autres lui reprochent plutôt ses empiètements, ses usurpations, sa confiance en lui-même, son impatience du frein et de la balance, emblèmes de tout bon régime constitutionnel.

Le premier, Guichardin, après avoir approuvé en principe la création d'un Gonfalonier à vie, file la métaphore du bon nocher, mais il lui en veut d'avoir laissé la nef mal gréée et dépourvue des instruments utiles à la navigation. L'illustre historien fait remarquer que la réforme de 1502, l'institution du Gonfalonier perpétuel, n'a pas donné, sous le gouvernement de Piero Soderini, les résultats que l'on avait espérés, et il en recherche les motifs avec une subtilité dans les détours de laquelle on nous dispensera de le suivre. Il nous suffit que cette déception puisse être attribuée au fait que Soderini, à quelque penchant naturel ou à quelque calcul politique qu'il obéît, « ne conférait pas de toute chose avec la Pratica, » ou, si parfois il la réunissait, n'en faisait pourtant qu'à sa tête; bref, Guichardin le reprend presque d'un excès de personnalité, imputation qui s'accorde mal avec la figure effacée sous laquelle on a voulu peindre Soderini devant une postérité prédisposée à le traiter en nullité. Guichardin reconnaît d'ailleurs les qualités et même les premiers succès du Gonfalonier. Il loue sa bonne administration financière, sa sévère économie, que lui rend aisée une avarice familiale et privée, — celle de son frère le cardinal et la sienne propre; — sa chance même, qui, en le débarrassant successivement du pape Alexandre VI, du Valentinois, des Vitelli, des Orsini, a supprimé pour lui des occasions de dépenses extraordinaires. Il lui reconnaît le triple mérite d'avoir élargi le recrutement des offices; d'avoir amélioré la situation financière du Mont, d'avoir diminué les impôts, avantages qui lui avaient valu l'applaudissement universel.

Guichardin ne conteste pas que quelques hommes jouissant d'une juste autorité, et quelques jeunes gens en passe d'acquérir de la réputation, ne se fussent donnés corps et âme à Soderini : ceux-ci par ambition, ceux-là par intérêt, et il les nomme. Pourtant, au risque de se contredire, il maintient que le gouvernement du Gonfalonier déplaisait à presque tous les personnages de qualité, vieux ou jeunes, qui estimaient que sa manière de vouloir tout faire par lui-même produisait deux mauvais effets : l'un, qu'il commettait nombre d'erreurs au détriment du public, l'autre, qu'il écartait et « enterrait » malencontreusement les hommes de bien. De plus, selon Guichardin, Piero Soderini n'aurait pris aucun souci de la justice ; de sorte que, sous ce rapport, après son élévation, la Cité n'aurait rien gagné ; elle aurait plutôt vu son mal empirer par négligence. Néanmoins, à cette date de 1504, où le Gonfalonier exerce sa fonction depuis deux ans seulement, « ou le désaccord restait couvert, ou il se manifestait peu. »

Mais aussi bien quelle était, d'après Guichardin lui-même, la grande cause de ce mécontentement encore caché ? C'est que, négligeant les hommes importants et laissant en sommeil les magistratures rivales, Soderini s'appuyait contre les Dix, quand ils n'étaient pas de son avis, sur la Seigneurie et sur les Collèges par lesquels il s'assurait la faveur populaire. Ainsi fit-il par exemple en 1506, lorsque l'on parla de la venue de l'Empereur en Italie. Giovan Batista Ridolfi et quelques autres citoyens des plus réputés voulaient envoyer des ambassadeurs à Maximilien. Mais le Gonfalonier était opposé à cette démarche, de crainte de déplaire au roi de France. Il l'empêcha facilement, grâce à la délibération générale qu'il provoqua. Si, sur certains points, et notamment sur l'état politique et moral de Florence avant l'institution du Gonfalonier perpétuel de 1494 à 1502, Donato Giannotti se trouve en contradiction avec Guichardin, sur celui-ci du moins ils sont d'accord, à savoir que « l'autorité excessive que s'arrogea Piero Soderini lui aliéna les esprits des principaux de la Cité. » Par bonheur, fait observer Giannotti, « le cœur de Piero était tout entier tourné au bien public; il n'empêche que cette manière de procéder ne fût violente et tyrannique et d'un mauvais exemple. » Il ne fut pas un tyran, parce qu'il n'en avait pas l'âme; mais, par les mêmes moyens, un autre après lui pouvait s'élever qui

s'armerait de sa popularité pour la perte de la République.

Ammirato va plus loin et dit expressément que le Gonfalonier tomba parce qu'il avait voulu faire tout par lui-même et qu'il n'avait pas su intéresser assez d'amis à son maintien.

De toute façon, une revue attentive des actes de sa magistrature ne révèle pas un gouvernement faible. Ni dans la répression de la cabale fomentée par Luigi Mannelli, où il ne fut pas débonnaire, s'il ne fut pas impitoyable, ni dans l'affaire du mariage manqué de son neveu Tommaso avec la fille de Pier Francesco de Médicis, où il fut plutôt imprudent que timoré; ni dans celle qui, par la destitution de Ser Jacopo di Martino, le brouilla avec les Salviati, où il ne fut ni souple ni peut-être habile; ni dans son attitude durant le siège de Pise; ni dans les délibérations qui aboutirent à la création de la milice; ni dans ses démêlés avec l'éternel mécontent Bernardo Ruccellai; ni dans la discussion des deux décimes et demi en 1506, où il exigea du Conseil cent six scrutins, sans succès d'ailleurs; ni dans la poursuite intentée contre Alessandro Mannelli, accusé d'avoir assassiné sa femme; ni dans une seconde histoire de mariage, très longue et très compliquée, entre la fille de Pierre de Médicis et Francesco Pitti, puis Filippo Strozzi, dont il prétendit faire un crime d'État; ni lors de la conjuration de Prinzivalle della Stufa, ni à la nouvelle de la prise de Prato, jamais ni nulle part, et pas plus à la fin, — sauf, comme nous le verrons, tout à fait à la fin, — mais presque jusqu'à la fin pas plus qu'au début de son gouvernement, Piero Soderini ne donna des signes de faiblesse si choquants qu'il en fût à l'avance marqué pour l'épigramme. Sans doute, personne, je crois, n'a écrit de lui ce que Guichardin a écrit de son frère le cardinal, et qui n'était peut-être qu'à moitié vrai du cardinal lui-même, à en juger par sa correspondance diplomatique, qu'il était non seulement lettré, « mais d'une grande cervelle dans les choses de ce monde. » Peut-être même, par bonté, était-il un peu crédule, un peu « simple, » c'est Guichardin qui le note à la date de 1508, en le raillant de s'être laissé duper par un « bas maquignon » de Pise. — *Troppo semplice!* — première amorce, premier son de l'*anima sciocca.*

Cependant il faut bien que Machiavel ait eu une raison d'envoyer cette « âme imbécile » là-haut dans le Limbe, parmi les autres bambins.

V

Il en eut une, en effet. Une seule, mais majeure. Depuis le pauvre pape Célestin V, dont Dante flétrit la « lâcheté, » personne n'avait, avec tant d'abandon de soi, fait « le grand refus, » à première sommation. Personne, disposant du pouvoir et habitué à s'en servir, ne s'était, avec tant de hâte et si peu de résistance, à la fois soumis et démis.

J'ai sous les yeux trois récits de l'événement, celui de Machiavel lui-même, dans sa lettre de septembre 1512 (sans indication de jour, mais après le 16) à Alfonsina Orsini de' Medici; celui de Jacopo Nardi, au livre V de son *Histoire de Florence*; enfin, celui de Scipione Ammirato, dans ses *Famiglie fiorentine*, au chapitre consacré à la famille Soderini, sous la rubrique : « De Piero, le magnifique Gonfalonier à vie. » C'est cette troisième version que je vais suivre, comme étant la plus brève et contenant tout l'essentiel.

Avant de la reproduire, un mot d'avertissement est nécessaire. La déposition de Piero Soderini, dans les conditions où son consentement lui fut arraché, sous la pression des Espagnols qui venaient de prendre et de saccager Prato à dix milles de Florence, de connivence avec le parti des Médicis insurgé à l'intérieur de la cité, au milieu de l'affolement de la foule énervée par les exagérations oratoires de l'ambassadeur Baldassare Carducci qui dépeignait abondamment, en couleurs violentes détrempées de larmes, le sang versé, les incendies allumés, les viols consommés, les sacrilèges perpétrés par l'armée du vice-roi, cette destitution sommaire n'est ni plus ni moins qu'une révolution devant l'ennemi et sent la trahison. Peut-être n'est-ce pas une excuse à la défaillance de Soderini : au contraire; peut-être eût-il dû d'autant plus se dresser et se mettre en travers. Mais voici maintenant le récit d'Ammirato :

Les choses se trouvant donc en cet état, et l'Italie étant pleine de troupes françaises et espagnoles, le Pape allié avec les Espagnols et les Florentins avec les Français, les Espagnols, après diverses péripéties prospères et malheureuses, s'étaient rapprochés de Prato et, suivis par les Médicis, s'emparaient de cette ville. D'où il advint que dans Florence, qui se trouvait, à cause de la guerre que lui

faisait le Souverain-Pontife, combattue par les armes spirituelles et les temporelles, on commençait à murmurer et, comme c'est l'ordinaire, quand les choses vont mal, beaucoup s'attachaient à rejeter la faute de tout sur le Gonfalonier, qui, se sentant isolé et ne voulant pas faire partager avec soi les périls à ceux qui n'avaient pas partagé sa bonne fortune, donna prétexte aux gens qui ne l'aimaient pas, et qui espéraient améliorer leur position par un changement, de le précipiter de cette hauteur où la patrie auparavant non encombrée de telles passions l'avait placé. Ceux-ci furent Anton Francesco degli Albizzi, Pagol Vettori et Bartolommeo Valori, qui, étant allés le dernier jour d'août le trouver au Palais dans son propre appartement, tandis que les Seigneurs étaient avec la Pratica dans la salle de l'audience à siéger au Conseil des LXXX, lui signifièrent qu'il était nécessaire que, sans délai, il rentrât en son domicile privé. Ils le lui dirent au reste sur un ton tel qu'il pût comprendre que, s'il ne le faisait pas, il y allait de sa vie, par quoi, ou tout éperdu de peur, ou parce qu'il ne voulait pas qu'à cause de lui la Cité se divisât et qu'il s'élevât quelque tumulte civil, il se mit en leur pouvoir. Tiré hors du Palais par une partie d'entre eux, à l'insu des autres magistrats, il était ainsi reconduit chez lui, quand, arrivé au Ponte à Santa Trinità, l'angoisse qu'il éprouvait lui fit demander en grâce qu'on le laissât entrer dans la maison de Francesco et Pagolo Vettori qui habitaient sur le bord de l'Arno. Cela lui fut volontiers accordé, et les autres, s'étant empressés de retourner au Palais où s'étaient rendus en grand nombre parents et partisans des Médicis, se mirent en devoir de contraindre les Seigneurs, qui devaient sortir d'office le soir même, à rappeler les bannis et à destituer le Gonfalonier dans les formes légales.

A cet effet, les Seigneurs, comme il était prescrit par la loi, réunirent les Collèges, les Capitaines du parti [guelfe], les X de la guerre, et les VIII de Balia avec les Conservateurs des lois. On mit aux voix entre eux la destitution du Gonfalonier, mais il ne se trouva que neuf fèves noires (c'est-à-dire neuf voix *pour*). Lorsque Pagolo Vettori, chez qui le Gonfalonier était resté, fut informé du résultat, il s'avança et remontra à l'assemblée qu'au lieu de travailler pour le bien de Piero, ils lui faisaient du mal, car il ne voyait pas comment il pourrait retenir le peuple de le tailler en pièces. Les magistrats l'en crurent sur parole et consentirent à la déposition; aussi Soderini put-il partir la nuit suivante, accompagné de Musacchio, capitaine de chevau-légers, jusque sur le territoire de Sienne, d'où, comme on l'apprit ensuite, il passa tranquillement à Ancône, puis, s'étant mis sur mer, alla fixer sa demeure à Raguse.

Ainsi se joua, avec quelques détails qui la chargent de couleurs et que je passe, cette scène tragi-comique où le rôle de Soderini

ne fut pas brillant. Un jugement tranchant déclare qu'il s'y « avilit. » Pourtant Machiavel, même si en secret il aiguisait déjà ses flèches, est moins dur. Le Gonfalonier qu'il nous représente n'a point dépouillé toute dignité. Il a gardé le respect de sa personne et de sa fonction. A l'insolente mise en demeure des émissaires de l'Espagnol, il aura répondu d'abord « qu'il n'était venu à ce poste ni par ruse ni par force, mais qu'il y avait été élevé par le peuple; si donc tous les rois de la terre ensemble réunis lui commandaient de le déposer, il ne le déposerait jamais; mais si le peuple florentin voulait qu'il en partît, il le quitterait aussi volontiers qu'il l'avait accepté, lorsqu'on l'y avait appelé sans qu'il l'eût désiré. » Cette sérénité, qui lui faisait une espèce de majesté, ne l'aurait pas, au témoignage de Nardi, abandonné dans le malheur. Revenu de Raguse à Rome, où le pape Médicis lui offrait l'hospitalité, un jour qu'un de ses concitoyens lui rendait visite, et le saluait en disant : « Il me semble que vous êtes encore le même Gonfalonier de justice que vous fûtes à Florence, » il l'interrompit : « Eh! oui, je le suis. Car qui sont ceux qui m'ont destitué? » Puis il reprit : « Je veux vous dire une chose : c'est que, si vous faites de nouveau des gonfaloniers à vie, j'aurai été le premier, et si vous n'en faites plus, j'aurai été le seul. Mais non pas tel que j'aie laissé ma ville plus bas que je ne l'avais trouvée au commencement de ma magistrature. »

Tel quel en effet, il se définit assez bien par le verset qu'il avait adopté pour devise : *Justus ut palma florebit*, et par sa maxime favorite : « Il n'y a de sage que le patient et il n'y a de patient que le sage. » Nous le connaissons à présent. Il n'a pas rejeté les charges, il n'a pas brigué les honneurs. Quoique très riche et sans enfants, il est parcimonieux, mais autant du bien de l'État que du sien propre. Clément et modéré de nature, il n'use guère de la sévérité, mais il n'abuse pas de l'indulgence. Bienveillant pour chacun, il ne fait de mal à personne. Il aime l'ordre, ses comptes sont tenus avec une exactitude impeccable. Il a le culte de la justice, et peut se vanter de n'être jamais intervenu auprès des magistrats en faveur ni au préjudice de qui que ce soit. Osons écrire les grands mots du langage républicain : il est « vertueux » et « pur. » C'est un homme de juste milieu, équilibré, sensé, économe, honnête. C'est un homme d'intelligence moyenne, réfléchie, assez claire, pas très vaste ni

très profonde. Un peu entêté de son opinion, il prend son personnage tout à fait au sérieux et ne se moque pas du peuple le moins du monde. Pas maladroit dans sa façon de le manier en le ménageant, un rien de plus, il serait un peu démagogue. Il ne manque pas de sang-froid quand les difficultés ne le touchent pas directement, ou quand il ne se heurte pas trop rudement aux obstacles, mais il n'est pas fertile en ressources : « Que voulez-vous que nous fassions ? dit-il alors. Ne voyez-vous pas que l'ennemi nous tient dans un tonneau dont le fond est solide, et qu'il lui est aisé de nous harceler par la bonde ? »

En somme, c'est un bon président de République bourgeoise par les temps calmes. Mais ce sont des *tempi forti*, et il n'est point fait pour les temps forts. Il est trop doux, trop scrupuleux, trop attaché à la légalité. Il est trop porté aux tergiversations, aux temporisations, aux transactions. Il se contente trop facilement des moyens termes et des demi-mesures. Devant les exigences de ces temps forts, il n'est pas de force : même quand il veut ou quand il doit faire une politique forte, même quand il la fait, il la fait insuffisamment, car il ne suffit pas d'avoir la volonté de sa politique, ni d'en employer les moyens, il faut encore en avoir le caractère. Or, ce caractère, il ne l'a pas. L'homme fort, ni même l'homme de l'homme fort, ce n'est pas lui. Il a bien de l'estime, peut-être de l'admiration pour Machiavel, dont on dit que c'est son inséparable, qu'il lui est *intrinseco*, et cette confiance l'honore. Mais il ne l'utilise presque jamais qu'en subalterne, en des besognes secondaires. Où Machiavel est vraiment fort, vraiment grand, dans les périls publics, lorsqu'il crie : « Il faut tuer les fils de Brutus, » un Piero Soderini ne l'écoute pas, ne l'entend pas ou ne le comprend pas.

Pendant la période de sa magistrature où la nécessité le force à la force, il tend autant qu'il le peut, il bande tout ce qu'il a de ressorts, qui, tout à coup, lâchent et claquent. Le dernier jour d'août 1512, en face d'une douzaine de brouillons, qui ne sont même pas des émeutiers et qui n'ont personne derrière eux, tandis qu'il a encore le peuple entier derrière lui, il s'effondre. Non seulement il tombe, mais il s'humilie. Ce n'est pas une chute, mais une ruine. Machiavel, qui le voit se perdre, et qui croit tout y perdre, — quoiqu'il doive y gagner, avec la liberté de sa pensée, l'immortalité, —

l'amer et hautain Machiavel, dans la gêne étroite où cette défaillance le plonge, en est rempli de colère, de pitié, de mépris. Il compare la fortune passée du Gonfalonier et ses talents, ses intentions et ses actes. Cette âme-là aux Enfers, où vont les forts qui précisément ont péché par les excès de la force ? Non : dans les Limbes, au milieu des enfants !

Pour la postérité qui pèse les mérites et les destinées, il est d'une ironie édifiante de penser que, Machiavel étant déjà né dans Florence, c'est Piero Soderini qui fut Président de la République. Qui sait ? L'épigramme vengeresse a peut-être coulé de cette intime blessure. Peut-être fut-elle la revanche d'une médiocrité mal dorée, d'autant plus insupportable qu'elle s'accompagnait du sentiment très vif, à chaque occasion avivé encore par les événements, d'une supériorité à laquelle ou l'on marchandait les moyens ou l'on ne donnait pas son emploi. Supplice quotidien. En ce monde où tout homme et toute chose prennent leur valeur de leur comparaison, la mesure de ce que peut faire souffrir à un esprit supérieur sa condition médiocre n'est-elle pas la conscience même de ce que peut manquer ou gâter un esprit médiocre dans une condition supérieure ?

Mais résignons-nous. Machiavel n'était pas, comme on dirait aujourd'hui, « dans la course. » Il n'était ni en cause ni en ligne. Si Piero Soderini ne l'avait pas emporté, c'est un politicien décrié comme Guasconi, un juriste maniaque comme Malegonnelle, qui aurait été élu, et la Cité, qui aurait dû avoir mieux que le premier, eût pu, par le deuxième ou le troisième, être plus mal servie. Ce n'est pas encore le pire des régimes que celui où, après la mort, les gouvernés ne relèguent les gouvernants que dans les Limbes.

CHARLES BENOIST.

NOS LIGNES

DE

COMMUNICATIONS MARITIMES

Dans un entretien qu'il a bien voulu m'accorder, il y a quelques semaines, M. le maréchal Foch me recommandait l'étude de nos lignes de communications maritimes, comme la base de tout concept logique de la force navale française.

Rien n'est plus juste. Cette formule, d'ailleurs, se montrait en bonne place, déjà, dans les programmes développés devant nos Chambres, par les trois derniers ministres de la Marine, MM. Georges Leygues, Landry et Raiberti. Le Parlement l'a faite sienne en applaudissant sans réserve aux déclarations de ces hommes politiques. Il ne restait plus qu'à passer à l'application.

C'était là, malheureusement, que commençait la difficulté. Disons plutôt : que commençaient les difficultés, car il y en avait de plusieurs sortes, et si l'insuffisance de nos ressources financières n'était pas le moindre des obstacles qui s'opposaient à la réalisation de désirs à peu près unanimes, il fallait encore compter avec la gêne résultant des accords de Washington, et aussi de la menace d'une nouvelle tentative de la Grande-Bretagne ayant pour objet précis de limiter nos constructions de bâtiments de plongée, en même temps que celles d'appareils aériens.

Enfin si, toutes ces pierres d'achoppement écartées, on entrevoyait la possibilité d'en arriver « au faire et au prendre, » du moins fallait-il choisir entre diverses solutions applicables au problème de la garde des communications maritimes, se décider

en faveur de tels ou tels types d'unités moyennes ou légères, de surface ou de plongée, — il y en a beaucoup, sans parler des types d'appareils aériens, — se hâter d'établir des « tranches » de programmes de construction et tâcher d'obtenir des votes définitifs du Parlement sur les crédits indispensables.

Tant y a que, la première tranche étant acquise et son programme particulier, — programme restreint, du reste, — en voie d'exécution, le département de la Marine venait de présenter aux Chambres le programme un peu plus étendu de la seconde tranche, lorsque s'est posée avec quelque insistance, — en raison, sans doute, de l'incertitude qui règne toujours, et s'accentue même, sur le maintien de la paix en Europe, — la question spéciale du transport en France, à la mobilisation et au cours d'un conflit, de nos troupes d'Afrique, *contingents indigènes compris.*

Dans le numéro du 15 janvier de la *Revue*, M. Alfred Guignard, étudiant « ce que sera le Transsaharien, » observe que ce moyen de communication avec ce qu'on appelle assez souvent « le réservoir des troupes noires » ne peut résoudre seul ce problème de transport : « Voici l'Afrique noire en armes, dit-il, parvenue à la rive méditerranéenne. Rive méridionale s'entend. Reste maintenant à gagner l'autre; sinon, tout l'effort accompli risque d'être vain. Jusqu'ici, nous étions entre nous, chez nous. Mais voilà qu'apparaît à l'horizon une inconnue assez énigmatique : la maîtrise, sur un espace restreint, il est vrai, de la mer... » Cette maîtrise, nous ne l'avons pas, même sur le parcours bien réduit, semble-t-il, d'Oran ou d'Alger à Port-Vendres, Cette ou Marseille. Ou plutôt, si nous l'avons, c'est à la condition que dure toujours une alliance précieuse dont la solidité, quelquefois, ne laisse pas de nous donner des préoccupations, assez tôt dissipées, en général. Notre opinion publique en reste frappée, cependant; et comme elle se rend fort bien compte de la capitale importance de cette question du transport de l'armée d'Afrique, au moment du besoin, elle accepterait très volontiers ce que M. Guignard appelle « une solution empruntée aux progrès nouveaux de la science. »

Cette solution existe, au moins à l'état de proposition, et cela depuis 1917. A cette époque, où l'effort des navires de plongée allemands inspirait les craintes les plus vives au sujet, précisément, des communications maritimes des nations

alliées, quelques personnes compétentes et un technicien éminent (1), spécialisé depuis longtemps dans l'élaboration des plans et dans les travaux de construction des sous-marins, se réunirent pour présenter aux deux ministres de la Marine de guerre et de la Marine marchande (M. Chaumet et M. Lémery, sous-secrétaire d'État) le projet d'organiser nos relations, — indispensables, — avec l'Algérie au moyen de *transports immersibles* dont le déplacement pouvait atteindre 8000 et même 10000 tonnes. Si l'on se hâtait de prendre une décision de principe favorable et si l'on amassait d'avance les matériaux usuels pendant la période d'examen des plans, l'ingénieur constructeur se faisait fort de livrer le premier véhicule marin de ce genre en un peu moins d'un an.

Rien n'empêchait du reste, pourvu qu'on lui fît confiance, d'entreprendre plusieurs unités de l'espèce à la fois, « en série. »

La proposition, accueillie par la Marine marchande de la manière la plus encourageante, n'eut pas le même succès à la Rue royale. Après des pourparlers assez longs, où il devint évident que des questions de personnes, — des rivalités de techniciens, — allaient malheureusement accentuer les effets de l'instinctive répugnance des bureaux pour tout ce qui touche « aux progrès nouveaux de la science, » comme dit M. Guignard, le groupement qui avait pris l'initiative de la proposition recevait pour réponse définitive : « Que le projet venait trop tard, que la guerre serait finie quand apparaîtraient les *transports sous-marins* en question et que, du reste, la destruction des navires de plongée allemands allait être intensifiée par l'emploi sur une échelle très étendue de moyens et d'engins nouveaux d'une indubitable efficacité. »

C'était jouer gros jeu sur de simples espoirs. On avait déjà, depuis trois ans, fait sans résultats appréciables bien des expériences de méthodes ou d'armes nouvelles dont on avait dit merveilles, par avance. Il est vrai que, cette fois, la guerre sous-marine ayant presque cessé au cours de 1918, on put très naturellement en reporter tout l'honneur à l'effort, — vraiment considérable, d'ailleurs, et fort méritoire en soi, — produit par les marines alliées avec leurs « moyens et engins nouveaux. »

Ce n'est que plus tard, en 1919-1920, qu'on distingua la

(1) M. Simonot, ingénieur en chef de la Marine.

vérité, après les longues discussions de la Commission spéciale du Reichstag sur les causes de l'échec de la guerre sous-marine « sans merci; » après l'apparition de diverses publications importantes, — les « Souvenirs de guerre de Ludendorf » en tête; — après, aussi, les découvertes faites par les Commissions de contrôle naval des Alliés dans les chantiers et arsenaux allemands où l'on trouva, inachevées à divers degrés, 193 unités de plongée (dont 30 « croiseurs submersibles » de 2000 à 3000 tonnes, environ), chiffre considérable, mais qu'explique la stagnation de la construction pendant au moins sept ou huit mois, de l'automne de 1917 à la fin du printemps de 1918.

Cette stagnation était due à la fois à l'influence, sur l'esprit vacillant de Guillaume II, de M. de Bethmann-Hollweg, qui protestait désespérément du tort que faisait à l'Empire l'application des sauvages doctrines de son rival et ennemi, l'amiral von Tirpitz, et aux exigences du duumvirat Hindenburg-Ludendorf, qui réquisitionnait impitoyablement, pour la préparation et l'exécution des grandes offensives de 1918, mazout, essences, matières grasses, tôles d'acier et fers profilés, ingénieurs, contremaîtres, techniciens de toutes spécialités, désarmant ainsi l'organisme marin et paralysant la force productive des arsenaux.

Laissons là cette digression qui n'a d'autre intérêt que la rectification d'erreurs de fait et d'idées fausses trop répandues. Ne nous occupons que de la discussion de notre problème fondamental, le maintien, la sauvegarde de nos communications maritimes et, en particulier, de la liaison permanente de l'Afrique du Nord avec la métropole.

Cette liaison continue, comment l'obtenir dans le cas d'un conflit ayant un caractère maritime accentué?

Jusqu'en 1917, on ne voyait pas d'autre moyen que la navigation en surface : des paquebots et des « cargos » faisaient la navette entre les deux côtes, tantôt marchant isolément, tantôt réunis en convoi sous la garde permanente de navires de guerre. On longeait le plus possible les eaux espagnoles, dans l'espoir un peu vain que les sous-marins ennemis en respecteraient, le cas échéant, la neutralité. Ces « marchands, » comme disaient nos pères, s'étaient armés peu à peu, tels les voiliers qui, autrefois, « allaient aux épices, » exposés aux surprises dangereuses des pirates malais. Ceux qui n'avaient point de

canons ou qui naviguaient seuls, se camouflaient. Quelques-uns poussaient jusqu'à peindre sur leurs murailles des ondulations de houle peu vraisemblables, au moins par temps calme, dans la Méditerranée.

Rien de tout cela, incertain et précaire, ne vaudrait contre les moyens d'action d'une puissance maritime solidement établie dans le bassin occidental de la mer intérieure de l'ancien continent. Il faut donc, sans renoncer à utiliser les transports de surface, sous la double réserve que les circonstances de la traversée envisagée fussent favorables, — les croisières les mieux organisées ont leurs défaillances, — et que ces navires de surface eussent une marche rapide, *il faut*, dis-je, *trouver autre chose*, et cela ne peut être que la mise en jeu :

a) des transports immersibles;

b) des appareils aériens.

a) Transports *immersibles*... C'est le moment d'expliquer la distinction que nous faisons entre la signification de cette épithète et celle de l'expression plus souvent employée de *sous-marins*.

De quoi s'agit-il, en fait, et essentiellement? De naviguer en plongée? Nullement. Ce serait très long, très coûteux et... inutile. Ne demandons au constructeur que de nous donner un type de bâtiment capable de *s'immerger pour échapper radicalement aux vues d'un navire de guerre ennemi*, dont le voisinage lui aura été signalé par son avion, ou par ses avions de reconnaissance; et, cela fait, de s'éloigner suffisamment, à trois ou quatre nœuds de vitesse, du point exact de la plongée, au cas peu probable où le croiseur l'aurait aperçu, ou découvert par ses propres aéroplanes, et donc « repéré, » si tant est que l'on puisse se servir de ce mot, à la mer, et dans les circonstances que je viens de définir.

Nous ne rechercherons pas, bien entendu, les diverses chances, favorables ou défavorables, qui peuvent résulter de ces mêmes circonstances, — infiniment variables dans leur détail, — pour notre transport immersible. Ce serait bien long et peu concluant. Qu'il faille prévoir un engagement aérien entre les deux partis de découverte, il se peut. La tactique de ceux du transport qui nous occupe ne sera évidemment pas de s'y prêter. Outre que l'issue d'un tel combat restera douteuse,

quelque supériorité fondamentale qu'aient les nôtres, et que, privé de leurs services, le transport verrait diminuer ses chances d'opportune disparition, il faut se rappeler que les appareils de découverte dont il s'agit doivent se ménager le temps de revenir, — exploration faite avec fruit, — à leur base mobile, de se poser sur son pont et de prendre leurs dispositions de plongée.

Ces divers points bien établis, pouvons-nous nous faire une idée, — schématique au moins, — de ce que serait *le transport* immersible, en tant que véhicule de troupes et de matériel de guerre ?

Nous avons vu plus haut que M. l'ingénieur en chef Simonot se tenait pour assuré de fournir un type satisfaisant de navire de l'espèce déplaçant 8 000 et même 10 000 tonnes. Ne prenons, si l'on veut, que le chiffre inférieur. Nous n'en aurons que plus de facilités de transport si, examen fait des plans, les services d'exécution pensaient pouvoir aller jusqu'à 10 000 tonneaux et, qui sait ? peut-être au delà.

Un tel bâtiment porterait aisément, pour une traversée qui, en définitive, sera toujours courte, — mettons trois jours, en moyenne, pour tenir largement compte des arrêts causés, *à plusieurs reprises*, par la nécessité de se cacher en plongeant, — 1 000 hommes de troupes et 1 500 tonneaux de matériel. Notons, à propos de ce dernier article, que le département de la guerre admettra sans doute qu'il ne serait pas nécessaire de transporter l'artillerie et le train, charge considérable. L'idée se présente naturellement à l'esprit que canons et voitures, hippomobiles ou automobiles, peuvent être réservés, en France même, aux formations africaines, qui laisseraient sur la rive algérienne leur matériel du temps de paix, le personnel seul prenant passage sur les navires de charge, au besoin avec les harnachements et tous objets d'armement maniables.

Il ne peut y avoir de doute et de discussion qu'au sujet des chevaux et mulets. Évidemment, il serait désirable que l'on pût se dispenser de transporter des animaux qui exigent, chacun, la place de six hommes. Mais si un tel *desideratum* doit être satisfait, ce qui est probable, pour les bêtes de trait et de bât, il ne paraît pas qu'il en puisse aller de même des chevaux de selle, à moins de se priver résolument des excellents services des cavaliers d'Afrique, français et indigènes.

Et c'est ici qu'il convient de rappeler que nous n'avons nullement écarté la faculté de nous servir, sous certaines conditions, — vitesse, en premier lieu, — des transports de surface. Ceux-ci conviennent beaucoup mieux que les immersibles, dans le cas spécial qui nous occupe. Si, peut-être, leur capacité absolue de transport, du double point de vue des « espaces » et des « volumes, » n'équivaut pas, à déplacement égal, à la capacité des bâtiments de plongée (et nous allons voir pourquoi), du moins présentent-ils cet avantage décisif que les boxes à chevaux ou à mulets seront disposés sur les ponts ou dans les entreponts *aérés naturellement* et où certaines vidanges à la mer, *directement*, peuvent être organisées.

Tout ceci, au demeurant, ne veut pas dire que les transports submersibles ne puissent admettre quelques chevaux, — ceux des états-majors de troupes, par exemple. Mais il faudra en restreindre le nombre dans des proportions très marquées. Aération artificielle et réoxygénation de l'air seront, à peine est-il besoin de le dire, spécialement et soigneusement étudiées. On peut, là-dessus, s'en fier d'avance à l'auteur des plans.

Je viens de dire qu'à déplacement égal, ou, plus précisément, à cube intérieur égal, les bâtiments de plongée du type « transport immersible » disposeront d'une capacité de transport plus grande que celle des bâtiments de surface de la même famille. Cela tient à ce que les premiers n'auront pas de chaudières et que leur appareil moteur, — à combustion interne, — tiendra moins de place que celui de leurs rivaux, qui utiliseront la vapeur de ces appareils évaporatoires. Il y a toutefois à tenir compte du volume, — assez sensible, — des accumulateurs qui, dans la marche en plongée, se substituent au moteur de surface. Mais, dans le cas qui nous occupe, la vitesse demandée au moteur de plongée étant très faible, faible aussi, relativement, sera « l'encombrement » aussi bien que le poids des accumulateurs en question.

La différence sera d'autant plus grande, en faveur de l'immersible, que le paquebot de surface, nous l'avons vu, devra être doté d'une vitesse de 23 nœuds environ, ce qui ne va pas sans des appareils moteurs encombrants et lourds.

Ajoutons qu'il leur faut, dès lors, des soutes à charbon plus étendues, les consommations par cheval-heure croissant très rapidement quand la vitesse normale augmente. Il n'en

serait pas ainsi, à la vérité, si ces paquebots de surface utilisaient eux-mêmes les moteurs à combustion interne, — moteur *genre Diesel,* pour leur donner leur usuelle dénomination. Nous n'en sommes malheureusement pas là, en France, tandis qu'à l'étranger le nombre de bâtiments à moteurs augmente avec une singulière promptitude. Constatons le fait sans chercher à l'expliquer, ce qui ferait longueur, et bornons-nous à rappeler que notre sol ne se montre pas, jusqu'ici, producteur de combustibles liquides.

Du moins, si nos transports de surface rapides ne doivent pas bénéficier des avantages que l'on trouve à l'emploi des moteurs genre Diesel, devra-t-on s'efforcer de les munir d'appareils fumivores sérieusement efficaces. Marcher vite dans les eaux espagnoles et être bien éclairé sur son flanc droit autant qu'à son avant, par des appareils aériens de découverte, cela ne suffira pas, en temps de guerre et dans les circonstances politiques générales où nous nous supposons placés, à nos transports de troupes ne naviguant qu'en surface. Il est essentiel que la longue traîne noire flottant sur l'horizon ne les dénonce pas, à 25 milles de distance, aux croiseurs ennemis.

b) Passons aux appareils aériens de transport. J'écris « de transport, » parce qu'il ne s'agit plus ici des avions très rapides de découverte au loin dont je viens de parler à plusieurs reprises. Il s'agit maintenant d'un véhicule susceptible de porter un certain nombre d'hommes et même des objets de matériel importants du point de vue technique, mais relativement légers et surtout peu encombrants.

La plus simple réflexion indique que, peu à peu, les appareils aériens iront en se différenciant de plus en plus les uns des autres, à mesure que se préciseront les services particuliers qu'on leur demandera. C'est ce qui existe déjà, d'ailleurs, mais peut-être pas d'une manière assez tranchée.

Que nos aéroplanes-transports militaires puissent se rapprocher du type des grands avions commerciaux à passagers actuellement employés, c'est évident. Observons toutefois que ces derniers ne sauraient remplacer immédiatement les premiers, à moins qu'on n'ait prévu dans leur construction l'installation éventuelle d'un armement. Il faudrait aussi que les dispositions des « locaux, » si je puis dire, puissent subir en très peu

de temps d'assez importantes modifications, ayant pour objet d'augmenter quelque peu les capacités disponibles au détriment, — c'est inévitable ! — du confortable, presque du luxe, dont jouissent des passagers peu nombreux, en somme, mais qui paient fort cher leur fauteuil.

Il est certain qu'en tout état de cause on doit prévoir la construction d'appareils spécialement destinés au service de l'État et, en somme, d'une flotte, — il ne faut plus parler d'escadrille, ici, — de fort effectif, où chaque unité poussera hardiment jusqu'à l'extrême les facultés de transport. Et tout cela fait, *dans des limites qu'une situation financière pour longtemps précaire*, c'est à craindre, resserrera trop étroitement, on ne disposera probablement que de quelques milliers de places; mais hâtons-nous de dire que la voie des airs devra être réservée à un personnel d'élite : états-majors et leurs services, techniciens particulièrement précieux, ouvriers spécialisés, télégraphistes, téléphonistes, conducteurs et pointeurs de chars d'assaut, etc...

Il ne peut être question et il ne serait pas sans inconvénients de discuter ici les détails des appareils de la catégorie des « plus lourds que l'air » dont nous venons de nous occuper. Souhaitons seulement que le coefficient de sécurité prenne une place d'autant plus importante, dans l'établissement de ces aéroplanes géants, que le personnel habituellement transporté serait, en cas d'accident, plus difficile à remplacer, du point de vue militaire. C'est ce que j'appelais « précieux, » tout à l'heure...

Reste à dire un mot des appareils de la catégorie des « moins lourds que l'air, » des ballons, des *aéronefs dirigeables*, sujet brûlant en ce moment.

Que l'on doive se garder, après une catastrophe qui a douloureusement frappé, à la fin de décembre dernier, tous les cœurs français, de juger des facultés des dirigeables sur celles du *Dixmude*, qui n'avait point du tout été construit, primitivement (1), pour jouer le rôle qu'on lui imposait chez nous, c'est de toute évidence, en dépit des polémiques que certains

(1) Les zeppelins du type du *Dixmude* étaient exclusivement destinés au bombardement de Londres, opération de très courte durée pour ces appareils qui devaient partir et qui partirent en effet de la côte allemande (Emden, probablement). Des circonstances atmosphériques tout à fait défavorables firent manquer cette attaque et entraînèrent un véritable désastre pour cette escadre aérienne.

critiques prétendus « maritimes » ont cherché à engager au sujet de la valeur générale du type, en ce qui touche les opérations navales. Il suffit de dire que le type « dirigeable, » *éclaireur* et *explorateur* à grande distance et à grand rayon d'action, doit nécessairement trouver sa place dans l'« ordre de bataille » d'une flotte bien constituée.

On peut, on doit ajouter qu'il est d'autant plus nécessaire de ne pas se priver de tels services que la force navale dont on dispose pour une opération déterminée a plus de chances de se heurter à des adversaires supérieurs en nombre. C'est au plus faible, manifestement, de s'éclairer le mieux, afin, non seulement, d'éviter une brusque surprise, mais même de pouvoir se dérober en temps utile et de n'avoir pas besoin, pour cela, de passer immédiatement d'une vitesse de route modérée à l'allure maxima, ce qui compromet souvent la solidité de l'appareil moteur, — des chaudières, notamment.

Or, « le plus faible, » ne sera-ce pas nous, presque toujours, et pendant une longue période de temps ?

Que le lecteur ne pense pas qu'en parlant ainsi je vise indirectement l'une des deux grandes marines qui se partagent « l'imperium » de la mer, aujourd'hui. Il est bon qu'il sache que le relèvement de la marine allemande suit une marche rigoureusement parallèle à celle du relèvement de la force armée de nos anciens et futurs ennemis. Et le progrès est tel, dès maintenant, que, le 1er janvier, l'amiral Behnke, chef de l'escadre de la mer du Nord, a pu le proclamer dans un ordre du jour adressé à ses équipages et en termes où l'on sent, — comme dans le document du même genre rédigé pour la Reichswehr par le général von Seekt à la même occasion, — la pointe vive de la menace à l'égard de « l'ennemi héréditaire, » plus que jamais détesté.

Si la marine française reste longtemps dans l'état de marasme où elle est en ce moment, nul doute qu'elle n'ait à redouter, le cas échéant, des surprises pires que celle qu'éprouva, le 31 mai 1916, la *Grand fleet* britannique à la bataille du Jutland...

Quoi qu'il en soit de ces préoccupantes perspectives, ne tirons de la cruelle expérience du *Dixmude* que la conviction de l'urgente nécessité de la création d'un type plus satisfaisant que celui de l'énorme et trop délicat zeppelin; la conviction,

aussi, de la convenance de faire marcher de front la construction des appareils de l'espèce et celle des établissements à terre, des hangars-abris, tout d'abord, qui leur sont indispensables.

Mais, — pour revenir à l'objet précis de notre étude, — ce dont nous avons besoin pour compléter nos moyens de transport aériens, c'est d'un dirigeable « de charge, » si l'on peut dire, capable de porter troupes et matériel de poids et encombrement moyens, plutôt que de s'élancer loin en avant ou sur les flancs d'une force navale. Remarquons d'ailleurs que, même réduit au rôle de transport, cet appareil ne laissera pas de conserver une vitesse très supérieure à celle des plus rapides navires de surface ; de sorte que l'infériorité, toujours fort sensible, de sa capacité en tant que véhicule sera compensée par la possibilité de lui demander aux moins deux trajets, — trois, peut-être, — dans le temps que les navires n'en feront qu'un seul, surtout s'ils sont obligés de suivre assez exactement les inflexions de la courbe limite des eaux espagnoles.

L'autorité militaire saura certainement utiliser un tel avantage, mais il ne faut pas perdre de vue qu'un service aussi actif et ininterrompu ne pourra être exigé que d'appareils très robustes et de moteurs très « endurants. » Il y aura lieu aussi de s'attacher à rendre aisés et rapides, — au départ et à l'arrivée, — les manœuvres d'envol et d'atterrissage, d'embarquement et de débarquement. C'est l'affaire des techniciens spéciaux. Et pour en finir avec les appareils aériens, signalons que l'ingénieur Bréguet propose un *avion-géant*, tellement géant en effet, qu'on peut lui confier le transport de plusieurs centaines d'hommes. Mais ce n'est là qu'un projet, assurément bien étudié, que les services d'État compétents auront à examiner et au sujet duquel, fort probablement, les critiques seront vives et nombreuses les demandes de retouche.

Est-il possible de faire un bloc, pour ainsi dire, des facultés de transport, — ne fût-ce qu'en ce qui touche le personnel, — des divers engins que nous venons de définir d'une manière bien sommaire? Possible, sans doute ; facile, beaucoup moins, car il faudrait savoir d'abord, assez exactement, quel sera le nombre des unités mises en jeu dans chaque type général de véhicule.

Disposerons-nous, par exemple, de dix transports de surface (paquebots postaux, probablement, en temps de paix), déplaçant, en moyenne, 15 000 tonnes? — Comptons alors

40 000 hommes par traversée. Pourrons-nous tabler sur 6 transports *immersibles* de 8000 à 9000 tonnes? Ne comptons, cette fois, que sur une dizaine de mille, plutôt moins que plus... Enfin nous donnera-t-on une flotte de grands appareils aériens, — dirigeables ou aéroplanes, — de 20, 30 ou 40 unités, suivant le cas? Ce ne sera plus que 3 000, 4 000 ou 6 000 hommes : une élite, un choix, bien entendu. Et, tout bien compté, cela fera 55 000 officiers et soldats environ, ce qui est fort acceptable. Mais à quels frais, avec quelles dépenses, — compte tenu du fait que la plupart des véhicules ainsi employés auront leur utilisation commerciale assurée, en temps de paix, par des contrats passés avec les grandes compagnies de transports maritimes ou de transports aériens?

La question générale du transfert rapide et sûr d'Afrique *en Europe* (on va voir pourquoi je ne dis plus « en France ») d'une masse d'hommes considérée est susceptible de recevoir *une solution complète, radicale*, qu'il ne semble pas qu'on ait envisagée jusqu'ici ; non que l'idée de l'entreprise indispensable n'ait dû germer dans beaucoup de cerveaux, — en Espagne, au moins, — mais parce que la réalisation de ce concept restera toujours subordonnée à des conditions de l'ordre de la haute politique, beaucoup plus encore qu'à des conditions de l'ordre industriel et financier.

Il s'agit d'un tunnel sous le détroit de Gibraltar. « N'est-ce que cela? » s'exclameront peut-être quelques ironistes. Rien que cela, en effet. Je crois qu'il se faut bien pénétrer de ceci qu'au temps où nous sommes et avec les formidables moyens dont nous disposons — moyens dont la puissance ne cessera de croître — il n'y a pas d'entreprise irréalisable : de celles, du moins, qui ne visent que *l'appropriation* de la planète à nos desseins, puisque les décrets de « l'Inconnaissable » ont livré la Terre, non seulement aux disputes, mais aussi à la dévorante et audacieuse activité des hommes.

Un tunnel sous-marin, au reste, ce n'est point là une grande nouveauté. Depuis un demi-siècle, déjà, les plans, sans cesse revus et perfectionnés (1), existent, en France et en Angleterre,

(1) Les retouches les plus marquées ont été faites par M. Sartiaux, l'auteur des plans, à la demande des autorités militaires du Royaume-Uni, en vue d'éviter toute chance, si légère qu'elle puisse être, d'invasion sur le sol anglais. Ces autorités se sont déclarées satisfaites.

du « chemin de fer sous-marin, » — c'est la dénomination officielle, — de celui qui devrait supprimer le Pas-de-Calais et dont l'exécution ne se heurte qu'à l'attachement passionné de nos anciens alliés pour ce qu'ils appellent *leur précieuse insularité.*

Ne nous attardons pas à essayer de les persuader. Peut-être l'arrivée au pouvoir des Travaillistes, ultra-pacifistes en principe (sinon en fait, semble-t-il), ne fournira-t-elle pas aux partisans de ce tunnel les chances de succès sur lesquelles ils croyaient pouvoir compter. Quoi qu'il en soit, reconnaissons qu'en ce qui touche le tunnel sous le détroit de Gibraltar, si, — *techniquement,* — à défaut de la longueur, qui serait faible (11 kilomètres d'une rive à l'autre), la profondeur à laquelle il faudrait s'enfoncer (800 mètres environ) ne serait pas un obstacle, *politiquement,* on rencontrerait certaines difficultés dans les dispositions à notre égard d'une bonne partie du peuple espagnol.

Il ne faudrait, en effet, rien moins qu'une alliance étroite, non seulement économique, mais militaire (*défensive et offensive;* protocolairement, on supprime ce dernier terme) entre les deux nations latines d'Occident. Si unis autrefois, — au XVIIIe siècle et jusqu'en 1808, puis au cours de presque tout le XIXe, — les peuples d'Espagne et de France se sont sentis séparés depuis trente ans, par des différends qui, étant plutôt de l'ordre sentimental que de l'ordre économique, parurent négligeables, chez nous, à des « milieux » gouvernants que la valeur des impondérables, assurément, ne frappait guère...

On vit bien, dès le début du grand conflit, quels étaient les résultats, singulièrement favorables à nos adversaires, de notre insouciance des répercussions à l'étranger de la politique intérieure française. Dans quelle mesure les sentiments peu sympathiques à notre égard qui se manifestaient en Espagne, au cours de cette crise si dangereuse, subsistent-ils encore, survivant aux causes qui les avaient fait naître? Il n'est pas aisé de le déterminer. Le règlement de la question de Tanger n'aura pas nui sans doute au rapprochement; et, d'autre part, beaucoup d'Espagnols s'aperçoivent avec amertume, — mais un peu tard, — que la politique financière du Reich allemand, de 1919 à 1923, leur a fait perdre, de propos délibéré, trois milliards de pesetas remplacés, dans leurs mains, par des papiers où s'inscrivent des trillions de fantaisie...

L'accord hispano-italien ne paraît pas, — jusqu'ici du moins,

— de nature à nous faire reperdre, au Sud-Ouest, le terrain péniblement regagné. En somme, le moment ne serait pas mal choisi pour « amorcer » un projet, à longue échéance, du reste, sur lequel nous ne pouvons nous étendre dans cet article, mais qui pourra être l'objet, plus tard, d'une étude particulière.

Il suffit, à l'heure présente, d'obtenir que les esprits s'habituent à l'idée. Les discussions inévitables mettront peu à peu celle-ci en pleine lumière.

Le problème général de la protection de nos communications maritimes dépasse le cadre de notre travail d'aujourd'hui, puisque nous ne nous occupons que de nos communications avec l'Afrique française et, en particulier, du transport des troupes du Sud au Nord, dans le bassin occidental de la Méditerranée. Je ne saurais pourtant me dispenser de dire un mot, d'abord du mode de relations à établir, en cas de conflit européen, avec le Maroc occidental, ensuite des moyens d'utiliser, directement ou indirectement, nos contingents de Madagascar et de l'Indo-Chine.

En ce qui touche nos relations avec le Maroc qui fait face à l'Atlantique, quel que soit l'adversaire maritime, et cet adversaire fût-il même très puissant, il n'est pas douteux que des occasions se présenteront de se servir utilement et sans trop de risques de la ligne Casablanca-Bordeaux.

Mais ce ne seront en effet que des occasions qu'il faudra saisir au vol, en se servant de paquebots rapides (1) qui mettront en usage tous les moyens d'échapper aux vues des croiseurs de l'ennemi dans le moment que ceux-ci seront moins nombreux ou plus disséminés; et qui, suffisamment armés et outillés, pourront tenir tête aux destroyers, tout en déjouant, — par les *appareils d'écoute* perfectionnés par exemple, — les attaques insidieuses des sous-marins.

(1) La vitesse coûte cher. Il ne faut donc pas lésiner sur les subventions indispensables aux compagnies qui acceptent de construire et d'entretenir les paquebots postaux. Ceux-ci ont rendu déjà de grands services de 1914 à 1918; peut-être sont-ils appelés à en rendre de plus grands encore si, par malheur, se produisait un nouveau conflit. Ajoutons qu'il faut resserrer les liens de la marine dite « marchande » et de la marine de guerre et, en particulier, *perfectionner l'instruction militaire* des officiers du commerce, capitaines au long cours ou autres, appartenant ou susceptibles d'appartenir aux grandes lignes de navigation. Celles-ci ne s'en trouveront que mieux, à tous égards.

D'ailleurs, des relations aériennes seront créées, — si elles ne l'étaient déjà en temps de paix, — entre la côte océanique du Maroc et celle de la France continentale (1). Mais qu'il s'agisse de la mer ou de l'air, il faut se pénétrer, ici encore, de l'idée que nous aurons besoin de la bienveillance non plus seulement de l'Espagne, mais du Portugal. Or, en ce moment et malgré la sympathie très ancienne des Portugais pour la France, — les « mentalités » sont fort différentes dans les deux nations de la Péninsule, — nous sommes, du point de vue économique, en délicatesse avec Lisbonne et Porto. C'est un état de choses que nous devons à notre régime protectionniste outrancier.

Il serait bien à désirer que nos viticulteurs, — ou plutôt nos « fabricants » de vins étrangers, — fussent moins exigeants ou écoutés avec moins de complaisance. Ce n'est pas seulement en ce qui touche les armements et la création du matériel militaire qu'il est sage de pratiquer le vieil et bien juste adage latin, *si vis pacem, para bellum*. Sachons donc sacrifier un peu de nos bénéfices, dans nos transactions avec l'étranger; au capital intérêt de nous assurer, pour un avenir qui reste menaçant, des appuis précieux et de fidèles amis.

Les communications avec Madagascar et avec l'Indo-Chine? Ah! c'est là, — dans l'hypothèse générale que nous avons admise comme base de notre travail, — le point délicat, quasi insoluble, actuellement, du problème.

Je dirai en premier lieu, — mais pour mémoire seulement, — que cette question se lie intimement à celle de la création éventuelle (après les dix ans de « moratoire » des constructions prévues par les accords de Washington) d'une division de grands croiseurs dits « de bataille, » qu'il faudrait appeler, dans le cas dont il s'agit, « dreadnoughts rapides » ou « dreadnoughts de croisière. » Il semble en ce moment impossible de « tenir » tant bien que mal dans l'Océan indien sans le secours de quelques unités de ce type, qui a fait ses preuves dans la belle opération stratégique de novembre-décembre 1914, celle qui aboutit à la destruction complète, aux Falklands, de l'escadre de croiseurs de von Spee.

(1) Il nous faudrait une ligne aérienne Bordeaux-Casablanca-Dakar-Guyane-Antilles.

Je n'insiste cependant pas sur ce côté de l'affaire. Au reste, peut-être, dans quelques années, d'autres solutions apparaîtront-elles de la constitution d'un solide noyau de force navale française dans les mers éloignées. Souhaitons-le...

En attendant, et comme on conçoit difficilement le transport de plusieurs dizaines de mille hommes de Hanoï, de Saïgon ou de Diégo-Suarez, en France, ou seulement au Maroc, par la voie de l'Atlantique, après avoir doublé, — fort au large, bien entendu, — le Cap de Bonne Espérance, et au travers de nombreuses croisières bien organisées, il faut se résoudre à sortir de la banalité et se hausser aux concepts originaux et grandioses.

Pourquoi y répugner, du reste? Il est des circonstances, exceptionnelles sans doute, mais qu'il convient cependant de mettre en ligne de compte dans les prévisions des organismes préparateurs des opérations militaires, où la timidité des conceptions n'assure que leur insuccès, où il faut étonner, éblouir l'adversaire par la hardiesse autant que par la vigueur des coups qu'on lui porte, après l'avoir paralysé, au moment décisif, par le secret comme par la promptitude de l'exécution.

C'est, en somme, sur le revers oriental de l'énorme bloc africain qu'il convient que nous jetions d'ores et déjà les yeux. A ceux des lecteurs de la *Revue* qui, tout en comprenant ce que je dis, et en devinant ce que je ne dis pas, se demanderaient avec inquiétude si, pour réaliser des projets aussi étendus et d'une portée aussi haute, il ne faudrait pas un Annibal franchissant Pyrénées et Alpes pour aller attaquer Rome en pleine Italie, un César passant avec une rapidité inouïe de l'Adriatique aux rives du Nil, puis en Tunisie, puis en Espagne, pour vaincre partout les Pompéiens, un Bonaparte traversant toute la Méditerranée avec une flotte considérable et forcément lente sans se laisser arrêter par la crainte de rencontrer l'escadre de Nelson (1), à ces lecteurs, dis-je, je répondrais volontiers : « Mais d'abord, n'avons-nous pas, nous aussi, de grands capitaines, dans les talents de qui l'on se pourrait confier, quelle que fût l'entreprise qu'on leur proposât? Et puis

(1) Qu'on ne perde pas de vue que Bonaparte, parfaitement conscient du péril que comportait une telle rencontre, avait minutieusement organisé pour le combat les 13 vaisseaux de Brueys et pris, pour la sûreté du convoi, les plus sages dispositions.

ne nous laissons pas persuader qu'il faille ici, à tout prix, un de ces génies que la Providence, dont ils sont les instruments, n'accorde à l'humanité qu'avec parcimonie. Préparée à loisir, méthodiquement en tous ses détails dans le cabinet, d'abord, aux bases d'opérations ensuite, enfin, — par des explorateurs et émissaires spéciaux, — dans les contrées à traverser et chez les peuples qu'il faudrait entraîner, une entreprise de ce genre ne dépasserait pas les facultés d'un chef rompu à toutes les exigences de la guerre, au courant des particularités des grandes expéditions coloniales, résolu sans témérité, tenace sans entêtement, sachant faire la part des mécomptes possibles, même des échecs, sauf à les réparer activement, et confiant, en définitive, dans le succès sans pousser jusqu'à un optimisme aveugle...

Des hommes de cette haute, de cette complète valeur, nous n'en manquons point, Dieu merci, et qui ont fait leurs preuves.

Amiral DEGOUY.

P.-S. — M. l'ingénieur en chef Simonot, à qui j'ai communiqué les épreuves de cet article, veut bien, en approuvant ce que j'ai écrit de son transport immersible, me faire connaître que, dans le n° de juillet 1923, de *la Vie maritime et la navigation aérienne*, il a eu l'occasion de mentionner le transport des troupes par tunnel sous-marin comme un des moyens que l'on peut admettre d'obtenir le résultat que nous venons de rechercher.

AVEC MIGUEL DE UNAMUNO A SALAMANQUE

Sancta Ovetensis, Pulchra Leonina,
Dives Toletana, Fortis Salmantina.

La brochure, que j'ai rapportée de là-bas, s'appelle : *Salamanque, guide sentimental.* Un beau dessin orne sa couverture. On y voit monter dans le ciel les tours carrées de Monterey, avec leurs fenêtres grillées, leur frise en dentelle, l'orgueilleuse variété de leurs écussons. Des balcons, au premier plan, et de petits toits de tuiles. Plus loin, le dôme d'une église, la galerie d'un couvent et ses arcades rondes. Splendeur et recueillement, toute la vieille Espagne.

Ce dessin fut tracé d'un crayon très aigu. Le trait est net, précis, et montre de l'esprit dans la façon légère dont s'indique un fronton ou tourne une volute. Dans un coin, deux lignes d'une petite écriture serrée : « Ce que l'on voit du balcon de ma maison. » La signature, un M et un U enlacés, ressemble, primitive, à quelque hiéroglyphe.

M et U... Philosophe, romancier et professeur de grec, essayiste, poète, agitateur public, Miguel de Unamuno, qui « cube les minutes, » trouve le temps aussi d'être dessinateur. S'il cherche de la vie toutes les formes secrètes, il en chérit aussi la matérielle apparence. Sans cesse, pendant qu'il rêve ou pendant qu'il travaille, sa plume se distrait à quelque fin croquis. — Ainsi, sur le papier bleu où, de son « puño y letra, » est écrit son poème *le Christ de Palencia,* qu'il voulut bien m'envoyer, il y a une douloureuse petite main, petite main crucifiée traversée d'un long clou, qu'il mit au coin d'une page,

oublieux un instant des mots et tout obsédé par une réalité saignante et crispée.

... La décision prise, l'autre mois, par le Gouvernement espagnol, cette grande émotion soulevée dans le monde et particulièrement chez nous, en France, par celui qui fut et reste francophile de toutes les violences de son âme et de sa pensée, réveillent pour moi des souvenirs, vieux déjà de trois ans. Salamanque, avec les ciselures de ses tours, ses dômes et ses toits, étincelle doucement dans un ciel de légende, telle qu'on la découvre du haut du pont romain, des rives du Tormès, telle qu'Unamuno lui-même me la fit un matin admirer. Tout cela s'efface et diminue derrière lui comme, à l'arrière-plan des vieux tableaux, dans de l'or et du bleu, on distingue mal une ville qui semble toute petite à cause de l'importance et de la grandeur du Personnage. Et c'est lui surtout que je revois, avec son beau profil net de Basque ou de Romain, sa courte barbe en pointe, et ce col rabattu sur le veston foncé, boutonné très haut. Les portraits du Greco ont aussi ce visage aigu, détaché en triangle sur la blancheur du linge, et dans leurs sombres yeux cette flamme espagnole à quoi nulle autre n'est pareille.

***

... Une ville toute en or dans un ciel de légende. Jamais, dans cette Espagne brûlée où tant de choses, campagnes, pierres, visages, ont les brunes couleurs ardentes qu'abandonne la flamme à ce qu'elle posséda, le flamboyant soleil ne fit un don plus superbe. Ce ne sont plus ici les tons de la rose sèche, de l'amande grillée, ou de la robe de bure que portait sainte Thérèse ; mais ceux du miel délicat à peine sorti des ruches, du blé mûrissant, du muscat qui se gonfle, de l'or enfin, de l'or... Les parcelles de fer contenues dans la pierre lui donnent, changeantes à l'air, ces tons incomparables dont elle s'imprègne toute; et cette pierre est très tendre au sortir des carrières, ce qui permit de ciseler chaque monument avec des finesses d'orfèvrerie. Ainsi ressemble à quelque immense et merveilleux reliquaire, la vieille cité qui fut la « reine du Tormès » et qui porte dans ses armes un pont, un taureau et un arbre.

Lointaines sont les origines du pont ; c'est ce vieux pont romain jeté à ses pieds sur le fleuve et qui compte vingt siècles

d'existence. Plus lointaines encore doivent être les origines du taureau. A la ressemblance en effet de cet animal est un assez informe morceau de pierre que l'on peut voir encore au couvent de San Esteban et que certains supposent être les débris de quelque idole phénicienne. Mais l'arbre n'est-il pas l'arbre de la Science? — Il crut autrefois jusqu'à atteindre des dimensions si belles que, dans sa frondaison, comme on disait à Salamanque, « nichaient toute sorte d'oiseaux : « hirondelles, » les Dominicains; « moineaux, » les Franciscains; « cigognes, » les religieux de la Merced; « verdiers, » ceux de San Pelayo... » Et ces pieux écoliers n'étaient pas les seuls que l'on y pût voir. « Tiens compte, ma fille, dit Cervantes, dans une de ses nouvelles, *La Tia fingida,* que tu es à Salamanque, appelée dans le monde entier mère des sciences, où suivent les cours et habitent à l'ordinaire, dix ou douze mille étudiants, gent jeune, désinvolte, libre, passionnée, dépensière, discrète, diabolique et de bonne humeur... »

Certes, elle est aujourd'hui bien déchue de son importance la vieille cité universitaire, conventuelle et seigneuriale, déchue de sa splendeur aussi, même, hélas! en partie, de son pittoresque. Les rues ne s'appellent plus : rue « des Francs, » du « Silence, » du « Pain et du charbon, » rue « Où l'on eut Faim, » rue « Chante-le-Grillon, » rue « Chante-la-Grenouille... » Que de palais ruinés, de collèges détruits! Là, où furent certains monastères, et des plus considérables, s'étendent aujourd'hui des jardins peuplés de sombres verdures et de ce silence qui monte vers eux d'une terre toute pleine de morts. Aux croisées des chemins, les chapelles élevées par la charité n'offrent plus leur accueil aux pauvres et aux passants. Les petites lampes à huile elles-mêmes, allumées devant chaque croix, chaque niche, presque chaque demeure, et qu'il fallait pieusement entretenir toute une nuit, ont disparu, remplacées par la brutale et froide ampoule électrique « qui éclaire et ne prie pas. »

Ce qui reste pourtant d'un passé magnifique suffit à notre enchantement. La Tour du Clavero élève ses huit tourelles, les Tours de Monterey leurs précieuses couronnes; la Tour du Coq, légère, monte comme une flamme. Dans la « Maison des Vieilles, » derrière les jalousies arabes, on voit passer encore en tremblotant de faibles lumières à l'heure où les « nonnettes » s'en vont se coucher. Des rues tournent,

serrées, se perdent sous des voûtes; des places sont bordées d'arcades. De princières demeures gardent intacts toutes les volutes et les fleurs et les symboliques animaux de leurs balcons de fer et de leurs écussons. Nombreux encore sont ici les murs qui virent passer un matin doña Maria la Brava, à cheval, et tenant au poing les jeunes têtes sanglantes des meurtriers de ses fils; ou encore Jean de Sahagun après qu'il eut sauvé l'enfant tombé dans le « Puits Jaune. » La foule, délirante, l'escortait, l'entourait en criant : « Au Saint !... au Saint !... » Alors, comme on traversait le marché, Jean de Sahagun saisit le panier d'un vendeur de sardines; il s'en coiffa grotesquement et se mit à courir, voulant, par humilité suprême, et obtenant que le peuple, changeant aussitôt l'enthousiasme en raillerie et le cortège en poursuite, ne sût plus que ricaner et clamer derrière lui : « Au fou !... Au fou !... »

***

Vieilles pierres et vieilles histoires, il n'en est aucune que ne connaisse don Miguel. Depuis trente-deux ans qu'il occupe la chaire de grec à l'Université et qu'il habite cette ville, il l'a faite sienne. Dans ses vers, dans ses livres, il dit « ma Salamanque, » comme il dit, en parlant de sa cité natale, « mon Bilbao. » Et se promener là-bas, comme il me fut donné de le faire, avec cet érudit prodigieux, ce penseur qui ne cesse, comme il le dit lui-même, « de s'enrichir et de s'enflammer, » laisse un de ces souvenirs qui sont eux-mêmes une flamme et qui sont une richesse.

Mieux ornée que la cape ou le chapeau d'un pèlerin de Compostelle, la « Casa de las Conchas » dresse sa façade gonflée, hérissée de coquilles. Le patio est l'un des plus beaux qui se puissent voir en Espagne. Par les fenêtres petites et profondes des salons, on aperçoit la campagne au loin, jaune et doucement ondulée, les arbres déjà clairs et touchés par l'automne. — L'or dont est faite la pierre, au Collège des Irlandais, a des tons vert-de-grisés plus doux au regard que n'est doux à la main le velours de la mousse. — Il est un Primitif, dans la cathédrale, un précieux Saint Michel dont inquiètent le visage trop fin, les cheveux trop longs et toutes les grâces qu'il met dans son geste menaçant. — Il est un Saint Gennaro, au couvent des Augustines, peint par Ribeyra, les yeux en extase, le corps soulevé, dont

l'élan vers le ciel a tant de puissance qu'il nous enlève avec lui... Après trente-deux années, Unamuno retrouve, en faisant admirer ces choses, brûlante de nouveauté son admiration première. A moins que ne s'animent soudain les joies vives de sa verve et de son ironie. Et je le vois rire encore, dans la cour du palais de l'évêque Fonseca, qui est aujourd'hui la « Diputacion provincial, » tandis qu'il me faisait remarquer les consoles sur lesquelles repose, au premier étage, un balcon de fer forgé. Chacune représente un homme nu; les visages sont faits à la ressemblance des Grands de la Cour d'alors, ou des hauts dignitaires du clergé. Ainsi le voulut Fonseca, parce que les uns et les autres le raillaient trop durement d'avoir une belle maîtresse. Et, les bafouant à son tour, il voulut encore que l'artiste sculptât, au-dessus de chaque tête, l'empoignant de ses pieds griffus, un monstre accroupi qui symbolisait l'Orgueil, la Luxure, la Goinfrerie, et révélait le démon secret par lequel chacun de ces hommes était habité.

Oui, le rire d'Unamuno, je l'entends encore, un grand rire franc, joyeux, le rire, devant cette farce spirituelle et féroce, d'un de ces hommes du seizième siècle dont il semble avoir l'allure et dont souvent aussi il paraît avoir l'âme... Et j'entends sa voix nette un autre matin, tandis qu'il me faisait visiter le cœur précieux de l'Université, la salle conservée intacte où enseigna le doux maître, tout pénétré en même temps de chaude foi chrétienne et d'harmonieux paganisme, Fray Luis de Léon.

Les nervures de la voûte s'élancent et se rejoignent, comme dans une chapelle. Très peu de jour arrive par les fenêtres étroites. Les bancs épais, les pupitres mal dégrossis gardent la forme presque qu'avait le tronc du chêne quand il vint de la forêt; mais, poli par l'usure, le bois luit comme un métal. Et ce sont les écoliers mêmes à qui parlait Luis de Léon qui, pendant la longueur des cours, tailladèrent ce bois au couteau et le gravèrent d'une fleur ou d'un nom de femme.

— Voyez... voyez... me disait Unamuno.

Et tandis que son doigt suivait le contour profond, damasquiné de poussière, il me récitait les vers que lui avaient inspirés ces écoliers lointains, distraits de leur travail par une tendre hantise :

« De doctes lèvres ils reçurent la science, — mais à d'autres

lèvres, palpitantes, fraîches, — ils burent de l'amour, fontaine sans fond, — la sagesse.

« Comme sur le tronc vivant des arbres,—sur le tronc mort des pupitres, l'amour grava, — par des mains juvéniles, — son éternelle empreinte.

« Vous n'y trouverez pas de sentences, — ni la péripatéticienne doctrine, — ni les subtils aphorismes d'Hippocrate, — suc de livres.

« Mais bien : Thérèse, Soledad, Mercédès, — Carmen, Concha... Blanche ou Pure, — noms qui furent miel pour les lèvres, — braises pour le cœur.

« ... Et quand le maître se tait, les vieux bancs disent : Amour. »

... Plus tard, le même jour, allant à la « Salamanquine, » la vieille cathédrale romane dans laquelle si bizarrement est venue s'incruster la « cathédrale neuve » du seizième siècle, il me récita d'autres vers ou plutôt des fragments d'une curieuse prose rythmée qui s'adresse au Christ gisant de l'église de Palencia. C'était dans une petite rue que pressaient des murs de couvents. Une triple grille mystérieuse masquait les quelques fenêtres qui essayaient vainement de regarder par là. Personne ne passait.

... « Ce Christ, immobile comme la mort, Christ qui, étant poussière, est retourné à la poussière, Christ qui, puisqu'il dort, n'espère rien. De la poussière pré-humaine avec laquelle notre Père au ciel devait faire Adam, on a formé ce Christ posthumain sans autre croix que la terre. De la poussière éternelle d'avant la vie, on fit ce Christ en terre d'après la mort, car ce Christ de ma terre (de mon pays) est terre.

« Rien n'est plus éternel que la mort... tout n'est que terre, tout n'est que néant, néant, néant... C'est ce que dit ce Christ cauchemar, car ce Christ de ma terre, est terre.

« Il ferme les doux yeux avec lesquels l'autre mit à nu le cœur de Magdeleine, et ne regardant qu'au-dedans de lui, aveugle, il voit le noircissement de sa pourriture.

« Des flots de sang se coagulent dans ses cheveux, — du sang figé, noir, — mais ce sang n'est que de la terre, grumeaux de sang de la douleur du corps, grumeaux de sang sec. Mais les épaisses gouttes de la sueur de l'angoisse... de la sueur avec laquelle il arrosa la terre desséchée, aucune trace n'en reste.

Cette sueur s'est évaporée, emportant la douleur de penser vers les sphères dans lesquelles la pauvre pensée, cherchant Dieu sans le trouver, vole.

« Et comment la pensée lui ferait-elle du mal? Il n'est que de la chair morte, du noir sang coagulé.

« Ce Christ espagnol qui n'a pas vécu, noir comme la terre, gît sans âme et sans espérance, avec les yeux fermés, face au ciel, et encore, de ses noirs pieds qui sont comme des serres d'aigle, il a l'air de vouloir emprisonner la terre.

« La piété maternelle des pauvres filles de Sainte-Claire recouvrit sa honte d'un jupon blanc, quoique ce tas d'os et de pourriture ne soit ni mâle ni femelle.

« Oh! Christ tout matière, terrible Christ qui ne se réveillera pas sur la terre!.. car le Christ de ma terre est terre seulement... terre!.. terre!.. terre!... terre!... chair qui ne palpite pas... terre!.. terre!.. terre!... flots de sang qui ne ruissellent pas, terre! terre! terre! terre! »

Il s'était arrêté au milieu de la rue. L'œil dur, il martelait les mots d'une façon si rude què le terrible refrain « Terre!.. terre!.. terre! » semblait crouler chaque fois dans une fosse béante. Tout le tragique réalisme de la religion espagnole était là-dedans et aussi toute la colère contre lui de cet idéaliste forcené. Personne ne passait... mais si quelqu'un fût venu, Unamuno sans doute eût continué à réciter, et sans doute ce quelqu'un ne se fût pas étonné. Qui donc pourrait, dans la ville, ignorer le grand écrivain? L'admiration l'entoure, la déférence aussi, et aussi l'affection.

« Dieu vous garde! don Miguel, » disaient familièrement les sacristains aux longs manteaux noirs qui ouvraient devant nous la porte des églises, celle des caveaux funéraires ou des chapelles de couvent. — « Don Miguel! don Miguel! » répétaient les étudiants à l'heure où tout le monde flâne et tourne interminablement sous les hautes arcades de la Plaza Mayor. Quelques prêtres aussi se promenaient là, et la souriante cordialité de leur salut et de leur « don Miguel » m'étonnait un peu.

— Señor de Unamuno, je ne vous croyais pas si bien avec le clergé.

— Pourquoi donc?... disait-il. Je respecte... Alors, comment ne me respecterait-on pas?

Dans la chapelle de l'Université, toute tendue d'un velours

de Gênes aux tons chaudement fanés, il m'avait fait voir à gauche de l'autel le fauteuil où prend place le recteur pendant les cérémonies religieuses.

— En douze années de rectorat, je me suis assis là deux fois seulement. Et je n'ai jamais eu aucun ennui.

*
* *

Il est un chapitre de son œuvre où cet autre grand écrivain, cet autre grand francophile qui signe Azorin, parle du silence. — « Cervantes, écrit-il, durant des années... à Valladolid, occupait une étroite petite chambre située au-dessus d'une taverne... Toute la nuit, jusqu'à l'aube, Michel, couché dans son lit, entendait à travers les planches minces, tout près de son crâne, les vociférations, les disputes, les chants des buveurs; et ces horribles, répugnantes, altercations avinées. Et pendant que les voix résonnaient dans la solitude, Michel de Cervantes, avec une angoisse de plus en plus grande, devait désirer le silence, le silence apaisant, le doux silence qui est le compagnon des colloques intérieurs de l'artiste. Aussi, dans son *Don Quichotte*, quand il dépeint la maison du Chevalier au Manteau vert, rappelez-vous comme il nous fait remarquer qu'en elle règne le silence. Rappelez-vous aussi comme il qualifie ce « merveilleux silence... »

Aussi profond, aussi merveilleux que dans la maison du Chevalier au Manteau vert, régnait le silence dans la maison de l'Homme au Col blanc, Miguel de Unamuno, le jour qu'il m'y reçut. Il y avait pourtant là des enfants nombreux, une femme, des servantes. Mais de la journée entière je n'entendis d'autre bruit que celui des cloches sonnant l'heure ou la prière chez les Carmélites et les Augustines, chez les Ursulines et les Réparatrices.

Sur les couvents si proches, sur le ciel si bleu, la fenêtre était grande ouverte. Du sol jusqu'au plafond des livres garnissaient les murs, jonchaient le carreau, chargeaient des rayons élevés au milieu de la pièce et qu'il fallait contourner pour atteindre la table de travail. Au bord de l'encrier était perché un vautour de papier blanc, un « pliage » fait comme les cocottes et les petits bateaux à quoi s'amusent les enfants, — mais avec quelle science compliquée, quelle délicate perfection : le col rentré, le bec triste, gonflant ses ailes et posant solide-

ment ses pattes en étoiles! Don Miguel me le fit voir avec orgueil.

— Celui-là, dit-il, c'est moi qui l'ai inventé.

Il m'expliqua que le pliage était sa manie, son divertissement passionné. En chaire même, pendant les cours, ses doigts ne cessent de confectionner quelque objet de papier ou quelque petit animal. Et il appelle cela si drôlement :

— La cocotologie.

... Sous son amusante apparence de joujou puéril et délicat, était-il un symbole, ce mélancolique oiseau blanc, perché sur l'encrier? Je me le suis demandé en relisant ces jours-ci, dans le *Rosaire des sonnets lyriques*, le poème qui s'appelle : « A mon Vautour. »

« Ce vautour vorace, — qui me dévore sauvagement les entrailles, — et qui est mon unique fidèle compagnon...

« Le jour où il lui adviendra d'épuiser — la dernière gorgée de mon sang noir, — je veux que vous me laissiez seul avec lui, — un moment, sans personne qui nous dérange.

« Car je veux, changeant en triomphe mon agonie, — pendant qu'il avalera mon dernier lambeau, — surprendre dans ses yeux le sombre

« Regard devant le sort qui l'attend, — sans cette proie sur laquelle il satisfaisait — la faim atroce qui ne s'apaise jamais... »

La « faim atroce qui ne s'apaise jamais, » c'est la grande Faim qui torture Unamuno, — le fond de sa doctrine, l'essence de son œuvre, la substance de son âme.

***

En tête de son petit livre *Souvenirs d'enfance et d'adolescence*, don Miguel, en me l'offrant, écrivit : « Celui qui ne sera pas comme un petit enfant n'entrera pas dans le royaume des cieux, a dit le Christ-Jésus. —Celui qui ne garde pas en lui son enfance, fleur de l'âme, ne trouvera pas de ciel sur la terre. »

Et dans un de ses poèmes il parle de ce sel des premières années, qui donne à la vie entière, ensuite, toute sa saveur. — Son enfance l'a marqué profondément. Ce sont toujours les plus grands entre les hommes que leur enfance continue d'accompagner à travers la vie.

Il est né à Bilbao, le 29 septembre 1864, et ses études d'abord, celles des premières années, il les fit dans le vieux

collège dont il n'oubliera jamais le patio étroit, l'escalier vermoulu, les larges rampes luisantes, et la clochette fêlée, au bout de la grosse corde, qu'il fallait tirer fort pour se faire ouvrir.

— Nous, les Basques, me disait-il, qui sommes obligés d'apprendre le castillan, nous savons l'aimer mieux, le parler avec une précision plus grande que ceux pour qui cette langue n'est qu'une naturelle expansion. Ils en usent avec elle nonchalamment et se contentent souvent d'un à peu près, alors que nous nous donnons la peine de choisir : car nous aimons le terme exact, précis et fort.

Le terme exact, précis et fort, il l'aime, lui don Miguel, — il s'en vante, — jusqu'à la brutalité. Et cet amour, peut-être, lui est venu « par les doigts, » quand le vieux maître don Higinio, qui sentait l'encens et le camphre, faisait un peu au hasard, à coups de roseau bien sec, sa distribution de justice « générale et collective. » La rudesse toutefois n'était qu'apparente. Don Higinio, là-dessous, cachait beaucoup de bonté. Pour prix de ses peines, il recevait de chaque écolier un douro par mois ; cela n'allait point sans quelque solennité. Plus sérieux que les autres jours, enorgueilli soudain de « porter de l'argent, » l'enfant pénétrait dans une salle tiède, luisante de propreté. Sur une commode était une bourse verte remplie de petites patiences. Et le maître, quand il avait reçu le douro, offrait quelques patiences bien grillées, toutes rondes et dorées.

Au fond de la pièce s'élevait une petite chapelle, une « vraie, » où l'on disait la messe. Entendre la messe quotidiennement, quotidiennement réciter le Rosaire, faisait partie des devoirs imposés aux collégiens. Comme celle de Renan, à qui d'ailleurs il se compare souvent, ce fut une très dévote enfance que celle de don Miguel de Unamuno. Le cloître de Tréguier, celui de Bilbao, s'élèvent sous des cieux qui se ressemblent et où les vastes nuages ne cessent pas de rouler et de se déchirer. Sur l'une et l'autre côte, les houles de la mer ont les mêmes violences. Mais l'enfance espagnole dut être plus ardente, plus comprimée aussi que l'enfance bretonne. Je ne connais pas Bilbao, j'ignore ses églises ; à tant d'autres cependant, où j'ai passé de si longues heures, elles doivent être pareilles : obscures et magnifiques, avec tout le païen réalisme de leurs Vierges que l'on habille, que l'on décoiffe et que l'on peint, comme des femmes ; avec leurs Christs humains dont les

cheveux ondulent jusqu'au flanc déchiré, dont les jambes ruissellent de caillots et de pendantes peaux. — Terreurs, superstitions, pratiques étroites, petites prières machinales, pauvre ciel que l'on gagne avec des « indulgences. » Mais à travers tout cela cependant, comme à travers l'ombre lourde, l'or entrevu d'une châsse ou d'un retable, l'éblouissement confus de quelque chose qui vous fait trembler l'âme et dont le haut désir ne s'oubliera jamais plus...

Dans ce *Paz en la guerra* qu'il travailla si longtemps, — « je doute, m'écrivait-il (tenant la promesse qu'il m'avait faite de m'envoyer quelques notes sur son œuvre et sa vie), je doute que Flaubert ait travaillé la matière de *Salammbô* et Manzoni celle de ses *Promessi sposi* plus que moi celle de ce roman, » —dans ce livre où il n'y a pas un détail, pour insignifiant qu'il puisse être, qui ne soit rigoureusement exact, Unamuno évoque les vieilles rues de Bilbao, avec leurs petites boutiques toutes débordantes de vêtements, de ceintures ou de tissus éclatants. Étroites, ces rues, « pareilles à des sombres tunnels que recouvre un morceau de ciel, gris généralement ; » mais on aperçoit tout au bout la grande montagne jaune et verte. Au sortir du collège, sur les placettes tranquilles, les gamins se livrent de furieux combats. Il y a un « chef de la rue, » et d'autres qui aspirent à le détrôner. Mais la pluie tombe, la régulière et longue, l'interminable pluie du pays basque. Il faut rentrer chez soi, s'y enfermer ; et que faire alors, tant que dure cette pluie-là, sinon penser, penser... ?

Combativité, recueillement, et puis cette habitude, ce besoin de voir qu'au bout du chemin la terre se soulève et monte vers le ciel, — n'est-ce point là tout Unamuno et n'est-il pas en vérité annoncé, préparé, par toute son enfance ?

Les *Recuerdos* s'arrêtent à l'année 1880. A cette date, ayant seize ans, Miguel de Unamuno quitta la vieille ville, le vieux collège, et l'enseignement de don Higinio, et vint à Madrid pour étudier les lettres et la philosophie. « A partir de ce moment, dit-il encore dans ses notes, mon histoire est celle de mes études, ma carrière celle de mes livres ; ensuite celle de mes conférences et discours d'agitateur public. »

En 1891, peu de temps après son mariage avec une Basquaise, il obtenait la chaire d'enseignement grec à Salamanque où depuis il a toujours vécu.

* * *

Pendant cet après-midi où l'on n'entendait rien que le bruit des cloches, tandis que se dorait au bord de l'encrier, tout pénétré de reflets, le petit vautour en papier blanc, je demandai à don Miguel, dont je ne connaissais l'œuvre alors que fort imparfaitement, quel était celui de ses livres qu'il préférait. Il m'indiqua : *le Sentiment du tragique de la vie dans les hommes et dans les peuples.*

— *Paix dans la guerre*, est l'œuvre de vingt ans d'adolescence. *Le Sentiment du Tragique*, est l'œuvre de vingt autres années de maturité... *Paix dans la guerre* : printemps. *Le Sentiment du tragique* : été... caniculaire.

Et le livre, il est vrai, est gonflé de pensées plus que de rouges pépins la grenade éclatante. Un grand tumulte en sort. Il gronde comme une ruche dont l'essaim tourbillonne... Mais non pas seulement ce livre : toute l'œuvre est ainsi. Romans, critique, essais, vers ou prose, quelle que soit la forme choisie, elle rompt, perd sa limite, n'est plus qu'une clameur. Et quelque richesse, quelque puissance que contienne chaque page, ou chaque phrase, elle est riche et puissante de contenir d'abord et tout entier Miguel de Unamuno qui regarde la vie et se regarde vivre, et qui juge, raille, s'exalte ou qui se désespère avec une ardeur si vive que le grand feu d'amour dont brûlait sainte Thérèse est un bien proche parent de ce désespoir-là.

La crise religieuse qui commença pour lui vers la seizième année, évolua d'abord vers une espèce de protestantisme libéral et crut aboutir, vers la vingtième année, au nihilisme absolu. Mais est venue peu à peu la grande inquiétude, la « faim atroce qui ne s'apaise jamais. » L'agitation sociale, le soulèvement contre tous les esclavages, le besoin de briser, d'élargir, d'avancer, ne sont chez lui que la conséquence d'un besoin de vie, de vie absolue, de vie infinie, toujours plus pleine, plus forte, plus haute.

Son activité intellectuelle est formidable. « Le bon lecteur, écrit-il dans un de ses articles, doit lire trois, quatre ou cinq livres à la fois. Ainsi, ces jours-ci, je lis Xénophon, Tacite, une histoire de la religion chrétienne, un livre portugais, un livre du grand historien nord-américain Parkmann ; et j'ai lu et relu Flaubert, surtout les cinq volumes de la correspondance. »

Cette même activité qui le jette, avide de tout, sur la pensée étrangère, il la déploie pour faire connaître au monde sa propre pensée. Si considérable que puisse être à l'heure actuelle son œuvre de philosophe, de poète et de romancier, son œuvre de polémiste est plus vaste encore. Combien de volumes formeraient, s'ils étaient tous réunis, les articles que depuis plus de vingt ans il publie dans certains journaux de Madrid, de Catalogne et de la province de Valence, et dans les grands journaux de l'Amérique du Sud? Cette libre forme de l'article, qu'il façonne à sa guise, est peut-être, avec la libre forme de l'essai philosophique, celle qui convient le mieux à son tempérament ennemi des entraves; celles de l'art elles-mêmes, il ne peut les admettre. L'ordonné, le mesuré lui déplaisent. Et quelque substantiels que puissent être ses romans, peuplés de solides personnages se mouvant dans un décor (comme celui par exemple de *Paz en la guerra*) très exactement et minutieusement observé, ils semblent parfois mal ou lourdement construits.

Ne pouvant les analyser tous (*Paz en la guerra*, *Niebla*, *Abel Sanchez*, *Todo un hombre*), je voudrais simplement donner ici la première page de *Niebla* (Brouillard). Je ne crois pas qu'elle ait jamais été traduite en français.

« Au moment de passer le seuil de sa maison, Auguste étendit le bras droit. Sa main ouverte, et levant les yeux au ciel, il conserva un moment cette attitude sculpturale et auguste... Ce n'était pas qu'il prît possession du monde extérieur; mais il observait s'il pleuvait. Recevant sur le dos de sa main la fraîcheur de la lente ondée, il fronça le sourcil. Et ce n'était pas non plus que l'inquiétât la pluie, mais le fait d'avoir à ouvrir son parapluie. Il était si élégant, si svelte, plié dans son fourreau...

« C'est un malheur d'avoir à se servir des choses, pensa Auguste, d'avoir à en faire usage. L'usage abîme et même détruit toute beauté. La fonction la plus noble des objets est celle d'être contemplés. Combien est belle une orange avant d'être mangée! Cela changera dans le ciel quand toute notre tâche se réduira — ou plutôt s'élargira — à contempler Dieu, et toutes les choses en Lui. Ici, dans cette pauvre vie, nous ne nous inquiétons que de nous servir de Dieu; nous prétendons l'ouvrir, comme un parapluie, pour qu'il nous protège de toute sorte de maux...

« Ce disant, il se baissa pour relever le bas de son pantalon... »

Ces quelques lignes, par leur mélange d'observation réaliste, d'humour, et par-dessus tout de préoccupation philosophique, me semblent donner une assez exacte idée de la manière d'Unamuno romancier. Préparé, conduit de la sorte, le récit traîne parfois, et parfois déconcerte. Les personnages disparaissent soudain absorbés par l'Idée. Et l'intérêt du lecteur, se détachant de l'aventure, s'en va sur d'autres chemins, et s'étonne qu'on l'y conduise.

Ouvrir des chemins nouveaux, les ouvrir vers tout, rudement, violemment, comme à coups de hache, c'est le jeu supérieur auquel excelle Unamuno. Mais tant de chemins suivis par lui semblent, à mesure que les années passent, ramener vers un seul chemin. Une passion l'emporte sur toutes les autres passions. De plus en plus tourmenté par un besoin d'éternel, par un besoin d'absolu, il hait la raison stérile. La différence est grande, me semble-t-il, quoique peut-être d'abord pas très apparente, entre cette « Essence de l'Espagne » (*En torno al Casticismo*), que vient de parfaitement traduire M. Marcel Bataillon, et des livres plus récents comme le *Sentiment du Tragique*, le *Don Quichotte expliqué et commenté par Miguel de Unamuno*, et l'un des tout derniers, ce *Christ de Velasquez*, long poème de seize cents vers consacré à la description très humaine des différentes parties du corps du Dieu fait Homme, mais d'où la pensée mystique s'envole tout à coup, comme la guêpe dorée du fruit dont elle s'est nourrie.

En torno ai casticismo , publié en 1895, — Unamuno avait donc trente et un ans, — contient toutes les idées dont la poursuite et le développement occuperont sa vie entière : amour de l'Espagne s'élargissant jusqu'à rechercher sous la plus espagnole apparence la face éternelle de l'humanité; indignation contre le marasme de la pensée, la sottise gouvernementale, toutes les petitesses, les barrières, les abus. Il faut se renouveler par l'air venu du dehors, et aussi apprendre à connaître, dans l'Espagne même, le Peuple inconnu. « Il faut s'européaniser, s'écrie-t-il, et il faut prendre un bain de Peuple. » Tout cela cependant garde de la mesure. La violence n'est guère que dans l'accusation. Mais le flot bouillonnant dont cette âme est envahie, au lieu de s'assagir avec les années, se précipite au contraire avec une

fureur plus grande. Le temps passe... Si lointaine qu'elle puisse être encore, la fin se rapproche. Et dans les livres qui viennent, « sous les paroles tumultueuses, improvisées, cacophoniques, on sent le tremblement de la voix dominée par la fièvre... Une fièvre incessante... une soif d'océans, une faim d'Univers. »

Tant d'ardeur autrefois consuma ce pays! N'est-ce pas de cette Espagne en feu, de cette Espagne en fièvre, haletante et assoiffée que la terre vers le ciel poussa les plus beaux cris? L'étranger même qui passe les sent encore vibrer et s'émeut d'une façon qu'il ne connaissait pas. Alors, comment un avide fils de cette race et de cette terre n'en serait-il pas bouleversé? Il veut donc s'emporter, mais sa raison le ramène; il la repousse, la hait, la subit cependant et la rejette encore, et l'adjure de cesser d'être puisqu'elle ne le peut satisfaire. Sans répit, sans repos, il réclame l'aliment sûr, le durable refuge...

***

L'idée pour l'idée, la lutte pour la lutte, le combat considéré en soi pour la supérieure exaltation qu'il donne et pour la force vive qu'il sait éveiller, voilà ce qui pour lui est nécessaire avant tout. S'enfiévrant comme il fait, cherchant comme il cherche, et de tous les côtés donnant de la tête, il lui arrive souvent de se répéter et aussi de se contredire. Mais que deux idées, également soutenues par lui, puissent d'abord paraître se ressembler peu, qu'elles s'opposent, qu'elles se choquent, — cela n'est rien du tout, si jaillit l'étincelle.

... Et peut-être fut-il assez divertissant de voir certains journaux extrêmement avancés revendiquer pour un des leurs Miguel de Unamuno. Libéral ?... Oui, sans doute, dans un pays monarchique. Mais qui peut savoir, dans un pays soumis à un autre régime, contre quoi il lui plairait de partir en guerre? Certes, et passionnément, il aime son peuple espagnol, mal connu, mal instruit, riche d'inconscientes forces. Certes il a écrit : « Prenons un bain de Peuple. » Mais il a écrit aussi : « Les démocraties ne m'enthousiasment pas. » Il a écrit : « Je hais toutes les sottises, la conservatrice et la libérale, la carliste et la socialiste... Le sot croyant qui n'a jamais douté et le non moins sot libre penseur qui ne doute pas non plus. » Le titre

significatif d'un de ses recueils d'articles montre bien qu'il est plutôt *contre ceci et cela* que *pour* ceci ou cela. — De couleur politique, nettement déterminée, Unamuno n'en a pas; de parti réuni, serré autour de lui, il n'en a pas; d'officielles fonctions politiques, il n'en remplit jamais. Cependant, « fanatique de l'intellectualisme, en qui revivent les fureurs évangétisatrices d'autres âges, » il rallie les flottements, exalte les hésitants, entraîne derrière lui toute la masse incertaine, qui cherche sa voie.

Renan, oui, mais Renan qui serait Don Quichotte, il part en guerre contre la sottise inépuisable et l'immense iniquité. Quelque forme qu'elles prennent, il les tient devant lui, vivantes, de chair et d'os, toutes pleines du sang mauvais dont il les faut dégonfler. Il les dénonce, les chasse, les poursuit encore... Et revenu de ses batailles, tout haletant et rompu d'avoir poussé de si grands cris, il ne peut prendre de repos. Au bord du gouffre qu'il retrouve en revenant à lui-même est assise la Grande Épouvante. Ce qui ne doit pas être, il le sait, il le dit; mais sait-il ce qui doit être? Il rêve de l'avenir... et malgré tout sentant qu'il n'y a pas d'avenir, il veut s'attacher et se cramponner de toute la force de son être, au tout petit, à l'immense moment présent. A la fin de son *Don Quichotte*, il s'écrie :

« Il rendit l'âme!... Et à qui la rendit-il? Où est-il aujourd'hui? Où rêve-t-il? Où vit-il? Quel est l'abîme où vont reposer les âmes guéries du songe de la vie, de la folie de ne pas mourir? Oh! mon Dieu, Toi qui as donné la vie et la pensée à Don Quichotte dans la vie et dans la pensée de son peuple, Toi qui as inspiré à Cervantes cette épopée profondément chrétienne, où recueilles-tu nos esprits, à nous qui traversons ce rêve de la vie en proie à la folie de vivre dans les siècles des siècles à venir? Le monde passera. Est-ce que nous passerons avec lui, nous aussi, mon Dieu? »

Le développement, l'enfièvrement, l'exaltation de la pensée, voilà son but, sa fin suprême, la raison de ses parodoxes perpétuels et des contradictions qu'on lui reproche souvent. On pourrait croire qu'il veut, en intensifiant l'immatérielle substance dont est faite cette pensée, l'obliger d'être enfin si brûlante et si forte qu'elle bravera la mort et vaincra le néant. Ceci pour lui d'abord, et pour tous les autres hommes. S'il raille les libéraux dans une réunion libérale, s'il parle contre

les Jeux Floraux le jour qu'on lui demande de les présider, c'est pour provoquer, pour faire bondir d'indignation et s'éveiller avec violence la pensée engourdie. Il écrit dans la préface d'un de ses livres : « Quand ces feuillets ne seraient que feuilles mortes destinées à sécher et à pourrir dans la mémoire du lecteur, je sais qu'elle y formeront terreau, engrais pour ses propres pensées. »

La quiétude, d'où qu'elle vienne, est le danger, la mort. Il dit au lecteur, en prenant congé de lui dans la dernière ligne du *Sentiment du Tragique :* « Et Dieu te donne, non la paix, mais la gloire! » Mais la gloire éternelle qu'il réclame avec tant d'ardeur et de rage n'est point celle dont l'attente ravissait sainte Thérèse. Il ne veut pas se fondre en Dieu. C'est par lui-même, avec lui-même, en lui-même, que veut se continuer, dans l'éternelle vie, ce vivant éperdu.

Et d'avoir lu ses livres on reste comme étourdi. Ils sont rudes, d'abord difficile, il le reconnaît lui-même. Trop souvent le terme pesant, le vilain grand mot philosophique jonche le beau chemin qui montait, et fait assez froidement trébucher la pensée... mais comme elle repart ensuite! Sollicitée, fouaillée d'un si vif aiguillon, nourrie des plus beaux fruits du ciel et de la terre, comme elle bondit soudain, comme elle croit arriver!... Hélas! à quoi ?... à rien qu'à mieux connaître sa misère et son tourment, mais un tourment peu à peu devenu si fort, devenu si grand, si furieux et si beau, qu'il trouve en soi sa fin et sa délectation.

***

Trente-deux années passées dans cette Salamanque! Chaque quinzaine à peu près, il se rend à Madrid. Le train traverse le grenier de l'Espagne, la plaine Salamanquine, à la rouge terre féconde. Don Miguel, de son coin, regarde le blé qui pousse, le nuage qui passe, une petite croix d'or au cou d'une voyageuse. Tout est pour lui symbole; de tout sait s'emparer son avide pensée. Il rêve, et de son rêve naît un grain nouveau pour le *Rosaire des sonnets lyriques.*

A Madrid il se rend à l'Ateneo, quelquefois pour y prononcer une conférence dont le bruit retentira dans l'Espagne entière, plus souvent pour un simple entretien avec les écrivains qui se réunissent là. Il se plaît à lancer l'idée formidable

qui fait sursauter l'auditeur, le paradoxe qui ne se peut discuter qu'avec violence. Et de retour à Salamanque, par les longues journées où siffle le vent froid, il s'enferme chez lui, avec « ses enfants et avec les morts, » les grands morts, les génies de l'humanité.

..... La guerre, quand elle éclata, cristallisa en lui toutes les violences éparses. Français d'une part, Allemands dressés contre eux, ce n'est pas ainsi qu'Unamuno considéra les choses. Il ne jugea pas entre un peuple et un autre peuple, mais entre la cause de la civilisation et celle de la barbarie. Et il jugea de façon si prompte et si nette qu'un mois après, le 2 août 1914, sans avis, brutalement, il était destitué du rectorat qu'il occupait depuis douze ans, pour avoir publiquement protesté contre la neutralité de l'Espagne.

« Exécrables neutres, » écrivait-il dans un article bien antérieur à ces événements et qui semblait les prévoir. Certes, s'il est une bouche qui « vomit les tièdes, » c'est bien la véhémente bouche de ce passionné. Il lutte donc pour nous, à nos côtés, se souciant peu d'être méconnu d'abord et mal remercié, mais déplorant les maladresses de notre propagande, et notre incompréhension, notre « inconnaissance » de l'Espagne.

— Voyez-vous, me disait-il, les Français que vous avez envoyés ici, ceux qui y viennent encore, ne parlent pas de nous comme il le faudrait. Leurs écrits sont sans âme. Ils citent des noms, des dates, et précisent des faits, mais l'âme n'y est pas. Je dis à quelques-uns de ces pédagogues : « vous avez, quand vous parlez de l'Espagne, certains moules tout faits comme les moules à fromage; mais vous n'avez pas le lait pour le faire; et si vous aviez le lait, tant de moules ne seraient pas nécessaires : il suffirait d'un simple mouchoir. »

Il mène la campagne avec une ardeur admirable. Par la parole, l'article, le discours public, dans son pays divisé entre deux opinions presque aussi furieusement que par une guerre nationale, il ne cesse de nous servir et de nous défendre. En plein Ateneo, il prononce contre les germanophiles de la Cour et du clergé, de terribles choses.

— Il y eut deux faits tragiques dans l'histoire d'Espagne, tragiques, parce qu'ils introduisirent chez nous le sang des Habsbourg. Le premier est la mort du prince Jean, fils des

Rois catholiques, mort par suite de laquelle Jeanne la Folle épousa Philippe le Beau. L'autre est la mort de la pauvre reine Mercédès, première femme d'Alphonse XII, qui, obligeant le roi à un second mariage, lui fit épouser la reine Christine.

... Il répétait cette phrase, avec l'orgueil de l'avoir dite, prenant plaisir à scander chaque mot d'une voix sarcastique. Les cloches, maintenant, sonnaient l'heure du salut. Toute la ville était comme une immense prière. Tout son or flamboyant rejoignait l'or du ciel. Et don Miguel encore me parlait de la guerre et me parlait de la France, de nos écrivains qu'il aime et de ceux qu'il déteste.

— J'aime Lamennais, Léon Bloy, j'aime Jean-Jacques Rousseau, Flaubert, — j'aime Heredia... Je n'aime pas Anatole France.

Tout l'homme est dans l'explication donnée par lui de cette antipathie :

— *Il ne sait pas s'indigner.*

***

... Le sachant, lui, si bien, un jour il s'est indigné plus fort... Une lettre écrite à un professeur de ses amis, alors en tournée de conférences dans l'Amérique du Sud, lettre dans laquelle Unamuno jugeait sévèrement le dictatoriat espagnol, fut publiée dans un journal de Buenos-Ayres. De là, l'exil. La cause officiellement donnée fut que don Miguel de Unamuno négligeait à l'excès sa chaire d'enseignement pour faire de la propagande libérale. A cela, les professeurs de Salamanque ont répondu depuis par un manifeste où il est reconnu qu'en trente-deux années, Unamuno avait pris, en dehors des vacances réglementaires, cinq jours de congé.

Et le mois dernier, il y eut un matin où l'écrivain, sortant de l'Université, vit au coin d'une rue des passants arrêtés devant une affiche. Il s'approcha, et, ne pouvant bien lire, demanda ce qui était écrit là.

— Mais, don Miguel, dit un ouvrier avec consternation, ce qui est écrit, c'est que vous avez vingt-quatre heures pour vous préparer à l'exil.

— Vraiment, dit Unamuno avec tranquillité. Alors, il faut que je rentre bien vite et que je fasse ma valise.

Cependant, avant de rentrer, il continua sa promenade — dans « Salamanque dorée, » sous les *arcos* de la Plaza Mayor, par les vieilles rues, devant la Maison des Vieilles, la Maison des Morts, la Maison des Coquilles... Quel beau feu devait mettre, sur son visage durci, tant d'orgueil se mêlant avec tant de dédain ! Le lendemain, à l'heure presque du départ, il faisait un dernier cours auquel assistèrent non seulement tous les élèves, mais tous les professeurs de l'Université. Et le texte qu'il commenta était un texte grec qui flétrissait l'abus de la tyrannie.

Quand, rétabli dans sa chaire, après cinq ans passés dans les cachots de l'Inquisition, Fray Luis de Léon fit son premier cours, il prononça simplement : « Comme nous disions hier... » Simplement, à la fin de son dernier cours, Unamuno prononça : « Comme nous dirons bientôt... » Et puis il s'en fut prendre le train pour Madrid. A la gare, tous les membres de l'Université qui l'avaient accompagné défilèrent devant lui, lui serrant la main; cependant que, dans la ville, une grève générale était déclarée et qu'éclataient des bagarres sanglantes.

***

Salamanque aujourd'hui, qui ne le voit plus passer dans ses rues, marcher dans ses vieux cloîtres et ses sombres jardins, me semble de loin morte, béante sur le ciel, comme un clocher privé de sa cloche sonore. Et l'Espagne pensante est vidée de son âme. Pour lui : « Où est-il ? » « A quoi rêve-t-il ? » serions-nous tentés de nous demander, comme lui-même le demande à propos de don Quichotte. Dans le petit îlot des Canaries où tant de loisir est laissé à ce rêve, ne lui arrive-t-il pas de dépasser, même en ce moment, l'immédiate préoccupation politique?

A la fin de cette note dont j'ai parlé déjà, Unamuno m'écrivait :

« Je ne sais si les circonstances « difficilissimes » que traverse l'Espagne et les places auxquelles peut m'appeler mon devoir d'Espagnol et de civilisé, me laisseront poursuivre mon labeur littéraire, ou s'il me faudra l'abandonner pour servir ma patrie et l'humanité par d'autres activités.

« Dans le fond de mon pessimisme chaque jour mieux enraciné, la conscience de la vanité finale de tout effort me rend plus difficile ce que l'on appelle l'action publique. — Mais

d'autre part, je cherche dans la lutte, la lutte pour la lutte même, une tragique consolation au désespoir produit par la pensée que l'univers retourne à l'inconscience. »

...Est-ce l'inconscience morale du monde tout entier qui revient sur soi-même et ne sait pas progresser? Ou la suprême et particulière, l'épouvantable inconscience qui nous arrachera notre moi et contre laquelle tous ses livres se jettent, se dressent comme des mains suppliantes et tendues? Qu'importe! Quoi qu'elle soit, elle est haïssable. — Oui, vous avez clamé cela par-dessus tout, et parce que vous l'avez crié tant de fois, et si fort, et si haut, ceux qui essaient de vivre au-dessus d'eux-mêmes, ceux que tente le Meilleur, que hante le Durable, et qui voudraient aussi supprimer le mal, rompre la sottise, tuer la mort, tous ceux qui pensent, enfin, et ne s'en peuvent rassasier, envoient vers vous leur salut, don Miguel, Chevalier de l'errante Inquiétude, — grand incroyant brûlé de toutes les ferveurs...

ANDRÉ CORTHIS.

GÉRICAULT

ET LA DÉCOUVERTE DU CHEVAL

Depuis cent ans, c'est-à-dire depuis la mort de Géricault, survenue le 18 janvier 1824, les admirateurs du fougueux romantique, fauché à trente-trois ans, en pleine ascension et en plein rêve, se redisent cette anecdote. Un jour de septembre 1811, c'était fête à Saint-Cloud : la foule parisienne s'y rendait à son ordinaire par tous les moyens de locomotion connus à cette époque. On attelait ce qu'on avait à ce qu'on pouvait. Sur la route étincelante de soleil et de poussière passa une grande *tapissière* bondée de boutiquiers en fête, traînée par un cheval gris. C'était une bête vigoureuse, pleine de feu, inhabituée sans doute à la remorque d'une aussi incommode machine; elle ruait, se cabrait, éparpillait au vent sa crinière et son écume, s'épuisait inutilement en efforts désordonnés et héroïques...

Inutilement?... Non pas. Sur la même route chevauchait un jeune artiste, un dandy passionné d'équitation, hanté du désir de peindre, avec toute leur souplesse et leur poids, les mouvements contractés du cheval, comme il se ramasse et se détend, s'arc-boute et s'allonge, et aussi l'éclat de sa robe et ces frissons de lumière qui courent à la surface de l'épiderme comme une brise sur un lac. Il vit cet ouragan de muscles qui passait, le suivit pour mieux l'observer, l'enregistra au plus profond de sa mémoire. De retour à la maison, la hantise continue. Il veut revoir son cheval; il le cherche au bout de son crayon, de son pinceau, une fois, deux fois, vingt fois, court après, à travers nombre d'esquisses, sur tous les bouts de toile qu'il trouve, au dos de tableaux déjà faits, le rejoint enfin, campe dessus un gars

hardi et empanaché comme il y en avait beaucoup autour de lui, son ami Dieudonné, lieutenant aux chasseurs ou guides de l'Empereur, le lance à l'assaut d'une côte escarpée, l'imagine dans une bataille chargeant, déploie le tout en grandeur naturelle, sur une vaste toile, la peint d'un train d'enfer, ne souffle pas qu'elle ne soit finie et au bout de quelques jours l'envoie au *Salon* de 1812, où on l'accroche en pendant au roi Murat, à cheval également, de Gros. Cette toile était signée Géricault. C'était la première fois qu'il exposait : il n'avait que vingt et un ans d'âge et à peine deux ou trois d'atelier. Mais les plus grands maîtres du temps le remarquent, le discutent et disent : « D'où sort-il? » Il le méritait. Il venait de faire une découverte précieuse dans l'Art et bien longtemps différée, au moins par les peintres, et surtout en France. Il avait découvert le Cheval.

Jusqu'à quel point son initiative marque-t-elle une date dans l'histoire de l'École française, et dans quelle mesure l'image nouvelle, qu'il venait de donner au monde, devait-elle être confirmée ou modifiée par le secours de l'observation aidée des progrès de la science? C'est ce que l'Exposition rétrospective de ses œuvres, à l'hôtel Jean Charpentier, organisée par M. le duc de Trévise et M. Pierre Dubaut, sous les auspices de la *Sauvegarde de l'Art français*, va peut-être nous aider à dire.

I

Ce serait une curieuse histoire, si l'on pouvait avec précision l'écrire, que celle des découvertes humaines, surtout dans les idées et les images que nous nous faisons des choses. On la tente parfois à propos d'un savant, d'un artiste, d'un philosophe, d'un conteur. Mais on la traite fort diversement selon l'esprit qu'on y porte. Deux sortes d'esprits sont en présence : ceux pour qui les formes de la vie et de l'art se modifient ou se renouvellent par à-coups, accidents heureux, « mutations brusques » déterminées par quelque action interne et indépendantes du milieu, réagissant même sur ce milieu et le dominant entièrement. C'est l'esprit de Vasari et de la plupart des vieux biographes des maîtres anciens. Grâce à lui, on peut diviser l'histoire de l'Art en époques précises et nettement diverses, la jalonner de stèles brillantes, surmontées chacune d'une

tête visible de loin et reconnaissable. Pour les autres, au contraire, l'œuvre la plus originale n'est que l'aboutissement d'une série de transformations insensibles des œuvres qui l'ont précédée, et tout à fait explicable soit par l'évolution de l'école d'où elle est sortie, soit par le contact avec une autre école, soit par une ambiance matérielle et physique nouvelle : le milieu, l'influence de tous ces facteurs entraînant une sorte de fatalité, qui réduit le coefficient personnel à quasi rien. Pour ceux-là, il est puéril de dater une forme d'Art de quelque impression subjective, de quelque illumination personnelle; ils s'efforcent donc d'en retrouver les origines au delà du moment où l'amateur des coups de théâtre l'a cru voir et la restituent à une foule obscure qui s'en partage l'honneur.

A prendre le terme « découverte » au pied de la lettre, ces derniers ont raison. Il est fréquent qu'on puisse remonter le cours d'une idée bien en amont du point où elle est apparue. C'est même si fréquent qu'il est permis de postuler que, si cela n'arrive pas toujours, seuls l'ignorance et le défaut d'investigation en sont les causes. C'est ainsi qu'on a pu reculer les origines du roman ou du gothique bien au delà de leurs débuts officiels, montrer que le retour à l'antique a précédé de beaucoup David, et le goût du Moyen-âge le Romantisme. De la même manière, en allant chercher dans un coin de fresque, au palais Riccardi par exemple, ou dans les chambres Borgia, au Vatican, ou derrière le *Charles Ier* de Van Dyck, une figure qui approche, sur certains points, du quadrupède appelé « cheval, » on serait fondé à soutenir que Géricault ne s'est pas avisé le premier de son existence, ni ne l'a révélé, pour la première fois, aux yeux des hommes.

Mais ces précisions ne servent de rien, car ce ne sont là que des apparences de précisions, de celles qui laissent échapper tout ce qui importe dans l'Art, c'est-à-dire cette nuance décisive qui donne la vie. Tout aussi bien l'on pourrait démontrer que Darwin n'a pas inventé le darwinisme, car on parlait déjà de la « doctrine *darwinienne*, » et sous ce nom même, en Angleterre, avant sa naissance, dès la fin du XVIIIe siècle; ou encore, que Claude Frollo n'est pas une création d'un auteur français, car son « ceci tuera cela ! » est un mot dit par un prêtre anglais, plusieurs siècles avant, devant la première presse à imprimer établie dans l'abbaye de Westminster. Il n'est pas jusqu'à M. Ber-

geret, qu'on ne puisse déposséder du grand œuvre de sa vie, puisque son *Virgilius nauticus*, colligé depuis longtemps par Jal, avait déjà paru en 1843. Il n'est pas moins vrai que Darwin, Hugo et M. Bergeret resteront les pères de leurs formules, parce que c'est eux qui leur ont donné la vie. Ce qui importe dans l'histoire des idées, c'est non leur naissance, — que nous ignorerons toujours et qui est peut-être bien, en quelques cas, contemporaine de l'esprit humain, — mais leur entrée dans le monde. Encore bien plus les idées d'Art. Celles-là n'ont réellement enrichi notre patrimoine que du jour où elles ont été non conçues, mais réalisées, l'Art ne consistant nullement en des données théoriques, mais en des formes sensibles où la moindre nuance suffit à donner ou à ôter la vie. C'est pourquoi il est vrai de dire, — comme l'eût fait sans doute Vasari, — que le cheval vivant et en mouvement fut découvert, le 7 septembre 1811, par un jeune homme qui s'en allait à la foire de Saint-Cloud.

Jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, en effet, et même un peu au delà, le cheval était, chez les peintres, un être aussi inconnu que de nos jours le diplodocus ou le dinothérium tertiaire. Les images qu'ils s'en faisaient ressemblaient aux travaux de nos zoologistes, qui n'ont jamais vu le monstre qu'ils cherchent à restituer et assemblent laborieusement ses restes énigmatiques et incongrus, en discutant si l'être sorti de leurs mains s'en allait, de son vivant, sur la terre ou dans les eaux. Considérez, chez les meilleurs maîtres, chez le Bamboche, chez Salvator Rosa, chez Le Brun, chez Velasquez, chez Parrocel, chez Oudry, chez Van der Meulen, jusque chez Goya, en son *Portrait de la Reine Marie-Louise*, ce pachyderme, tout en ventre et en croupe, balançant un énorme ballon de viande entre des pattes qu'on dirait postiches, tant elles sont disproportionnées à ce qu'il leur faut soutenir. Voyez ces paturons courts et droits, cette encolure épaisse et ronde, ce garrot bas et plein : qu'est-ce que cela ? Pas un animal bâti pour la course, à coup sûr !

On lui apprend quelquefois à se dresser sur son train de derrière, et à recroqueviller ses pattes de devant, dans ce qu'on appelle le « demi-cabré, » mais c'est un ours qu'on exhibe là, et auquel on tâche d'inculquer des grâces équestres. Que si l'on veut lui donner de l'élégance et de l'expression, c'est par l'assem-

blage le plus arbitraire des traits les plus hétérogènes : un col de cygne, un front de penseur, un nez de chameau, un sourcil froncé, un œil de vieillard. Mais des caractères propres au cheval, cette sensibilité de tout l'être qui vibre au moindre contact et de cette parure de lumières et d'ombres qui enveloppe des ressorts d'acier, pas trace ! Quant au mouvement, il n'y faut guère songer. Si l'artiste a voulu le mettre au pas, il lui a fait lever deux pattes à la fois en diagonale, quittant la terre, c'est-à-dire qu'il l'a mis au trot. Mais c'est, d'ailleurs, un trot tellement peu penché en avant qu'il n'avance point et se contente de piétiner sur place. Le galop n'est même pas esquissé. A sa place, on exécute quelques figures de carrousel : la courbette, la capriole, la lançade, la ballottade. Même quand il s'ébroue de la sorte, on ne l'imagine pas capable de vitesse. Cependant, et depuis longtemps, toutes les proportions et presque tous les gestes de l'homme ont été reproduits dans l'Art. Chez le cheval, presque tout reste à découvrir.

Voilà un phénomène inexplicable, si l'on s'en tient à des raisons tirées de circonstances matérielles et physiologiques. On a expliqué la décadence de la statuaire après les Grecs, parce qu'on ne voyait plus comme eux des athlètes nus, mais on a bien continué de voir nus les chevaux, et c'est leur anatomie précisément, et non l'humaine, qui semble totalement oubliée des peintres depuis l'Antiquité. Il est vrai que le type chevalin de notre époque classique, l'époque des Van der Meulen et des Le Brun, était différent du nôtre. Il était fait pour la résistance et le fond, non pour le saut ou la course, très ramassé, gros, mais pas grand par rapport au cavalier, quelque chose comme le « double poney, » le courtaud de laquais bon à toutes grosses besognes, l'encolure ronde, le chanfrein busqué et chargé de ganache. Mais il n'était pas le seul : on en avait vu d'autres, — témoins les chevaux du Parthénon, images justes et parfaites d'une certaine race et d'un certain mouvement, témoins aussi ceux du Colleone et de Gattamelata. Léonard de Vinci avait observé les proportions du cheval, comme il avait observé toutes choses. Lomazzo, de même. Dürer en avait serré de près la structure. Pintoricchio connaissait un autre cheval que le courtaud, car c'est un ancêtre des fines bêtes de Fromentin que monte un seigneur Turc, aux chambres Borgia, pour assister à la dispute de sainte Catherine.

Il est vrai, aussi, que la mode équestre était au cabré fléchi sur les jarrets, la suprême élégance étant de piaffer beaucoup et de n'avancer point. Mais c'était, là, postures de parade ou de carrousel. Dans l'ordinaire de la vie, il fallait aller vite, malgré qu'on en eût et, pour cela, pencher la bête en avant. Or, si peu sportifs qu'ils fussent, les peintres d'autrefois montaient tous à cheval pour voyager et tout le monde était à cheval autour d'eux. Ils avaient donc, du matin au soir, l'occasion d'observer les proportions et les allures vraies de la bête. S'il en est que leur déroulement rapide et multiplié ne permettait guère de démêler avant la chronophotographie, ce ne sont pas celles-là seules qui leur ont échappé : celles du pas leur sont totalement inconnues. Or, il n'est pas besoin d'une machine bien perfectionnée pour démêler la cadence de percherons traînant un fardier... D'où vient donc qu'ils ont tout ignoré d'un animal qu'ils voyaient sans cesse auprès d'eux?

C'est tout simplement qu'ils ne le regardaient pas. Ils ne voulaient pas le voir, encore moins l'étudier. La bassesse de la nature animale les en détournait. L'homme seul, au grand siècle, est digne d'attention, d'analyse, — donc de portrait. En lui seul, créé à l'image de Dieu, peut se trouver quelque vérité digne d'être rapportée fidèlement. Les autres êtres de la création sont devant l'Art comme s'ils n'étaient pas. Il faut en préserver notre vue. Le Brun félicite Poussin de n'avoir pas mis de chameaux dans la suite d'Éliézer, en son tableau fameux, car si on se laissait aller à peindre de telles « montures rejetées de nos escadrons, dit-il, ces objets bizarres pourraient débaucher l'œil du spectateur. » Le cheval faisant partie de la figuration guerrière et triomphale, on ne peut pas tout à fait éviter de le montrer, mais du moins on le réduit au rôle de support architectural et en quelque sorte cubique, un mastodonte, destiné à exalter, par contraste, la grâce et la sérénité du cavalier. Car il s'en faut que ces « demi-cabrés » et autres postures d'animaux savants que nous voyons chez les Van der Meulen, soient, même au XVIIe siècle, véridiques. Solleysel, écuyer ordinaire de la grande écurie du Roi, sous Louis XIV, proteste contre ces « actions de furie et d'emportement, » ces « postures de rage et de désespoir » que les peintres de son temps donnent aux chevaux de chasse ou de guerre du grand Roi. Ainsi est-il bien évident que l'animal fabuleux figuré par les classiques n'avait

jamais, à aucun moment, ni dans sa structure, ni dans sa marche, représenté un être réel et vivant. Et, sauf quelques retouches, c'est lui qui galopait encore chez les peintres de l'Empire.

II

A ce moment paraît Géricault. Un centaure entrant chez le maréchal ferrant pour se faire chausser à neuf n'étonnerait guère plus les artistes que l'irruption du *Chasseur à cheval* au Salon de 1812. « D'où cela sort-il? Je ne reconnais pas cette touche, » dit David. « Forcé, exagéré, » disent les critiques. On applaudit, parce que la force est toujours applaudie, quelque originalité qui s'y mêle, mais on écarquille les yeux. La surprise est à son comble, quand on apprend que l'auteur est un jeune homme de vingt et un ans, un dandy qui se frise les cheveux pour aller au bal, beau cavalier, musicien, chanteur, presque un « amateur » pour tout dire, et que le peu qu'il a étudié la peinture, c'est chez Guérin, l'auteur du *Marcus Sextus*, l'homme le moins fait pour susciter une telle fougue et une telle vérité... On est bien en présence d'un phénomène de « mutation brusque. » Les chevaux qui passent dans la rue aujourd'hui sont les mêmes qui passaient hier. La doctrine enseignée dans les ateliers n'a pas changé. Les exemples qu'a pu voir l'artiste dans les musées l'ont été par tous ses confrères, depuis longtemps, au moins depuis le déballage des conquêtes qu'a faites la République dans les Flandres et en Italie...

C'est que les circonstances de fait pèsent peu dans l'embryogénie d'un grand artiste. C'est « le désir » et non le milieu, qui est « le père de sa pensée. » Or celui-ci, dès l'enfance, est hanté par la passion, et lancé à la poursuite du cheval. Il est né en Normandie, il est vrai, pays d'élevage, mais Poussin aussi, et Poussin n'a pas peint de chevaux vivants. Ses parents, étant des bourgeois riches, paisibles et lettrés, ne songent pas plus à faire de lui un peintre ou un écuyer qu'à l'envoyer en Barbarie. On ne le met pas du tout à cheval : on le met au collège, mais il s'en échappe pour aller dans une écurie dessiner tout ce qu'il voit. Pendant ses vacances, à Rouen, il passe ses journées dans la boutique d'un maréchal ferrant, située en face de la maison paternelle, et on ne l'en tire qu'à la nuit. Le Cirque olympique et le

Louvre sont ses deux paradis et, au Louvre, son dieu est celui qu'invoquent alors tous les jeunes hommes écœurés de la raideur et de l'anémie académiques : Rubens. Sa devise, selon un de ses biographes, eût pu être : « Rubens et Franconi ! »

Il copiait l'un et l'autre, selon ses moyens, qui étaient de se fabriquer des jambières de bois, sorte d'instrument de torture destiné à faire rentrer les genoux, afin d'avoir plus vite les jambes arquées du parfait écuyer, — et d'empâter ses toiles de tons roses, ce qui le faisait surnommer par Isabey le père : « le cuisinier de Rubens. » Il a donc bien étudié les maîtres, mais si l'on découvre quelque trace de Rubens dans *la Méduse* ou dans le *Derby d'Epsom*, on aura de la chance ! Sur la route de Versailles, il suivait, dit-on, les voitures à la course. Excellent écuyer, si l'on en croit un témoin de ses prouesses, il n'avait pas de plus grand plaisir que de chevaucher à travers la campagne, montant de préférence les chevaux entiers et choisissant toujours les plus fougueux. Sa famille le met dans les affaires, mais son bureau est un alibi : c'est chez Carle Vernet qu'en réalité il travaille.

Où qu'on le perde, quand on le retrouve, on le retrouve à cheval, ou devant un cheval, par exemple en extase devant les étalons *Tamerlan* et *Néron* qui viennent d'arriver dans les écuries de l'Empereur, à Versailles, — et il fait leur portrait. Il se met aussi en face des maîtres, de toutes les écoles et de toutes les époques, et les copie. Mais qu'est-ce qu'il copie chez eux? Des Descentes de croix, des Saints, des Apôtres, des têtes d'enfants, très rarement un cheval. C'est le métier qu'il apprend chez eux. Pour le cheval, son école est toujours l'écurie. Ainsi sera-t-il appelé, selon le vœu du Vinci, « le fils et non le neveu de la Nature. » Après sa première réalisation, le *Chasseur à cheval* de 1812, il continue à observer son modèle, à le découvrir, à s'étonner comme un enfant, comme s'il ne savait encore rien de lui, et peint à Versailles une suite de *Croupes* et de *Poitrails*. Il peut donc exposer encore, au *Salon* de 1814, un cheval en pied, avec son *Cuirassier blessé*.

Il finit par aller à Rome, parce que tout artiste le fait à cette époque : on n'évite pas plus Rome en 1816 que, de nos jours, on n'évite le *plein air*. Mais qu'est-ce qu'il voit à Rome? Des chevaux : — ces petits chevaux barbes, qu'on fait courir, non montés, pendant le Carnaval, de la Place du Peuple (ou du

Peuplier), jusqu'au bout du Corso. Il se poste un peu en avant du *starter*, pour ne rien perdre du départ, face au Pincio, et s'ébaudit au spectacle de ces petites bêtes musclées et piaffeuses, impatientes de l'espace, et malaisées à tenir, car elles sont nues et libres comme l'air. Pour des générations d'artistes, il n'y a jamais eu de chevaux à Rome que ceux de Marc-Aurèle ou du Quirinal : le premier, il voit les *Barberi* et en tire une foule de silhouettes vivantes, contrastées, préfigurations d'un tableau qu'il rêvera toujours et ne fera jamais : la *Course de chevaux libres*. Il voit pourtant quelque chose dans les *Stanze* du Vatican : il voit la croupe du cheval blanc qui se cabre, chez Raphaël, au bord de la *Bataille de Constantin*, et cette queue en colonne torse qui balaie la rive du Tibre, et il les copie. A visiter tant de dieux et de saints accumulés à Rome par l'art de tant de siècles, il lui prend l'envie de peindre un *Nègre sur un cheval cabré*... D'ailleurs, Rome l'ennuie à périr et il le confie à un ami, avec sa conviction que le séjour prolongé en Italie est fatal à un artiste, recommandant bien qu'on ne communique sa lettre à personne au monde.

Ah! ce n'est point, là, le ton de ses lettres de Londres. Car il finit par aller en Angleterre, le pays du cheval moderne et, là, il trouve sa patrie, cette seconde patrie où un peu de l'idéal cherché dans la sienne semble réalisé. Il flambe d'admiration. Il écrit à Horace Vernet : « Mon cher Horace... je disais l'autre jour à mon père qu'il ne manquait qu'une chose à votre talent, c'était d'être trempé à l'École anglaise, et je vous le répète parce que je sais que vous avez aimé le peu que vous avez vu d'eux. L'Exposition qui vient de s'ouvrir m'a plus confirmé encore qu'ici seulement on connaît ou l'on sent la couleur et l'effet. Vous ne pouvez pas vous faire une idée des beaux portraits de cette année et d'un grand nombre de paysages et de tableaux de genre; les animaux peints par Ward et par Landseer, âgé de dix-huit ans. Les maîtres n'ont rien produit de mieux en ce genre; il ne faut point rougir de retourner à l'école; on ne peut arriver au beau, dans les arts, que par des comparaisons... Je ne crains pas que vous me taxiez d'anglomanie. Vous savez ce que nous avons de bon et ce qui nous manque. Tout à vous. Géricault. »

Cette explosion d'enthousiasme ne s'expliquerait guère, si, au fond, ce n'était le cheval qui la suscitait. L'École anglaise,

à ce moment-là, en mai 1821, était, au total, comme toujours inférieure à la nôtre. Mais les Anglais étaient alors, comme toujours, de fervents et patients observateurs des ciels, des eaux, des plantes et des bêtes, — du cheval surtout. Landseer, après plusieurs autres, lui révélait les formes du cheval bâti pour la course et le saut, ses expressions aussi et non à la façon des classiques, c'est-à-dire une simple caricature des expressions humaines, mais celles qui lui sont propres. Et puis, il y avait les chevaux vivants autour de lui, les attelages rapides qu'il ne se lassait pas d'admirer dans la rue, à la promenade, dans les *Parks*, à la chasse, enfin ce triomphe du cheval de course, qu'il n'avait pas trouvé sur le continent : *le Derby*. Sur la route de Saint-Cloud, Géricault avait découvert la bête vivante : à Epsom, il découvre la bête moderne et donnant son maximum de vitesse ; il la dessine, la lithographie, la peint dans toutes ses élégances, jusque dans ses mièvreries ; enfin, il fixe sa vision dans un tableau définitif : *le Derby d'Epsom*.

Elle a pu être améliorée depuis et subir des modifications de détail ; mais, dans ses lignes essentielles, dans son type anatomique et pittoresque, elle n'a pas changé. Regardez l'instantané d'un handicap à Longchamp, au moment où les chevaux passent, en paquet, à toute allure, devant les tribunes, — et regardez, au Louvre, le *Derby d'Epsom*. C'est bien le même tableau et ce sont bien les mêmes bêtes fines, étirées, « levrettées, » vraies flèches de muscles et de nerfs filant au but : l'encolure droite et longue, le chanfrein et les naseaux d'un seul jet, le garrot haut, le pied long et bas-jointé, la croupe droite, le pli panniculaire très visible, tout le rouage de la machine animale affleurant à la peau, dégagé du cylindre énorme où il était autrefois enfoui, et que Vélasquez, par exemple, donnait à chevaucher à son *Don Balthasar Carlos*. Le jour dessine, sur l'épaule, les flancs, la croupe, exactement les mêmes arabesques de lumière chez Géricault et à Longchamp, à l'heure de la course, c'est-à-dire celles qu'engendre naturellement ce polyèdre de miroirs noirs : — la surface polie et réfléchissante du poil luisant, — à la place des régulières dégradations que la panse cylindrique des chevaux anciens pouvait présenter. Pour la première fois, depuis Phidias, on voyait, dans l'Art, un cheval vif, nerveux, capable de courir.

Courait-il réellement, c'est-à-dire reproduisait-il exactement

les attitudes que prend le cheval lancé au grand galop, à son maximum de vitesse? Regardons quelqu'un de ces *instantanés* pris aux courses depuis une trentaine d'années et représentant une quelconque des milliers de phases par où passe un cheval au galop : pas une fois, nous ne trouverons la silhouette des coureurs de Géricault : les quatre membres écartés et tendus à l'extrême, le « ventre-à-terre » de la locution populaire. Quel que soit le temps du galop, dans lequel l'objectif ait saisi son image : appui sur un membre postérieur seul, appui sur un membre de devant et un membre de derrière, appui sur un membre de devant seul, enfin suspension, un des pieds au moins est toujours posé à terre, et même fort solidement fixé, — hors le cas de suspension, où les quatre pieds, au lieu d'être étendus, comme ceux du lièvre à la broche, sont tout au contraire ramenés sous le ventre dans la position d'une chèvre sur un tonneau. Ainsi, la structure du cheval découvert par Géricault est bien authentifiée par nos plus récents moyens d'investigation scientifique, mais l'attitude ou la position respective des membres dans le grand galop diffère du tout au tout.

Qui a raison, qui a tort, de Géricault ou de l'instantané ? S'il s'agit de montrer une des mille positions que prennent les quatre membres d'un cheval, au cours d'une foulée, c'est l'instantané qui le fait. Mais s'il s'agit d'exprimer le mouvement, c'est Géricault. Car nous n'appelons pas « mouvement, » une des attitudes, ou des silhouettes, ou des positions dans l'espace d'un objet, qui change de place ou de forme : une feuille qui pousse, un bourgeon qui s'ouvre, une plante retirée du sol qui se dessèche, une ombre de cadran solaire qui tourne, un bloc de glace qui fond, un métal qui se dilate, changent de place ou de forme : nous les tenons pour immobiles. Nous appelons « mouvement » une *succession* de gestes ou de positions dans l'espace qui soit assez rapide pour que notre œil, enchaînant la phase précédente à la phase suivante, les puisse percevoir à la fois changeantes et liées.

Ceci étant, comment l'Art peut-il donner la sensation d'un être qui se meut? En montrant ce qu'on voit de cet être, quand il se meut. Or, que voit-on d'un cheval, d'un coureur, d'une danseuse, d'un boxeur, d'un oiseau, d'un tireur d'épée à leur maximum de vitesse? Voit-on chacune des arabesques formées l'une après l'autre et s'engendrant l'une l'autre au cours de leurs

mouvements? Non. Pourquoi? Parce que notre œil n'a pas la faculté de retenir les images qui ne durent pas plus d'un dixième de seconde sur la rétine. C'est une loi physiologique à laquelle on ne peut rien, l'éducation, ou plutôt un effort d'observation pouvant bien nous apprendre à distinguer plus de phases dans un geste que l'œil distrait ne le fait d'habitude, mais non pas modifier l'organe assez pour les percevoir toutes. Les Anciens ou les Japonais, qu'on cite toujours en cette occasion, sont parvenus, à force d'attention, à en saisir quelques-unes que nos classiques, dédaigneux de ces bagatelles, avaient laissé perdre : c'est tout. Des milliers et des milliers d'autres leur ont échappé, comme à nous.

Que voyons-nous donc, éduqués ou non, d'un être qui se meut par le jeu de ses membres? Nous voyons une succession d'attitudes liées entre elles et se prolongeant l'une par l'autre, de façon à former non pas une ligne brisée, mais une ligne continue. Et l'impression qui nous en reste est une moyenne résultant des diverses attitudes séparées qu'a prises l'être qui se mouvait. C'est donc cette moyenne et non point autre chose, qui nous donnera la sensation de la « succession continue, » ou autrement dit du « mouvement. »

Or, cette succession, l'objectif de l'instantané ne la perçoit pas. Sa paupière s'ouvrant et se fermant en l'espace d'un millième, ou d'un demi-millième, ou d'un cinq millième de seconde, ne voit pas plus la succession des attitudes diverses chez un cheval au galop, que notre œil ne voit bouger la feuille qui pousse ou le bourgeon qui s'ouvre au printemps. Dans les deux cas, le mouvement est trop lent pour être perçu par l'appareil enregistreur. Dans le cas de la feuille qui pousse, notre œil, et, dans le cas du cheval au galop, l'objectif, nous apportent donc bien une notion vraie, mais point une notion sur le mouvement de la feuille ou du cheval : une notion sur une des milliers de positions, — chacune immobile, un instant de raison, — dont il est composé. Pour la même cause, l'objectif instantané, en face d'une voiture qui passe, voit la roue immobile : il a enregistré l'image des rais bien avant qu'elle se soit brouillée et confondue de façon à nous avertir qu'ils se sont suivis et remplacés respectivement. Peut-on dire qu'en nous montrant immobile une roue qui tourne à toute vitesse, il nous renseigne exactement? Peut-on dire même qu'il nous renseigne mieux que

notre œil? Il nous trompe entièrement, au contraire, sur ce qu'il importe plus de savoir : si la roue tourne ou ne tourne pas.

Il ne s'ensuit pas qu'aucune des attitudes successives dont se compose un geste ne puisse, à elle seule, donner cette sensation. Certaines durent assez longtemps pour que notre mémoire visuelle les enregistre et les associe à l'idée de mobilité. Ce sont celles-là qu'ont saisies avec tant d'adresse les Japonais dans les vols d'oiseaux et chez nous, Aimé Morot et Degas dans le trot ou le galop du cheval. Mais, à les bien regarder, on s'aperçoit que ce sont le plus souvent ou bien la première phase, c'est-à-dire celle qui a pu être précédée par un temps d'immobilité presque identique, ou bien la dernière, c'est-à-dire celle qui a pu en être suivie, ou bien que ce sont des phases où l'être ne se meut plus précisément, mais est soumis, inerte, à une loi comme celle de la pesanteur : la retombée du sauteur d'obstacles, les membres antérieurs raides tendus en avant, ou la suspension qui suit le troisième temps du galop, les quatre fers ramassés sous le ventre. Dans ces trois cas, l'œil a eu le temps de retenir les contours essentiels de l'être en mouvement : il le reconnaît donc quand on les lui montre et l'esprit les associe à l'idée du mouvement. L'Art peut donc s'en saisir.

Les autres, par milliers, ne lui servent de rien. Quand, d'aventure, un artiste veut les reproduire, il donne la même impression que l'instantané. Les pieds du cheval sont fichés en terre, et, bien écartelés, l'assoient sur une base pyramidale indestructible : — c'est le second temps du galop, — ou bien un pied de devant est buté, le paturon tassé sur le sabot, les autres s'enlevant, dans une ruée inexplicable, mais ne semblant nullement capables d'avancer : — c'est le troisième temps, — ou bien encore, c'est un des pieds de derrière qui a l'air impuissant à s'arracher du sol, tandis que les trois autres se soulèvent péniblement. A tout coup, nous avons la sensation, non de la vitesse, mais de l'arrêt, non de la bête vivante, mais empaillée et piteusement fixée au sol.

On a plaidé le défaut d'accoutumance. Mais cet argument, qui ne valait pas grand chose aux débuts de la chronophotographie, ne vaut plus rien, maintenant qu'une génération tout entière s'est formée devant ces figures. C'est en 1872 que Muybridge a commencé de les fixer, lors de ses expériences à Sacramento d'abord, puis à Palo Alto, en Californie. C'est peu

après que Marey les a continuées au Parc des Princes, et depuis lors, depuis plus de trente ans, les journaux illustrés en ont répandu, à profusion, les images. C'est toujours avec le même ennui qu'on les voit et avec la même impuissance qu'on cherche à éprouver une sensation de vitesse en les regardant. Et, comme, pendant ce temps, le jockey est saisi dans une pose que nous reconnaissons pour fort instable, en chien de fusil, le dos presque perpendiculaire à la bête, les bras étendus sur l'encolure, il arrive ceci de fort singulier : au rebours de Bonaparte, qui voulait être peint « calme sur un cheval fougueux, » le jockey paraît transporté d'une frénétique passion d'avancer sur une sorte de chevalet impossible à remuer.

Retournons au Louvre devant *le Derby d'Epsom :* enfin, voici des chevaux qui courent! C'est que Géricault a saisi, dans sa vérité, la résultante des diverses attitudes qui composent la course. Est-il le premier? On peut le contester. D'après M. Salomon Reinach, ce serait Stubbs, le peintre anglais, qui, dès 1794, en aurait donné la formule. En tout cas, les Anglais l'avaient trouvée avant nous. Mais Géricault, par l'exemple fameux du *Derby d'Epsom* entré au Louvre il y a près de soixante ans, l'a jetée dans la circulation. Elle n'en est plus sortie. Tous les peintres qui, depuis, sont parvenus à donner la sensation de la vitesse, comme Fromentin par exemple, ne l'ont fait que grâce à Géricault. Degas lui-même, grand amateur de photographie et photographe pratiquant, mais qui peignait des chevaux avant les expériences de Muybridge, les figurait à l'arrière-plan de ses *Courses de Longchamp,* au galop allongé du *Derby d'Epsom.*

De même, c'est bien Géricault qui a commencé à distinguer nettement les races et à spécifier les caractères. Voyez ses innombrables études sur le cheval de Mecklembourg, sur le cheval d'Auvergne, le cauchois, l'espagnol, l'ardennais, celui de la plaine de Caen et celui du Hanovre, sur l'arabe, l'anglais, l'égyptien, le flamand; arrêtez-vous avec lui *Chez le maréchal ferrant* des différents pays, partout vous trouverez, pour la première fois, l'accent de la vérité individuelle. Il lui arrive encore de dessiner des académies d'hommes impersonnelles, — c'est très frappant dans ses *Barberi,* — jamais des chevaux. Il ressemble à ces officiers de cavalerie, raillés par un futur maréchal de France dans une satire fameuse, — je parle de temps très lointains, — qui savaient les noms, les ori-

gines et les particularités de tous les chevaux de leur escadron, mieux que ceux de leurs hommes. Voilà justement le fait de Géricault. Aussi a-t-il montré aux peintres comment ils pouvaient enrichir leur domaine d'une vie plastique et pittoresque toute nouvelle. Et, en effet, depuis lors, on a vu des chevaux vivants. Tant celui de Rosa Bonheur, ce bon gros garçon, et celui de Fromentin, cette sensitive, ou celui de Degas, cette levrette, que ceux de Henri Regnault, de Meissonier, de Detaille, d'Aimé Morot, ces rudes « chargers, » tous sont vivants et capables de courir.

III

La découverte du cheval n'est pas le seul titre de Géricault à la gloire. L'exposition qui vient de s'ouvrir nous en montre d'autres et, pour cela, elle mérite qu'on s'y arrête. Une rétrospective, surtout quand elle a lieu longtemps après la mort d'un maître et pourtant avant que le verdict de nombreuses générations ait tout à fait fixé sa place, tient à la fois de l'inventaire, de la confession générale et du procès en canonisation. Tout au moins a-t-elle l'intérêt qu'a la publication des lettres inédites d'un grand homme : si elle ne la modifie pas, elle complète l'image un peu fragmentaire qu'on s'en faisait. C'est ce qui arrive pour Géricault. On connaissait peu Géricault portraitiste et paysagiste, pas du tout Géricault animalier en dehors du cheval et sculpteur. On ne se le figurait pas trop en émule de Goya dans *les Malheurs de la guerre*, de Léonard de Vinci dans la curiosité de l'anatomie et des grimaces humaines, de Barye dans son goût pour les fauves. On n'avait jamais vu rassemblés ses lithographies, ses dessins, ses aquarelles, et ses études de grandeur naturelle ou plus grandes que nature, peintes d'après le modèle vivant ou mort.

De fait, il y a, là, surabondance de sève. On comprend, à voir cette profusion de projets et d'ébauches, le mot de Guérin : « Il y a en lui l'étoffe de trois ou quatre peintres ; » et celui de Gros : « Il faudrait lui tirer quelques palettes de sang. » Nous ne savons ce qu'auraient pu être, réalisées sous la forme colossale qu'il rêvait, *la Traite des nègres* et *l'Ouverture des portes de l'Inquisition*, ou *la Course de chevaux libres*, appelée aussi les *Barberi*, dont voici des esquisses. Mais ce torse nu plus grand que

nature qui lui servit pour la *Méduse*, ces portraits d'*Eugène Delacroix* et d'un *Demi-solde* en bonnet de police, ce *Train d'artillerie*, ces lions, cette *Charrette de blessés*, cette *Retraite de Russie*, ces *Marines*, ce *Marché aux bœufs*, ce groupe sculptural de *la Bacchante et du Satyre*, moulage d'après l'original, enfin tous ces thèmes d'émotion et d'énergie si divers nous montrent que, hors peut-être la grâce féminine, le Maître disparu portait en lui de quoi renouveler toutes les expressions d'art. Qu'on se rappelle le *Four à plâtre*, du Louvre, qu'on regarde, ici, ces études très poussées de débris anatomiques, et ces têtes de malades ou de mourants, ou de morts, ou de fous, peintes avec une passion pour la vérité presque féroce, un goût du drame quasi macabre, on saisira tout de suite combien l'école classique est bouleversée et la romantique dépassée.

Le premier trait du classique, en Art, c'est son peu de curiosité, ou de sympathie pour l'immense domaine de la Nature, toute son attention s'étant peu à peu concentrée sur l'homme. Au XVIIIe siècle, une réaction vaguement esquissée chez Watteau, puis, Chardin, Fragonard et Greuze, est réprimée durement par David, et, dès lors, la figure humaine même perd ses caractères individuels que le XVIIIe siècle lui avait conservés. C'est une académie abstraite, dans une pièce nue, ou devant des architectures mornes comme un lavis d'architecte, nettoyée de toute vie végétale ou animale ou atmosphérique. Si David, une fois en sa vie, se résigne à peindre un paysage, c'est qu'il est en prison et qu'il ne voit pas autre chose par sa fenêtre; s'il est tenu d'en peindre un autre, dans *les Thermopyles*, ne pouvant décemment mettre son défilé dans une chambre close, il le compose froidement d'après un relevé topographique du lieu. L'homme, seul, sans aucun rapport avec les règnes inférieurs, est promu à la dignité de type impersonnel : tel est le premier trait de l'Art classique au moment où paraît Géricault.

Le second, c'est l'immobilité, sinon dans le thème qui admet bien les gestes, du moins dans le rythme de ces gestes, tous nés de la mimique des statues. La sérénité est requise, jusque dans les plus extrêmes transports, l'instabilité proscrite, fût-ce dans l'image de la course et du combat. Une conception statique du corps humain est la seule digne de l'Art. Et, pour que rien

ne vienne troubler le prototype d'humanité ainsi obtenu, voici que la couleur et la facture doivent être plates, lisses, rosées, sans empâtements qui accrochent la lumière, ni effets d'ombre et d'éclairage violent qui creusent la surface. Le modelé même ne doit pas bosseler le mince épiderme de la pâte. « Une véritable porcelaine, » tel est le programme de Winckelmann. On fait ce qu'on peut pour y parvenir.

Là-dessus, Géricault éclate comme un orage : tout frémit, s'échevelle, se tord, s'emplit d'ombres et d'éclairs. Un déluge, un naufrage, la retombée d'une vague monumentale, le galop endiablé d'un cheval, la grimace d'un aliéné, le rictus d'un guillotiné, le passage d'un train d'artillerie, le hurlement d'un dogue, les transports amoureux d'un nègre, les phases successives de l'assassinat de Fualdès : — tels sont ses sujets. Le combat du jour et de la nuit, même si le corps est au repos, telle sa manière de les traiter. C'est un virtuose des musculatures puissantes, des raccourcis hasardeux, des passions déchaînées, des clairs-obscurs terrifiants, et il porte sa virtuosité dans tous les domaines : Michel-Ange nautique et colonial, qui a pris le paquebot, a guetté la tempête et rêve de peupler la Sixtine de damnés nègres. Par là, il incarne tout le Romantisme. Il relie Gros à Delacroix, sans être fils de l'un, ni père de l'autre, moins coloriste, dans le sens « chromiste » du mot, que Delacroix, moins imaginatif que Gros, égal à tous les deux en enthousiasme, en fougue, en perplexités, en sujétion aux passions humaines, sans parvenir à la belle impassibilité de Delacroix, ni au déséquilibre de Gros, supérieur à son maître et à son condisciple, en réalisme, en acuité et en crudité de rendu, et laissant insoluble, par l'inachevé de sa carrière, l'énigme de savoir jusqu'à quel point il aurait pu les remplacer.

Il ne faut pas, pourtant, que ce mot de « romantique » nous égare en nous faisant croire que chez Géricault, l'imagination l'emportait sur le fait réel et constaté. Il en avait très peu au contraire : — juste ce qu'il fallait pour assembler, avec beaucoup de peine de retours et de retouches, morceau par morceau, une scène pourtant facile à concevoir comme *la Méduse*. La conception définitive est très belle, mais les différentes idées qui se sont d'abord présentées à lui sont loin d'être des trouvailles. Regardez-les à l'hôtel Charpentier entourant une petite ébauche du tableau et vous sentirez la lenteur de son

imagination créatrice. Quand elle se hâte, elle ne vaut rien : les scènes de l'indépendance grecque, ou de la chevalerie ou des guerres de l'Empire, ses *Giaours*, ses *Laras*, ses *Fiancées d'Abydos* accusent une lamentable indigence d'originalité, comme de vérité. Tout y est faible, depuis le sentiment « troubadour, » jusqu'au dessin rond et banal. Retournez-vous vers ses croquis d'après nature, ses études d'après le modèle vivant ou mort, vers cette petite sépia où passent des fantômes de cuirassiers blessés, retour du front, l'un affaissé sur son cheval fourbu, l'autre à pied, tirant par la bride trois chevaux démontés, — ou ce *Torse nu* plus grand que nature du mort qui figurera dans *la Méduse*, le bras vu dans un raccourci puissant, la tête renversée dans un autre raccourci impeccable, la poitrine offerte à toutes les modulations de la lumière, — le Maître réapparaît.

Il reprend pied au contact de la nature toute crue, toute sauvage, toute saignante, qu'il scrute avec passion, quelle que soit sa laideur ou même son animalité. C'est un réaliste et rien qu'un réaliste. On ne s'en avise pas, d'ordinaire, parce que son œuvre la plus célèbre, *la Méduse*, est une composition et il est entendu que toute composition est un défi à la vérité, et puis aussi parce que nos « réalistes » modernes se sont interdit, — on ne sait pourquoi, — les mouvements violents et les expressions intenses des grandes passions. Mais c'est un classement bien superficiel que le classement par les sujets ou les thèmes généraux. Ce qui constitue proprement l'artiste, c'est le sentiment particulier qu'il apporte dans un thème général. Or, si le thème de *la Méduse* est romantique, en effet, quel réalisme dans le décor, dans la plupart des gestes, dans les cadavres! Ici, l'horreur de la réalité ne pouvait être dépassée. Ce n'est pas dans un poème d'Hugo, mais dans le rapport de M. de Parnajon commandant *l'Argus*, qu'on lit ces mots : « J'ai trouvé, sur ce radeau, quinze personnes qui m'ont dit être le reste de cent quarante-sept qui y avaient été mises lors de l'échouage de la frégate *la Méduse*. Ces malheureux avaient été obligés de combattre et de tuer une grande partie de leurs camarades qui s'étaient révoltés pour s'emparer des provisions qu'on leur avait données; les autres avaient été emportés par la mer, étaient morts de faim ou devenus fous. Ceux que j'ai sauvés s'étaient nourris de chair humaine depuis plusieurs jours, et au moment

où je les ai trouvés, les cordes qui servaient d'étai au mât étaient pleines des morceaux de cette viande qu'ils avaient mise à sécher... »

Pour rendre cette horreur, Géricault n'a rien puisé dans son imagination : tout a été remis sous ses yeux. Le radeau, il l'a fait reconstruire par le charpentier même de *la Méduse*, l'un des quinze « rescapés » du naufrage ; le groupe principal, il l'a fait poser par les autres passagers : c'est le chirurgien Savigny, qui est au pied du mât, c'est l'ingénieur Corréard, dont le bras, tendu vers l'horizon, indique *l'Argus*... Les cadavres, il les a fait venir de l'hôpital Beaujon, proche de son atelier du faubourg du Roule : il s'était arrangé avec les internes et les infirmiers qui les lui fournissaient et quand ils ne pouvaient lui en donner d'entiers, lui envoyaient des membres coupés. Nous en apercevons un saisissant exemple à l'hôtel Charpentier en même temps que d'une tête de voleur mort à Bicêtre. « Pendant quelques mois, dit un de ses biographes, son atelier fut une manière de morgue ; il y garda, assure-t-on, des cadavres, jusqu'à ce qu'ils fussent à moitié décomposés. » — Sa fureur de réalisme est telle que, pour mieux peindre les ravages de la maladie, chez ses naufragés de *la Méduse*, il alla transporter son outillage de peintre à Sèvres, auprès d'un de ses amis défiguré par la jaunisse : « Ah ! mon ami, comme vous êtes beau ! » s'écria-t-il, s'il faut en croire cet ami, lequel ajoute : « Je faisais peur. Les enfants fuyaient, me prenant pour un mort, mais j'étais beau pour le peintre, qui cherchait partout de la couleur de mourant... » Ce : « Comme vous êtes beau ! » c'est bien le cri du réaliste. Regardez les quatre têtes d'aliénés peintes pour le docteur Georget, médecin en chef de la Salpêtrière, études consciencieuses de différentes monomanies : la monomanie de l'envie, du jeu, du vol d'enfants ; arrêtez-vous enfin devant cette esquisse du *Supplice de la pendaison*, faite à Londres, et vous sentirez à quel point la curiosité du fait, quel qu'il fût, le dominait.

A quelle œuvre ces derniers matériaux étaient-ils destinés ? Nous ne le savons pas au juste. Comme beaucoup d'autres, ils devaient rester inutilisés. Après *le Naufrage de la Méduse*, qui est de 1819, et *le Derby d'Epsom*, qui est de 1821, Géricault n'a plus achevé aucun grand tableau. Son séjour en Angleterre avait nui à sa santé, sa passion pour le cheval lui fut encore plus funeste.

Une série d'accidents, la première fois sur la colline de Montmartre, une autre fois sur la route de Fontainebleau, enfin, au Champ de Mars, l'arrêtèrent en pleine jeunesse et en plein travail. Sa dernière année se passa tout entière sur un lit de douleur, torturé surtout par le sentiment que ses forces s'échappaient, et qu'il ne pourrait mener à bien aucun de ses grands ouvrages. « Si j'avais fait seulement cinq tableaux, disait-il, mais je n'ai rien fait, absolument rien ! »

Il ne le croyait peut-être pas, mais il en avait peur. Assurément, il se sentait capable de grandir. De destinée plus rapide, aussi brillante, plus tôt fauchée, il n'y en a guère d'exemple que chez Henri Regnault, lequel, à bien des égards, descend de lui. Ne le plaignons pas, pourtant. Il a éprouvé les glaces de la mort avant celles de l'âge, — ce qui, pour un artiste vaut mieux, l'homme seul est atteint, non l'œuvre. La sienne n'offre, sur aucun point, des signes d'ankylose ou de décrépitude. Elle fourmille de gaucheries, mais de sève, d'incartades, mais de vie. Elle promet plus qu'elle ne tient, mais nous pouvons, si le cœur nous en dit, la prolonger magnifiquement, en imaginant réalisés tous ces rêves, ces projets, ces audaces qui se pressaient et hantaient son génie tumultueux. Nous ne voyons pas, ici, comme en d'autres rétrospectives, et aussi, hélas ! trop souvent au *Salon* parmi les vivants, ces lamentables erreurs où la vieillesse trébuche. Voilà, mieux que la mort, ce qui fixe impitoyablement les limites d'un talent, d'une destinée et nous défend, quelle que soit notre sympathie, de la prolonger en belles « harmoniques, » quand le son s'est éteint! Ceux qui meurent jeunes sont-ils aimés des Dieux? Nous ne savons, mais ils le sont des hommes, des générations successives qui viennent les chercher à travers leurs œuvres, pour tout ce que nous leur prêtons de promesses suspendues et de passion inexprimée.

ROBERT DE LA SIZERANNE.

LES ACADÉMIES DE PROVINCE

AU TRAVAIL

L'Académie de Dijon poursuit actuellement, et avec grand succès, semble-t-il, une expérience qui intéresse toutes les sociétés littéraires et savantes de nos provinces.

Dès la fin de la Grande Guerre, pressentant de quelle utilité pouvait être une Compagnie savante pour la restauration du pays, dans les limites de la région, elle avait songé à élargir le cadre de son activité. Elle n'avait d'ailleurs qu'à revenir à sa belle tradition du XVIIIe siècle, au temps où elle couronnait J.-J. Rousseau, où elle enseignait les sciences par des hommes comme Maret et Guyton de Morveau, où elle fondait un Jardin botanique et l'un des meilleurs Observatoires de l'Europe, au temps enfin, où, organe capital de la vie de la Bourgogne, elle subventionnait des essais agricoles et industriels, des recherches minières, des expériences aéronautiques.

Mais ce qui manquait le plus à l'Académie pour reprendre ce noble rôle, c'étaient les fonds. Son budget annuel s'élevait à quelques centaines de francs ! Ces fonds manquaient non moins, ici comme ailleurs, à deux associations de la ville : la « Société bourguignonne de géographie et d'histoire, » et la « Commission des Antiquités de la Côte-d'Or. »

Le Conseil général, auquel une subvention était demandée, accorda 5 000 francs, en promettant davantage à l'avenir, si l'utilité de la Compagnie était démontrée. Mais il réclamait l'union des trois sociétés. Les membres de la « Société bourguignonne » furent rattachés, comme correspondants, à l'Académie, et la « Commission des Antiquités » forma l'une des sections de la Compagnie, qui gagnait ainsi non seulement en ressources, mais en personnel et en compé-

tences. Dès 1922, son budget s'établissait à 13 438 fr. 15, son budget de 1923, à 14 948 fr. 70. Et il n'est pas douteux que, son utilité étant démontrée, elle ne trouve rapidement des subventions plus importantes et des ressources bénévoles, d'autant mieux qu'elle est en droit, par son œuvre régionale, d'espérer des subventions ou dons des départements de toute sa région.

Ce budget de moins de 15 000 francs peut prêter à sourire. Mais que ne fait-on avec de la science, du dévouement et de l'activité? Les œuvres de l'Académie rénovée le démontrent : son bulletin mensuel, qui compte de quarante à soixante pages, avec de beaux et nombreux hors-texte sur les chefs-d'œuvre de la sculpture bourguignonne, est vraiment remarquable par la qualité et l'étendue de ses études : « Le grand portail de l'église Saint-Michel, » par M. H. David, « la Mort du colonel Celler, » le vaillant commandant de la Légion de la Côte-d'Or, par M. A. Collot, « le Domaine rural dans la région dijonnaise au XVIII[e] siècle, » par M. P. Perrenet, « Prudhon à l'École de dessin de Dijon, » par M. Fyot, « une Ascension du Pic du Midi, » par MM. Debrand et Bidault de l'Isle, « le Médailler de l'Académie, » par le général Duplessis, « Exposition de champignons, » par M. P. Genty, « la Flore de la Haute-Marne, » par M. P. Fournier, etc.

L'activité de l'Académie ne s'arrête pas là, comme l'attestent les procès-verbaux de ses séances : elle se préoccupe de restaurer le Jardin botanique, l'Observatoire, de fonder un Musée lapidaire, qui sera installé à la belle église romane Saint-Philibert, de contribuer à l'application des mesures d'hygiène et de prévoyance sociale. La ville lui demande des noms historiques pour les nouvelles rues. L'Académie s'intéresse de nouveau à toute la vie de la province : elle a obtenu les importants crédits nécessaires à la restauration du dortoir de l'abbaye Saint-Bénigne ; elle organise un centre d'instruction agricole ; sa bibliothèque et ses collections sont remises à la disposition des travailleurs.

Nous avons trop demandé ici, dès la première heure, le regroupement régional de la poussière de sociétés savantes qui s'endorment dans toute la France, il y a peu d'années encore, pour ne point citer avec plaisir ce réveil de l'Académie de Dijon, type complet d'une renaissance qu'organisent ou que projettent actuellement d'autres Compagnies, et prélude du grand mouvement régionaliste qui émeut le pays tout entier.

Nous avons déjà défini le vaste domaine propre des sociétés provinciales. Mais la vie moderne, la science ajoutent chaque jour

de nouvelles parcelles à ce domaine. C'est ainsi que « l'Union Française de T. S. F., » que préside M. Daniel Berthelot, et qui compte dans son Comité directeur les personnalités les plus éminentes de la nouvelle science, MM. Édouard Branly, d'Arsonval, général Ferrié, duc de Broglie, Gutton, Becquerel, etc... vient de demander, avec le plus grand succès d'ailleurs, à toutes les sociétés savantes de collaborer avec elle au succès et à la diffusion de cette radioélectricité, dont M. Charles Nordmann a dit excellemment ici le vaste avenir social. Il n'est pas douteux que de telles collaborations ne doivent être fécondes, et qu'elles ne puissent être largement étendues.

L'Académie de Montpellier, qui comprend notamment une section de Médecine fort active comme sa vieille et brillante Faculté, et une section des Sciences, et qui compte parmi ses membres un éminent spécialiste de la T. S. F., M. Moye, n'a pas attendu l'appel de « l'Union Française. » Dès juin 1922, M. Moye rendait compte à cette Compagnie de ses heureuses recherches sur un des problèmes les plus importants de la nouvelle technique : « l'emploi du courant alternatif, — c'est-à-dire du vulgaire secteur, — pour la réception de la télégraphie et de la téléphonie sans fil. » En novembre, il exposait « l'organisation administrative de la téléphonie sans fil en Amérique, en Angleterre et en France ; » en avril 1923, il montrait la possibilité d'employer les canalisations de lumière pour la transmission de la radio-téléphonie.

Dans la même compagnie, M. Charlier étudiait les nébuleuses; le docteur Grynfeltt exposait « l'étape lymphatique des cancers épithéliaux, » et M. de Mortillet le développement en France de « l'industrie de la baryte. » L'Académie de Montauban, qui a établi tous ses derniers concours sur les sciences, les lettres, l'archéologie et les arts de sa région, dont le dernier « Recueil » contient une remarquable étude du docteur L. Perrier sur « les grottes et ruisseaux souterrains du Tarn-et-Garonne, » ne craint pas de dépasser aussi les limites de sa région. Nous lisons, dans son Recueil, deux belles études du docteur Legrand sur « le rôle de l'inconscient dans la vie courante » et de M. Ch. Bruston sur « les antiques inscriptions chananéennes du Sinaï. » Nous y relevons surtout une magistrale étude du docteur Lucien Roques sur « les mœurs et l'hygiène sociale, » qu'il ne faut point confondre, dit-il, avec l'hygiène publique. L'auteur établit d'abord avec force que nous avons réalisé la dure prédiction de Bossuet : un temps bestial viendrait « où l'on

tiendrait tout dans l'indifférence, excepté les plaisirs et les affaires. » Il montre qu'il n'y a pas d'hygiène sociale sans moralité individuelle, et il conclut : « Restons dans la simple et large note de notre tempérament français ; bornons-nous à raviver les vertus fondamentales de notre peuple : le bon sens, la retenue, la modération, la frugalité, le goût de l'ordre... C'est bien le rôle de nos Académies de province de rappeler le pays à lui-même, d'entretenir tout ce qu'implique le mot si mal compris, si injustement décrié, de libéralisme, ce qu'il a exprimé par tant d'esprits distingués du XIX[e] siècle, avec des nuances diverses, de vraie culture, d'élévation de pensée, de générosité, de tenue, de mesure et de mutuel respect. »

On ne saurait mieux dire.

L'Académie de Besançon, qui compte d'éminents savants, des juristes distingués et d'actifs sociologues, s'attache surtout, cette fois, aux études historiques concernant la Franche-Comté. Il est vrai qu'elle est particulièrement riche de grands noms et de grands souvenirs : Victor Hugo, Fourrier, Proudhon, Pasteur, pour n'en citer que quelques-uns. Et l'un de ses derniers bulletins rappelle que le célèbre romancier flamand, Henri Conscience, dont les nombreuses œuvres furent traduites en huit ou dix langues, et qui fut l'un des plus robustes ouvriers de la renaissance flamande, était le descendant d'une vieille famille bisontine. M. Henri Hugon établit avec une parfaite clarté cette ascendance, et il termine, non sans quelque mélancolie : « Sur ses monuments d'Anvers, on lit, au-dessus des dates 1812-1883, ces simples mots : Hendrik Conscience. Hendrik, c'est la transformation flamande du prénom français que l'enfant avait reçu de son parrain le musicien wallon Henri Delsalle ; seul le nom de Conscience rappelle désormais au passant les origines paternelles du grand homme. »

La Comté, si riche en illustrations, s'intéresse encore à celles qui viennent à elle. C'est ainsi que ses derniers bulletins comprennent de remarquables études sur « le maréchal de Retz en Franche-Comté (1656), » par M. Émile Longin ; sur « Le Conquérant de la Corse, — le maréchal de Vaux, — à Besançon, 1781-1788, » par M. Louis Villat ; et même sur « la maladie de Pascal, » par le savant docteur E. Ledoux.

Les difficultés du temps obligent des Compagnies intéressantes, comme la vieille « Académie des Sciences, Inscriptions et Belles-Lettres de Toulouse, » la « Société Académique de l'Aube, » les

« Antiquaires du Centre » et d'autres, à publier sur des feuilles volantes des résumés, beaucoup trop courts, de travaux importants.

En revanche, nous voyons certaines sociétés éditer complaisamment les œuvres, très inégales, de tous leurs membres. Ainsi en est-il de l' « Académie de La Rochelle, » de la « Société libre d'Émulation de la Seine-Inférieure, » qui publie de bonnes études de M. P. L. Robert sur le romantisme, de « l'Académie du Centre, » à Châteauroux, malgré le goût de son secrétaire général M. J. Pierre.

Le Bulletin des « Antiquaires de l'Ouest » contient notamment une belle étude de M. J. Salvini, sur deux vestiges d'art de la région de Vivonne : les stalles de l'église d'Iteuil et l'abbaye de Bonnevaux, qui caractérise l'architecture monacale au début du XIIe siècle, dans la région de Poitiers, laquelle est bien le plus riche, le plus « vaste musée de nos édifices romans. »

L'ensemble des publications de ces diverses sociétés savantes confirme la nécessité de la réunion de ces sociétés, par régions au moins. Cette union donnerait aux unes les moyens de faire paraître des travaux remarquables, aux autres la force de résister à la publication d'essais qui ne s'imposent point. Elle donnerait à toutes, comme à Dijon, Besançon, Lyon, Marseille, Montpellier, Bordeaux et beaucoup d'autres villes, l'autorité dont elles ont besoin pour obtenir des subventions et des dons utiles au développement des études académiques dans nos provinces.

C.-M. Savarit.

REVUE LITTÉRAIRE

UNE NOUVELLE DÉFENSE DU ROMANTISME (1)

La querelle des classiques et des romantiques dure depuis longtemps et ne paraît pas sur le point de finir. Elle a été une querelle de littérature, puis une querelle d'idées, philosophie et politique s'en mêlant, querelle d'idées et querelle de mots, un malentendu général qui a permis aux tenants de l'une ou l'autre opinion d'oublier ou de négliger la question véritable, de poser d'autres questions à leur guise et de les résoudre avec un bel entrain de polémique, avec un beau zèle d'étourderie.

Somme toute, il s'agissait de savoir si les écrivains appelés romantiques et qui ont flori chez nous pendant le deuxième tiers du siècle dernier, Victor Hugo, Lamartine, Musset, Vigny, d'autres encore, étaient de grands écrivains : je n'en doute pas ; si leurs doctrines méritaient l'assentiment : les doctrines, je les juge volontiers sur ce qu'elles donnent et je ne puis être sévère aux doctrines, vaille que vaille, qui nous ont donné les poèmes d'Hugo, de Lamartine, de Musset, de Vigny et de leurs émules ; si les classiques n'avaient pas une idée plus raisonnable de la littérature : mais, quand survinrent les romantiques, les grands classiques étaient morts, les petits classiques ne valaient rien.

Tout le problème revenait à nous demander si nous préférions le XVIIe siècle ou bien le XIXe. Je les préfère tous les deux ; et l'amitié que j'ai pour le plus ancien ne m'empêche pas de considérer comme une étonnante merveille l'épanouissement d'une poésie toute neuve, abondante et variée, qui s'est produit sous le règne de Louis-Philippe.

(1) Henri Bremond, *Pour le romantisme* (librairie Bloud et Gay).

Nul argument de qualité philosophique ou politique ne me détourne de me plaire à la poésie romantique.

Mais on élargit le débat. L'on dit que le XVIIe siècle était la raison même et, le XIXe, la folie déchaînée. Aimez-vous mieux la folie ou la raison? Je me croirais perdu d'honneur si je ne répondais : la raison. Seulement, je ne crois pas du tout que le XVIIe siècle fût la raison même, ni le XIXe la folie déchaînée. On nous a fait, du XVIIe siècle ou Grand siècle, une image qui n'a guère de ressemblance avec la réalité de cette époque, une image édifiante et, j'allais dire, une image guindée. Le XVIIe siècle a été, pendant presque toute sa longueur, extrêmement troublé, souvent absurde. Un jour vint, sur le tard, que la raison y fut à la mode : ce qui est soudainement à la mode ne courait pas les rues la veille encore. Et ce Boileau, qui recommande la raison comme le principe d'une jeune école où il a pour amis Racine et Molière, c'est un garçon bien turbulent, qui lance la raison comme un paradoxe.

Aimez-vous mieux Boileau ou Victor Hugo? Victor Hugo! *Bérénice* ou *Hernani? Bérénice!* Mais Boileau n'a-t-il pas des attraits? Il en a. Et *Hernani*, vous ne le mépriseriez pas sans offenser les muses. A la veille de mourir, Jean Moréas disait à Maurice Barrès : « Classiques, romantiques, bêtises que tout cela! » Les grands romantiques ont rejoint les classiques. Dans la bataille, les grands romantiques avaient tort de dénigrer les classiques. A présent, les furieux partisans des classiques ont tort de dénigrer les romantiques.

Je leur reproche, à ces furieux partisans des classiques, le sacrifice qu'ils font de leur plaisir à une doctrine : leur doctrine est probablement leur plaisir; mais je refuse, quant à moi, une doctrine pour laquelle je devrais renoncer à toute une poésie. Et je déteste et je condamne une doctrine, fût-elle habilement présentée, qui supprime, dans l'histoire de notre littérature, un splendide épisode, qui me diminue mon trésor. Nos doctrines, au bout du compte, ne sont-elles pas un peu à notre disposition? Nous les combinons au gré de nos désirs : tâchons qu'elles ne coûtent pas trop cher à nos goûts et ne fassent pas trop de dégâts dans le champ de nos plaisirs, les plus honnêtes et anodins, nos plaisirs de littérature, les plus charmants.

Voilà comme je suis content d'un livre intitulé *Pour le romantisme*, que publie M. l'abbé Henri Bremond.

Quel ami de la littérature n'aime à se dire l'obligé de cet écrivain, si gaiement érudit, curieux, un explorateur et qui nous a ouvert beaucoup de terres inconnues dans le monde immense des livres?

Son grand ouvrage, l'*Histoire littéraire du sentiment religieux en France*, nous révèle une quantité d'auteurs singuliers et admirables et maintes pages où leur talent accomplit ses prouesses. Un Père Richeomme, un Père Binet sont de malins prosateurs, que notre ancienne frivolité ignorait, dont notre nouvelle frivolité raffole. Et, si je parle de frivolité, c'est qu'il est ici question de littérature, que l'on ne veut pas qui ne soit qu'un jeu, qui sera tout ce qu'on voudra et, en outre, un jeu. Mais, quant à ces auteurs que M. l'abbé Henri Bremond nous fait connaître, s'ils n'ont pas dédaigné le jeu des mots, j'avoue qu'ils avaient d'autres ambitions et leur assiduité consacrée à une tâche plus importante : ils ont élaboré, dans notre pays, le sentiment religieux. Dévots et penseurs, des saints parmi eux et des hommes d'action, toutes les idées qui ont été de conséquence, heureuse ou non, dans notre histoire et dont nous subissons l'influence et la subirons, toutes ces idées passaient sous leur critique, recevaient leur censure ou leur agrément, recevaient aussi d'eux quelque augmentation et, par leurs soins, formaient de nouveaux systèmes de rêverie ou de ferveur. Il y a, dans leurs ouvrages, une somme de pensée extraordinaire, en désordre; ou bien, le désordre n'est qu'apparent et il s'agit de trouver l'ordre secret d'une abondance analogue à celle d'une forêt, où pas un brin d'herbe ne pousse qui n'ait une racine et un terreau. M. l'abbé Henri Bremond nous mène dans cette forêt, par des chemins qu'il a dû tracer lui-même.

Il est un guide sans pareil. Il connaît l'endroit; il en a une science la plus exacte, méticuleuse. Et tant de science dont il est, non pas chargé, mais bien muni, ne le rend pas moins vif. On dirait, à chaque instant, qu'il vient de faire sa découverte ou qu'il la fait avec vous : il en a, pour ainsi parler, la joie toute fraîche. Il s'en amuse, comme il faut s'amuser à la littérature et, sans doute aussi, à toute besogne que l'on accomplit. Il a une allégresse de l'esprit la plus aimable. Puis la beauté, la variété, la merveille de ce qu'il nous montre l'enchante. Que d'aspects imprévus de la pensée française! et les rares fruits d'une méditation qui avait choisi le plus digne objet! et l'exquise ingéniosité d'âmes à la fois pures et ardentes, naïves quelques-unes, et leur rêverie les exaltait! Enfin, M. l'abbé Henri Bremond ne nous laisse pas oublier non plus que, d'un bon pas, il nous mène à des sanctuaires. Il est un prêtre et sa gaieté, dans la littérature, est religieuse.

Allait-il aimer le romantisme? Je ne suis pas surpris de ce qu'il l'aime. La plupart des auteurs qu'il a découverts, au XVIIe siècle, ont

une fougue, un entrain de l'intelligence, une imprudence quelquefois, et, pour exprimer leurs idées et leurs sentiments, un langage où l'on aperçoit déjà du romantisme. Ce sont des mystiques, presque tous, gens d'une espèce que l'on trouve déraisonnable. Et, de nos jours, les ennemis du romantisme sont les prôneurs d'une raison qu'ils s'avisent de venger contre les mystiques et les romantiques réunis ou conjurés. Mysticisme et romantisme paraissent deux signes d'une seule maladie mentale. Il n'est pas étonnant que l'ami des mystiques soit également l'ami des romantiques et, après avoir revanché les uns, veuille aussi revancher les autres. Ajoutons qu'il n'est pas étonnant que l'ami de tout ce qu'il y eut de bons écrivains, même déraisonnables, dans les siècles passés, goûte pareillement de bons écrivains plus récents, même s'ils ont des torts. Voilà pourquoi M. l'abbé Henri Bremond s'est bravement plu à ce titre d'amitié, mais de bataille, *Pour le romantisme*; c'est bien!

Du reste, il avoue que ses divers chapitres « ne composent pas un livre. » Non : c'est un recueil d'études ou d'essais, relatifs à des écrivains très différents les uns des autres, Boileau, Lamennais, Walter Scott, Maurice Barrès et Sainte-Beuve, différents d'époque et de race et dont les œuvres n'ont guère d'analogie ensemble. Ces études sont, en outre, séparées par leurs dates : le *Maurice Barrès* qui est de 1908 et, le *Sainte-Beuve*, de 1909, le *Lamennais* de 1913. Entre temps, M. l'abbé Henri Bremond donnait bien d'autres ouvrages, qui l'ont occupé, qui l'ont diverti et qui ne permettent pas qu'on suppose qu'il ait suivi, de l'une à l'autre des études maintenant groupées, un même dessein. Mais surtout il a une habitude et une volonté louable de traiter le sujet qu'il a pris, sans baguenauder ailleurs; et, que ce soit ou Boileau, ou Lamennais, ou Walter Scott, ou Barrès, ou Sainte-Beuve, il ne les détourne pas d'eux-mêmes. Il ne les soumet pas à une idée qu'il ait eue d'abord. Il ne les destine pas à une démonstration qui le tente.

Il se présente à eux avec une ingénuité parfaite, l'ingénuité d'un critique, intelligente, accueillante. Sa lecture lui apprend ce qu'il n'aurait pas deviné. Il a une extrême finesse à comprendre, à percevoir ce que d'autres n'entendent pas. Il ne cherche pas à tout prix la nouveauté des aperçus, mais il ne la craint pas. Il est sensible aux attraits de l'art et s'y attarderait volontiers, s'il n'avait plus de curiosité encore pour les âmes que l'art habille et, tout en les habillant, dévoile. Il va aux âmes et saisit leur spontanéité, leur vérité. Il a, dans ce travail, une habileté du confesseur le plus attentif.

Et puis, après avoir, à de longs intervalles, écrit ces différents essais de littérature et de psychologie, sans nul projet de les lier ensemble, il les a relus; et voici ce qu'il a remarqué : un même esprit les animait à son insu et ils contiennent tous une doctrine « que je commence à peine (dit-il) à me formuler, » qui ne s'y trouve point exposée tout au long, qui peut-être n'y est pas très manifestement visible, mais qu'on y saura découvrir. J'aime beaucoup cette bonne foi et la confiance que l'auteur accorde à une opinion qu'il est content de n'avoir pas voulue, qu'il voit qui s'est formée toute seule, en quelque sorte, naissant des faits et de la vérité.

Cette doctrine, c'est, en peu de mots, sinon l'excellence, au moins la vertu efficace du romantisme.

M. l'abbé Henri Bremond va démontrer ou « insinuer, » non pas que les écrivains appelés romantiques sont exempts de défauts, mais que le romantisme « ne mérite pas les injures dont on le poursuit chez nous depuis quelque vingt ans. » Il ne parlera presque pas de Victor Hugo, de Lamartine, de Musset, ni des grands poètes de 1830; il note assez drôlement qu'on les admire et que, pour les admirer mieux, on les baptise classiques. D'ailleurs, il sait ce qu'il y a de démodé, qui n'était pas digne d'un meilleur sort, dans leurs ouvrages. Plusieurs de leurs thèmes favoris, comme « l'apothéose du maudit, » ne valaient rien, ne valent rien. Mais ce n'est point aux romantiques de 1830 que nous avons affaire : il s'agit du romantisme et de ce qu'il en survit, parmi nous, de mauvais ou de bon.

Les ennemis du romantisme le déclarent tout uniment détestable et ne veulent voir en lui que l'héritage abominable de Rousseau.

Jean-Jacques Rousseau est la bête noire de nos théoriciens ennemis du romantisme, bête d'Apocalypse ou l'hydre monstrueuse à trois têtes qui sont le romantisme, le mysticisme et l'impérialisme; l'on définit ces trois mots avec malveillance et l'on accuse Jean-Jacques de tous les inconvénients dont souffre le genre humain depuis deux siècles bientôt. Si l'on observe que la plupart de ces inconvénients tracassaient l'humanité dès avant la naissance de Rousseau, on les attribue à une sorte de « rousseauisme, » — hélas! quel vocabulaire! — antérieur à la naissance de Rousseau, épars en ce monde comme l'idée même du mal, et qu'il a recueilli pour en faire un fameux poison. Lisant l'histoire ou examinant la vie contemporaine, nos théoriciens, dès qu'ils ont aperçu quelque chose qui les fâche, s'écrient : « C'est la faute à Rousseau! » Et les voilà consolés, ou peu s'en faut, par le plaisir de la rancune.

Or, lisons M. l'abbé Bremond : « J'avoue, à ma honte, que cette hydre m'a tout l'air d'un loup garou. Ou bien, si elle naquit jamais, ce dut être dans un jardin, plus antique de quatre mille ans que les Charmettes... » Quel jardin? Mais le paradis terrestre!... « Libre à chacun d'appeler romantisme ce que nous appelions jadis péché originel; mais, à ce jeu, qu'on laisse donc tranquille le pauvre Jean-Jacques, pour ne plus harceler que le vieil Adam. » C'est la vérité même, et plaisamment dite.

On accuse Rousseau de tous les méfaits et d'un crime : la Révolution française? non, la Terreur. Il serait le maître et le père scandaleux des massacreurs de septembre et des pourvoyeurs de la guillotine? On oublie qu'en 1792, il était mort depuis quatorze ans. Ses idées lui survivaient? Que l'on regarde ses idées, qu'on les épluche : on n'y trouvera pas l'ordre ni le conseil du meurtre. On trouvera, dans l'idéologie révolutionnaire, du Rousseau, je l'admets, et du Plutarque aussi, et des bribes de tout ce qui avait jusque-là enchanté les esprits : du Rousseau? mais à l'état de vile caricature. Rendrez-vous un écrivain responsable des contre-sens que l'on fera sur sa pensée, de l'usage illégitime que l'on fera de sa pensée pour excuser des scélératesses? La Révolution française et la Terreur ont d'autres causes, plus proches et actives que Jean-Jacques Rousseau et la littérature; les littérateurs ont tort de ne pas refuser pour la littérature les fautes qu'il est juste d'imputer aux hommes d'État principalement.

M. l'abbé Henri Bremond, s'il ne dit pas que Rousseau ne soit jamais dans l'erreur, le défend néanmoins, avec une heureuse constance, de maints reproches qu'on lui adresse.

Voici, par exemple, M. Christian Maréchal, l'historien de Lamennais, l'auteur d'un gros volume et d'un autre qui aboutissent à signaler, dans l'œuvre de Lamennais et dans les origines du romantisme catholique, une influence pernicieuse du Genevois. M. l'abbé Henri Bremond résume comme suit la thèse : « Le romantisme catholique, c'est Lamennais; Lamennais, c'est Rousseau; Rousseau enfin, c'est le mal... La conclusion sauterait aux yeux du dialecticien le plus novice. Si d'un côté A = B, si de l'autre B = C, il va de soi que A = C ou, en d'autres termes, que notre romantisme catholique, — entendez par là Gerbet, Guéranger, Lacordaire, Montalembert, Veuillot, etc., que ce romantisme, dis-je, c'est le mal. Voilà qui est clair. » Et dangereux!

Le petit Féli, à l'âge de l'école, écrit à la première ligne de son devoir : *Hic scriptio factus est ab ego*, où il y a plusieurs solécismes,

où il y a, si l'on en croit M. Christian Maréchal, l'ébauche des *Paroles d'un croyant* : « *Ego*, dit M. l'abbé Henri Bremond, n'est-ce pas déjà l'individualisme forcené d'un second Rousseau? » Passons quelques années : « L'auteur du premier volume de l'*Essai sur l'indifférence* n'est qu'un Rousseau qui s'ignore, qui se trouvera demain. Et la renaissance religieuse dont, malgré tout ce qui a suivi, notre candeur à nous lui reste reconnaissante, n'a été qu'un faux printemps. » M. l'abbé Henri Bremond, qui souriait d'abord, s'attriste.

Le jeune Lamennais, et très jeune encore, écrit : « Tout homme, même le plus pieux, est attaché aux créatures par mille liens secrets, dont il ne sent la force que lorsqu'il essaye de les briser ; mais surtout il tient à lui-même par un indestructible amour-propre qui, toujours combattu, se reproduit toujours... » Cette remarque n'est pas d'une éclatante nouveauté. Or, M. Christian Maréchal y reconnaît « le disciple de Rousseau dont le moi, sans cesse en révolte, ne sera jamais écrasé. » Vous voyez que l'on est disciple de Rousseau à bon compte ; et, s'il suffit de n'avoir pas le moi « écrasé » pour être disciple de Rousseau, toute l'humanité entre aussitôt dans cette école ; depuis Jean-Jacques? non, depuis notre père Adam. Ce moi de Lamennais, qui n'est point écrasé, M. l'abbé Henri Bremond le trouve « pareil à tous les moi de notre connaissance. » Il ajoute : « Rousseau par ici, Rousseau par là, ce nom revient à toutes les pages du livre de M. Maréchal, mais sans que jamais un document limpide ou une preuve convaincante justifie cette obsession monotone. » Rousseau par ci, Rousseau par là, quand on a signalé Rousseau comme l'empoisonneur de l'esprit humain, comme un suppôt du diable, c'est l'argument principal, et redondant bientôt, que ressassent les ennemis du romantisme, depuis vingt ans!

M. Christian Maréchal, considérant que Rousseau est le mal et voyant Rousseau partout, le voit dans la jeunesse de Lamennais et montre le jeune Lamennais qui, au jour le jour, prépare son péché. Cette peinture de Lamennais choque M. l'abbé Henri Bremond, le chagrine et l'offense. Il le dit d'une manière qui me semble extrêmement touchante et belle : « Un mot aurait dû retenir M. Maréchal, ce mot de *péché*, qui lui est toujours présent, bien qu'il ne l'écrive pas en toutes lettres. Si vaste en effet que soit le domaine des psychologues, si grandes que nous ouvrions les portes à leurs curiosités légitimes, ce qui s'appelle péché ne leur appartient aucunement. Nous pouvons fixer de notre mieux la physionomie d'une âme, dessiner les ressorts ordinaires qui la font agir, la pente de ses goûts,

les plis mêmes que ses vertus ou que ses fautes passées lui ont imprimés, mais nous ignorons la fine pointe de ses actes, en tant du moins que ceux-ci, contrariant la volonté divine, gênent ou suspendent l'action de la grâce. Cela nous échappera toujours. Et notre expérience intime, et les fautes extérieures qui tombent sous les yeux, et d'autres indices permettent aux prédicateurs et aux moralistes chrétiens d'indiquer, par une certaine courbe schématique, la naissance, le progrès et les ravages du mal dans le genre humain. Mais personne, Dieu seul excepté, ne peut connaître l'histoire authentique de telle âme pécheresse, ne peut déterrer les racines ou les radicelles, ne peut décrire la courbe vivante d'aucun péché. » Délicat sentiment d'un scrupule et, devant les âmes, une fine incertitude ! Voilà, de la part d'un prêtre, un utile enseignement : nous sommes avertis de ne point aller au pharisaïsme, qui est si prompt à entrevoir et signaler les péchés d'autrui. Chercher, dans la jeunesse de Lamennais, le péché, — le pire péché : le « rousseauisme » ou le romantisme ! — M. l'abbé Henri Bremond s'y refuse ; il ne veut pas qu'on traite le jeune Lamennais en pénitent et qu'on lui inflige un examen de conscience cruel.

Cette cruauté la plus vaine du monde, cette cruauté (pour ainsi dire) à tout hasard, est l'un des torts de la critique la plus acharnée contre le romantisme. Elle voit Rousseau partout, le péché partout. Elle a une sévérité affreuse.

Concluons : « S'il plaît à notre philosophe d'appeler romantisme, soit le péché originel et ses conséquences, soit le désir que nous avons tous d'être heureux, soit le penchant naturel qui nous attendrit au souvenir de notre famille, de nos amis et de notre terre natale, soit enfin cet amour-propre démasqué jadis par La Rochefoucauld et que, sans avoir lu les *Maximes*, notre premier père connaissait d'expérience avant même d'avoir touché le fruit défendu, nous n'avons qu'à lui donner acte de cette fantaisie originale... » Seulement, cette fantaisie n'est pas anodine et devient très fâcheuse, si elle nous mène à confondre avec le « rousseauisme » détesté, avec le romantisme condamné, « ce vaste mouvement de renaissance religieuse qui a réjoui l'Église et auquel l'abbé de Lamennais, prédestiné par Dieu à cette mission glorieuse, comme parle le cardinal de Cabrières, a donné l'élan décisif. » On le voit, M. l'abbé Henri Bremond, qui défend le romantisme, défend aussi la religion. Il admet que la renaissance religieuse qui s'est produite en France au lendemain de la Révolution soit, en quelque manière, un mouve-

ment romantique; mais il n'admet pas une identité du romantisme et du mal, dont la religion renaissante serait contaminée.

Il le dit, dans sa préface : « Tout se tient, et certaines façons de décrier le romantisme me semblent mettre en péril, avec la poésie véritable, la religion elle-même. » C'est ce qu'il a montré dans ce chapitre intitulé *Lamennais et le romantisme catholique*.

Les chapitres consacrés à Walter Scott et à Maurice Barrès étudient plutôt les services qu'a rendus et que rend le romantisme à la « poésie véritable. » Romantique, l'auteur des *Waverley novels*; romantique, l'auteur du *Jardin de Bérénice* et de *la Grande pitié des églises de France*. Ce n'est pas une injure ; M. l'abbé Henri Bremond, qui les traite de romantiques, les aime et les admire. « Ce mot de romantisme, dit-il, ne doit pas nous épouvanter. D'excellents esprits le font aujourd'hui synonyme de peste noire. Comme il leur plaira ! Pour ma part, j'ai passé l'âge où l'on s'excite pour ou contre un être de raison. Il y a romantisme et romantisme, ou plutôt il y a des romantiques innombrables, les uns malsains et les autres bienfaisants. Proscrire d'un seul décret tout romantisme, fulminer contre tous les romantiques, un catholique ne le pourrait faire sans se renier lui-même. » Les derniers mots sont très importants, si l'on souhaite de bien savoir ce qu'entend au juste M. l'abbé Henri Bremond par le romantisme.

Un catholique se renierait à condamner tout romantisme? Oui : parce qu'il y a du romantisme dans la foi. Le fait de croire n'est pas l'œuvre de la raison toute seule et comporte maintes « raisons que la raison ne connaît pas. » En d'autres termes, pour M. l'abbé Henri Bremond, le romantisme est le contraire du rationalisme.

Les ennemis du romantisme s'en aperçoivent-ils? M. l'abbé Henri Bremond les avertit que leur « néo-classicisme » est une forme du rationalisme : en conséquence, le romantisme n'est pas seulement Shakspeare et Victor Hugo, mais encore Pascal « et avec lui cette apologétique chrétienne qui n'attend pas de la seule dialectique le salut du monde. » Les ennemis du romantisme, pour le dénigrer, l'appellent un mysticisme : M. l'abbé Henri Bremond ne dit pas non ; mais ce n'est pour dénigrer ni le romantisme ni le mysticisme. « Au lieu de maudire en celui-ci et en celui-là deux venins de même famille, je bénirais plutôt la commune excellence qui les rend très bienfaisants l'un et l'autre, romantisme et mysticisme prenant également leur origine aux sources profondes de notre être, dans cette région mystérieuse où s'allume la *docte et sainte ivresse* du

poète, et où la nature s'offre à la grâce, qui déjà l'a prévenue et qui la prépare à la rencontre de Dieu. » Est-ce que M. l'abbé Henri Bremond n'a pas l'air d'identifier en tous points l' « expérience poétique » et l' « expérience mystique? » Il ne les identifie pas ; il indique leur analogie et cite à ce propos l'opinion d'un théologien, le Père L. de Grandmaison, lequel situe l'inspiration du poète au premier rang des « états naturels, profanes, où l'on peut déchiffrer les grandes lignes, reconnaître l'image et déjà l'ébauche des états mystiques. » Voilà comme d'une querelle de littérature que l'on avait d'abord instituée entre Boileau et Victor Hugo, nous sommes conduits beaucoup plus loin, beaucoup plus haut, jusqu'à une philosophie; et nous croyions qu'il s'agissait de poésie : or, « il y va de tout! » dit bel et bien M. l'abbé Henri Bremond.

Je n'oserais pas le suivre si loin, si haut; mais il a une façon, la plus intelligente et gracieuse, de nous ramener du ciel sur la terre, du mysticisme pascalien à la critique de Sainte-Beuve.

On regarde généralement Sainte-Beuve, le Sainte-Beuve des *Lundis*, comme un ancien romantique bientôt venu à la recherche de la vérité positive. M. l'abbé Henri Bremond l'appelle un « romantique impénitent » et qui a dû à son romantisme durable sa merveilleuse entente de bien des choses. Sainte-Beuve, dit-il, n'a jamais abjuré le romantisme. Seulement, le romantisme de Sainte-Beuve, ce n'est pas le romantisme de Chateaubriand ; c'est encore « le besoin inassouvi de sentir, » comme il l'a très bien défini lui-même. Il était le poète des *Consolations* et le romancier de *Volupté* : le voici maintenant critique ; montrez-nous donc le romantisme du critique Sainte-Beuve.

Il y a, répond M. l'abbé Henri Bremond, trois hommes dans ce critique Sainte-Beuve.

Le premier homme qu'il y ait en Sainte-Beuve, c'est un « critique passionné. » M. l'abbé Henri Bremond voudrait qu'on fît une édition des *Lundis* « avec les clefs : » maintes anecdotes seraient le commentaire de jugements où l'on verrait Sainte-Beuve animé de colère, ou de rancune, ou même d'amitié .. « Ne vous indignez pas. Et ne craignez pas que, pour être passionné, son jugement critique s'égare. La passion n'a jamais faussé que les esprits déjà faux; elle décuple la clairvoyance, elle aiguise la justesse des autres... » Il arrive que la « sensibilité meurtrie » de Sainte-Beuve le serve et que, stimulée de passion, l'intelligence lui devienne « divinatrice. » Voilà, comme l'entend M. l'abbé Henri Bremond,

de la critique romantique : elle ne se fie pas à la seule raison.

Le deuxième homme qu'il y ait en Sainte-Beuve : un « arbitre du goût. » Sainte-Beuve écrit : « C'est en vertu d'une analogie exquise que ce mot de *goût* a prévalu chez nous sur celui de *jugement*. Le jugement! Je sais des esprits qui l'ont très bon et qui, en même temps, manquent de goût, parce que le goût exprime tout ce qu'il y a de plus fin et de plus instinctif dans le plus confusément délicat de nos organes. » Un mot, dans cette phrase, enchante M. l'abbé Henri Bremond : *instinctif*; et ce mot serait injurieux, adressé par un de nos rationalistes à un écrivain que la « raison » classique ne contente pas. Mais, si vous n'avez rien appris que dans le *Discours de la méthode* et la *Logique de Port-Royal*, vous ne goûterez pas le charme de La Fontaine. Quel dommage! Il faut de l'instinct, de la sensibilité : or, la raison est classique, vous ne l'ignorez pas, et la sensibilité est romantique.

Le troisième homme qu'il y ait en Sainte-Beuve : un « révélateur d'âmes. » Eh! bien, la raison ne suffit pas à mettre en contact une âme et une autre âme. La raison peut démontrer l'existence de Dieu; elle ne nous le rend pas « sensible au cœur. » Pareillement, la raison nous signale que des écrivains nommés Racine, Bossuet, Joseph de Maistre ont vécu : elle ne nous donne pas le sentiment de leur présence. Or, « si nous aimons tant Sainte-Beuve, qui doute que ce soit avant tout parce qu'il nous a rendu présente une légion d'âmes, au lieu que la plupart des critiques ne nous montrent que des êtres de raison? » Une exacte analyse révèle à un critique « ferme et froid » le Joseph de Maistre le moins aimable : Sainte-Beuve en devine un autre, par une espèce d'intuition. D'ailleurs, l'intuition « ne dispense pas des méthodes armées et précises; » mais l'intuition seule atteint, dans les âmes, « certaine partie inexpliquée, le principal ressort, le moteur inconnu, le centre et le foyer de l'inspiration supérieure ou de la volonté, la monade inexprimable. » Ces mots sont de Sainte-Beuve. M. l'abbé Henri Bremond lui propose de remplacer sa devise, « le vrai, le vrai seul, » par celle-ci, « le réel, le réel seul. » Et il entend que, si la « raison classique » donne de la vérité, la connaissance de la réalité demande le secours de l'intuition. En 1864, Sainte-Beuve écrit, de l'*Imitation* : « Cet admirable petit livre... renferme des obscurités, des énigmes pour moi dans plusieurs de ses parties, et ce n'est qu'à celles où le cœur suffit pour tout entendre que je m'adresse et que je reviens sans cesse. » En 1864, Sainte-Beuve est détaché de toute foi religieuse; mais il garde le cœur sensible à ce qui ne touche pas son

intelligence. Il y a un cœur de Sainte-Beuve, que l'on n'a point assez remarqué, par lequel M. l'abbé Henri Bremond nous explique et nous rend présent tout un Sainte-Beuve le plus réel : ce « cœur inassouvi, » c'est le principe même du « romantisme éternel » que l'on appellera, si l'on veut, mysticisme.

Le portrait de Sainte-Beuve, par M. l'abbé Henri Bremond, me paraît une merveille de justesse, de sympathie et de charité. Il est fait comme aussi l'auteur nous montre que Sainte-Beuve a le mieux fait ceux qui ornent l'étonnante galerie de ses *Lundis*. Ce n'est pas le Sainte-Beuve qu'on voit tout d'abord et qu'on a seulement aperçu, qui travaille à son « histoire naturelle des esprits : » c'est une âme qui cherche des âmes, qui les trouve et, comme on disait, qui les invente. Ainsi, M. l'abbé Henri Bremond nous invente un Sainte-Beuve : le vrai Sainte-Beuve? le Sainte-Beuve réel.

Après cela, retournons à la question du classicisme et du romantisme en querelle. Où en sommes-nous? M. l'abbé Henri Bremond n'a-t-il point gagné le procès du romantisme? En tout cas, il a prouvé ou, — je crois qu'il préfère ces mots d'un moins rude vocabulaire, — il a invité son lecteur à penser que cette absurdité, cette folie que l'on dénonce comme la cause de tant de malheurs, le romantisme, est un heureux mouvement de l'esprit, dont les bienfaits sont précieux.

Si l'on dit que, pour aboutir à cette conclusion, ou bien pour obtenir cette persuasion, M. l'abbé Henri Bremond définit à sa guise le romantisme, le sépare un peu de l'histoire littéraire ou de la chronologie, l'interprète avec une ampleur et une liberté remarquables et peut-être aventureuses, je l'avoue. J'avoue également qu'il n'a point accordé à la « raison » classique la même complaisance et autant d'amitié. Son portrait de Boileau, très amusant, n'est pas dépourvu de vérité, mais de la réalité si admirablement vivante qui donne son prix au portrait de Sainte-Beuve. En y regardant de près, et avec une finesse obligeante, je ne suis pas sûr qu'on ne trouverait pas, dans la « raison » classique, dans la raison de Racine et de La Rochefoucauld, la plupart des mérites et des vertus que M. l'abbé Henri Bremond signale comme les mérites et les vertus de l'intuition romantique. M. l'abbé Henri Bremond n'en serait pas surpris ou chagriné, qui a découvert, parmi les mystiques du XVII[e] siècle, l'esprit même du romantisme.

André Beaunier.

REVUE MUSICALE

Théâtre de l'Opéra-Comique : *L'Appel de la mer*, drame lyrique en un acte, d'après *Riders to the sea*, pièce de M. J.-M. Synge; paroles françaises et musique de M. Henri Rabaud.

O flots, que vous savez de lugubres histoires,
Flots profonds, redoutés des mères à genoux !

C'est une de ces histoires-là, traduite de l'anglais par lui-même, que le musicien du joyeux *Marouf* a mise en musique et, comme bien vous pensez, en une musique fort différente. *Marouf* est un sourire, *l'Appel de la mer* un sanglot.

Dans une île voisine de l'Islande et dans une humble maison de pêcheurs, une vieille femme, Maurya, ne fait que gémir et prier. Ses deux filles, Kathleen et Nora, s'efforcent en vain de la consoler. Jour et nuit, elle pleure son mari, le père de son mari et six de ses fils, tous péris en mer. Les uns ont été retrouvés sur le rivage. L'Océan a gardé les autres. Après plus d'une semaine, on peut encore espérer qu'il rendra le dernier disparu, Michael. Des lambeaux de vêtements, pareils à ceux du naufragé, viennent d'être ramassés sur la grève. Dans un coin de la chambre, les planches de son cercueil sont prêtes. Et maintenant un septième garçon, Bartley, reste seul à la pauvre vieille. Malgré ses instances et ses larmes, il va partir lui aussi, pour quelques jours, dit-il. Mais avant même de s'embarquer, emporté par son cheval, il est précipité dans la mer et se noie. On ramène son corps au logis. Le cercueil ne sera pas celui de son frère, mais le sien. Tel est ce drame, ou plutôt ce *lamento* maternel. Il ne manque pas d'une sombre et funèbre beauté.

Pareille, et bien plus belle encore, est la beauté de la musique. Voilà donc une œuvre, et nouvelle, qu'on est heureux de saluer avec admiration. Elle est de celles qui donnent au critique l'occasion,

peut-être le droit d'espérer que certaine épitaphe, autrefois promise à l'un de ses confrères : « La malveillance était sa muse, » ne sera pas gravée sur son tombeau.

Nous prions ici les personnes trop sensibles, comme celles qui sont d'un caractère enjoué, de se faire quelque violence. « Musique douloureuse, musique funèbre, » diront-elles, « et cela seulement, cela toujours. » Certes, mais sur la scène lyrique, est-ce donc la première fois ? Depuis Eurydice, et non pas même celle de Gluck, mais celle de ses lointains devanciers, les créateurs de l'opéra d'Italie, jusqu'aux Iseult, aux Brunhilde, aux Sapho, que de sublimes trépas ! Et que serait-ce donc, si l'on ajoutait à tant d'héroïnes tant de héros ! Plus on considère, plus on parcourt l'histoire du drame musical, mieux on y mesure la place, la beauté, la gloire de la reine des épouvantements. M. Rabaud, à son tour, vient de lui rendre un magnifique hommage. Ne l'en point féliciter, et sans réserve, serait faiblesse et pusillanimité.

Chaque élément de la musique a son rôle et sa valeur en cette œuvre insigne. Au lieu qu'un seul y prédomine, tous y concourent et s'y accordent. Et leur union donne à l'ensemble, avec un parfait équilibre, une aisance, une liberté souveraines. Le préjugé d'école et l'esprit de système ne sévit point ici. M. Rabaud se soucie peu de la mode et ne la suit point. Se permet-il en passant quelque dissonance chère au goût du jour, c'est peut-être pour montrer que cela même il sait le faire, comme tant d'autres. Mais la beauté supérieure de son ouvrage consiste en ce que tant d'autres, presque tous les autres, et pour cause, ne font pas.

Disons plutôt « les beautés, » car elles sont diverses. L'orchestre donne à plus d'un épisode, (exactement trois), le mouvement, l'action et la vie. Chacun forme un véritable *tempo* de symphonie. Le premier annonce, puis accompagne la sortie imprudente, et qui sera fatale, de Bartley. Un thème rude, rien qu'un accent et comme un *ictus* rythmique, frappé sans relâche, exprime plus fortement encore que le départ même, la volonté farouche, impitoyable, de partir. Pour suivre son fils, ou du moins le rejoindre et le bénir au passage, la vieille mère sort à son tour. Mais bientôt après elle revient, à demi folle d'effroi. Elle a vu passer le cavalier au grand galop, mais derrière lui galopait un autre, ou plutôt le fantôme d'un autre de ses garçons, Michael, le dernier mort. Une seconde symphonie, encore plus puissante, plus tragique, partage avec la voix maternelle le récit de l'horrible vision. La troisième enfin, plus légère, n'est

pourtant pas la moins poignante. Avec autant de suite et de souffle, elle se développe, tandis que les deux sœurs, profitant de l'absence de leur mère, comparent les débris trouvés sur la plage avec les vêtements laissés par leur frère Michael à la maison. Craignant toujours que la vieille ne rentre, elles se hâtent et l'orchestre presse, précipite encore leur fiévreuse recherche. Une vie intense et douloureuse anime cet épisode qu'on ne saurait mieux définir qu'en deux mots, qui se corrigent l'un l'autre : un *scherzo* lugubre. De temps en temps, jetés par l'orchestre ou par les deux jeunes filles, des cris désespérés le déchirent. C'est ce que Maurice Barrès eût appelé de « hauts moments sonores. » Mais ici comme partout ailleurs en des rencontres pareilles, la symphonie seconde le chant, la parole, et ne l'écrase jamais. Rare mérite, et que *Marouf* déjà possédait.

Aussi bien, quel que soit le pouvoir expressif, la plénitude sans embarras ni surcharge et l'ordonnance toute classique de l'orchestre, le centre ou plutôt le sommet de l'œuvre est encore la voix. Déclamation, mélodie, qu'elle use de l'un ou de l'autre mode lyrique, c'est la voix surtout qui confère à la musique de M. Rabaud le don suprême et que nul autre n'égale, celui de l'émotion, de la grande émotion humaine. Peu de musiciens aujourd'hui l'ont reçu. « Il y a quelque chose là. » M. Rabaud, ce disant, pourrait se frapper non seulement le front, mais le cœur.

On peut, selon Grétry, chanter pour chanter ou chanter pour parler. La musique de M. Rabaud chante de l'une et de l'autre façon. Tantôt mélodie pure, et d'apparence, peut-être d'origine populaire, elle a les contours, les arêtes vives d'une strophe ou d'une chanson. Tantôt elle est une plus libre mélopée, mais sans jamais se dissoudre dans le vague et dans l'insaisissable. Il arrive aussi que des lèvres de la mère douloureuse elle jaillisse en vocalise éclatante, éperdue, qui s'appuie et s'élève sur de robustes accords. Dans la scène finale surtout s'opèrent la rencontre et la fusion de ces divers éléments. L'œuvre trouve là son couronnement. Tout y est sobre, nu, de la belle nudité d'un marbre. Une mère en pleurs auprès de son dernier né, de son dernier mort, enseveli dans un lambeau de voile, la musique a fait de ce groupe une *Pietà* sonore. Comment, loin de la craindre, ne pas goûter, ne pas boire à longs traits la tristesse de cette oraison plus d'une fois, tant de fois funèbre ! Sur un ton, sur un mode religieux et quasi liturgique, la vieille femme rappelle, dénombre ses bien-aimés qui ne sont plus. Pour l'âme de chacun, pour la sienne même, pour celle enfin de toute créature encore vivante, elle prie

longuement. Et les formes changeantes de la musique sauvent de la monotonie ses longs récits et sa longue prière. Son chant, un chant de l'orchestre, le chant de quelques voisines en pleurs, tous les trois infiniment simples, infiniment doux, se répondent ou se croisent, tissant ensemble une trame sombre, mais légère comme un voile de deuil. Les voix, toutes les voix se meuvent à peine, dans un espace étroit, et donnent ainsi l'impression de je ne sais quelle fixité morne. Des intervalles, des harmonies volontairement étranges marquent telle ou telle parole d'un signe mystérieux et sinistre. C'est assez d'une intonation, d'une inflexion, de deux ou trois notes, pas davantage, pour nous fendre ou nous fondre le cœur. J'admire enfin ici, parce qu'elle y est le plus sensible au moment de se fermer, la courbe générale de l'œuvre. Violente, irritée au commencement, la douleur, qui l'emplit tout entière, peu à peu se calme et s'attendrit. Ainsi fait la musique, fidèle au sentiment qui l'inspire et qu'elle exprime. Lentement elle s'atténue, se dégrade et se tait. Le dernier accord, sans doute à dessein, demeure irrésolu. *Pacem summa tenent*. Sur la dernière scène, la plus haute, plane la paix, une immense, une éternelle paix.

Ce n'est pas le moindre mérite de la principale interprète, Mlle Balguerie, d'avoir compris et rendu cette dégradation. Par la beauté, la sûreté de sa voix, par son intelligence dramatique et musicale, Mlle Balguerie est aujourd'hui notre seule tragédienne lyrique. Kathleen et Nora, les deux jeunes filles (Mlles Sibille et Germaine Baye) se sont montrées fort touchantes et dignes de leur mère éplorée. A l'Opéra dernièrement, un étranger, un neutre, me demanda pourquoi nous n'invitions pas à Paris des chefs d'orchestre allemands. Je lui en donnai deux raisons : la première, c'est que nous ne sommes pas des neutres ; l'autre, que nous avons chez nous, à nous, quelques chefs d'orchestre assez distingués. M. Albert Wolff, de l'Opéra-Comique, n'est pas le dernier d'entre eux.

Deux ou trois jours après *l'Appel de la mer*, nous sommes allé réentendre *Marouf*, (que M. Baugé, soit dit en passant, chante et joue à ravir.) Nous y avons pris ou repris comme toujours un plaisir extrême, contraire en quelque sorte, mais égal à celui que *l'Appel de la mer* nous a causé. Fogazzaro disait de l'un de ses personnages qu'il avait une âme de musique. C'est à croire que M. Rabaud en a plus d'une.

CAMILLE BELLAIGUE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Depuis quinze jours, les rapports des deux Comités d'experts sont analysés, commentés, discutés par la presse et par les hommes d'État d'Europe et d'Amérique : peut-être n'en sont-ils pas devenus plus clairs. Comme l'unanimité s'est établie parmi les experts pour signer les deux rapports, de même l'unanimité s'est faite parmi les gouvernements et, en général, dans l'opinion de tous les peuples pour reconnaître que le travail des experts fournit une base solide aux décisions souveraines de la Commission des réparations, et pour louer le labeur indépendant, consciencieux et prudent des techniciens. Le résultat de leurs efforts aurait été encore plus spontané et original, si sir Montagu Norman, directeur de la Banque d'Angleterre, n'avait cru nécessaire de passer le détroit. Le général Dawes, expert américain et président du premier Comité, a mené à bien sa lourde tâche avec une impartialité, un souci des réalités pratiques qui n'excluait pas le plus généreux idéalisme, dont toutes les nations doivent lui être reconnaissantes. La France n'oubliera pas les noms de ses délégués qui ont montré autant de science technique que de conciliante fermeté : MM. Parmentier, Allix et Laurent-Atthalin. Les divergences qui ont pu surgir entre les experts, les concessions limitées que, dans toute œuvre collective, les collaborateurs sont amenés à consentir les uns aux autres, n'appartiennent pas à l'histoire; les gouvernements sont en présence d'un résultat, d'une proposition dont il reste à savoir le parti qu'ils en tireront et les modes d'application qu'ils choisiront. La complexité du problème des réparations vient surtout de ce qu'il offre un double aspect : l'un technique, l'autre politique et moral; on se sert d'arguments techniques pour étayer ou renverser des thèses politiques, et on prend prétexte des intérêts politiques pour embrouiller les problèmes techniques et entraver les solutions. Le

grand mérite des rapports des experts, c'est de constituer une solide consultation technique qui peut et doit servir d'assiette à un accord politique. De cette consultation, il appartient à la Commission des réparations de faire sortir un jugement et de dicter à l'Allemagne, après l'avoir équitablement entendue, les décisions qu'elle croira devoir arrêter. Les rapports ont été remis à la Commission des réparations le 9 avril ; dès le 12, celle-ci les approuvait à l'unanimité; dès le 16, elle était en possession d'une brève réponse du Reich allemand faisant connaître son adhésion de principe aux conclusions des experts, qu'il considère « comme une base pratique pour la solution rapide du problème des réparations. » Dès le 17, la Commission des réparations décidait d'engager sans délai la procédure de mise à exécution du programme des experts ; elle en saisissait les Gouvernements alliés, elle invitait le Gouvernement allemand à entrer dans la voie des réalisations. C'est là que les difficultés apparaissent.

Les solutions préconisées par les experts et adoptées par la Commission des réparations se recommandent au Gouvernement et à l'opinion française par leur caractère pratique. Les propositions anglaises ou allemandes qui, dans les années précédentes, n'ont pas abouti, avaient toutes pour objet essentiel de réduire la dette et les obligations de l'Allemagne; cette fois, les experts partent, comme d'une base admise, de l'état des paiements du 5 mai 1921 et se bornent à indiquer ce que, d'après leur estimation, l'Allemagne peut payer chaque année. Pendant quatre années, un moratorium partiel est accordé au Reich; 1929 sera la première année normale. La France et la Belgique ont toujours soutenu que l'Allemagne, qui volontairement a déprécié sa monnaie, mais qui est restée en possession de tout son outillage industriel et de tous ses moyens de production, est capable de payer; elles proposaient la création d'une caisse des réparations alimentée par des revenus spéciaux pris sur les ressources du Reich, et dûment contrôlés; ces ressources pourraient servir de gages à des emprunts internationaux : ces principes sont aujourd'hui adoptés. Si la Commission des réparations et son émanation, le Comité des garanties, n'avaient pas été empêchés, par l'attitude de l'Allemagne, de fonctionner normalement, les mesures proposées par le rapport des experts auraient été superflues; c'est un Comité des garanties renforcé et muni de pouvoirs plus précis, qu'il s'agit aujourd'hui d'organiser; le rapport prévoit l'institution de plusieurs commissaires (pour la

banque d'émission, pour les chemins de fer, pour les revenus gagés, pour les obligations, pour les paiements) qui constituent une sorte de conseil de tutelle investi, en cas de besoin, de pouvoirs très étendus.

Il est avéré, — cela ressort de chaque page des rapports, — que l'Allemagne a cherché par tous les moyens à se dérober à ses obligations et que cette perpétuelle carence a entraîné pour elle des conséquences très lourdes. Lorsque la *Gazette de Francfort*, avec le chœur des journaux allemands, déclare que les conclusions des experts sont la condamnation de la politique de la Ruhr, elle affirme précisément le contraire de la vérité et de l'évidence. C'est ce que le général Dawes, — notamment à Rome où il est allé après la fin des travaux des Comités, — n'a pas manqué, avec sa grande autorité, de mettre en lumière. Sans l'occupation de la Ruhr il n'y aurait eu ni comités d'experts, ni espoir de paiements allemands. C'est cette politique, que la France n'a pas cherchée, à laquelle l'aveuglement britannique et la mauvaise volonté allemande l'ont acculée, et qui d'ailleurs n'a dégénéré en une bataille, en une épreuve de force, que par la résistance injustifiée de l'Allemagne mal conseillée par l'Angleterre, qui finalement conduit vers des solutions les Alliés redevenus solidaires. Lorsque le Comité des experts déclare implicitement que la politique des gages productifs pratiquée par la France et la Belgique est, pour l'économie nationale allemande et son rendement normal, une gêne, une entrave qui devra disparaître pour que l'Allemagne, recouvrant sa pleine souveraineté et sa liberté économique, puisse faire face à ses obligations, il affirme ce que tout le monde sait et la presse allemande est mal fondée à en triompher. La politique des « provinces de réparations » n'a été, pour la France et la Belgique, qu'un pis-aller, un moyen de fortune, qui d'ailleurs s'est révélé très efficace et qui donne depuis quelques mois, à la caisse des réparations, des résultats très satisfaisants. Lorsque le système des gages plus généraux sera à même de fonctionner et aura fait ses preuves, il va de soi que la France et la Belgique renonceront sans regrets à l'ancien système appliqué dans la Ruhr.

Les Allemands soutiennent que notre renonciation aux garanties économiques de la Ruhr et aux moyens de pression politiques et militaires, devrait précéder la mise en œuvre des mesures préconisées par les experts. Mais l'Allemagne ne nous a pas donné assez de preuves de sa bonne foi pour que nous puissions lui faire crédit.

Il est nécessaire qu'à tout moment la reprise de l'exploitation effective des gages de la Ruhr puisse être effectuée. Il y a là une difficulté d'application très délicate; la transition d'un système à l'autre devra être combinée de manière que la France et la Belgique ne puissent devenir les dupes d'une confiance trop candide, et que l'Allemagne, si elle se résout à un effort sincère et efficace, ne soit ni entravée ni blessée. La solution est d'autant plus difficile que l'organisation actuelle de la mise en valeur des gages de la Ruhr a été longue et laborieuse à établir et qu'elle serait longue et laborieuse à rétablir, après que nous en aurions interrompu le fonctionnement.

C'est à la fois la force et la faiblesse des propositions des experts qu'elles reposent sur l'hypothèse de la bonne volonté allemande. Cette confiance, M. Ramsay MacDonald vient encore de nous la prêcher dans son discours d'York (16 avril). Supposer cette bonne volonté, c'est peut-être, en quelque mesure, la provoquer. Mais à qui pourrait-on demander de s'y abandonner sans précautions ni contrôle? N'offrons pas à l'Allemagne de nouvelles tentations de s'évader; protégeons-la contre elle-même. D'ailleurs, le rapport des experts prévoit, dans chacune de ses parties, l'établissement d'un contrôle, voire d'une coercition en cas de manquement: la France et la Belgique en ont par avance préparé les moyens en occupant et en tirant profit de la Ruhr; il est conforme à l'esprit du rapport des experts de maintenir l'occupation militaire et même des organes techniques de surveillance. Ce n'est pas entraver le travail et l'activité économique que de les contrôler; il est avantageux pour tous les intéressés d'offrir à l'Allemagne, comme une prime à sa bonne foi, la complète évacuation de la Ruhr en échange de l'acquittement ponctuel des obligations qui découleront pour elle du traité, de l'état des paiements de mai 1921 et des conclusions des experts entérinées, mises en forme et rendues exécutoires par la Commission des réparations.

L'Allemagne aurait, depuis 1919, exécuté le traité de Versailles si, dès les premiers mois, elle ne s'était aperçue que ses résistances étaient encouragées par le Gouvernement britannique. Il en sera, dans l'avenir, pour les décisions des experts et de la Commission des réparations, comme il en a été, dans le passé, pour le traité de paix. Nous pourrons sans danger faire confiance à l'Allemagne dans toute la mesure où le Gouvernement de Londres s'engagera solidairement avec nous et les autres Alliés à tenir la main à l'exécution stricte des obligations qui incombent au Reich. Le fait

brutal et patent du manquement devrait entraîner automatiquement l'action des Alliés, sans qu'aucune échappatoire soit laissée à la mauvaise volonté ou à l'inertie. N'oublions pas que le mécanisme qui va être construit devra jouer pendant de longues années, jusqu'à paiement intégral. Il implique, pour condition première, le rétablissement de l'Allemagne dans sa prospérité financière, dans sa force économique : mais une Allemagne prospère, forte et riche, ne sera que plus tentée de s'affranchir d'obligations gênantes qui lui rappellent sa défaite et ses responsabilités dans la guerre : dans son propre intérêt, il faut qu'elle ne soit pas tentée d'échapper à ses devoirs. En un mot, le système des experts qui va entrer en application exige, postule, la solidarité infrangible de l'Empire britannique, de l'Italie, de la Belgique et de la France. La solution est donc, — on ne saurait trop le répéter, — aux mains de M. Ramsay MacDonald.

Elle est aussi aux mains du président Coolidge. Le grand fait qui domine toute l'heureuse activité des Comités d'experts, c'est la participation des États-Unis aux délibérations et aux solutions interalliées. La solidarité rétablie entre l'Angleterre et les Alliés continentaux durera tant qu'elle sera une condition de la bonne entente entre les deux grands *Commonwealth* anglo-saxons : empire britannique, États-Unis d'Amérique. Absente ou présente, la grande République américaine est, par suite de la guerre et de l'afflux de l'or européen chez elle, l'arbitre des événements européens; elle est la clef de voûte du nouvel édifice sorti de la Grande Guerre. M. Poincaré a proposé les Comités d'experts, mais c'est M. Calvin Coolidge qui en assure le succès. Il existe des rapports invisibles mais certains entre cette action bienfaisante de l'éminent Président et la campagne d'une violence inouïe que ses adversaires mènent contre lui à propos du scandale, singulièrement exagéré et dénaturé, des pétroles. De cette agitation factice les agents progermains ne sont pas innocents : M. Coolidge peut en trouver des preuves jusque dans la presse allemande (par exemple : *Berliner Tageblatt* du 20 avril). Contre ces attaques et ces calomnies, le Président a vigoureusement défendu l'administration républicaine, tout en faisant la part du feu, dans son important discours du 22 avril au banquet de l'*Associated Press*. M. Coolidge y a parlé en homme d'État et en candidat : on sait qu'il sera le candidat du parti républicain à l'élection présidentielle de novembre, mais que, dans son propre parti, des dissidences se manifestent, un schisme se prépare. Il faut donc, dans ce discours, empreint d'un noble idéalisme en même temps que d'un juste senti-

ment de la situation européenne, faire la part des paroles que, comme Président, il adresse aux Puissances et de celles que, comme candidat, il adresse à ses concitoyens. Il reste sur le terrain où se plaçait le président Harding, en dehors de la Société des nations et en marge de la politique européenne; mais il salue le rapport des experts, — auquel ses délégués ont pris une si honorable part, — comme l'événement le plus considérable qui se soit produit depuis l'armistice; il espère que le système préconisé « permettra à l'Allemagne de se rétablir et de payer aux autres pays tout ce dont elle est capable. » Pour fonder en Allemagne une banque d'émission, première condition de son rétablissement financier, un emprunt de 800 millions de marks-or va être préparé : « J'ai confiance que les capitaux privés américains consentiront à participer à cet emprunt. Au point de vue des affaires, nous avons d'excellentes raisons de collaborer par notre appui financier à la reconstruction pacifique de l'Europe; notre industrie et notre commerce en bénéficieront; nous pourrons ouvrir des débouchés plus grands à notre travail agricole... L'or étranger est arrivé dans notre pays en quantités considérables. Il est tout à fait vraisemblable qu'une partie de cet or servirait plus utilement nos intérêts financiers si nous le placions en Europe que si nous l'utilisions totalement aux États-Unis... J'ai le sentiment qu'il est de notre devoir d'accorder notre assistance, là où cette assistance est mise au service de justes demandes et sert à des fins pacifiques... Le danger que nous courons en Amérique, ce n'est pas l'affaiblissement de notre position économique, mais l'affaiblissement de notre idéal. » Plus tard, quand la question des réparations sera réglée, les motifs de désaccord disparus, la situation européenne stabilisée et la paix affermie, « un nouvel effort pourra être tenté en vue du désarmement suivant les méthodes qui ont été suivies à la conférence de Washington. » M. Coolidge songe à une codification du droit international, à une conférence pour la limitation des armements. Mais ce sont là des vues d'un avenir lointain, dont le président entoure le simple énoncé de précautions et de réserves, et telles qu'il est d'usage d'en insérer dans un discours de candidat. La partie précise, positive, c'est un encouragement direct à la finance américaine à participer à la restauration de l'Europe. Par là, le discours de M. Coolidge est, depuis la publication des rapports des experts, l'acte le plus considérable, celui qui, pour l'avenir, permet le plus d'espérances.

En Angleterre, la note dominante, dans la presse gouvernementale

ou d'opposition comme dans les discours du Premier ministre est celle-ci : les rapports des experts forment un tout qu'il faut accepter dans son intégralité et réaliser au plus vite. Dans les premiers jours, l'adhésion immédiate de M. Poincaré a provoqué une satisfaction générale qui, peu à peu, fait place au doute, à mesure qu'apparaissent les difficultés pratiques. M. Keynes lui-même, dans son article hebdomadaire de la *Nation*, se montre satisfait : « Le rapport des experts est la plus belle contribution que l'on ait apportée jusqu'ici à la solution de l'impossible problème des réparations. Il réalise une véritable atmosphère d'impartialité et montre à quoi peuvent aboutir un travail scientifique et une connaissance précise des problèmes. » Le problème des sanctions préoccupe surtout la presse britannique ; le *Daily Mail* en montre avec force l'importance capitale. M. MacDonald, dans son discours d'York, au Congrès du *Labour Party*, élude la question : « élaborer des sanctions en même temps qu'on fait un appel particulièrement solennel à la bonne volonté de l'Allemagne serait paraître mettre en doute cette bonne volonté ; il suffit que les Allemands sachent que, s'ils cherchent à se dérober, ils trouveront les Alliés unis, même si un accord préalable n'a pas été conclu. » Peut-être ; mais, selon le mot de Talleyrand, si cela va sans dire, cela ira encore mieux en le disant. Il faut toujours méditer le terrible exemple de juillet 1914, quand M. Asquith négligea le seul moyen d'éviter la guerre en refusant de déclarer d'avance qu'elle trouverait la France et l'Angleterre alliées. Le Gouvernement français, s'il sacrifie sa situation dominante dans la Ruhr et les profits matériels qu'il en tire, est en droit d'attendre des engagements plus précis et plus positifs. Que l'Allemagne soit, à l'œuvre des réparations, « collaboratrice volontaire, » comme le souhaite M. MacDonald, rien de mieux, mais personne ne saurait en vouloir à la France et à la Belgique d'estimer que la garantie est trop fragile.

En présence des rapports des experts, l'opinion, en Allemagne, a réagi diversement : l'extrême droite nationaliste et le parti *vœlkisch*, qui vient de remporter des succès très marqués en Bavière, ont jeté les hauts cris : « on veut mettre l'Allemagne en esclavage ; » ce cri de la *Deutsche Zeitung*, organe des *Vœlkische*, résume leur argumentation. Les journaux gouvernementaux, M. Stresemann, M. Marx, en présence de l'accord des Alliés, tiennent un langage plus prudent ; ils se plaignent bien, pour la forme, de l'exagération des paiements et des prestations ; ils insinuent que l'Allemagne ne pourra pas tout payer, mais ils recommandent la bonne volonté : l'Allemagne fera un

effort, elle se saignera aux quatre veines. Il est bon de comparer ces jérémiades préventives au texte du rapport des experts qui se contente bien modestement de demander que le contribuable allemand soit imposé autant que l'Anglais et le Français. On s'exécutera donc puisqu'il le faut, mais à deux conditions : que le rapport soit appliqué immédiatement dans son intégralité, c'est-à-dire, d'après l'interprétation tendancieuse allemande, que l'évacuation économique et militaire de la Ruhr soit réalisée complètement et sans délai; que le total de la dette allemande soit l'objet d'une nouvelle évaluation, c'est-à-dire réduit. Les élections pour le Reichstag, qui ont lieu le 4 mai, se font pour ou contre l'acceptation du plan des experts, contre lequel les nationalistes multiplient les attaques. La ligue des agriculteurs répand un manifeste pour détourner les Allemands du piège des réparations. Le chef du parti allemand national, M. Helfferich, — qui vient de trouver une mort tragique dans l'accident de Bellinzona, — a mené dans ses journaux une très vive campagne contre la politique d'exécution; il lui paraît insensé d'exiger de l'Allemagne des paiements de 2 milliards et demi de marks-or, quand l'Angleterre se plaint que le paiement de 700 millions de marks-or d'intérêts aux États-Unis soit une menace pour la stabilité de son change : « Si le Reich se laisse aller à accepter des conditions qu'il sait ne pas pouvoir remplir, il est irrémédiablement perdu. » M. Stresemann a cru nécessaire de répondre lui-même, dans son journal la *Zeit*, au chef de la droite : il faut accepter parce que l'Angleterre le veut et surtout parce que c'est le moyen de délivrer la Ruhr et le Rhin. L'Allemagne doit donc s'apprêter à payer « dans les limites du possible. » De cet article, et d'une interview du Dr Luther, ministre des Finances, l'impression se dégage que le rapport des experts n'apparaît, aux dirigeants du Reich, que comme un moyen d'entamer de nouvelles négociations et de dissocier les Alliés en s'exécutant le moins possible. « L'Allemagne est convaincue, déclare le ministre des Finances, que le rapport des experts pourrait marquer le début d'une ère nouvelle, où la violence ferait place à la raison, si les mesures de contrainte politique étaient résolument écartées. » Qui ne le souhaiterait? Mais qui peut nous garantir que « la raison » l'emportera en Allemagne et que « la raison » de l'Allemagne débitrice sera la même que « la raison » de la France créancière ?

Pour le moment d'ailleurs, les arguments sont déformés par les passions électorales : les nationalistes allemands comptent rem-

porter, le 4 mai, un grand succès qui les amènerait au pouvoir; et toute l'Allemagne espère que, le 11 mai, la France reniera la politique de M. Poincaré. Avant cette double échéance, rien de définitif ne sera fait. Au moment où l'Allemagne cherche anxieusement sa voie, il est singulièrement dramatique de voir disparaître en pleine force deux des chefs qui ont le plus contribué à la fourvoyer sur la mauvaise route : Hugo Stinnes vient de mourir à cinquante-quatre ans; Helfferich périt dans une catastrophe de chemin de fer. L'un avait été l'âme de la résistance dans la Ruhr, l'autre avait poussé à l'inflation monétaire et restait le chef très écouté de la vieille droite conservatrice rajeunie par son intelligence novatrice.

En Allemagne, comme en France, la politique extérieure pose devant les peuples des questions si vitales pour leur avenir qu'elles dominent de haut la mêlée électorale; chez nous, l'extrême gauche se refuse à en convenir, parce qu'il lui faudrait avouer que toute l'Allemagne souhaite passionnément son succès, mais le fait est si évident que, à l'exception des partis extrêmes, communistes, socialistes, royalistes, les autres ne parviennent pas à se définir et à se distinguer. Nous voilà en pleine période électorale; et un seul fait s'impose avec d'autant plus de force que les programmes surgissent plus nombreux : la nécessité de l'union, sur le terrain des institutions républicaines, pour l'action nationale. La formule qui a triomphé en 1919, celle du « bloc national » n'a pas cessé de répondre aux nécessités d'une situation que dominent les événements extérieurs, conséquence et prolongement de la guerre.

L'heure conseillait l'union et l'entente, et c'est à un émiettement indéfini de groupes et de sous-groupes que nous assistons; les questions de personnes se substituent trop souvent aux idées et aux réformes. A l'extrême-gauche, communistes et socialistes sont en lutte très âpre; parmi les communistes eux-mêmes, les uns répudient Moscou et ont récemment signifié son congé au citoyen Boris Souvarine, les autres restent dociles aux directions russes. Parmi les socialistes, les uns rejettent toute alliance avec les radicaux pour lesquels ils n'ont que mépris; les autres, qui ne les dédaignent guère moins, s'allient cependant à eux pour former le « bloc des gauches » qui n'a pas réussi, tant s'en faut, à mettre sur pied ses listes dans tous les départements. Son programme tient en quelques mots : enlever la majorité, le pouvoir et ses profits, au bloc national. Tandis qu'en Angleterre, par exemple, personne ne s'étonne et s'indigne encore moins, que sous le coup d'événements importants,

la majorité et le pouvoir passent des conservateurs aux libéraux, voire aux travaillistes, et inversement, il existe, chez de trop nombreux républicains français, cette idée absolument contraire au bon fonctionnement d'un régime parlementaire, que le suffrage universel n'a pas le droit de faire alterner au pouvoir radicaux et modérés. « Après quatre ans et demi de trahison républicaine, écrivait, le 14, *le Quotidien*, la Chambre mal élue du Bloc national a enfin tenu sa dernière séance. » Quand le pays s'émancipe des organisations électorales et des tyranneaux radicaux, comme en 1919, la Chambre est « mal élue. » Elle n'est « bien élue » que quand elle sert les mesquines ambitions du parti qui, avec tant de légèreté, a conduit le pays au terrible réveil de 1914. Je ne sais rien de plus triste qu'une pareille mentalité; elle est la négation même des institutions libres, elle réduit la République à n'être plus que l'exploitation d'une ferme par un groupe de privilégiés.

Dans de nombreux départements, les anciennes listes d'union nationale se présentent de nouveau aux électeurs, qui leur sauront gré du courage avec lequel ils ont voté les lois de réorganisation militaire et les 14 milliards d'impôts nouveaux indispensables au rétablissement financier du pays. Ailleurs, au contraire, les éléments le plus à gauche se sont séparés des éléments plus à droite; des listes distinctes ont été formées. En certains endroits, comme en Seine-et-Oise, des hommes qui s'étaient âprement combattus avec un égal souci du bien du pays, comme MM. Tardieu, Reibel, Colrat, se sont décidés à temps à faire passer leurs préférences personnelles après la nécessité de la lutte contre le communisme et l'internationalisme. Ailleurs, comme dans la Gironde, les listes de même nuance pullulent. A droite, mêmes divisions, même trouble dans les esprits. *L'Action française*, royaliste, présente en beaucoup d'endroits des listes qui ont peu de chances d'obtenir le quotient, mais qui, en divisant les voix, aideront à faire élire quelques révolutionnaires ou radicaux de plus.

Ainsi, dans les programmes et dans les groupes, incertitude et confusion. Un seul point lumineux, le seul que l'électeur français apercevra : la grande politique nationale de M. Poincaré, qui plane au-dessus des groupes et des divergences de détail pour ne voir que le salut de la France. M. Poincaré gêne l'extrême-gauche. « Nul n'a le droit, écrit *l'Ère nouvelle*, d'invoquer son nom et son autorité pour s'en faire un pavillon. » M. Huc, de *la Dépêche de Toulouse*, voudrait faire croire qu'il n'a pas de politique intérieure. A

ceux qui voudraient à la fois se recommander de M. Poincaré et s'allier au socialisme, M. Raoul Péret, président de la Chambre, vient de donner une leçon qui aura dans tout le pays un profond retentissement. Et, le 24, au banquet de la Fédération républicaine présidé par M. Isaac, M. Poincaré lui-même a défini sa politique extérieure et intérieure : ceux-là seuls qui l'ont soutenue ont aujourd'hui le droit de s'en réclamer. Le Gouvernement n'est « ni neutre ni indifférent dans les batailles politiques. » Sa politique, qui se recommande de la grande tradition républicaine, se résume en une claire formule, qui vaut pour l'extérieur comme pour l'intérieur : « union républicaine et concorde nationale. » Cette devise, le Président du Conseil la développe : elle exclut le « bloc des gauches, » parce qu'il est fondé sur l'alliance monstrueuse des radicaux et des socialistes, « le mariage de l'eau et du feu. » Il décrit la tâche qui attend la nouvelle Chambre : elle sera impuissante si, d'abord, elle ne réforme son règlement et ses méthodes de travail ; puis, M. Poincaré détaille un programme pratique dont la réalisation, même partielle, suffirait à faire de la France victorieuse une France inattaquable et prospère. Pour ceux qui ne se plaisent qu'aux luttes de partis et qui rêvent de bouleversements sociaux, l'esquisse d'une politique nationale qu'apporte M. Poincaré n'est pas satisfaisante ; mais, pour ceux dont le ferme bon sens ne cherche que le bien général, c'est le chemin du salut et du progrès. Le discours de M. Poincaré est l'acte d'un chef qui se place à la tête de sa majorité, qui a confiance en elle, et qui, se sentant en communion profonde avec le pays, ne doute pas de son verdict. Les obscurités sont éclaircies, les nuages dissipés : les électeurs, le 11 mai, seront en présence d'un programme national de salut et de prospérité auquel ils sauront prouver leur fidélité.

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

aré et
, vient
reten-
e pré-
e exté-
ırd'hui
ıtre ni
qui se
en une
érieur:
Prési-
ches, »
et des
he qui
d, elle
. Poin-
ne par-
inatta-
tes de
d'une
isante;
e bien
urs de
jorité,
ofonde
s sont
ont en
auquel